

هكذا من الأدب

Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE-QUATRIÈME ANNÉE - N° 13101 4,50 F Fondateur : Hubert Beuve-Méry Directeur : André Fontaine - VENDREDI 13 MARS 1987

Le lâchage des « contras »

Le démantèlement de la politique américaine d'aide militaire à la guérilla anticomuniste est désormais entamé au Congrès, et l'on ne voit pas ce que M. Reagan, affaibli comme il l'est, pourrait faire pour s'y opposer.

L'affaire de l'« Irangate » a renforcé le rejet de cette politique. Il est devenu tel aux Etats-Unis que la Chambre des représentants s'est prononcée, le mercredi 11 mars, en faveur d'un gel des 40 millions de dollars restant à verser aux combattants de la liberté sur les 100 millions qui leur avaient été accordés l'année dernière.

En soi, ce vote pourrait ne pas avoir de portée pratique immédiate si le Sénat refusait de le confirmer. De plus, il n'est pas certain qu'il se trouverait au Congrès la majorité des deux tiers indispensables pour passer outre au veto que M. Reagan ne manquerait pas alors d'opposer. Il n'en reste pas moins qu'en subordonnant le déblocage de ces 40 millions à la présentation, sous six mois, d'un rapport sur l'utilisation de l'ensemble des fonds donnés aux « contras », par quelque canal que ce soit, la Chambre a fait coup double contre la Maison Blanche.

Elle a d'abord braqué les projecteurs sur les soupçons de malversations dans la distribution de ces fonds et sur l'imbriication totale entre la politique d'aide à la guérilla anticomuniste et le scandale qui frappe en ce moment l'institution présidentielle. Ebranlée par une bataille des obus qui a été conduite à la démission de deux de leurs principaux dirigeants non somozistes, MM. Adolfo Calero et Arturo Cruz, les « contras », à la recherche de réels succès politiques ou militaires, subissent ainsi à leur tour, de la part de l'opinion américaine, un lâchage qui n'épargne pas M. Reagan lui-même.

La Chambre des représentants, en second lieu, a montré que la Maison Blanche n'a désormais aucune chance d'obtenir les 500 millions de dollars qu'elle voudrait faire octroyer aux « contras » pour l'année prochaine. C'est la conséquence de la victoire démocrate aux élections parlementaires de novembre dernier. Une conséquence qu'on n'aurait pas imaginé toutefoix aussi claire dans des délais aussi rapides.

Sur un dossier qui lui tient particulièrement à cœur, M. Reagan n'a donc plus le choix qu'entre perdre en se battant ou perdre sans se battre. Cruel dilemme, au moment où le régime de M. Ortega, quant à lui, marque des points et aura à l'avenir d'autant moins de raisons de se soumettre à des pressions diplomatiques et économiques qu'il a résisté à quatre années de harcèlement militaire.

Une telle issue était inéluctable dès lors que l'Amérique de M. Reagan, en dépit des redondances, n'était pas prête à une intervention directe. Opération qui n'aurait pas été une promenade, contrairement à celle de la Grande, et que le souvenir toujours vivace du Vietnam rendait de toute façon, en se lançant dans une telle aventure les Etats-Unis seraient, en outre, pris le risque de détériorer gravement leur image dans toute l'Amérique latine.

Reste que les Américains se trouvent aujourd'hui, face à ce conflit, sans politique de rechange. L'Europe peut-elle apporter sa contribution à l'apaisement des tensions ? Les fragiles démocraties en place au Salvador, au Honduras et au Guatemala placent en tout cas en sile des espoirs qu'elle serait bien venue de ne pas décevoir.

Une entorse aux « règles » de la cohabitation

Polémique feutrée à Madrid entre M. Mitterrand et M. Chirac

Le sommet franco-espagnol, qui s'est terminé le jeudi 12 mars à Madrid, a été marqué par une polémique feutrée entre M. Mitterrand et M. Chirac. Ce dernier ayant affirmé que la réconciliation avec l'Espagne avait été facilitée par sa politique d'extradition de Basques, le chef de l'Etat a rappelé que cette politique avait commencé avant 1986, et, sans le nommer, que le premier ministre était d'abord hostile à l'entrée de l'Espagne dans la CEE.

MADRID
de nos envoyés spéciaux

La cohabitation en matière diplomatique pourrait bien avoir subi, à l'occasion du sommet de Madrid, son premier accroc majeur dans des circonstances d'autant plus paradoxales qu'il ne s'agit aucunement, entre MM. Mitterrand et Chirac, d'un désaccord sur le fond — en l'espèce, l'amélioration des relations franco-espagnoles — mais sur la forme, ou plutôt sur la chronologie de cette amélioration, et donc sur sa véritable paternité.

Dans la nuit de mercredi à jeudi, le premier ministre, commentant devant les journalistes la première journée de la rencontre, avait certes couvert de fleurs son

collègue socialiste espagnol, M. Gonzalez, « qui a une grande ambition pour son pays », et avec lequel il a noué d'excellentes relations personnelles, où l'idéologie n'a rien à faire.

Mais M. Chirac s'était aussi laissé aller à quelques commentaires acerbes sur la façon dont l'adhésion de l'Espagne à la CEE a été négociée, « c'est-à-dire, selon lui, avec une incroyable légèreté », car « on était pressé d'aboutir à n'importe quel prix pour des raisons politiques », quitte à ne tenir aucun compte des « importantes parts de marché que la France a perdues entre 1981 et 1986 ».

BERNARD BRIGOULEUX
et **THÉRIY MALINIAK**
(Lire la suite page 4.)

Un progrès vers la libre circulation

La RFA doit ouvrir son marché aux bières européennes

La Cour de justice européenne a condamné, le jeudi 12 mars, la République fédérale d'Allemagne pour ses pratiques protectionnistes sur le marché de la bière. La Grèce l'a été aussi, pour les mêmes raisons, au nom de la « libre circulation » des biens en Europe. S'appuyant sur une « loi de pureté » de 1916, qui interdit les additifs, les brasseurs de la RFA avaient obtenu une quasi-fermeture de leur marché intérieur. Ils devront y renoncer.



Le jugement rendu par la Cour de justice est symbolique dans la perspective du « grand marché » européen de 1992. Les barrières placées par les différents Etats membres, en particulier celles qui reposent sur les normes, doivent sauter. Quelles que soient les considérations de qualité technique, d'hygiène ou autres, ce qui est jugé conforme en France par les laboratoires qualifiés doit l'être dans les onze autres pays de la Communauté.

La bière était, de ce point de vue, devenue la cible exemplaire d'un protectionnisme qui n'ose pas dire son nom et dont les Allemands abusent (comme par ailleurs les Japonais).

(Lire page 26 les articles de **JOSEÉ DOYERE** et de **PHILIPPE LEMAITRE**.)

Escroquerie financière
chez Volkswagen
Importante chute des actions du constructeur allemand.
PAGE 29

Carrefour du développement
La visite du juge Michau au Brésil.
PAGE 8

Hongkong et la presse
Les autorités veulent restreindre la liberté des journalistes.
PAGE 3

« Nathan le Sage » à Genevilliers
Le chef-d'œuvre d'Ephraïm Lessing.
PAGE 21

Le sommaire complet se trouve page 32

Nancy, Raïssa, Imelda et les autres

Ces épouses qui prétendent ne pas nous gouverner

par Jacques Aumaric

Les Etats-Unis sont-ils gouvernés par un « dragon » ? La question n'a pas été posée dans un film de science-fiction mais par une remarque récente de M. Howard Baker, le nouveau secrétaire général de la présidence, appelé à la rescousse par M. Reagan pour rendre quelque crédibilité à la Maison Blanche. Commentant l'influence croissante prise par Nancy Reagan dans les affaires nationales, il aurait affirmé que la « first lady » pouvait se comporter en véritable « dragon » dès lors qu'elle cherchait à évincer un collaborateur de son mari jugé indigne de confiance.

M. Baker a bien sûr démenti avoir commis un tel crime de lèse-majesté. Il n'en demeure pas moins que la remarque qui lui est prêtée n'a étonné personne à Washington. Au fil des années, Nancy Reagan a joué un rôle de plus en plus actif auprès d'un mari qui n'est jamais passé pour un bourreau de travail et qui n'a pas été épargné par les épreuves depuis qu'il est entré à la Maison Blanche : tentative d'assassinat en 1981, opération d'un cancer en

1985 suivie d'une opération de la prostate et d'innombrables examens médicaux. L'autorité de Nancy s'est encore accrue depuis le début de l'Iranguate et, selon tous les témoignages, le « dragon » monte une garde vigilante à la porte du bureau ovale, en interdisant l'accès à la plupart des quémardes.

S'agit-il, pour M. Reagan, de préserver les étouffées convalescentes d'un époux vieillissant ou exerce-t-elle aujourd'hui une influence sur la définition de la politique américaine ? Les avis divergent. Il appartiendra aux historiens de trancher. Après tout, ils ont l'habitude.

Encore aujourd'hui, de savantes études sont publiées pour connaître par exemple quel fut exactement l'influence d'Eleanor Roosevelt pendant les années du New Deal. Selon tous les témoignages, elle fut loin d'être négligeable sur son mari, cloué par la maladie dans un fauteuil roulant. Ses contacts politiques étaient extrêmement nombreux, ses préoccupations sociales bien connues. Après la mort de Roosevelt, elle rompit pratiquement avec Truman, aidant même au début de son aventure politique

Henry Wallace, ancien secrétaire au commerce, qui fut démissionné en 1946 pour avoir critiqué l'anti-communisme de l'ancien vice-président de Roosevelt. Wallace finit d'ailleurs par se présenter contre Truman aux élections présidentielles de 1948 sous l'étiquette de l'éphémère Parti progressiste, qui bénéficiait de l'appui du Parti communiste, mais il fut battu à plate couture.

Autre « first lady » propulsée sur le devant de la scène par la maladie d'un président, la seconde femme de Woodrow Wilson, Edith Galt, épousée en 1915, seize mois après la mort de la première. Pendant plus d'un an, après l'accident cardiaque de Wilson survenu en 1919 au cours d'un voyage sur la côte ouest, M. Wilson devait régner sur la Maison Blanche, bien que, selon la plupart des historiens, Wilson ait conservé toutes ses capacités mentales. Mais elle ne put rien, bien sûr, pour empêcher la vague isolationniste de porter les républicains au pouvoir lors des élections de 1920 et de balayer l'ébauche de système de sécurité collective que Wilson avait tenté de mettre en place.

(Lire la suite page 2.)

Le Vatican et la bioéthique

La fécondation in vitro en débat

L'« instruction » du Vatican sur la procréation artificielle suscite un débat dans les milieux médicaux et catholiques. La condamnation de la fécondation in vitro est au centre de la controverse. Nous publions page 10 deux « points de vue ».

Le Père Charles Lefèvre, professeur d'éthique médicale à l'Institut catholique de Lille, exprime la déception de certains théologiens après ce « désaveu ». Quant au professeur Georges David, président de la Fédération des centres d'étude et de conservation du sperme, il rappelle que les techniques en cause permettent de lutter contre le drame des stérilités.

Enquête sur une génération

Rétrospective 1968

Nostalgie, nostalgie : ceux qui avaient vingt ans en mai 68 sont aujourd'hui des femmes et des hommes au faite de leur maturité, qui contemplant avec une curiosité teintée d'amusement les événements désordonnés et les folles espérances de leur jeunesse.

Les uns sont retournés à l'anonymat d'une vie personnelle et professionnelle sans histoire, d'autres, membres de cabinets ministériels, avocats, hauts fonctionnaires, sont demeurés des vedettes et des leaders, d'autres encore n'ont pas supporté que les lendemains ne chantent plus et ont choisi la mort.

Les explications générales de ce mouvement n'ont certes pas manqué : politologues, historiens, sociologues ont rivalisé d'ingéniosité. *Génération*, le livre que publie cette semaine Hervé Hamon et Patrick Rotman, ne propose, lui, aucune interprétation globale. Fidèles à une méthode, les deux journalistes ont interrogé une centaine d'anciens protagonistes du mouvement de mai. Ils ne leur ont pas seulement demandé ce qu'ils avaient fait alors, mais quel avait été le cheminement qui les avait conduits sur cette scène.

Hamon et Rotman ont peint un portrait collectif plein de vie et de mouvement. Leur tableau ne ressemble pas pour autant toute une génération. Ces militants — précisément parce qu'ils étaient militants — n'ont vécu qu'un aspect — le politique — de ces « golden sixties », dont Michel Winock a décrit les multiples et surprenantes facettes (*Les Années 60*, publiées par *le Monde*).

D'autre part, comme le souligne Jean-Pierre Rioux, les auteurs ont fait porter leur éclairage trop exclusivement sur les membres ou ex-membres de l'Union des étudiants communistes, laissant par trop dans l'ombre l'apport de la mouvance du PSU et des chrétiens de gauche. D'autant que, comme le disent Luc Ferry et Alain Renaut (68-86, itinéraires de l'individu, aux éditions Gallimard), ce courant de pensée a eu plus d'influence sur l'évolution des idées qu'un marxisme vieillissant.

Il n'importe : Hamon et Rotman voulaient tourner le film d'une génération qui s'émerveillait d'A bout de souffle en rêvant à *Potemkine*, et ils ont réussi.

PIERRE LÉPAPE.

(Lire page 16 les articles de **JEAN-PIERRE RIOUX** et de **MICHEL CONTAT**.)

VIENT DE PARAÎTRE L'aventure coloniale de la France



Collection dirigée par Bernard Lauzanne

Quatre volumes seront consacrés, dans une continuité chronologique, aux rapports entre la France, sous ses divers régimes, et les peuples d'outre-mer :

- I **L'Empire renaissant** (1789-1871) par Jean Martin. 178 F.
- II **L'Empire triomphant** (1871-1936) par Gilbert Comté. A paraître en octobre 87.
- III **L'Empire écartelé** (1936-1945) par Paul-Marie de la Gorce. A paraître en 1988.
- IV **L'Empire embrasé** (1945-1962) par Jean Panchais. A paraître en 1988.

denoël Histoire de l'Empire français

Etranger

RFA : le nouveau gouvernement du chancelier Kohl Une influence accrue des libéraux

BONN
de notre correspondant

Le président du Parti chrétien-démocrate M. Helmut Kohl, a été reconduit comme prévu, le mercredi 11 mars, par le Bundestag à la tête du gouvernement ouest-allemand pour les quatre années à venir. Le nouveau cabinet, dont la composition a été rendue publique le même jour, ne comporte pas de changement pour les principaux ministères. Le Parti libéral, qui avait vu son poids relatif renforcé lors des élections du 23 janvier dernier, a reçu un portefeuille supplémentaire, celui de l'éducation.

La principale surprise de la journée a été le faible score réalisé par le chancelier Kohl lors du vote à bulletin secret au Bundestag qui lui a accordé seulement quatre voix de plus que la majorité requise, 15 voix lui ont manqué sur les bancs des trois partis de la coalition. Même en 1982, après le renversement d'alliance des libéraux dont une partie avait voté contre lui, il avait obtenu son élection avec 7 voix de majorité.

Ce résultat, qui a aussitôt été mis à profit par l'opposition social-démocrate pour dénoncer la faiblesse du chancelier, est le plus sou-

vent attribué au mécontentement d'une partie de la majorité devant la composition du nouveau gouvernement. Plutôt que de procéder à un remaniement en profondeur - qu'ils ont préféré garder en réserve pour dans deux ans, à mi-chemin de la législature - les dirigeants de la majorité ont préféré se livrer à une chirurgie douce pour tenir compte du nouveau rapport de forces entre les partis de la coalition et faire rentrer quelques femmes supplémentaires au niveau des secrétariats d'Etat.

Les affaires étrangères

Le changement le plus notable concerne le ministère des affaires interallemandes, qui est attribué à M^{me} Dorothea Wilms. Proche du chancelier, M^{me} Wilms, jusqu'à ministre de l'éducation, n'a aucun lien avec les associations de réfugiés de l'Est, contrairement à une tradition bien établie au Parti chrétien-démocrate. Son prédécesseur, M. Heinrich Windelen, qui n'appartient pas au nouveau gouvernement, avait ainsi longtemps été l'un des principaux porte-parole de ces organisations, dont certaines ont mené la vie dure au chancelier au cours des

quatre années passées, lui reprochant une politique trop conciliante à l'égard de la RDA et des pays de l'Est en général.

Cette nomination va en outre de pair avec un renforcement de l'influence du Parti libéral sur le ministère des affaires étrangères, au grand dam de l'aile dure de la CDU et de la CSU bavaroise. Le ministre des affaires étrangères, M. Hans Dietrich Genscher, dispose cette fois de deux secrétaires d'Etat de son propre parti. Ancien secrétaire général du FDP, M^{me} Irmgard Adam-Schwartz se verra occuper des

affaires européennes à la place d'un chrétien-démocrate, M. Lutz Sta-venhagen, parti renforcer le chancelier comme secrétaire d'Etat chargé des relations avec les Länder. Le second secrétaire d'Etat, chargé des relations avec le tiers-monde, a été confié à M. Helmut Schäfer, un libéral de gauche, qui remplace à ce poste M. Juergen Möllemann, homme lige de M. Genscher. M. Mollemann, qui avait vu sa carrière politique compromise en 1984, après qu'il eut été accusé de mélange ses responsabilités gouvernementales et ses affaires financières, est

président de la Société germano-arabe et, à ce titre, considéré comme l'un des principaux représentants du lobby pro-arabe en RFA. Il a été nommé à la surprise générale à la tête d'un ministère, celui de l'éducation, dont les attributions sont extrêmement imprécises en raison du rôle prédominant que jouent les Länder dans ce domaine.

Le second nouveau venu parmi les ministres est un proche du ministre-président de Bavière, M. Hans Klein (CSU), qui prend le portefeuille de la coopération. Il devrait y poursuivre la politique de son prédécesseur, M. Warnke, membre comme lui de la CSU, qui était parvenu de fier l'aide économique au tiers-monde à des contrats passés avec les firmes ouest-allemandes. M. Warnke remplace, pour sa part, un autre CSU, M. Dollinger, au ministère des transports.

Parmi les secrétaires d'Etat, on note, enfin, la nomination à la défense d'une femme - l'une des quatre nouvelles de ce gouvernement - M^{me} Agnes Hürland, qui s'occupera plus particulièrement des problèmes de personnel et devrait notamment être chargée d'examiner la question très controversée de l'ouverture de l'armée aux femmes.

HENRI DE BRESSON.

URSS Brigade des mœurs... pour les étrangers

Moscou. - La police moscovite vient de mettre sur pied une unité spéciale chargée de combattre la prostitution, le trafic de devises et le marché noir entre citoyens soviétiques et ressortissants étrangers, a révélé le mensuel des Jeunes communistes *Smena*. Selon la revue, M. G. Alexeev, chef adjoint de la police criminelle de Moscou, a annoncé la création « à Moscou d'une unité spéciale de la milice, ayant pour tâche de lutter contre les délits visant les ressortissants étrangers ou commis par ceux-ci ».

Dans un article consacré à la recrudescence de la prostitution - un sujet tabou il y a quelques mois encore - *Smena* reconnaît implicitement que les résidences des étrangers vivant à Moscou font l'objet d'une étroite surveillance policière : en un an, la police a dressé une liste de sept cent vingt-six femmes soviétiques qui avaient « passé la nuit ou tantôt de la faire » dans des immeubles réservés aux étrangers. - (AFP).

[Pratiquant tous les étrangers résidents à Moscou dans des immeubles spéciaux - couramment appelés « ghettos », - dont l'accès est surveillé en permanence par des miliciens spécialisés.]

La nouvelle équipe

Voici la composition du nouveau gouvernement :
Ministre sans portefeuille à la chancellerie : M. Wolfgang Schäuble (CDU) ; Affaires étrangères : M. Hans-Dietrich Genscher (FDP) ; Intérieur : M. Friedrich Zimmermann (CSU) ; Justice : M. Hans Engelhard (FDP) ; Finances : M. Gerhard Stoltenberg (CDU) ; Economie : M. Martin Bangemann (FDP) ; Agriculture et forêts : M. Ignaz Kischel (CSU) ; Relations inter-allemandes : M^{me} Dorothea Wilms (CDU) ; Travail et affaires sociales : M. Norbert Blum (CDU) ; Défense : M. Manfred Wörner (CDU) ; Jeunesse, famille, femmes et santé : M^{me} Rita Süßmuth (CDU) ; Transport : M. Jürgen Warnke (CSU) ; Protection de l'environnement : M. Walter Wallmann (CDU) ; Postes et télécommunications : M. Christian Schwarz-Schilling (CDU) ; Construction : M. Oskar Schneider (CSU) ; Recherche et technologie : M. Heinz Riesenhuber (CDU) ; Formation professionnelle : M. Jürgen Möllemann (FDP) ; Coopération économique : M. Hans Klein (CSU).

Ces épouses qui prétendent ne pas nous gouverner

(Suite de la première page.)

A l'exception peut-être d'Eleanor Roosevelt, tous les « dragons » de la Maison Blanche ont toujours vigoureusement nié s'être substitués à leur mari. Constitution oblige ! Nancy Reagan n'a pas manqué à la règle. A-t-elle convaincu alors que de nombreux observateurs n'hésitent plus à s'interroger ouvertement sur ce qu'ils appellent pudiquement les « trous de mémoire » du président ?

L'histoire contemporaine compte, hors des Etats-Unis, bien d'autres « dragons » dont les démentis sont encore moins convaincants que ceux de leur consœurs américaines. Certaines ont bien fini, mais la plupart ont surtout connu la réputation, l'exil, voire la prison pour citer la plus connue d'entre elles, Jiang Qing, la veuve de Mao, condamnée à mort, « avec sursis », en 1981 pour « crimes contre-révolutionnaires » commis à la tête de la « bande des quatre » pendant la révolution culturelle. Jiang Qing, « la mauvaise concubine impériale », pour reprendre la tradition chinoise, a été graciée depuis, mais elle est toujours détenue. Ah ! que n'a-t-elle tenu compte des avertissements lancés par le bureau politique du Parti communiste en 1939, lors de son mariage avec Mao, lui demandant de ne pas se mêler de politique. Les prudes révolutionnaires se méfiaient alors non d'un éventuel coup d'Etat, mais de la starlette qui avait défrayé la chronique mondaine de Shanghai des années 30.

Autre épouse d'un chef d'Etat à avoir connu la prison : la seconde femme de Peron, l'ancienne danseuse folklorique Isabelle Martinez, dont le dictateur avait fait la connaissance à Panama en 1956, lors d'un premier exil, et qu'il avait épousée en 1961. Mais c'est pour des raisons politiques qu'Isabella fut emprisonnée en 1976, après avoir dirigé pendant deux ans l'Argentine : vice-présidente en titre, elle avait succédé à Peron à la mort

de ce dernier en 1974. Libérée en 1981, Isabella vit toujours en Argentine mais a dû s'engager à ne plus avoir de responsabilité dans un parti politique.

C'est une promesse que la femme précédente de Peron, la fameuse Evita, n'aurait sans doute jamais pu tenir si la maladie ne l'avait emportée en 1952. Car le cas Evita est autrement fascinant que celui d'Isabella, femme sans grande envergure, longtemps manipulée par un ancien caporal de l'armée, devenu secrétaire de Peron, passionné de spiritisme et de conservatisme, José Lopez Rega. Evita, la speakerine de condition modeste, qui maniait à merveille le populisme, le dévouement et l'arrivisme, reste encore aujourd'hui le symbole d'un péronisme dont rien ne dit que l'Argentine soit enfin guérie. Passionaria affichant ses bons sentiments et cachant ses innombrables manteaux de fourrure, elle fut un rouage essentiel de la « machine » Peron, contribuant de tous ses efforts à la déification du héros des « descamisados ». Et pour cela, elle ne recula devant aucune audace comme en témoignent sa profession de foi : « Si Dieu m'a fait naître une fois, Peron, lui, me fait naître tous les jours ».

L'année 1986 a mis en relief deux autres « dragons », puisqu'elle leur a valu l'exil : Imelda Marcos et Michèle Duvalier. Bien qu'elle se soit toujours définie comme l'innocente « femme et mère du peuple philippin », M^{me} Marcos eut un rôle bien connu. Cette ancienne reine de beauté aimait autant le pouvoir que les richesses et se servit abondamment en tant que gouverneur du grand Manille. Son influence sur son mari, depuis longtemps en lutte contre la maladie, est aussi notoire que le sont ses milliers de paires de chaussures ; elle aurait même envisagé de le renverser.

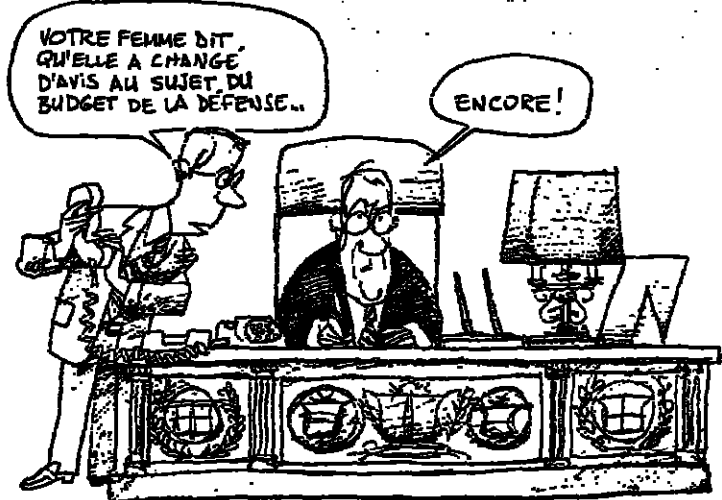
Et que dire de Michèle Duvalier, ex-Bennet, épouse devant l'Éternel

de « Baby Doc » ? Sinon que sans son époux le benêt Jean-Claude aurait peut-être jeté le gant plus tôt pour se consacrer, dans un cadre de meilleures routes, à son culte des voitures de sport. Dure au gain, peu regardante à la dépense, Michèle Duvalier s'est attiré d'autant plus de haine qu'elle est militaire, c'est-à-dire membre d'une minorité contre laquelle il a toujours été payant en Haïti de détourner le mécontentement populaire. « Papa Doc », le tyran de père de Jean-Claude, en savait quelque chose, lui qui a tant exploité le filon. Pas étonnant dans ces conditions que sa veuve ait tenté de s'opposer à la « mésalliance » de

dollars. Quant à Michèle, elle expliquait qu'il n'y a pas si longtemps à Europe 1 que, si elle participait effectivement aux réunions du conseil des ministres, « c'était en tant qu'observateur », et qu'elle a « toujours laissé la politique à son mari, parce qu'il la faisait mieux que tout autre ».

Deux « dragons » répudiés

Les « dragons » ne risquent pas que l'exil lorsque leurs maris finissent mal. Elles peuvent aussi être



Jean-Claude. Mais c'est Michèle qui l'emporta finalement, pour le plus grand bénéfice de sa famille, à laquelle elle fit accorder nombre de prébendes. Comme les Marcos, réfugiés à Honolulu, le couple Duvalier, toujours installé près de Grasse, se bat déjà devant plusieurs tribunaux pour conserver son trésor de guerre, évalué entre 150 et 900 millions de

répudiées. On en compte deux célèbres : la deuxième femme de Bourguiba et la troisième de Tito. La rupture officielle Bourguiba-Wassila Ben Annar remonte à l'année dernière, mais depuis pas mal de temps déjà celle que les Tunisiens appellent « Wassila » avait de plus en plus de mal à maintenir son empire sur le palais de Carthage et à résister à

l'offensive lancée par la nièce du président, M^{me} Salda Sassi, pour prendre soin du président. La preuve : le divorce a été prononcé aux torts de Wassila, accusée d'avoir violé la Constitution en proposant dès 1982 d'en réviser l'article qui prévoit qu'en cas de décès du président c'est le premier ministre qui lui succède. Sans doute pour décourager les prétendants, dont les rivalités et les jeux de cour empochent depuis des années la vie politique. « Wassila » avait proposé une élection au suffrage universel.

Les raisons de la rupture entre Tito et sa femme Jovanka sont beaucoup plus mystérieuses. Toujours est-il que la séparation est bien en 1977, trois ans avant la longue agonie de Tito, et que Jovanka conserve toujours une villa de fonction et tous les autres avantages de la haute nomenklatura. Ce qui ne l'a pas empêché récemment de réclamer des droits d'auteur à deux maisons qui ont été édifiées après le mort de Tito deux recueils de textes et de discours. L'affaire, qui n'est toujours pas réglée, l'oppose également à deux fils de Tito nés de deux mariages précédents.

Misogynie chez les Soviétiques ?

Jovanka Broz Tito, qui ne paraît d'ailleurs pas avoir joué un vrai rôle politique, reste une exception dans le monde communiste si on prend soin d'ajouter le cas de la femme du président roumain Ceausescu, Elena, véritable numéro 2 du régime puisqu'elle est membre du bureau politique, secrétaire du parti chargé des cadres, ministre de la science et de la technologie et premier vice-premier ministre. Faut-il préciser que « la femme la plus juste du monde », pour reprendre l'expression de rigueur à Bucarest, a droit

à la manifestation d'un véritable culte à chacun de ses anniversaires ?

Rien de tel dans les autres pays communistes, qui professent pourtant l'égalité des sexes. En particulier en URSS, où aucune femme de dirigeant, depuis la timide Kroupskaïa, la femme de Lénine, qui finit ses jours en craignant d'être assassinée par Staline, n'a véritablement joué de rôle. Celle de Staline a préféré se suicider à moins qu'on ne l'y ait aidée. Quant aux compagnes de Khrouchchev et de Brejnev, elles sont toujours restées dans l'ombre, préférant jouer les « babouchkas » que les femmes d'influence ; quant à celles d'Andropov et de Tchernomko, la maladie de leurs maris ne leur a même pas laissé le temps de se faire connaître.

Voilà pourquoi le cas de Raïssa Gorbatcheva est intéressant. Contrairement à ce que l'on croit généralement en Occident, l'élé-gante M^{me} Gorbatchev ne constitue pas forcément un « plus » pour le secrétaire général. Si les femmes sont vraiment le seul ciment de la société et de la famille russe, il est de tradition qu'elles restent dans la coulisse. Il est encore plus impudique qu'elles n'accèdent jamais au sommet du pouvoir. Là encore, l'exception confirme la règle : la seule femme à avoir été membre du bureau politique est Ekaterina Fourtseva, protégée de Khrouchchev et longtemps ministre de la culture. Et encore a-t-elle mal fini : accusée d'avoir fait construire une datcha aux frais de l'Etat, elle est morte subitement en 1974 ; elle se serait suicidée.

JACQUES AMALRIC.

SALON GRAND PUBLIC DE LA CREATION DANS LA MAISON
42.93.07.60

habiter 87 du 7 au 15 mars

MEUBLES
LUMINAIRES
TEXTILES
TAPIS
ARTS DE LA TABLE
BAINS ET CUISINES
TERRASSES ET JARDINS

LA CREATION à la SACHETE villette

la villette la grande halle

« Danielle, Bernadette, Françoise et les autres » Mesdames « les femmes de... »

« Les épouses, on ne les sort que dans les périodes de pointe », affirme M^{me} Bernadette Charac. Est-ce si sûr ? A voir l'empressement avec lequel les médias dévoilent la vie familiale des hommes politiques et la bonne grâce avec laquelle ces derniers s'y prêtent, « les femmes de... » existent et veulent le faire savoir. Marie-Thérèse Guichard, journaliste au Point, vient de leur consacrer un ouvrage intitulé *Danielle, Bernadette, Françoise et les autres*. Entre le célèbre « Liane, fais les valises, on rentre à Paris ! » que M. Georges Marchais lançait à sa femme quelques semaines avant la rupture du programme commun de la gauche en 1977, et l'actrice d'une Nancy Reagan, toute une garde-robe de conditions s'offre aux épouses, à charge pour chacune de trouver celle qui l'habille le mieux... Certaines se plaignent de la vie impossible qu'elles mènent aux côtés d'un mari perpétuellement en campagne. Mais « le départ, coughe l'autour, ne pouvaient pas pas presser, en passant la bague au doigt, qu'elles commençaient en réalité un ménage à

partis de notre fonction, explique M^{me} Nisa Chevènement. On est de toute façon, qui que l'on soit, contraint de répondre à une image. » Pour d'autres, l'atmosphère fut un détonateur : ainsi M^{me} Christine Juppé s'est-elle intéressée aux activités du Club 89 au lendemain de la défaite de 1981, et M^{me} France Léotard est-elle alors devenue « libérale ». Enfin, certaines, conscientes de labourer sans cesse la terre d'élection de leur époux, ont souhaité, comme M^{me} François-Poncet, « recueillir les dividendes de [leur] travail ».

Au fond d'elles-mêmes, ces épouses savent bien que ce sont elles qui ont fait passer tant de place dans la vie de [leur] mari, c'est accepter d'en sortir. D'autres ont espéré « remplacer le « cher disparu » ou à défaut valoir sur son héritage politique », souvent sans succès. M^{me} Jeanette Thorez-Vermersch et M^{me} Abelin en savent quelque chose... - V. D.

* Danielle, Bernadette, Françoise et les autres, de Marie-Thérèse Guichard, Editions Belfond, 295 pages, 96 F.

Europe

RÉPUBLIQUE D'IRLANDE

Premier ministre sortant, M. Garret FitzGerald démissionne de son poste de leader du Fine Gael

DUBLIN de notre correspondant

Le premier ministre sortant, M. Garret FitzGerald, a annoncé mercredi 11 mars, de façon dramatique, sa décision de démissionner de son poste de leader de la formation centriste Fine Gael. La décision de M. FitzGerald, au lendemain de la reprise du pouvoir par le parti Fianna Fail de M. Charles Haughey, était attendue et a bouleversé les Irlandais. Malgré la lourde défaite de son parti au scrutin du 17 février 1987, M. FitzGerald s'était vu renouveler la confiance de ses collègues, qui désiraient le voir rester à son poste.

M. FitzGerald, âgé de soixante et un ans, a déclaré que sa décision était prise dans l'intérêt de la formation Fine Gael et qu'il était temps qu'il quitte le poste de chef du parti.

Le monde politique, au nord et au sud de l'île, surpris lui aussi par la décision soudaine de M. FitzGerald, lui a rendu hommage. Le nouveau premier ministre, M. Haughey, a remercié son prédécesseur « de long et fidèle mandat qu'il a rempli au service de l'Irlande en tant que ministre des affaires étrangères, premier ministre et leader de la formation Fine Gael ».

Le successeur de M. FitzGerald sera choisi parmi les députés du parti lors d'une réunion, le 21 mars. Parmi les principaux candidats : l'ancien ministre des affaires étrangères et leader adjoint, M. Peter Barry, l'ancien ministre de l'industrie et du commerce, M. Michael Noonan et les deux favoris, MM. Alan Dukes et John Bruton, tous deux jeunes et dynamiques technocrates venus au parti Fine Gael durant l'époque de M. FitzGerald.

JOE MULHOLLAND.

TCHÉCOSLOVAQUIE

Les deux responsables de la « section de jazz » condamnés à des peines de prison

M. Karel Šrp, président de la section de jazz de l'Union des musiciens de Prague, a été condamné, le mercredi 11 mars, à seize mois de prison, et M. Vladimír Kouřil, secrétaire de la section, à dix mois, à l'issue d'un procès de deux jours. Les trois autres membres du comité de la section ont été condamnés à des peines de prison avec sursis.

Le procureur, qui avait requis des peines beaucoup plus lourdes, a immédiatement fait appel. Les condamnés ont huit jours pour interjeter appel; ils n'ont pas encore fait connaître leurs intentions. Pour- suivis pour « activités économiques illégales » et donc passibles de peine de six mois à huit ans de prison, les cinq animateurs de la section de jazz étaient également accusés de « vio-

lors endommager des biens socialistes » ; mais cette charge avait été abandonnée.

En rendant le verdict d'un procès dont les autorités ont nié catégoriquement le caractère politique, le juge s'est déclaré convaincu que les prévenus étaient des experts en leur domaine et avaient pris leurs activités au sérieux. « Le travail pour promouvoir la culture est louable, mais il lui faut un cadre légal, afin que les valeurs sociales ne soient pas oubliées », a-t-il ajouté. M. Karel Šrp a répondu dans une ultime intervention : « Notre organisation était culturelle et humanitaire. Nous avons fait ce que la nation voulait. Nous avons toujours respecté la Constitution tchécoslovaque et les principes de l'Acte final d'Helsinki ».

Rectificatif. — M. Jossif Šegan n'a pas, contrairement à ce que nous indiquions dans notre édition du 11 mars, chanté l'hymne national israélien à son arrivée en gare de Moscou lors de sa libération. Le dissident juif soviétique avait en revanche exprimé sa joie en entonnant le Shalom aleichem, chant de bienvenue de la tradition juive.

[Ce verdict, qu'on pourrait qualifier de « modéré », si on accepte d'entrer dans la logique de la justice tchécoslovaque, permet aux autorités de Prague de ne pas désavouer ceux qui se sont acharnés contre les animateurs de la section de jazz, dont les activités indépendantes irritaient, tout en évitant de provoquer l'opinion internationale par une condamnation trop sévère.]

Asie

Dans plusieurs pays d'Asie du Sud-Est

Irritation croissante des autorités envers la presse étrangère

Le conseil législatif de Hongkong a adopté, le mercredi 11 mars, une loi très controversée prévoyant des peines pouvant aller jusqu'à deux ans de détention et une amende de 100 000 dollars de Hongkong (75 000 F) pour tout journaliste jugé coupable d'avoir publié « de fausses informa-

tions provoquant des troubles de l'ordre public, inquiétant l'opinion publique, ou risquant de le faire ».

Les organisations de presse ont annoncé leur intention de combattre ce texte qui concerne tous les médias y com-

pris les agences internationales opérant à Hongkong, et dans lequel beaucoup voient le résultat de pressions de Pékin destinées à brider l'une des presses les plus libres de toute l'Asie, dans la perspective du transfert de souveraineté restituant la colonie à la Chine populaire en 1997.

du gouvernement qu'elle a jugé « diffamatoire », tout en affirmant qu'elle demeurerait prête comme par le passé à publier le point de vue des autorités.

Cette affaire n'est pas sans précédent. Four avait refusé de publier une lettre de l'attaché de presse du premier ministre de Singapour, qui protestait contre l'importance accordée à l'opposition locale dans ses colonnes, l'hebdomadaire américain Time a vu en octobre sa diffusion locale réduite de 18 000 à 2 000 exemplaires.

En Indonésie, le 24 février, la Far Eastern Economic Review, un hebdomadaire de Hongkong qui fait autorité en Asie, a été saisi. Aucune version officielle n'a été avancée, mais le numéro interdit comprenait un article sur les activités financières des enfants du président Suharto.

L'an dernier déjà, un article sur le même sujet, publié à la « une » d'un quotidien de Sydney, avait provoqué une crise entre l'Indonésie et l'Australie. Les journalistes australiens, qui suivaient à l'époque une tournée

de M. Reagan dans la région, n'avaient pas été autorisés à débarquer à Bali.

Un arsenal local

En Malaisie, le Parlement a adopté début décembre des amendements à une loi datant de 1972, qui permet la condamnation à des peines allant jusqu'à quatorze ans de prison de toute personne coupable de divulguer ou de posséder sans autorisation un large échantillon de documents jugés « confidentiels » par l'administration. Le vote a eu lieu à une large majorité, en dépit des protestations de deux anciens premiers ministres, de journalistes et d'universitaires, ainsi que du barreau.

Comme Singapour, la Malaisie entend ainsi se doter d'un arsenal légal face à la presse internationale. Auparavant, un journaliste américain avait été condamné à la suite d'un article sur les relations entre la Chine et la Malaisie.

J.-C. POMONTI.

Proche-Orient

ISRAËL

Une commission de deux membres est chargée d'enquêter sur les dessous de l'affaire Pollard

JÉRUSALEM de notre correspondant

Israël a jeté du lest. Après huit heures de débat, le cabinet restreint — où siègent cinq ministres du Likoud et cinq travaillistes — a décidé à l'unanimité, le mercredi 11 mars, de créer une commission de deux membres chargée d'enquêter sur les dessous de l'affaire Pollard, l'espion pro-Israélien condamné la semaine dernière à Washington à la prison à perpétuité.

C'est un ministre du Likoud, M. Moshe Nissim (finances), qui soumit l'idée d'une telle commission et proposa les noms de deux personnalités incontestées, un ancien chef d'état-major de l'armée, le général Zvi Tzur, et un ancien président de la Cour suprême, le juge Moshe Landau. Le premier a donné son accord, le second a demandé un délai de réflexion de vingt-quatre heures. Ils devront remettre leurs conclusions au gouvernement dans « six à huit semaines », estime-t-on. Le cabinet restreint a aussi promis d'« assister » la sous-commission parlementaire du renseignement que préside M. Abba Eban et qui mènera une enquête parallèle. M. Itzhak Rabin, ministre de la défense, devait être, jeudi, le premier haut responsable à venir s'expliquer devant elle.

L'ouverture d'une enquête constitue un inédit dans le processus du premier ministre, M. Itzhak Shamir. N'avait-il pas dénoncé à l'envi comme « hystérique » et « ridicule » une telle idée ? Son allergie d'hier était de bonne guerre. Sa

reculade d'aujourd'hui n'en est que plus visible. On comprend d'autant moins son attitude qu'il était ministère, semble-t-il, dès la réunion de cabinet de dimanche dernier, la majorité de ses collègues ayant alors souhaité une enquête. A moins qu'en une manœuvre subtile M. Shamir ait délibérément affecté une intransigence de principe en sachant qu'il lui faudrait composer, et dans le seul but de faire ressortir, à l'intention des Américains, l'importance de sa concession.

Shamir-Pérez-Rabin. Tout se passe comme si, à la faveur de l'affaire Pollard, nombre d'élus avaient voulu signifier leur mauvaise humeur à une « troika » trop encline au secret et au fait accompli. Il est frappant de constater, avec le recul, que les trois gros scandales récents impliquant des services de renseignements — l'affaire du Shin Bet, l'affaire Pollard et l'affaire Irangate — se sont développés simultanément entre 1984 et 1986 sous le règne du trio.

Quels seront les pouvoirs de la commission d'enquête ? A la différence des « commissions judiciaires » — du type de celles qui enquêtent par exemple sur les massacres de Sabra et Chatila ou sur le trach boursier — les recommandations de celle-ci n'auront pas force de loi. Elle ne pourra contraindre des responsables à comparaître devant elle ou à témoigner sous serment. (La commission de la Knesset souffre aussi des mêmes limites.) Le pouvoir pourra néanmoins difficilement ignorer ses conclusions.

« L'Etat d'Israël n'a rien à voir avec la famille Pollard », déclarait mardi M. Shamir. « Un problème humain et moral se pose peut-être, mais ce n'est pas le nôtre. » Le public israélien ne partage pas ce point de vue. Il commence à exprimer sa solidarité avec le couple américain. Une récente interview télévisée où M. Pollard disait son sentiment d'avoir été « traité » par Israël a sans doute contribué à développer cette mauvaise conscience. Le Comité de citoyens pour Pollard a décidé d'aider le couple. Il aurait déjà collecté 200 000 dollars.

J.-P. LANGELLIER.

VIETNAM

La visite de M. Chevardnadze

Hanoï réitère son approbation de la normalisation sino-soviétique

Hanoï. — Le Vietnam et l'URSS ont sur la question du Cambodge « une seule position », a déclaré, le mercredi 11 mars, M. Nguyen Co Thach, l'ancien ministre des affaires étrangères, à l'issue de trois heures d'entretiens avec son homologue soviétique, M. Edouard Chevardnadze, arrivé le jour même à Hanoï pour une visite officielle de deux jours.

A propos de la Chine, dont les relations avec Hanoï restent tendues depuis le conflit sino-vietnamien de février-mars 1979, MM. Thach et Chevardnadze ont affirmé, selon l'agence vietnamienne VNA, que « la normalisation et l'amélioration des relations entre, d'une part, le Vietnam et l'URSS, d'autre part, la Chine populaire sont une contribution importante à l'assainissement du climat en Asie et dans le Pacifique ». La déclaration des deux ministres semble indiquer que Hanoï soutient officiellement le rapprochement entre Moscou et Pékin, qui s'est renforcé depuis l'arrivée au pouvoir de M. Mikhaïl Gorbatchev.

A la question de savoir si le retrait vietnamien du Cambodge avait été abordé au cours de ses entretiens avec M. Chevardnadze, M. Thach s'est contenté de répondre : « Ce n'est pas la question essentielle ».

Le chef de la diplomatie soviétique devait quitter vendredi Hanoï, dernière étape de sa tournée asiatique, après deux jours d'entretiens avec les autorités vietnamiennes. — (A.P.P.)

BANGLADESH

Sanglants affrontements à l'université de Dacca

Dacca (Reuter). — La police a occupé, ce mercredi 11 mars, l'université de Dacca, un bastion de l'opposition étudiante, utilisant des gaz lacrymogènes afin de briser une manifestation contre le gouvernement.

Cinquante étudiants au moins ont été arrêtés et plus d'une centaine blessés lors des violentes charges de la police, selon des témoins, qui affirment également que l'intervention musclée de la police a provoqué des scènes de panique.

La police a indiqué, de son côté, qu'elle avait occupé le campus à la suite d'une manifestation de protestation contre la mort de trois étudiants tués par l'explosion d'une bombe.

Deux d'entre eux ont succombé mardi à leurs blessures. Le troisième, un dirigeant étudiant, avait été tué sur le coup. Six autres étudiants ont été grièvement blessés par l'explosion.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75002 PARIS CEDEX 09

TÉLEX MONDPAR 650572 F

TÉLÉPHONE (1) 45-23-06-81

TÉL. : (1) 42-47-97-27

Édité par le S.A.R.L. Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beau-Méry (1944-1969)

Jacques Fommet (1969-1982)

André Larrous (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beau-Méry, fondateur.

Administrateur général : Bernard Wauters

Rédacteur en chef : Daniel Veret

Correspondant en chef : Claude Salas

ABONNEMENTS

RP 507 09

75422 PARIS CEDEX 09

TÉL. : (1) 42-47-98-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE 354 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE 687 F 1 337 F 1 922 F 2 530 F

ÉTRANGER (par mandats)

L - BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS 399 F 762 F 1 089 F 1 380 F

IL - SUISSE, TUNISIE 504 F 972 F 1 404 F 1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les sous-prints en capitales d'imprimerie.

Le Monde TÉLÉMATIQUE

Comptez 36-15 - Tapez LEMONDE

Reproduction interdite de tous articles sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57437

ISSN : 0395 - 2037

Le Monde PUBLICITE

5, rue de Montessuy, 75007 PARIS

Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71

TÉLEX MONDPUB 296 136 F

Le Monde US\$ 700-910 is published daily, except Sundays for \$ 400 per year by Le Monde c/o Speedprint, 45-49 33 rd street, L.C.L. N.Y. 11104. Second class postage paid at New York, N.Y. postmaster: send address change to Le Monde c/o Speedprint U.S.A., P.O.C., 45-49 33 rd street, L.C.L. N.Y. 11104.

LE DROIT DE COMPRENDRE. Le droit de comprendre, c'est pouvoir saisir facilement les points de vue essentiels de la recherche universitaire, du professionnel, indispensables aux besoins de chacun, les 80 articles les plus importants, les professeurs spécialistes. LES-PRECIS-DALLOZ - ACCESSIBLES - COMPLETS - INDISPENSABLES

Diplomatie

Le sommet franco-espagnol

Polémique feutrée à Madrid

(Suite de la première page.)
Que M. Chirac ait pris soin de préciser qu'il n'avait jamais lui-même demandé une renégociation « globale » de cette adhésion n'était rien à la virulence de son propos à l'égard de ses prédécesseurs de Mitterrand et à l'égard du président de la République.

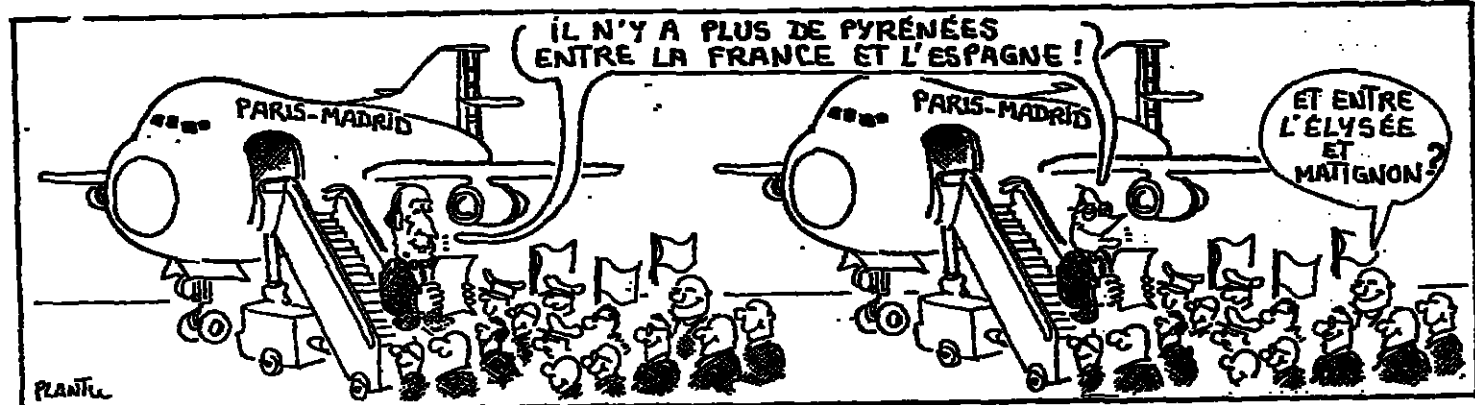
ports Est-Ouest après les propositions de M. Gorbatchev. S'agissant des problèmes communautaires qui ont occupé une bonne partie des entretiens du président du gouvernement espagnol tant avec M. Mitterrand qu'avec M. Chirac, on s'accorde, des deux côtés, à considérer que l'augmentation des res-

sources budgétaires de la Communauté doit aller de pair avec une plus grande rigueur dans la gestion. Mais l'Espagne insiste plus particulièrement sur la nécessité de donner davantage d'importance aux régions en difficulté.

qui concerne la nécessité de ne pas négliger, dans l'appréciation du futur équilibre des forces, les armes nucléaires à courte et à très courte portée, ni les mesures de contrôle. M. Gonzalez a déclaré à M. Chirac qu'il considérait l'offre de numéro un soviétique sur le démantèlement des armes nucléaires « comme une proposition positive et un point de départ ».

et, en particulier, de certains dossiers de coopération technique, commerciale ou militaire, notamment la question de l'achat éventuel par l'Espagne du nouvel avion Rafale de Dassault (mais Madrid est par ailleurs intéressé par le projet d'avion de combat européen) et du char AMX-30 qui est en concurrence avec le Leopard et avec un modèle de tank italien.

et, en particulier, de certains dossiers de coopération technique, commerciale ou militaire, notamment la question de l'achat éventuel par l'Espagne du nouvel avion Rafale de Dassault (mais Madrid est par ailleurs intéressé par le projet d'avion de combat européen) et du char AMX-30 qui est en concurrence avec le Leopard et avec un modèle de tank italien.



En outre, le premier ministre devait insister sur le fait que le redressement des rapports franco-espagnols avait été grandement facilité par la politique d'extradition des terroristes basques réfugiés dans l'Hexagone, politique dont il a reconnu incidemment qu'elle avait été inaugurée avant son propre retour au pouvoir, mais dans des proportions trop modestes... alors qu'il n'y avait plus aucune raison de repousser les demandes venant d'un « pays démocratique voisin, ami et membre de la Communauté européenne », en butte aux coups de main des hommes de l'ETA.

M. Gonzalez a rappelé à cet égard que pour Madrid (et les autres capitales méditerranéennes) l'établissement progressif d'un marché unique européen devrait s'accompagner d'une réduction des inégalités sociales entre pays de la CEE. Ce qui suppose, a précisé le chef du gouvernement espagnol, une répartition plus harmonieuse des ressources de la Communauté.

M. Gonzalez a également indiqué à son collègue espagnol qu'il était résolulement favorable à l'adhésion de Madrid à l'Union de l'Europe occidentale. L'UEO, seule organisation européenne habilitée à traiter des questions de défense, se montre elle-même ces derniers temps de plus en plus favorable à son propre élargissement, notamment par rapport aux réticences qui s'étaient manifestées chez certains de ses sept membres (la France, la

et, en particulier, de certains dossiers de coopération technique, commerciale ou militaire, notamment la question de l'achat éventuel par l'Espagne du nouvel avion Rafale de Dassault (mais Madrid est par ailleurs intéressé par le projet d'avion de combat européen) et du char AMX-30 qui est en concurrence avec le Leopard et avec un modèle de tank italien.

et, en particulier, de certains dossiers de coopération technique, commerciale ou militaire, notamment la question de l'achat éventuel par l'Espagne du nouvel avion Rafale de Dassault (mais Madrid est par ailleurs intéressé par le projet d'avion de combat européen) et du char AMX-30 qui est en concurrence avec le Leopard et avec un modèle de tank italien.

On imaginait bien à Madrid que M. Mitterrand ne laisserait pas ces propos sans réplique, d'autant plus que le président de la République semble actuellement soucieux de réaffirmer sa prééminence dans le domaine de la politique étrangère, comme en témoignent les propos qu'il a tenus mardi devant l'Association de la presse diplomatique. Cela n'a pas manqué, et, jeudi matin, au cours d'une interview accordée à Europe 1, M. Mitterrand a voulu remettre les choses au point.

Un rapprochement semble relativement difficile sur ce point : du côté français, on soulignait, à l'issue des entretiens de mercredi, que les « intérêts objectifs » des deux pays, étaient différents, la France devant tenir compte des difficultés d'adaptation spécifiques de son secteur agricole. Quant aux relations bilatérales, que M. Mitterrand avait, pour sa part, réservées à jeudi, elles ont été abordées dès leur premier entretien par MM. Gonzalez et Chirac.

M. Gonzalez a également indiqué à son collègue espagnol qu'il était résolulement favorable à l'adhésion de Madrid à l'Union de l'Europe occidentale. L'UEO, seule organisation européenne habilitée à traiter des questions de défense, se montre elle-même ces derniers temps de plus en plus favorable à son propre élargissement, notamment par rapport aux réticences qui s'étaient manifestées chez certains de ses sept membres (la France, la

et, en particulier, de certains dossiers de coopération technique, commerciale ou militaire, notamment la question de l'achat éventuel par l'Espagne du nouvel avion Rafale de Dassault (mais Madrid est par ailleurs intéressé par le projet d'avion de combat européen) et du char AMX-30 qui est en concurrence avec le Leopard et avec un modèle de tank italien.

et, en particulier, de certains dossiers de coopération technique, commerciale ou militaire, notamment la question de l'achat éventuel par l'Espagne du nouvel avion Rafale de Dassault (mais Madrid est par ailleurs intéressé par le projet d'avion de combat européen) et du char AMX-30 qui est en concurrence avec le Leopard et avec un modèle de tank italien.

Tout en se défendant de polémiquer, il a rappelé que la décision « difficile » d'extrader des terroristes présumés basques avait été prise avant 1986 et a ajouté à propos de l'entrée de l'Espagne dans la CEE : « Il y avait toute une campagne de l'opposition du moment, avant 1986, qui demandait qu'il n'y ait pas d'entrée de l'Espagne et qui demandait même un référendum (...). J'ai dû m'opposer à cette campagne et accepter l'idée que cette entrée de l'Espagne, pouvant mécontenter certaines catégories d'intérêts français, ne vaudrait des difficultés de politique intérieure ».

« Un point de départ »
Les deux hommes ont noté avec satisfaction que la « phase conflictuelle » semblait avoir pris fin et que les problèmes bilatéraux subsistants étaient purement techniques. Pour les résoudre, ils se sont prononcés en faveur de la création d'un ensemble de « commissions mixtes » sectorielles (agriculture, pêche et industrie, par exemple). Ces commissions

et, en particulier, de certains dossiers de coopération technique, commerciale ou militaire, notamment la question de l'achat éventuel par l'Espagne du nouvel avion Rafale de Dassault (mais Madrid est par ailleurs intéressé par le projet d'avion de combat européen) et du char AMX-30 qui est en concurrence avec le Leopard et avec un modèle de tank italien.

et, en particulier, de certains dossiers de coopération technique, commerciale ou militaire, notamment la question de l'achat éventuel par l'Espagne du nouvel avion Rafale de Dassault (mais Madrid est par ailleurs intéressé par le projet d'avion de combat européen) et du char AMX-30 qui est en concurrence avec le Leopard et avec un modèle de tank italien.

et, en particulier, de certains dossiers de coopération technique, commerciale ou militaire, notamment la question de l'achat éventuel par l'Espagne du nouvel avion Rafale de Dassault (mais Madrid est par ailleurs intéressé par le projet d'avion de combat européen) et du char AMX-30 qui est en concurrence avec le Leopard et avec un modèle de tank italien.

La première partie du sommet franco-espagnol, mercredi après-midi, avait été consacré à deux grands dossiers internationaux plus qu'aux questions bilatérales : la construction européenne et les rap-

et, en particulier, de certains dossiers de coopération technique, commerciale ou militaire, notamment la question de l'achat éventuel par l'Espagne du nouvel avion Rafale de Dassault (mais Madrid est par ailleurs intéressé par le projet d'avion de combat européen) et du char AMX-30 qui est en concurrence avec le Leopard et avec un modèle de tank italien.

et, en particulier, de certains dossiers de coopération technique, commerciale ou militaire, notamment la question de l'achat éventuel par l'Espagne du nouvel avion Rafale de Dassault (mais Madrid est par ailleurs intéressé par le projet d'avion de combat européen) et du char AMX-30 qui est en concurrence avec le Leopard et avec un modèle de tank italien.

et, en particulier, de certains dossiers de coopération technique, commerciale ou militaire, notamment la question de l'achat éventuel par l'Espagne du nouvel avion Rafale de Dassault (mais Madrid est par ailleurs intéressé par le projet d'avion de combat européen) et du char AMX-30 qui est en concurrence avec le Leopard et avec un modèle de tank italien.

M. Mitterrand : la politique instituée par mes soins

« Je ne participerai pas à un débat polémique, surtout pas avec le premier ministre », a déclaré, jeudi 12 mars, M. François Mitterrand, interrogé sur Europe 1 par Jean-Pierre Elkann. Bien qu'il n'ait pas entendu directement les propos tenus, pendant la nuit précédente, par le premier ministre, le chef de l'Etat y a répondu sur deux thèmes : les expulsions de Basques et la négociation pour l'entrée de l'Espagne dans le Marché commun.

M. Mitterrand a rappelé que c'est sous le gouvernement Fabius que les premières expulsions vers l'Espagne ont eu lieu. « Ce qui est le plus difficile, c'est de commencer, a-t-il dit. C'est très bien que l'on ait continué. C'est très bien que l'on ait continué — toutes les précautions », qu'exige la justice.

M. Mitterrand a souligné que l'entrée de l'Espagne dans la Communauté, avant les élections législatives du 16 mars, avait fait l'objet de « rudes négociations ». « A l'époque, il y avait une campagne — contre l'entrée de l'Espagne, a-t-il rappelé, en expliquant que certains (il s'agit du RPR et de M. Chirac) se proposaient de renégocier, après leur arrivée au pouvoir, les modalités de cette adhésion. « J'ai dû m'opposer à cette campagne, a-t-il ajouté. Depuis cette époque, il n'y a pas eu renégociation de quoi que ce soit. Le gouvernement, au regard de la politique initiée par mes soins a bien fait son travail. Ce qui a été décidé sous le gouvernement Fabius n'a pas été remis en cause par le gouvernement suivant. Le bon sens finalement l'a emporté sur les passions ».

Le chef de l'Etat a encore déclaré : « Ce ne sont pas les péripéties de la vie politique intérieure qui doivent contrarier les intérêts permanents que le président de la République française a pour tâche essentielle de mener à bien. » A propos des réserves qu'il exprime

parfois sur les projets du gouvernement, au cours des conseils des ministres ou lors de ses tête-à-tête avec M. Chirac, il a ajouté : « On aurait peut-être pu m'écouter davantage. Presque tous les projets de loi sur lesquels j'ai émis de sérieuses réserves ont été retirés. »

Les positions antérieures de M. Chirac

Si est exact, comme il l'a rappelé à Madrid, que M. Chirac n'a pas demandé la révision « globale » de l'adhésion de l'Espagne à la CEE une fois ce traité signé, il n'en a pas moins réitéré à plusieurs reprises, avant mars 1986, la révision de certaines conditions. Le premier ministre n'a plus jamais présenté de telles demandes depuis qu'il est à Matignon.

Avant la conclusion du traité d'adhésion, il avait en revanche pris position à plusieurs reprises contre l'entrée de l'Espagne dans la CEE, notamment le 7 mars 1985, dans un discours prononcé au Salon de l'Agriculture de Paris. L'élargissement de la Communauté à l'Espagne, avait-il alors affirmé, « n'est pas supportable pour l'agriculture française en raison de ses conséquences techniques, commerciales et financières (...). Dans l'hypothèse où le conseil des ministres de la Communauté arriverait à un accord sur l'élargissement pour le 1^{er} janvier 1986, ce qui est l'objectif de M. Mitterrand, et dans l'hypothèse où il y aurait alternance, la nouvelle majorité serait forcée à renégocier cet accord ». (Le Monde des 10 et 11 mars 1985).

La négociation d'un retrait soviétique en Afghanistan

M. Shultz estime que les positions de Kaboul et d'Islamabad demeurent « très éloignées »

Le secrétaire d'Etat américain, M. George Shultz, a estimé, le mercredi 11 mars, que le Pakistan et l'Afghanistan avaient des positions toujours très éloignées dans la négociation d'un retrait militaire soviétique d'Afghanistan. Devant une sous-commission de la Chambre des représentants à Washington, M. Shultz a déclaré qu'il y a eu quelques légers mouvements » à propos du calendrier de retrait des quelque cent vingt mille soldats soviétiques présents en Afghanistan, au cours de la dernière session des négociations à Genève (Le Monde du 12 mars). Mais, a-t-il ajouté, les positions des deux parties « sont toujours très éloignées en termes clairs ».

Entre-temps, trois fonctionnaires afghans, détenus au Pakistan, ont été échangés contre trois employés consulaires pakistanais emprisonnés à Kaboul, a annoncé mercredi Radio-Kaboul. Les trois Afghans, deux responsables commerciaux et un banquier, arrêtés le 23 juin pour activités anti-pakistantaises, ont été remis à l'ambassade afghane à Islamabad. Les trois Pakistanais libérés — étaient des employés du consulat de Kandahar — avaient été arrêtés il y a deux ans pour « espionnage ». — (AFP.)

Nouvel essai nucléaire soviétique

L'Union soviétique a procédé, le jeudi 12 mars, à un essai nucléaire « destiné à améliorer l'armement militaire », a annoncé l'agence Tass. L'explosion, d'une puissance de 20 kilotonnes (la puissance de la bombe d'Hiroshima), s'est produite à 2 heures GMT sur le site de la région de Semipalatinsk (Kazakhstan). Il s'agit du deuxième essai après celui du 26 février, qui avait marqué la fin du moratoire multilatéral que Moscou observait depuis août 1985.

Après cela, les Etats-Unis avaient accusé l'URSS d'avoir laissé échapper des particules radioactives dans l'atmosphère lors de cet essai de février. Mardi, le président Reagan avait reproché à Moscou de « laisser échapper régulièrement dans l'atmosphère des débris nucléaires au-delà des frontières de l'URSS ». Il avait cependant ajouté que ces particules « ne posent pas de risque calculable pour la santé, la sécurité et l'environnement ».

Cette accusation était formulée dans le rapport annuel de la Maison Blanche sur le non-respect par l'URSS des accords de limitation d'armements, un rapport dans lequel M. Reagan a exprimé à nouveau son inquiétude sur le fait que l'URSS pourrait préparer le déploiement d'un réseau de défense anti-missile couvrant l'ensemble de son territoire, en violation du traité ABM limitant ces systèmes d'armes.

Les Etats-Unis avaient déjà dénoncé par le passé la construction du radar géant de Krasnodar, qui selon M. Reagan, a été terminé entièrement en 1986. Le président américain affirme dans ce rapport que Moscou n'a pris aucune mesure pour répondre aux accusations américaines de violations du traité ABM. — (AFP.)

« M. Wiltzer (UDF) « colombes » ou « pigeons » ? — M. Pierre-André Wiltzer, député (app. UDF) de l'Essonne et proche de M. Raymond Barre, évoque les propositions de M. Gorbatchev sur les armes nucléaires intermédiaires dans un interview publiée par Paris-Match daté du 20 mars.

Interrogé sur le fait de savoir si les baristes sont des « faucons » face aux « colombes » ou « pigeons », M. Wiltzer répond : « C'est très bien d'être une colombe. Mais encore faut-il qu'elle ne se transforme pas en pigeon (...). La stratégie internationale est cruelle. Face aux Soviétiques qui ne sont pas des colombes, sachons être les faucons qui volent loin... »

A propos des « remembrances » adressées, à l'initiative de la majorité, aux baristes, M. Wiltzer affirme : « Il y a dans l'actuelle majorité, et même au gouvernement, des gens qui sont plutôt mal placés pour donner des leçons de loyalisme... »

(Publicité)

PARIBAS CASSE L'INGÉNIERIE !

SOFRESID-HEURTEY

N° 2 de l'ingénierie française (sidérurgie, offshore, chimie, pétrole, mines) a perdu 40% de ses ingénieurs, cadres, techniciens et employés en trois ans.

SOFRESID EN DANGER

Après l'annonce d'un quatrième plan de licenciement et l'asphyxie financière provoquée par un plan de restructuration imposé par Paribas.

LE COMITÉ D'ENTREPRISE DEMANDE AUX ACTIONNAIRES

PARIBAS, DENAIN NORD-EST LONGWY, ELF TOTAL, SACHLOR

- L'arrêt des licenciements et des pertes de savoir-faire ;
- Le soutien financier de l'entreprise avec l'apport de 200 millions de francs ;
- Le complément de charge de travail, soit 200 000 heures pour 1987 ;
- La relance des investissements industriels.

Le Comité d'entreprise estime que les pouvoirs publics ont la responsabilité d'assurer la pérennité de l'ingénierie SOFRESID dont la vocation est la modernisation industrielle.

(Publicité)

Profitez de cette chance exceptionnelle, apprenez le

CHINOIS EN CHINE

dans une grande université de Pékin, Shanghai, Canton.

Année : 28.000 F. semestre : 15.500 F + droits d'inscription. Logement compris. Déplacements et services de 10 à 40 ans. Doc. contre 3 timbres.

CEPES 37, rue Charleville, 92 Neully. 47.45.08.19 ou 47.22.94.94.

QUE ?

CHOISIR

MARS 87

ENQUÊTE

SANTÉ :

soupons

sur l'Aluminium

Handwritten signature or note at the bottom of the page.

هكذا من الأصل

Diplomatie

Le ministre chinois des affaires étrangères à Varsovie

M. Wu Xueqian, ministre chinois des affaires étrangères, a entamé mardi 10 mars, une visite officielle de deux jours en Pologne, durant l'occasion de la « normalisation » des rapports entre Varsovie et Pékin, qui ont repris leur cours en septembre dernier (après un quart de siècle de gel), avec la visite à Pékin du général Jaruzelski.

Le ministre chinois, qui venait de Tchécocoslovaquie, doit ensuite se rendre en Hongrie et en Bulgarie, puis dans trois pays d'Europe de l'Ouest, l'Italie, la RFA et la Suisse.

Ouverture d'un consulat polonais à Lvov

Un consulat polonais sera prochainement ouvert dans la ville de Lvov - la Lvov d'avant guerre, annexée par l'URSS en 1939, sur termes de l'accord germano-soviétique, et restée soviétique après la fixation des nouvelles frontières de la Pologne après le second conflit mondial.

Le porte-parole du gouvernement polonais M. Urban, annonçant, mardi 10 mars, l'ouverture prochaine de ce consulat, y a vu une illustration de « l'état de contacts dans tous les domaines des contacts entre la Pologne et l'URSS ».

Une importante minorité polonaise ou d'origine polonaise, évaluée à environ deux millions de personnes, vit toujours en URSS, bien que ce sujet ne soit pratiquement jamais évoqué. A deux reprises - dans l'immédiat après-guerre, puis dans les années qui ont suivi 1956 - plusieurs centaines de milliers de Polonais avaient été autorisés à quitter l'URSS. La ville de Lvov (Lviv en ukrainien, Lemberg en allemand) a été, notamment au dix-neuvième siècle, alors même que l'Etat polonais n'existait plus, l'un des principaux centres de la culture polonaise.

M. Jean-Bernard Raimond en Jordanie. - Le ministre français des affaires étrangères se rendra, du 19 au 24 mars, en visite officielle en Jordanie, à Oman et dans les Emirats arabes unis, à l'occasion, mercredi 11 mars, le Caire d'Orahy.

Mini-sommet africain au Caire sur le Tchad. - Les chefs d'Etat du Congo, du Zaïre, de Zambie, de Djibouti, de Sierra-Leone, d'Ouganda et d'Egypte, ainsi que des délégations du Mali et d'Algérie, réunis au Caire, dans le cadre du bureau de coordination de l'OUA (Organisation de l'unité africaine), ont adopté, le mercredi 11 mars, un communiqué invitant le Tchad et la Libye « à régler le conflit qui les oppose par des négociations », sur la base, notamment, des principes de la charte de l'OUA concernant l'intangibilité des frontières. - (Corresp.)

LIVRES
POLONAIS
et livres français
sur la Pologne
et
l'Europe de l'Est
Catalogues sur demande
LIBELLA
12, rue Saint-Louis-en-l'Île, PARIS-4
Tél. : 43-28-61-09

Comment le cerveau construit notre monde sensible
LES 5 SENS SCIENCE VIE

Afrique

Le conflit du Sahara occidental

Sur le « mur » marocain en attendant les blindés du Polisario

MAHABES et FARSAIA de notre envoyé spécial

Le Front Polisario n'a-t-il changé de tactique au Sahara occidental, passant des opérations de simple harcèlement contre le « mur » à des attaques frontales avec des blindés ? La question se pose depuis son attaque du 25 février, dans une région qui lui est favorable en raison de la configuration du terrain - des lits d'oued permettant d'échapper en partie aux radars du système de défense marocain - et à cause de la proximité de l'Algérie d'où il part et où il se replie.

Nous nous sommes rendus, le mardi 10 mars, dans cette zone considérée comme la plus sensible depuis quinze jours, là où le « mur » marocain fait un coude, au sud de Mahabès, aux confins algéro-mauritaniens. Un hélicoptère nous a déposés à 5 kilomètres du « mur », dans un poste de commandement où étaient regroupés plusieurs colonels responsables des sous-secteurs de Mahabès et de Farsia, ceux-là mêmes qui ont repoussé l'attaque du 25 février, puis deux offensives moins importantes et, surtout, sans effet de surprise, les 6 et 9 mars.

L'un de ces officiers a été légèrement blessé au combat vingt-quatre heures avant notre arrivée. C'est lui qui nous conduit en jeep au Point 211, où, lundi, à l'aube, « les blindés algériens du Polisario se sont frottés au « mur » avant de rebrousser chemin ». Au départ, le détachement semblait vide, mais quand nous arrivons sur le « mur », plus d'une dizaine de chars surgissent de leurs caches et convergent en soulèvent des nuages de poussière vers le Point 211. « Voilà, dit le colonel, j'ai ordonné ce mouvement au sud de Tinouf vers minuit. Ils ont attaqué un point d'appui à 6 heures. Nos renforts, partis de Mahabès et de Farsia, sont arrivés à 7 heures et ont rétabli la situation à 9 heures. Nous avons détruit à cet endroit quatre BMP et six Jeep avec leurs occupants, soit une soixantaine de personnes ».

La colonne blindée du Polisario était estimée, avant le début des récentes opérations, au cours desquelles elle a subi de lourdes pertes, à une cinquantaine de chars soviétiques modèle T-55 et à quelque soixante BMP, seule russe des engins de transport blindés. Il s'agit de véhicules montés sur chenilles, armés d'un canon et de mitrailleuses servis par une quinzaine d'hommes bien protégés. Les chars T-55 tirent au canon en restant à l'arrière du commandement BMP se lançant à l'assaut accompagnés de troupes sur des engins légers.

Six BMP pris à l'ennemi se trouvent près du poste de commandement où nous sommes restés : deux entièrement détruits, quatre intacts. Les chars T-55 étaient trop éloignés pour qu'on puisse les neutraliser, à moins que la proximité de la frontière algérienne rend difficile les évolutions de l'aviation lancée dans les opérations de poursuite. Les colonels avec lesquels nous déjeunons dans ce PC sont fatigués mais très calmes. Ils ne cherchent pas à dissimuler qu'il y a eu des pertes de leur côté - « des chars de char, ça fait toujours mal » - mais tiennent pour imaginaires les bilans avancés par le Polisario.

S'agissant de la grande offensive du mois dernier, ce qu'ils confient évasivement correspond aux estimations d'une source indépendante : quelques trente morts et soixante blessés du côté marocain. Ils admettent qu'il y a eu des « disparus » le 25 février, mais pas lors des opérations suivantes. Les « shows » de presse.

REPUBLIQUE SUD-AFRICAINE : une arme au domicile de Winnie Mandela. - L'épouse du chef historique de l'ANC (Congrès national africain) a déclaré, le mercredi 11 mars, que le pistolet Scorpion, de fabrication soviétique, trouvé par la police à son domicile de Soweto, dans la banlieue de Johannesburg, y avait été caché à son insu. A la fin du mois dernier, la police avait perquisitionné, en son absence, son domicile de M^{me} Winnie Mandela, et sa fille, Zinzi, avait été retenue quelques heures par la police. M^{me} Mandela a, d'autre part, indiqué que, dans la nuit du 2 au 3 mars, sa maison a été criblée de balles au cours d'une attaque. Trente-deux impacts ont été relevés sur la façade. M^{me} Mandela a mis en cause un mystérieux groupe de Soweto connu sous le nom de « Makabassa », qui serait soutenu par les autorités sud-africaines pour combattre les militants anti-apartheid. - (AFP.)

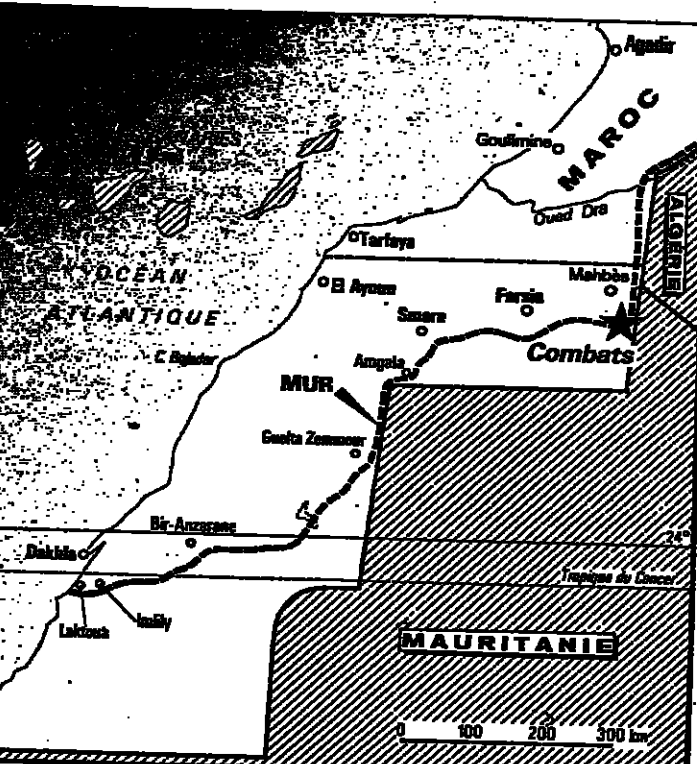
Les derniers marocains par le Polisario ne leur paraissent pas une preuve : « Bien sûr, depuis le début de la guerre, l'ennemi a sans doute pris quelques dizaines de nos chars. Il s'en sert pour grossir les rangs quand il veut faire de la propagande après une opération ».

Nos hôtes préfèrent parfois garder le silence plutôt que de mentir. Il leur suffit de démentir ce qu'il leur est possible de nous amener à l'improviste là où nous le désirons et que le calme et la discipline règnent partout. « Le mur n'est pas conçu pour être un obstacle infranchissable, nous disent-ils. Il sert à détecter l'ennemi et à l'empêcher de s'installer ».

Les gardiens du « mur » n'ont pas participé aux opérations de « ratissage » lancées à l'avant. Il s'agit d'autres unités, appuyées par l'aviation basée à l'arrière. Il y a des hélicoptères assez nombreux à Mahabès, des Mirage sur la piste de Goulimine, mais les autorités civiles et militaires rencontrées en ces endroits affirment la plus grande sérénité.

Le bruit des Mirage partant en mission couvre parfois la voix du général Benani quand il nous reçoit dans son PC d'El-Ayoun. Le commandant en chef de la zone sud estime qu'on ne peut rien reprocher à ses hommes au sujet des événements du 25 février : « Nous avons appris que les blindés ennemis partaient du sud de Tinouf vers minuit. Ils ont attaqué un point d'appui à 6 heures. Nos renforts, partis de Mahabès et de Farsia, sont arrivés à 7 heures et ont rétabli la situation à 9 heures. Nous avons détruit à cet endroit quatre BMP et six Jeep avec leurs occupants, soit une soixantaine de personnes ».

Comme beaucoup de responsables politiques à Rabat, le général Benani pense que le Polisario, puissamment armé par Alger, a attaqué dans cette région pour retarder la construction d'un nouveau « mur » qui lui interdirait l'accès au littoral atlantique. L'affaire est d'importance, car les accords de pêche entre l'Espagne et le Maroc vont être renégociés cet été, dans un cadre communautaire puisque l'Espagne fait maintenant partie du Marché commun européen. Rabat veut que le succès soit totale entre le port de Dakhla et la Mauritanie quand les nouveaux accords entreraient en vigueur.



Le commandant en chef ne cache pas que des combats ont eu lieu aussi au sud de Bir-Anzazane le 24 février et le 3 mars. Sans vouloir indiquer avec précision le tracé du sixième mur, il dément les affirmations du Polisario selon lesquelles il aurait dû renouer à son entreprise. « Le nouveau mur » a déjà 120 kilomètres de long, et il continue de progresser, nous assure-t-il. Sur les 260 000 kilomètres carrés que comptent les provinces sahariennes, il ne nous reste plus qu'à sécuriser 20 000 kilomètres carrés entre la Mauritanie et l'Algérie, à l'est, et 48 000 kilomètres carrés au sud. Chaque année, nous attaquons un nouveau marocain ».

A Rabat, des responsables civils expliquent que le Maroc veut laisser une sorte de no man's land autour de la Mauritanie pour ne pas embarrasser davantage ce pays dont la souveraineté est constamment violée par les incursions du Polisario. Le général Benani nous a donné sans ambages son point de vue de militaire : « Ma mission est de sécuriser tout ce territoire. Mon objectif est donc de tout boucler un jour ».

L'armée marocaine paraît avoir suffisamment le contrôle de la situation aux confins algéro-mauritaniens pour maintenir dans le sud du territoire les effectifs qui ont commencé la construction du nouveau « mur ». Mais jamais, depuis l'édification du grand ouvrage de défense marocain, la situation n'avait été aussi tendue avec l'Algérie, que Rabat accuse de rechercher une dangereuse escalade pour « remettre en selle un Polisario à bout de souffle ».

JEAN DE LA GUÉRIÈRE.

Le roi Fahd à Alger et Rabat. - Le roi Fahd d'Arabie saoudite devait quitter Alger le jeudi 12 mars, après une visite officielle de vingt-quatre heures. Il devait initialement rester plus longtemps, mais il a écourté son séjour pour aller, au Maroc, avant de se rendre à Paris et à Londres. Les Saoudiens s'intéressent à l'initiative algérienne de renforcement des Palestiniens, ils souhaitent aussi de nouvelles démarches diplomatiques de l'Algérie auprès de l'Irak et de l'Iran. Le soutien financier du royaume wahabite au Maroc est par ailleurs considérable. Le roi Fahd devait proposer ses bons offices entre l'Algérie et le Maroc au moment où les armes parlent au Sahara occidental. - (Corresp.)

UN RÉSEAU LOCAL QUI VOUS OBLIGE À TOUT REMPLACER EST UN FAUX.

Réseau local
Datapoint DATAPOINT
10 ANS D'EXPERIENCE, DES ANNÉES D'AVANCE. TEL. 01 40 82 31 24

bd :
par mes soins
Les positions géographiques de M. C...
re soviétique
CHINE
NOTE:
MPCORS
r Colombie

Politique

La cohabitation le jour et la nuit

La cohabitation, à Paris et à Madrid, c'est le jour et la nuit. Jusqu'à 1 heure du matin, jusqu'à ce moment fatidique de la nuit du mercredi 11 mars au jeudi 12, M. Mitterrand et M. Chirac semblaient prêts à célébrer le premier anniversaire de leur coexistence institutionnelle avec force embrassades.

De conseil des ministres en conseil des ministres, la célébration s'annonçait magnifique. Le 4 mars, M. Chirac murmurait : « Il a raison, il a raison » — malgré la colère rentrée de M. Giraud, son ministre de la défense — en écoutant le président de la République exposer aux ministres de son gouvernement la position française sur les propositions de désarmement en Europe émises par M. Gorbatchev.

Le mercredi suivant, M. Mitterrand trouvait un petit compliment de sa façon sur l'excellence du projet de loi qui prévoit d'aggraver les peines encourues par les automobilistes en état d'ivresse. Il approuvait, aussi, le texte gouvernemental sur l'autorité parentale conjointe, présenté par le secrétaire d'Etat chargé des droits de l'homme, M. Malloues. Il y ajoutait une réflexion d'intérêt général et permanent : « l'objectif, c'est que l'enfant soit, autant que possible, en dehors des déchirements ».

Ce même mercredi, à minuit moins le quart, le président de la République et le premier ministre se séparaient, à Madrid, toujours dans le même état d'esprit, au terme d'un dîner où ils venaient de « célébrer la réussite d'une politique » franco-espagnole, selon l'expression employée par

M. Mitterrand. Le tout dans le plus parfaite convivialité.

Patras ! A 1 heure du matin, le premier ministre brait cette belle harmonie (lire page 4). Les socialistes, selon lui, ont négocié « avec une incroyable légèreté » l'adhésion de l'Espagne à la Communauté européenne. Après avoir ainsi retrouvé le ton de sa campagne électorale de 1986, M. Chirac revendiquait dans la foulée la paternité des expulsions de Basques vers l'Espagne.

Douce violence

Cartes, le président de la République se garde de polémiquer avec le premier ministre. Du moins l'affirme-t-il. Il n'est pas question qu'il abandonne une parcelle de son oration présidentielle dans des débats qui ressembleraient à des empoignades de politique intérieure. Il est aussi du plus mauvais effet de régler ses comptes à Madrid, exercice que l'on réserve d'ordinaire au territoire national, et même au huis clos des tête-à-tête entre le premier ministre et le chef de l'Etat.

A l'évidence, M. Mitterrand s'est fait une douce violence. Interrogé par Europe 1, il a répondu point par point au chef du gouvernement sur le ton d'un échange poli mais sans concessions. N'a-t-il pas eu raison, souligne-t-il, de s'opposer à la campagne que développait M. Chirac avant le 16 mars 1986 contre l'entrée de l'Espagne dans le Marché commun ? N'a-t-il pas eu raison contre ce même M. Chirac qui promettait à la

même époque de renégocier les modalités de l'adhésion espagnole ? « Le bon sens, finalement, l'a emporté sur les passions », souligne le président avec détachement. Ainsi, si l'on interprète correctement le propos présidentiel, M. Chirac, le passionné, aurait défendu dans le passé des thèses insensées.

Ai-je eu tort, dit en substance le chef de l'Etat, d'insurger les expulsions de Basques, alors même que M. Chirac continuait à grand train et qu'il a bien raison ? « Ce qui est le plus difficile, c'est de commencer », note-t-il avec perfidie.

Le jour, tout va bien : la nuit, rien ne va plus. Ainsi la cohabitation s'avance-t-elle, cahin-caha, de l'ombre à la lumière et vice-versa, vers l'affrontement inévitable de l'élection présidentielle. Lorsque M. Mitterrand « gliffie l'occidentalisme de sa politique étrangère et militaire », il est aussitôt soupçonné de double jeu, d'endosser le costume du président et celui du candidat.

Pierre Charpy qui, dans la Lettre de la Nation, bulletin quotidien du RPR, formule cette accusation, nourrit habituellement les mêmes craintes lorsque M. Mitterrand, au contraire, s'oppose au gouvernement. Double jeu, double rôle : pas du tout, affirme le chef de l'Etat. « Je suis président de la République, je ne suis pas candidat à la présidence de la République », a-t-il dit à Madrid. Il ajoute, à l'intention sans doute de M. Chirac qui n'en peut mais : « Je suis le seul dans ce cas. Qu'y puis-je ? »

J.-Y. L.

M. Raymond Barre en Guyane

Eviter les « querelles subalternes et médiocres »

CAYENNE de notre envoyé spécial

En Guyane, où il a séjourné le mercredi 11 et le jeudi 12 mars, pour la deuxième étape de son tour « des départements français d'Amérique », M. Raymond Barre s'est arrêté à Kourou, où il a visité la base de lancement.

Manifestement impressionné par la visite qu'il venait d'effectuer, le député de Lyon a mis en parallèle, au cours d'une réception chaleureuse à la mairie de Kourou, la grande réalisation du centre spatial avec la petitesse de certaines précipitations politiques.

« Ici, a-t-il déclaré, c'est très confortable. On voit qu'il y a des problèmes et on les traite. Je souhaite qu'en Guyane comme partout en France se fasse le rassemblement des volontés pour surmonter les querelles subalternes et médiocres. Une société qui doit se développer et qui doit construire son avenir ne peut se faire qu'en se fondant sur le respect des uns et des autres, le pluralisme, l'accord profond sur un certain nombre de choses essentielles qui concernent le progrès économique, social et humain. »

Relevant que les départements d'outre-mer apportent « une contribution de premier plan » à la France, M. Barre a ensuite insisté sur la nécessité pour ceux-ci de s'adapter aux réalités nouvelles. « Je souhaite, a-t-il lancé, que la France et les départements d'outre-mer unissent leurs efforts à l'approche du vingt et unième siècle. Si nous agissons ainsi, la France retrouvera, j'en suis sûr, son influence et sa prospérité en Europe et dans le monde. »

Ce rassemblement des volontés, M. Barre s'est efforcé de le susciter sur place à la faveur de nombreux entretiens particuliers, aussi bien

avec les responsables socio-économiques ou l'évêque du diocèse qu'avec le président socialiste du conseil général et député de Guyane, M. Etie Castor.

Boycottage du RPR

Avec le RPR, ce ne fut pas simple. L'autre député du département, M. Paulin Bruné, a repoussé toute proposition de rencontre avec M. Barre. Ce refus a surpris dans la mesure où M. Bernard Pons, ministre des départements d'outre-mer, avait, lundi à Cayenne, déclaré se réjouir de voir que « M. Raymond Barre faisait sur tous ces dossiers la même analyse » que lui.

En Guyane comme à la Martinique, ce boycottage de la visite de M. Barre par le RPR a provoqué de sérieuses tensions au sein de ce mouvement. Maire RPR de Saint-Laurent-du-Maroni, M. Léon Bertrand, par ailleurs le suppléant de M. Bruné, a regretté publiquement devant M. Barre cette hostilité.

M. Barre, comme l'avait fait quelques jours auparavant M. Pons, a pu

visiter l'un des quatre grands camps de toile dressés par l'armée française pour accueillir les réfugiés du Suriname, classés par la guerre civile. Aux neuf mille habitants de Saint-Laurent, sont venus, ces derniers mois, s'ajouter sept mille sept cent trente Surinamiens d'après les chiffres officiels, plus de onze mille selon la municipalité locale ; sans que le mouvement ait pu être véritablement enravé ces derniers semaines. Au contraire puisque de nouveaux réfugiés arrivent maintenant directement de la capitale, Paramaribo.

« Le gouvernement français, a déclaré M. Barre, respecte, ce que je considère, une attitude conforme aux traditions de la France. La tradition humanitaire, qui est le traitement digne des populations déplacées. La tradition diplomatique, qui est la neutralité et la non-ingérence. » Mais il faut, a-t-il aussitôt ajouté, que ces personnes déplacées puissent retourner chez elles afin que les Guyanais puissent se consacrer à leurs tâches. »

DANIEL CARTON.

L'« option zéro » est dangereuse estime l'ancien premier ministre

Interrogé mercredi 11 mars sur RFO-Guyane, M. Raymond Barre a livré pour la première fois son sentiment sur le débat engagé depuis quelques jours sur les euromissiles et la stratégie de défense européenne. Alors qu'il n'avait pas encore eu, selon ses dires, connaissance de toutes dernières déclarations du président de la République, l'ancien premier ministre a réaffirmé, en ces termes, une position qui n'a pas varié :

« Le désarmement, a-t-il déclaré, est une question très complexe. Quel est l'être humain raisonnable qui ne voudrait pas le désarmement ? Personnellement, je considère que l'« option zéro » est dangereuse. Elle dépeuple l'Europe des moyens indispensables pour assurer le couplage de sa défense avec celle des Etats-Unis. » En conclusion, M. Barre a souligné que « l'on ne se réjouisse pas trop vite de l'option zéro ».

« Aujourd'hui, a-t-il indiqué, face à ce qui peut se produire, il faut beaucoup de prudence et de vigilance. Ce qui est important pour la France, c'est de ne pas baisser sa garde. Personne ne peut envisager que nos propres forces nucléaires de dissuasion soient remises en question. Cela ne regarde personne. Cela ne regarde que nous-mêmes. »

M. Hernu réservé sur la proposition de M. Gorbatchev

M. Charles Hernu, député socialiste du Rhône, ancien ministre de la défense, observe, dans une interview à Jours de France, une attitude prudente face aux propositions soviétiques de désarmement nucléaire car « il ne faut pas avoir la mémoire courte », et il rappelle que Khrouchchev, en arrivant au pouvoir, avait lui aussi proposé de telles mesures, mais « on a vu à quel mur il s'est heurté ».

Selon M. Hernu, « si les trois conditions d'un retrait équilibré, simultané et contrôlé ne sont pas réunies, alors cette proposition sera seulement de la propagande ». A

propos de l'option zéro, l'ancien ministre rappelle que, en matière de forces classiques et conventionnelles, « les Soviétiques ont sur les Européens une supériorité absolue dans un rapport de sept à un ». Il estime qu'« il n'y a pas de défense européenne, que cela est une légende ».

Favorable au « pilier franco-allemand », il ajoute : « Il faut que nos deux pays, qui sont le pilier stratégique-militaire de l'Europe, s'entendent. Si l'on se met à avoir des points de vue différents, alors nous ferons le jeu des Soviétiques. »

La campagne du PS dans les universités

« Dites donc, M. Jospin ! »

La Sorbonne s'est donné, le 11 mars, un petit air de « questions du mercredi » au Palais Bourbon.

L'homme du président, alias M. Lionel Jospin, faisait face à plusieurs centaines d'étudiants réunis dans l'amphithéâtre Richelieu. Sur le thème imaginaire « Dites-nous donc, monsieur le premier secrétaire du PS », ils étaient venus, à l'invitation de la section socialiste du Mouvement de la jeunesse socialiste pour « cuisiner Lionel ». Gentils mais mordants.

Peu de questions sur l'université mais beaucoup sur l'armée, le service militaire et les immigrés. Et surtout, un lancement légitime pour montrer qu'on ne s'en laisse pas compter : mais que dites-vous aux temps chauds de la vague rose ? Avec détermination, l'ex-professeur a charmé, fait rire ou rendu perplexe son auditoire.

La cohabitation ? « Je ne suis pas sûr que le jugement des Français sera positif en 1988... » à moins, bien sûr, que le candidat socialiste soit le président sortant. Le libéralisme ? « J'oppose libéralisme à libéralisme qui est une doctrine historiquement dépassée. » Le droit de vote des immigrés ? « Nous avons hésité politiquement » devant la poussée de l'extrême droite en 1983-1984. Les incendies criminels dans des logements parisiens d'immigrés ? « Je suis tout à fait prêt pour qu'une initiative soit prise afin qu'une enquête sérieuse et sévère soit menée ».

Le service militaire à six mois ? « Nous ne l'appliquons pas » si le PS revient au pouvoir. « On s'est rendu compte, aux affaires, qu'on ne pouvait former des hommes en un temps si court ». Le mariage télévisuel Berlusconi-Herganz ? « D'abord, j'espère qu'ils n'auront pas d'enfants... Je n'ai pas été enthousiaste de la mère (Berlusconi) ». J'ai de la désaffection,

comme beaucoup, pour le père qui, selon M. Jospin, finira bien par commander.

L'avenir de l'Université ? « Il faut réfléchir en termes de capacité d'auto-organisation des établissements, accorder une place beaucoup plus grande à la recherche, établir des passerelles entre grandes écoles et universités ».

Pas de tout convaincu, une étudiante en histoire l'approprhe : « J'ai l'impression, en vous écoutant, que vous n'avez jamais été au pouvoir ! » Et de reprocher aux socialistes d'avoir, pendant cinq ans, ménagé la chèvre et le chou. La sille est ravie. Les étudiants socialistes se pincent les lèvres. N'écoutez que son courage et sa témérité, Isabelle Thomas, éphémère égérie du mouvement de décembre applaudit... les mains dans le dos, au premier rang.

A l'évidence ces jeunes-là veulent des gages sérieux sur toutes les questions de société avant de glisser leur bulletin dans l'urne. O. B.

« M. Jospin a du mal à voir M. Rocard... M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, interrogé par l'hebdomadaire « L'Express », Courrier Sud, à propos des nominations provinciales de M. Michel Rocard, affirme s'en voir attristé. « Mais j'ai du mal à voir [Michel Rocard] tellement il se promène », ajoute-t-il.

« Les bureaux de la « pré-campagne présidentielle » de M. Rocard ont été partie des points érogés lors des négociations pour parvenir à une mission de médiation avant le conseil de Lille socialiste du mois d'avril. M. Jospin s'est posé contre le principe de ces bureaux (que le député des Yvelines effectuait région par région), à condition qu'elles se situent clairement dans le cadre du parti, que les premiers locaux, à Paris, soient présents en temps utile, etc. »



CROISIERE TELERAMA EN MEDITERRANEE

VIVEZ DIX JOURNEES INOUBLIABLES PREPAREES PAR L'EQUIPE DE TELERAMA Demandez à recevoir la documentation détaillée de ce grand voyage.

Du 30 avril au 9 mai, embarquez pour une croisière absolument originale. VENISE, DUBROVNIK, EPIDAURE, ATHENES, LES METEORES, EPHESE, RHODES, GENES: des escales dont les noms seuls font rêver.

Vous naviguerez à bord d'une des plus modernes et des plus confortables unités de la Méditerranée, le DANAE de la Costa.

HISTOIRE, MUSIQUE, CINEMA, THEATRE, CHANSON

Rencontrez les journalistes et les personnalités qui animeront ces vacances: Jacques LACARRIERE, L'ORCHESTRE D'Auvergne, Jean-Pierre ARMENGAUD, Maria PAPALIOU, Jacques WEBER, Angélique IONATOS, Paolo CONTE, Bernard ROUX, Jean BELOT, Jacques BERGEOU, Philippe BOITEL, Michèle GAZIER, Claude LE BIHAN, Monique LEFEBVRE, Alain REMOND...

Pour recevoir immédiatement le programme complet de cette croisière unique organisée par Telerama et Procure-Voyages

TELEPHONEZ AU (1) 45.48.63.30

ou renvoyez le coupon ci-dessous à PROCURE VOYAGES 4, rue Madame 75006 PARIS

CROISIERE TELERAMA

Demande de renseignements Je désire recevoir une documentation complète sur la croisière organisée par Telerama en Méditerranée.

Form with fields for NOM, PRENOM, ADRESSE, CODE POSTAL, VILLE, TELEPHONE, and Lc. 1409

Handwritten text at the bottom of the page, possibly a signature or note.

Politique

Le communiqué officiel du conseil des ministres

Nouvelle-Calédonie

Matignon répond aux indépendantistes

Le cabinet du premier ministre a fait diffuser, le mercredi 11 mars, le contenu des réponses adressées le 2 mars par M. Maurice Ulrich, directeur de cabinet de M. Jacques Chirac, à chacun des trois présidents de région indépendantistes de Nouvelle-Calédonie, MM. Jean-Marie Tjibaou (Nord), Léopold Jorédié (Centre) et Yevéné Yevéné (Des Loyautés).

Dans une longue lettre adressée le 16 février au premier ministre, ces trois présidents de région accusaient le gouvernement de conduire dans le territoire « une politique réactionnaire, au sens propre du terme, revancharde et partisane » (Le Monde du 18 février).

M. Ulrich observe que « l'action conduite vise en priorité à assurer l'amélioration des conditions de vie des Calédoniens, en particulier de ceux qui se trouvent en brousse ou dans les îles, et elle sera poursuivie ».

Dans une note d'observation sur la réponse adressée aux présidents de région FLNKS, le cabinet du premier ministre précise que l'annulation et le règlement d'office des budgets des régions Centre et des îles « sont justifiés par le caractère disproportionné des recettes attendues par rapport au crédit disponible ».

D'autre part, selon l'Hôtel Matignon, « les trois régions FLNKS connaissent (...) des difficultés réelles à assurer une gestion satisfaisante de leurs budgets ».

On fait encore observer dans l'entourage de M. Chirac que, en contradiction avec les allégations des présidents indépendantistes, les communes de leurs trois régions « reçoivent 65 % des subventions d'équipement alors qu'elles ne représentent que 40 % de la population du territoire ».

Le président de la République a réuni le conseil des ministres au Palais de l'Élysée, le mercredi 11 mars 1987. À l'issue du conseil, le service de presse du premier ministre a diffusé le communiqué suivant :

LETTRE RECTIFICATIVE AU PROJET DE LOI SUR L'ÉPARGNE

Le ministre d'État, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, a présenté au conseil des ministres un projet de lettre rectificative au projet de loi sur l'épargne.

Cette lettre contient des mesures techniques de nature financière et fiscale qui renforcent l'objectif de développement de l'épargne que le gouvernement s'est fixé.

1) Les prêts de titres. — Le régime fiscal des prêts de titres est organisé de telle façon que ces opérations soient neutres au regard de l'imposition des plus-values. Cette mesure facilitera le fonctionnement du marché à terme des instruments financiers et la gestion de la trésorerie des entreprises.

2) Le marché à terme des instruments financiers (MATIF). — En tenant compte de l'expérience tirée des premiers mois d'activité du

3) Le régime d'imposition des opérations réalisées sur le MATIF. — En ce qui concerne les entreprises, le projet définit le régime fiscal des profits et pertes réalisés sur le MATIF. Il permet notamment de tenir compte des gains et des pertes latents constatés à la clôture de l'exercice et de préciser le régime fiscal des positions symétriques. La solution proposée est comparable à celle retenue dans les pays étrangers.

4) La réforme de l'organisation des caisses d'épargne. — Une étape supplémentaire est franchie dans la voie de la banalisation des activités des caisses d'épargne en leur permettant d'octroyer des prêts aux personnes morales, notamment aux petites et moyennes entreprises. Cette plus grande liberté d'emploi sera accompagnée d'une fiscalisation progressive du réseau à compter du 1^{er} janvier 1988.

MATIF, le projet modifie la qualification des personnes habilitées à concourir à l'activité de celui-ci. Il améliore la sécurité d'ensemble des opérations en précisant la situation juridique des dépôts effectués en couverture des positions prises sur le marché.

En ce qui concerne les particuliers, le projet a pour objet :

- d'étendre la taxation au taux de 16 % aux opérations faisant référence à un indice lié au marché des actions ;
- de simplifier le régime du prélèvement libératoire pour les opérations soumises au taux de 33 % ;
- d'offrir aux particuliers intervenant à titre professionnel la faculté d'opter pour une imposition à l'impôt sur le revenu sous le régime des bénéfices industriels et commerciaux ;

5) La commission de l'actionnariat des sociétés. — Le projet ouvre aux sociétés anonymes, lorsqu'elles ne souhaitent pas recourir au régime des titres nominatifs, la possibilité de prévoir dans leurs statuts le droit pour leurs dirigeants de demander à des intermédiaires habilités à cet effet la liste de leurs actionnaires. Il institue en outre de nouveaux seuils à partir desquels les détenteurs de titres doivent se déclarer auprès des sociétés.

6) Le droit de timbre sur les pouvoirs pour la représentation aux assemblées générales. — Chaque pouvoir est actuellement soumis à un droit de timbre de 30 francs. Ce droit est généralement acquitté par la société. Afin de tenir compte du nombre considérable de pouvoirs auquel sont susceptibles de donner lieu les assemblées générales des sociétés privatisées, il est proposé de réduire le montant de ce droit à 5 francs.

7) Le garde des sceaux, ministre de la justice, a présenté au conseil des ministres un projet de loi relevant les peines prévues par l'article L 1^{er} du code de la route.

Les accidents de la route ont provoqué la mort de 10 447 personnes en 1985 et celle de 10 961 personnes en 1986. Or, près de 40 % des 250 000 accidents corporels recensés en 1985 sont la conséquence d'une absorption excessive d'alcool. Compte tenu de cette progression inquiétante, il apparaît nécessaire de réprimer plus sévèrement les agissements des conducteurs de véhicules qui mettent en danger la vie d'autrui par une consommation exagérée de boissons alcooliques.

Le projet de loi tend à aggraver les peines prévues par l'article L 1^{er} du code de la route en portant à deux ans d'emprisonnement et à 30 000 francs d'amende le maximum des peines encourues par ceux qui auront conduit un véhicule sous l'empire d'un état alcoolique ou en état d'ivresse manifeste. Ce renforcement des peines concerne également les conducteurs qui auront refusé de se soumettre aux opérations de dépistage de l'imprégnation alcoolique.

Ces dispositions sont de nature à permettre une répression plus efficace de l'abus de consommation d'alcool au volant, qui constitue une violation délibérée des règles de sécurité sur les routes et qui est à l'origine de trop nombreux drames humains, personnels et familiaux.

8) L'exercice de l'autorité parentale. — Le secrétaire d'État chargé des droits de l'homme a présenté au conseil des ministres un projet de loi favorisant l'exercice de l'autorité parentale par les parents divorcés et les parents naturels.

Dans le cas du divorce, le projet prévoit que le juge aux affaires matrimoniales pourra décider que l'autorité parentale sera exercée conjointement par les deux parents.

Dans le cas de la filiation naturelle, lorsque les deux parents auront reconnu l'enfant, ils pourront exercer en commun l'autorité parentale à la suite d'une déclaration conjointe devant le juge des tutelles. En outre, le juge aux affaires matrimoniales pourra donner au parent qui n'a pas exercé de l'autorité parentale un droit de visite et de surveillance.

9) Le service national dans la police. — Le ministre délégué chargé de la sécurité a présenté au conseil des ministres un projet de loi relatif au service national dans la police.

Ce projet de loi fixe à 10 % de l'effectif du personnel des services actifs le nombre des jeunes gens qui peuvent accomplir leur service national dans la police. Il définit l'étendue et la nature de leurs droits et obligations, ainsi que leur régime disciplinaire et leur statut au regard des dispositions du code de justice militaire.

En matière de sécurité sociale, d'aide sociale et de réparation des dommages subis dans le service, le projet étend aux policiers auxiliaires le régime actuellement en vigueur pour les appelés accomplissant leur service militaire.

Enfin, il ouvre aux appelés la possibilité d'une prolongation du service actif au-delà de la durée légale, pour une période de quatre à douze mois.

10) Mesures d'ordre individuel. — Le conseil des ministres a adopté les mesures individuelles suivantes :

- Sur proposition du ministre d'État, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, M. Gabriel Paillet, inspecteur général des finances, est nommé président du conseil d'administration du Consortium français de participations bancaires ;
- Sur proposition du ministre de l'industrie, des P et T et du tourisme, M. Bernard Pachet, ingénieur en chef des mines, est nommé président du conseil d'administration des Charbonnages de France ;
- Sur proposition du secrétaire d'État aux anciens combattants, il est mis fin aux fonctions exercées par M. Serge Barcelini en qualité de directeur des statuts et de l'information historique.

L'EXERCICE DE L'AUTORITÉ PARENTALE

Le secrétaire d'État chargé des droits de l'homme a présenté au conseil des ministres un projet de loi favorisant l'exercice de l'autorité parentale par les parents divorcés et les parents naturels.

Dans le cas du divorce, le projet prévoit que le juge aux affaires matrimoniales pourra décider que l'autorité parentale sera exercée conjointement par les deux parents.

Dans le cas de la filiation naturelle, lorsque les deux parents auront reconnu l'enfant, ils pourront exercer en commun l'autorité parentale à la suite d'une déclaration conjointe devant le juge des tutelles. En outre, le juge aux affaires matrimoniales pourra donner au parent qui n'a pas exercé de l'autorité parentale un droit de visite et de surveillance.

LE SERVICE NATIONAL DANS LA POLICE

Le ministre délégué chargé de la sécurité a présenté au conseil des ministres un projet de loi relatif au service national dans la police.

Ce projet de loi fixe à 10 % de l'effectif du personnel des services actifs le nombre des jeunes gens qui peuvent accomplir leur service national dans la police. Il définit l'étendue et la nature de leurs droits et obligations, ainsi que leur régime disciplinaire et leur statut au regard des dispositions du code de justice militaire.

En matière de sécurité sociale, d'aide sociale et de réparation des dommages subis dans le service, le projet étend aux policiers auxiliaires le régime actuellement en vigueur pour les appelés accomplissant leur service militaire.

Enfin, il ouvre aux appelés la possibilité d'une prolongation du service actif au-delà de la durée légale, pour une période de quatre à douze mois.

DISSIDENT avant tout

Jacques Mazel montre bien comment Socrate agit par le retrait, le suspens, la distance. Dissident avant tout. Et presque mystique... Un panorama vivant du siècle de Périclès.

Roger - Pol Droit - Le Monde

Jacques Mazel
SOCRATE
Fayard

160 F
568 p.

FAYARD

DECAPEUR THERMIQUE BLACK & DECKER

Ne grattez plus le week-end, décapez !

Oublié pour l'éternité le grattage des portes et fenêtres avec une spatule. Abolies à jamais les produits chimiques qui vous rongent la peau mais pas la peinture.

Le décapeur thermique Black & Decker, lui, s'attaque directement aux peintures et aux vernis, proprement, rapidement, sans flamme et sans danger. Sous l'action du souffle à haute température, les matières cloquent, ramolissent et se détachent facilement de leur support, sans brûler.

Quel changement ! En deux temps, trois mouvements, la surface à décaper est impeccable et immédiatement prête à recevoir un nouveau décor. Sans fatigue et sans énerverment.

Et grâce au décapeur thermique Black & Decker, vous avez encore tout le temps de profiter de votre week-end.

BLACK & DECKER

RIEN N'EST TROP DUR

Société

JUSTICE

Les « rendez-vous » de M. Jean-Pierre Michau à Rio-de-Janeiro

M. Arnaldo Campana, protecteur de M. Yves Chalié et la mafia franco-brésilienne du vidéo-poker

L'arrivée du juge d'instruction Jean-Pierre Michau, dans la matinée du mercredi 11 mars, à Rio-de-Janeiro, a été entourée d'un luxe de précautions et de mesures de sécurité, M. Michau ayant voyagé à l'écart des autres passagers et livré les contrôles de douane et de police. Accueilli par le consul

général de France, M. Michau devait entendre, jeudi, dans les locaux de la police civile de Rio, M. Arnaldo Campana, ancien chef de cette police, soupçonné d'avoir apporté de Paris à Rio, le « vrai faux » passeport établi par la DST pour M. Yves Chalié, principal accusé et accusateur dans l'affaire

du Carrefour du développement. D'autres « rendez-vous » — quatre au total — étaient sur l'agenda brésilien du juge, qui, accompagné d'un inspecteur de la police judiciaire, semble aussi s'intéresser au « milieu » corse qui accueilli et aide M. Chalié à Rio.

RIO-DE-JANEIRO
de notre correspondant

Le juge d'instruction, Jean-Pierre Michau, a passé sa première journée à Rio-de-Janeiro à jouer l'homme invisible avec la presse. A l'aéroport, où il est arrivé un peu avant 6 heures du matin, il a tenté de semer les journalistes qui l'attendaient en évitant la sortie habituelle des passagers : la manœuvre aurait réussi s'il n'avait été surpris par un photographe de l'Agence France-Presse. Partout où le magistrat est allé, il est entré et sorti, à la dérobée, en utilisant divers stratagèmes. « Mais comment est-il ce juge ? », demandaient les collègues brésiliens, désespérés, en notant fébrilement le portrait-robot qui leur était donné : « taille moyenne, un début d'embouppement, les temps dégrainés, des lunettes, un costume bleu pâle et une grosse serviette noire ».

Disputant la vedette avec la marine marchande en grève, l'armée dans les raffineries de pétrole paralysées par leur personnel et la filière brésilienne du trafic de cocaïne organisé par des employés de la Panam, le magistrat français a créé le suspense toute la journée en fuyant les flashes et en réservant à quelques journalistes privilégiés les explications sur son emploi du temps. Il est accompagné, pendant son séjour, qui doit se terminer vendredi, de M. Jean-Pierre Steiner, inspecteur principal

à la sous-direction des affaires financières de la police judiciaire. C'est ce jeudi que M. Michau devait procéder à l'audition qui a motivé son déplacement, celle de M. Arnaldo Campana, qui a été pendant trois ans le responsable de la police civile de Rio-de-Janeiro avant d'être démis de ses fonctions en juillet dernier. M. Campana est accusé d'avoir protégé Yves Chalié pendant sa « cavale » brésilienne et de lui avoir apporté, de Paris, le passeport portant la fausse identité d'Yves Navaro. M. Campana avait même monté avec l'ancien chef de cabinet de M. Christian Nucchi une société d'import-export, Terrarum, qui servait vraisemblablement de couverture à des activités moins avouables, le policier étant lié à la mafia franco-brésilienne du vidéo-poker.

En attendant cette audition, M. Michau a passé l'après-midi de mercredi à la direction de la police fédérale, M. Romeu Tuma, venu de Brasília pour l'occasion. Le juge a remis à son interlocuteur brésilien une traduction des dépositions faites par Yves Chalié à Paris. Les deux hommes ont confronté ensuite leurs dossiers respectifs : entrées et sorties de Chalié du territoire brésilien, conditions de son séjour, etc. La police a enregistré l'entrée du fugitif sous une véritable identité, sa sortie, par Foz de Iguaçu, vers le Paraguay et son retour par le même chemin, mais elle n'a aucune trace de son départ définitif du Brésil.

« Les policiers brésiliens ont été très coopératifs », assure-t-on du côté français.

Les jeux clandestins

Au même moment, M. Campana attendait dans une salle du palais de justice son audition par le juge brésilien chargé d'instruire les poursuites engagées contre lui pour « enrichissement illicite » et « usage de faux ». Jusqu'à présent, l'ancien chef de la police civile de Rio-de-Janeiro n'a eu affaire qu'à ses pairs. Au Brésil, les instructions criminelles sont menées en effet, dans un premier temps, par la police, qui dispose d'un délai de trente jours renouvelable aussi souvent que nécessaire. Le dossier passe ensuite entre les mains d'un magistrat, qui ouvre une instruction judiciaire.

Mercredi, c'était au tour de la justice d'entrer en action, et, plus précisément, du juge de la vingt et unième chambre criminelle, M. Nelson da Silva. On a vu arriver dans la salle d'attente du magistrat un accusé en pleine forme, bien bronzé, habillé avec recherche. Il était accompagné d'un de ses associés dans la firme Terrarum, l'avocat brésilien Gianco Regis Ribeiro. L'attente a été longue. Le juge a reçu d'abord un député de l'Assemblée législative de Rio-de-Janeiro, M. Alcides da Fonseca, auteur des premières dénonciations contre M. Campana.

« Dès 1983, dit le député, j'ai accusé Campana de complicité avec le jogo do bicho » (littéralement le jeu de l'animal, un jeu de hasard illégal au Brésil, mais toléré à Rio par une police qui préleve sa dime). Le journal *O Globo* a publié, le 8 mars, une longue enquête affirmant que, peu de temps avant de prendre ses fonctions de secrétaire dans la police civile en 1983, M. Campana était allé dans une région de l'État voisin de Minas-Gerais, « avec une valise pleine d'argent », tenter de convaincre la police locale de laisser s'implanter le *jogo do bicho* dans sa zone d'influence.

M. Alcides da Fonseca ajoute : « En 1985, un juge avait ordonné la fermeture de la boutique de vidéo-poker que possédait Jules Filipeu à Copacabana. Je suis allé voir le commissaire chargé d'exécuter cette ordonnance. Il m'a dit avoir reçu l'ordre de Campana de ne pas obéir au magistrat. Il s'agissait là d'une manœuvre pour gagner du temps. Campana avait de tous les biens de M. Campana, qu'il évaluait à 30 millions de cruzeiros (10 millions de francs). « Une fortune amassée en trois ans, dit M. da Fonseca, grâce au produit des jeux clandestins. »

CHARLES VANHECKE.

Les « câbles » d'Action directe

348 adresses

Trois cent quarante-huit, pas une de plus. C'est le total des adresses relevées par la branche internationaliste d'Action directe. Après les quatre arrestations de Vitry-aux-Loges (Loiret), la brigade criminelle de la police judiciaire parisienne s'est lancée dans le travail de bénédictin qui fait sa réputation, épiluchant les carnets, dépliant les listes, classant la masse de papiers saisis dans le repaire de ces archivistes méticuleux que semblent avoir été Jean-Marc Rouillon et Nathalie Méligon. C'est en faisant l'addition des noms de sociétés et des noms de personnes notés, en vrac, par Action directe que les policiers arrivent à ce total de 348. « Un inventaire fatidique », confie un enquêteur, mêlant les cibles potentielles et les adresses notées par commodité, par exemple celles de journaux, dont le *Monde*. Ces listes ont été constituées à partir d'annuaires — Bottin administratif et Bottin mondain, Who's Who, annuaires militaires, etc. — et ne sont pas

toujours à jour, fonctions ou coordonnées étant parfois périmées. Une constatation cependant : l'armée, l'industrie, les ingénieurs et industriels travaillant dans l'industrie de l'armement l'emportent sur toute autre catégorie. Sur cet « annuaire » de 348 références, les quatre membres du noyau dur d'Action directe n'avaient toutefois antérieurement qu'une « sept » de repères afin de localiser des « cibles » ciblées. Selon les enquêteurs, il s'agit uniquement de personnes, souvent inconnues du grand public, liées, peu ou prou, à l'industrie de l'armement. Ainsi, le président-directeur général de la société Alkan, appartenant au groupement des industries françaises aéronautiques et spatiales, y figure en bonne place. « Il n'a de liens avec nous que politiques », commente un enquêteur, « les intrus n'ont pas et ne font rien de la situation dans ces listes. »

E. P.

Après l'enlèvement de deux directeurs et d'un comptable

Un hôtel corse va fermer ses portes pendant la prochaine saison estivale

AJACCIO
de notre correspondant

Parce qu'elle avait pratiquement cessé de maîtriser la direction de son hôtel-club de San Bastiano, situé à 27 kilomètres au nord d'Ajaccio sur les rives du golfe de Sagone, la Compagnie générale de tourisme hôtelier a décidé que l'établissement ne rouvrira pas ses portes cette année. La réouverture était fixée au 25 avril et la fermeture fin septembre. Pendant cette période, l'hôtel, ouvert depuis 1976 et qui compte deux cents chambres, et occupe cent quinze personnes, devait recevoir environ cinquante mille touristes.

L'année dernière, le directeur, M. Jean-Marie Brunier, avait précipitamment quitté l'île quelques jours avant l'ouverture. Cette année, son successeur, M. Antonarchi, a été enlevé le 29 janvier et son comptable, M. Patrick Débon, le 20 février, par des hommes armés et portant cagoule. Tous deux ont été relâchés par la suite et M. Débon, qui a quitté la Corse, a affirmé avoir été molesté, et son médecin lui a prescrit une incapacité de travail d'un mois. Ces faits ont entraîné l'ouverture de deux enquêtes, l'une tendant à établir les faits en vue des procédures habituelles, l'autre visant à déterminer les conditions dans lesquelles l'ex-FLNC aurait indirectement perçu, à cette occasion, un « impôt révolutionnaire ». Selon les

enquêteurs qui ont saisi les pièces comptables, des sommes auraient été versées à des tiers ou à des sociétés sous couvert de règlement de services ou de fournitures. Ces pièces ont été saisies, le mercredi 11 mars, au cours d'une vaste opération menée par le colonel Spillman, commandant la légion de gendarmerie de Corse qui a mis en œuvre cent dix gendarmes et policiers ainsi qu'un hélicoptère, une vedette et d'autres moyens maritimes. L'établissement fondé dans l'espoir d'y découvrir d'éventuelles caches d'armes, mais les perquisitions n'ont pas donné de résultat.

Une seule réaction à cette opération a été signalée. La protestation du Syndicat des travailleurs corses, d'obédience nationaliste, seule organisation syndicale de l'établissement. Les délégués du STC devaient être reçus jeudi, à Marseille, par M. Michel Anné, président de la compagnie à qui ils avaient demandé audience au lendemain de la réunion du conseil d'administration du 9 mars dont ils ignoraient toutefois la décision. L'affaire du San Bastiano ne semble pas devoir en rester là, d'autant que c'est la première fois que pourrait être établie la perception de l'impôt révolutionnaire par l'ex-FLNC au sujet de laquelle les victimes ont toujours observé le plus total silence.

PAUL SILVANI.

Au tribunal de Paris

Edouard de Faucigny-Lucinge et ses trois complices inculpés

Les quatre jeunes gens qui projetaient d'enlever la fille de M. Serge Gainsbourg, arrêtés dans la nuit du 8 au 9 mars, après un échange de coups de feu avec des policiers, ont été inculpés, mercredi 11 mars, de tentatives d'homicides volontaires sur agents de la force publique, infractions à la législation sur les armes et les munitions et vols par M. Jean-Louis Mazière, juge d'instruction au tribunal de grande instance de Paris.

Laurent Communier, vingt et un ans, qui a choisi pour avocat M. Philippe Lemaire et M. Véro Tuiffal; Philippe Lachavanne, vingt ans, et Christelle Rogribeau, vingt ans, qui avaient pour avocat M. Xavier Hutin, ont été amenés au cabinet du magistrat instructeur, lequel s'est ensuite rendu dans la soirée à l'hôpital Marie-Lannelongue pour signifier ces inculpations au quatrième, Edouard de Faucigny-Lucinge, vingt et un ans, blessé par une balle au poumon lors de la fusillade.

L'information judiciaire ouverte par M. Mazière ne vise pas le projet d'enlèvement de Charlotte Gainsbourg, l'infraction ne pouvant être caractérisée que par un « commencement d'exécution », interprété d'une manière très restrictive par la jurisprudence.

De la même manière, il n'est pas certain que les constitutions de partie civile annoncées par M. Serge Gainsbourg et M^{me} Jane Birkin aient une chance d'aboutir.

Au tribunal de Paris

« Le Figaro » condamné pour accusations mensongères envers M^{me} Laurent Fabius

La société éditrice du *Figaro* et le journaliste Georges Sufferit ont été condamnés, le mercredi 11 mars, par la première chambre du tribunal civil de Paris à verser conjointement le franc symbolique de dommages-intérêts que M^{me} Françoise Castro, épouse de M. Laurent Fabius, demandait en réparation du préjudice causé par la publication le 28 juin 1986 dans le *Figaro-Magazine* d'un article intitulé « Ils ont détourné des fonds publics pour financer le PS ».

L'article mentionnait notamment une subvention de 50 000 francs qui aurait été accordée par l'ONASEC à Espace 89, « curieuse association dirigée par M. Maurice Benassayag et M^{me} Françoise Castro », avant de faire un parallèle avec l'affaire du Carrefour du développement pour déduire que des associations étaient utilisées pour financer « discrètement » d'autres organismes en relation avec le Parti socialiste.

Le tribunal, présidé par M. Jean-Michel Guib, relève, dans son jugement, que cette subvention, octroyée en réalité par le ministre des rapatriés, « n'a pas provoqué, de ce jour, l'ouverture d'une quelconque procédure pénale ». Aussi, les magistrats estiment que c'est « de manière fautive et mensongère » que le journaliste a accusé M^{me} Castro d'avoir détourné des fonds publics. « M. Georges Sufferit a dépassé la limite du droit reconnu à tout journaliste de critiquer les modalités de toute subvention publique », ajoute le tribunal, en considérant qu'il s'agit d'une faute « quasi délictueuse ».

M. P.

Un projet de loi sur les policiers auxiliaires

10 000 appelés du contingent dans la police nationale

Dix mille appelés du contingent pourront accomplir leur service national dans la police si le projet de loi présenté, mercredi 11 mars, au conseil des ministres par M. Robert Faure, ministre délégué chargé de la sécurité, est voté. Ce projet fixe, en effet, à 10 % de l'effectif du personnel des services actifs de la police nationale — 109 992 fonctionnaires au 1^{er} janvier 1987 — le nombre de jeunes gens qui pourront accéder à cette forme du service national.

● **HENDAYE**: expulsion d'un Basque espagnol. — Un Basque espagnol réfugié en France a été expulsé, le mercredi 11 mars, par la police de l'air et des frontières selon la procédure d'urgence absolue : il s'agit de Francisco Ioldi-Mugica, trente et un ans, qui demeurait à Hendaye (Pyrénées-Atlantiques) depuis plusieurs années. C'est le frère de Carlos Ioldi, qui s'était présenté à la présidence du gouvernement basque espagnol sous l'alias de Harri Batzuma, alors qu'il est actuellement emprisonné en Espagne dans l'attente d'un jugement.

● **Le second meurtrier du Père Fressoz arrêté**. — Moins d'un mois après l'assassinat du vieux curé de Verrens-Arvey (Savoie), le Père Jean Fressoz, les deux auteurs du crime, deux vagabonds originaires du Pas-de-Calais, sont sous les verrous : en effet, Francis Watiaux, vingt-huit ans, vient d'être arrêté à Firminy (Loire), son complice Michel Valet, trente-deux ans, ayant été interpellé le 4 mars dernier à Saint-Etienne. Comme Michel Valet, Francis Watiaux a été inculpé d'assassinat dans la soirée du mercredi 11 mars.

● **Inculpation pour homicide involontaire à l'hôpital de La Rochelle**. — Le chef du service de réanimation de l'hôpital de La Rochelle (Charente-Maritime), le Docteur Francis Haglund, vient d'être inculpé d'homicide involontaire après le décès d'une jeune fille de quinze ans, Dominique Guillon, victime d'un accident de la route le 15 août 1986. Les parents de la victime avaient déposé une plainte contre X quelques semaines après l'accident, estimant que leur fille n'avait pas reçu tous les soins qu'elle était en droit d'attendre. A la suite d'une première rapport d'experts, le juge d'instruction a décidé d'inculper le docteur Haglund. Ce dernier a demandé une contre-expertise.

La conduite en état d'ivresse sera sanctionnée par des peines aggravées

Le conseil des ministres a approuvé, le 11 mars, un projet de loi présenté par le garde des sceaux aggravant les peines prévues pour conduite en état d'ivresse, même si aucun accident n'en est résulté. Les peines de prison, actuellement d'un mois à un an, seront portées à deux mois à deux ans. Les amendes, de 500 F à 20 000 F, varieront de 2 000 F

à 30 000 F. Cette sévérité nouvelle à l'égard des conducteurs ayant plus de 0,3 g d'alcool dans le sang a été inspirée par l'accident qui a coûté en juin 1986 la vie à un jeune homme, Caroline Collier, dont la voiture avait été percutée à 150 km à l'heure par un automobiliste en état d'ivresse (*Le Monde* du 12 décembre 1986).

POINT DE VUE

Une fermeté attendue

par M^{re} Henri Fabre-Luce (*)

Nous assistons, depuis quelques mois, à une évolution sans précédent de l'opinion publique et, par répercussion, du monde judiciaire, devant le phénomène, enfin mesuré à sa juste gravité, de la délinquance routière. Paradoxalement, c'est le fait que, conformément à une pratique jusqu'alors très courante parmi les juridictions françaises, un tribunal correctionnel ait osé du surcroît la peine de prison infligée à l'auteur d'un homicide commis par excès de vitesse et alcoolisme, qui a servi, à l'issue d'un procès largement répercuté par les médias, de détonateur à une brusque réaction d'indignation presque unanime. On n'avait sans doute pas prévu assez d'attention aux signes avant-coureurs d'une prise de conscience qui avait favorisée le travail de sensibilisation accompli depuis quelques années (et d'abord dans l'indifférence quasi générale, fait le dire) par des associations ayant décidé de ne pas se résigner à la « fatalité routière ». Signes avant-coureurs qui s'étaient manifestés jusqu'au sein de l'institution judiciaire : anticipation de quelques jours la réaction critique du garde des Sceaux sur le jugement de Nan-

terre, un haut magistrat s'excusait, lors de l'audience solennelle de rentrée de la cour de Rouen : « Faut-il admettre qu'un vieillard se voit beaucoup moins grave que le vol d'un autoradio ou d'une bouteille d'alcool au supermarché du coin ? N'attendons pas une énième circulaire pour réagir, pour prendre des décisions à la mesure de l'échec-tombe routière, qui fait horreur au peuple de France. »

A Orléans, à Meaux, à Nantes, les juridictions de jugement faisaient déjà preuve, contre les chauffards, de la fermeté que l'opinion attendait. L'affaire Collier a contribué à précipiter cette évolution. D'une part, depuis la décision, si unanimement considérée comme excessive, ment indulgente, il ne se passe pas de semaine sans que nous soyons informés de la nouvelle sévérité de telle ou telle juridiction. De son côté, le ministre de la Justice débore un projet de loi qui aggrave les sanctions applicables à la simple conduite en état d'ivresse, sans qu'un accident se soit produit. Saluons, au passage, cette volonté, parfois mal comprise, de rappeler que des comportements dangereux doivent être sévèrement réprimés, indépendamment des conséquences produites et précisément pour éviter celles-ci. Mieux vaut prévenir que

guérir, comme le dit la sagesse populaire. Il convient pourtant de s'interroger sur la polarisation dont fait l'objet l'alcoolisme. Un autre paradoxe de l'affaire Collier est que la vitesse était en cause tout autant, sinon plus, selon le responsable légal, que l'alcool. Or, ce dernier facteur est quasiment seul concerné, tant par le projet gouvernemental que par la jurisprudence nouvelle ci-dessus évoquée. Tout se passe comme si était ainsi offert à l'opinion un bouc émissaire unique des drames de la route. Est-ce parce que la distanciation est plus aisée sur ce terrain pour nos gouvernants et pour nos juges ?

Il n'en demeure pas moins que s'il s'agit de distinguer entre infractions méritant l'indulgence ou la sévérité, mieux vaudrait séparer les simples maladroites de l'ensemble des violations déborderées de règles de sécurité : alcool mais aussi vitesse, non-respect de la signalisation, mauvais entretien des véhicules, etc. On pourrait alors réserver le terme d'accident à une catégorie bien délimitée de drames routiers, et adapter pour l'ensemble des autres une politique pénale, véritablement dissuasive.

(*) Avocat.

Les formes du plaisir musical

UN MOIS SERIE

LES 5 SENS SCIENCE VIE

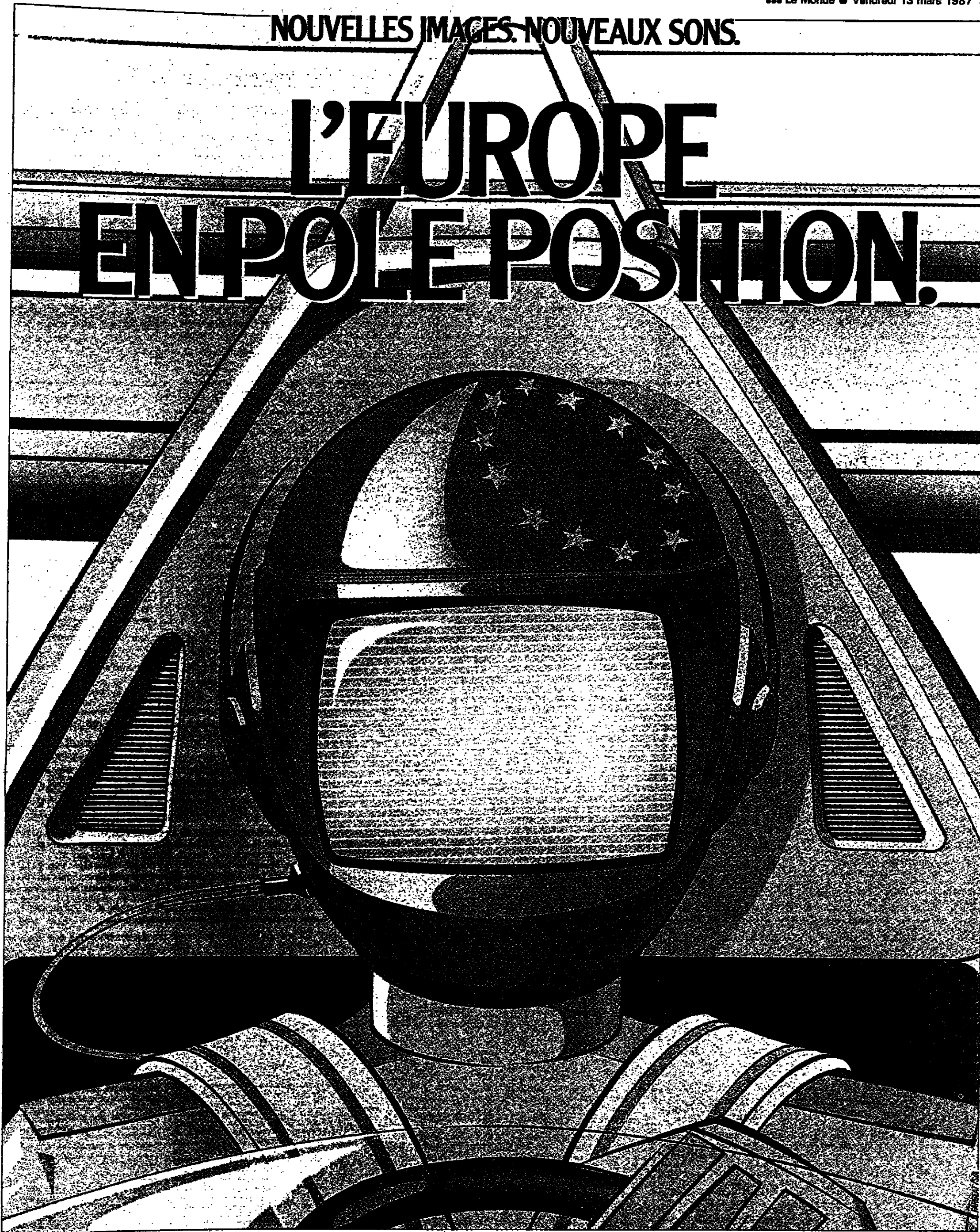
Handwritten signature or text at the bottom of the page.

هنا من الأصل

... Le Monde • Vendredi 13 mars 1987 9

NOUVELLES IMAGES. NOUVEAUX SONS.

L'EUROPE EN POLE POSITION.



**LES INDUSTRIELS EUROPEENS VOUS ATTENDENT DU 11 AU 15 MARS 1987
AU FESTIVAL INTERNATIONAL SON ET IMAGE VIDEO.**

Ça y est ! Les nouvelles images et les nouveaux sons arrivent. En lançant leur satellite de télédiffusion directe, TVSAT1 et TDF1 en 1987 à Kourou, la RFA et la France placent l'Europe en pole position de la compétition audiovisuelle.

Grâce à eux, vous pourrez recevoir de nouveaux programmes en "D2 Mac Paquet", la nouvelle norme européenne qui vous appor-

tera une image haute fidélité, des sons de qualité laser et des émissions dans toutes les langues.

Si vous voulez assister en direct au lancement de TDF1, rendez-vous au CNIT. Les industriels européens vous y feront gagner un voyage à Kourou pour 2 personnes et vous feront découvrir en avant-première votre univers audiovisuel de demain.

IMAGES ET SONS DU FUTUR, L'EUROPE ASSURE.

* BLAUPUNKT, BRANDT, GRUNDIG, OCEANIC, PATHE-CINEMA, PHILIPS, RADIOLA, SABA, SCHNEIDER, SONOLOR, TELEFUNKEN, THOMSON.

L'Eglise catholique et la procréation

La publication, le mardi 10 mars, par la Congrégation romaine pour la doctrine de la foi, d'une instruction condamnant toutes les méthodes de procréation artificielle (dont nous avons publié de longs extraits dans le Monde du 11 mars), suscite un large débat dans les milieux catholiques et médicaux. Le profes-

seur Charles Lefèvre se fait l'écho des questions éthiques que soulève ce texte dans la rigueur du « désaveu » qu'il contient.

Quant au professeur Georges David il rappelle le drame humain que représente, pour les couples, la stérilité.

POINT DE VUE

La stérilité n'est pas une faute

par le professeur Georges David

Président de la Fédération des Centres d'étude et de conservation du sperme (CECOS).

On nous avait annoncé une prise de position dure du Vatican. Bien que prévus, nous avons été surpris par l'ampleur et le caractère absolu des interdits et plus encore par la sévérité de leur expression. Nous ne pouvons subir ce jugement sans réagir, non pas tant parce que nous sommes directement visés en tant qu'acteurs médicaux mais beaucoup plus parce que nous nous devons de témoigner au nom de ces couples stériles dont le souffrance se trouve aujourd'hui ravivée.

Ce souci de nous appuyer sur une expérience humaine concrète nous fera nous limiter au problème de l'insémination artificielle. On sait qu'elle revêt deux formes : selon qu'elle est exécutée avec le sperme du mari et avec le sperme d'un donneur étranger au couple. L'une et l'autre avaient déjà, par le passé, fait l'objet d'interventions en particulier du pape Pie XII ; mais, tout au moins en ce qui concerne l'insémination intra-conjugale, on avait, dans les vingt dernières années, assisté à une certaine évolution. Bien des théologiens en étaient arrivés à une attitude de bienveillante tolérance à son égard.

La déclaration actuelle revient à l'intolérance, avec l'argument que la conception ne peut être dissociée

de l'acte sexuel. Cette sévérité nous inquiète d'autant plus qu'une allusion péjorative est faite par ailleurs à la masturbation. N'est-ce pas dans cette voie jusqu'à rejeter alors l'analyse du sperme que nous sommes, pour être tolérés, cette pratique ? Choisir l'artifice fait craindre certains excès allant jusqu'à une sorte de respect de principe à l'égard de la stérilité jugée comme naturelle.

L'insémination artificielle avec sperme de donneur encourt un blâme encore plus sévère puisque à l'artifice technique s'ajoute l'artifice génétique avec rupture du lien de filiation. Elle est « contraire à l'unité du mariage, à la dignité des époux ».

Un environnement affectif riche

C'est cette condamnation sommaire qui appelle surtout notre témoignage, fondé sur une expérience concrète, celle de ces deux mille couples qui, en quinze ans, se sont adressés aux CECOS (Centres d'études et de conservation du sperme). Si l'on veut parler de dignité, nous aurons dire d'ambiguë que c'est bien à eux que s'applique ce terme.

Quel courage il leur faut pour surmonter ce drame de la stérilité ! Quel amour les anime dans la recherche d'une grossesse dont ils se sentent tous deux pleinement responsables ! Certes, ils se distinguent de la moyenne des autres couples, mais par leur exemplarité ; mariés pour 999 sur 1000 d'entre eux, en un temps où l'union libre se

généralise ; souhaitant au moins deux enfants, alors que les autres dépassent difficilement l'un ; ne connaissant pas l'IVG (sauf cas sur près de 5 000 grossesses dans notre centre), alors que celle-ci est le lot d'une grossesse sur quatre dans la population générale.

Si l'on ajoute que chez eux le divorce est exceptionnel et que les différentes enquêtes que nous avons pu conduire ont révélé que leurs enfants étaient l'objet d'un environnement affectif particulièrement riche, admettra-t-on de nous entendre parler de la qualité humaine assez exceptionnelle de ces couples ? Entendons-nous, ce n'est pas la stérilité qui confère toutes ces qualités ; mais c'est elle qui sélectionne les couples ayant virtuellement les possibilités de se révéler dans cette épreuve.

Aujourd'hui ils ne comprennent pas cette faute dont on les accable sans avoir cherché à les connaître, à les rencontrer, à les comprendre. Ils sont désespérés par ce qu'ils ressentent comme une condamnation particulièrement injuste, assortie d'aucune pitié.

On parle beaucoup d'accompagnement des mourants ; l'Eglise catholique peut se targuer de l'avoir toujours pratiqué. Mais sait-elle, comprend-elle que la stérilité est au couple ce que la mort est à l'individu et que, là aussi, il y aurait devoir d'accompagnement.

Désaveu et liberté

par Charles Lefèvre Prêtre professeur d'éthique médicale à l'Institut catholique de Lille.

A réflexion éthique actuelle enregistrée la reconnaissance croissante d'un critère long-temps délaissé : l'acte se juge à ses conséquences, l'arbre à ses fruits - formule évangélique, mais qui ne saurait suffire à tout. En matière de procréation assistée, plutôt que les principes, on examine les retombées pour l'enfant et pour le couple ; leur vie de relation sera-t-elle aimante et vraie ?

Mais nous constatons aussi la résurgence de ce thème capital : un acte n'est pas bon parce qu'il a une morale le prescrit, mauvais parce qu'il l'interdit. C'est plutôt l'inverse : s'il est prescrit ou défendu, c'est en raison de son sens humain, auquel cette loi ne change rien. Elle n'a d'autre fonction que de le signaler. Voir ainsi au-delà de la loi pour en retrouver l'esprit, ce pourrait être une chance historique pour le dépassement d'un légalisme gravement défectueux et pour une éthique de la liberté.

C'est dans ce contexte que nous arrive l'instruction romaine sur le respect de la vie. Autant qu'à ses principes et déductions, on s'intéressera dans ses conséquences pour les personnes en cause, et au sens humain de ses prescriptions. La philosophie n'est pas le seul à vouloir comprendre.

Point de mystère, certes, en ce qui regarde les locations d'utérus, les hybridations, le clonage, etc. ; déjà, les périls avaient été dénoncés par des comités pluralistes. Quant à l'insémination artificielle avec donneur extérieur au couple, le texte de Rome n'a pas suivi les rigoristes, qui y voient un adultère, mais on comprend les objections qu'il y fait.

La surprise vient du désaveu infligé même à la fécondation in vitro « homologue » (avec les gamètes des époux), et par là aux théologiens notaires et aux évêques, y compris Jean-Paul I qui avait son élection, qui l'ont clairement approuvée. Car, c'est bien elle qui est « du point de vue moral » déclarée « en elle-même licite », et pas seulement les manipulations d'embryons dont elle peut être l'occasion : avec beaucoup d'honnêteté, le texte romain renonce à l'argument de la « pente savonneuse », souvent manipulé de façon démagogique.

La raison du rejet n'est autre que la séparation entre l'acte sexuel et la fécondation, alors que les théologiens et les évêques cités plus haut, les résumés avec faveur par les Pères Moretti et de Dinechin, « voient dans la fécondation médicale par le sperme du mari, non pas le remplacement de l'acte sexuel, mais son accomplissement » (Le Dilemme, Ed. Centurion).

Ce désaveu constitue un nœud de questions qui en commande la compréhension, indispensable à la réception d'un document non inflexible.

Et d'abord, quel rôle joue ici l'expérience du couple, notamment croyant, engagé dans ces pratiques ? Selon les témoignages que nous recueillons, ces couples éprouvés par la stérilité ne sont que des couples ordinaires, dont l'union est le fruit d'un amour non inflexible.

Une personne « en acte »

L'instruction romaine demande que l'esprit ouvre les yeux à l'insémination de ses principes. Or l'Eglise déclare qu'elle n'a pas toujours sous le main (in promptu) la réponse à chaque question (Gaudium et Spes). Comment s'opère, dès lors, le passage entre les commandements de Dieu et le refus de séparer acte sexuel et fécondité ? Par une réflexion de type philosophique qui veut ce que présentent les raisons avancées en faveur de ce refus : est élément de liberté responsable ne peut-il être souligné ?

Le texte rappelle bien que le magistrat n'énonce pas d'affirmation de nature philosophique sur le statut de l'embryon, mais qu'il condamne toujours l'avortement. Si des chercheurs ont la certitude, bien fondée comme je le pense, que durant les deux premières semaines le pré-embryon ne saurait en aucun cas être un individu, et donc une personne « en acte », ne convient-il pas d'admettre que, pour des raisons strictement proportionnées, le traitement de ces pré-embryons peut assumer certains risques ?

L'expression qui qualifie la FIVETE (fécondation in vitro et transfert d'embryons) « en elle-même licite » fait écho à la formule « intrin-

quement mauvaise » appliquée à la contraception, en raison précisément de la séparation entre fécondité et relation sexuelle. Deux questions surgissent ici : puisque, selon la morale classique, la finalité des actes leur est essentielle, peut-on essentialiser la séparation qui sert à susciter la vie et celle qui la refuse ? Autre question : centrer ainsi l'attention sur l'acte, n'est-ce pas risquer de le détourner de valeurs plus fondamentales comme l'amour du couple dans l'amour de l'enfant, image reçue de son Créateur, liberté éveillée par la méditation de deux libertés.

En demandant l'approfondissement de ces questions, nous sommes perdus de vue les dérives auxquelles peut prêter la procréation, assistée ou non. Sont-elles « néo-paternes », comme vient de nous le suggérer Mgr Lustiger dans son article de Monde du 10 mars ? Il se peut encore que, avec le texte romain et avec l'archevêque de Paris lui-même, nous nous nous soyons déviés de la pratique d'« amalgame » qu'a-t-il de commun entre l'avortement, hélas ! de fœtus sur commande au profit de l'industrie des cosmétiques, et la FIVETE, pratiquée avec les soins de l'industrie de l'amour ?

Revenant au fait, ce qui me touche chez de jeunes couples, c'est un genre de modestie qui craint de ne pas pouvoir, peut-être, communiquer la vie heureuse qui accomplir leur descendance comme eux-mêmes. Mieux qu'à d'autres époques certainement, ils envisagent dans cette vie parentale, tissée de soucis autant que de joies, une forme éminente de dépassement dans la liberté. Même si le choix des moyens apparaît la réflexion, voire une réelle circonspection. Celle qui devrait stimuler ce texte romain, digne et courageux, étonnamment peu soucieux d'obtenir l'adhésion convulsive de ses lecteurs.

M. Barzuch veut rencontrer les autorités religieuses. Ministre de la santé et de la famille, M. Michèle Barzuch a déclaré, dans une interview à Ouest-France, le 11 mars, qu'elle regrette que « l'Eglise n'ait pas sérieusement pris en compte les avis globaux négatifs sur des situations très diverses ». Redoutant que le document du Vatican ne crée « des difficultés, des crises de conscience aux couples et médiocrités catholiques », M. Barzuch indique qu'elle souhaite « réapprofondir ces questions avec les autorités religieuses ».

Pour les enfants naturels et les enfants de divorcés

L'autorité parentale conjointe ne sera pas systématique

« Aujourd'hui, un enfant sur deux a des parents qui sont, soit divorcés, soit mariés. J'ai donc voulu adapter le droit à ces nouvelles configurations parentales et faire en sorte que, quelle que soit la situation conjugale, père et mère, lorsqu'ils s'entendent, puissent exercer ensemble leurs responsabilités vis-à-vis de leurs enfants ».

C'est par ces mots que M. Malhuret a présenté mercredi 11 mars à la presse son projet de loi sur l'autorité parentale conjointe, qui vient d'être approuvé par le conseil des ministres.

Le texte, qui doit être présenté aux députés lors de la prochaine session parlementaire, donne en effet la possibilité aux juges d'accorder aux couples qui le désirent, lors des divorces, l'autorité parentale conjointe. De même, il facilite les demandes des pères d'enfants naturels pour obtenir l'exercice de l'autorité parentale, conjointement avec la mère, quand celle-ci est d'accord.

Le projet ne satisfait cependant pas des associations de pères comme la Fédération des mouvements de la condition paternelle (FMCP) (1) ou le Mouvement pour l'égalité parentale (MEP) (2), qui militent en faveur de l'autorité parentale conjointe automatique, lors des divorces et pour les enfants naturels reconnus par les deux parents.

M. Malhuret s'est expliqué mercredi sur les raisons de son choix. « Je n'ai pas voulu remplacer un systématisme par un autre. J'ai pré-

féré choisir entre les deux formules extrêmes que sont l'autorité parentale automatique de l'autorité parentale à celui qui héberge l'enfant et l'autorité parentale conjointe de cette même autorité aux deux parents. Je laisse aux juges un espace de liberté, qui leur permettra de choisir la meilleure formule en fonction de la bonne volonté des parents ».

Un bulletin scolaire en deux exemplaires

Cette même approche se retrouve dans le texte qui réforme le code civil au sujet des enfants naturels. Celui-ci ne met pas en cause le principe de la primauté de la mère ; même si des deux parents ont reconnu l'enfant, c'est toujours la mère qui bénéficiera automatiquement de l'autorité parentale. En revanche, il suffit d'une simple déclaration conjointe des deux parents devant le juge des tutelles pour que cette autorité soit également accordée au père.

Si le fait de bénéficier de l'autorité parentale n'empêche pas un droit d'hébergement - M. Malhuret estime en effet qu'il est préférable que l'enfant continue à posséder un lieu de résidence privilégié chez son père ou chez sa mère, - il permet en revanche aux deux parents de continuer à prendre part aux grandes décisions concernant la vie de leurs enfants. Par exemple, lorsque la loi sera approuvée, il sera obligatoire pour les établissements scolaires de transmettre aux deux parents les résultats scolaires des enfants. Et leur avis à tous deux sera demandé en cas de redoublement ou d'orientation.

Lors de conflits mineurs, il sera toujours possible aux parents (non mariés ou divorcés) d'un référent au juge des tutelles qui tranchera. En cas d'impossibilité totale d'entente, il faudra alors voir le juge aux affaires matrimoniales, qui pourra modifier la décision concernant l'autorité parentale.

L'enfant doit-il être consulté ? Le projet est muet sur ce point. Selon

Malhuret, il aurait été prématuré de légiférer à ce propos. « Trop de questions se posent encore. A partir de quel âge doit-on entendre l'enfant ? Celui-ci doit-il être représenté ? N'y aura-t-il pas des pressions, même inconscientes, des parents sur celui-ci ? N'aura-t-il pas l'impression de rejeter un parent au profit de l'autre ? » M. Malhuret préfère laisser le juge - comme il en a la possibilité actuellement - libre d'entendre l'enfant.

CHRISTIANE CHOMBEAU.

(1) FMCP, 144, avenue Denonville, 75012 Paris. Tél. : 43-41-45-18.
(2) Mouvement pour l'égalité parentale, 14, rue de Berny, 75008 Paris. Tél. : 43-87-77-07.

Plus d'un million

Il est difficile de dire avec précision combien d'enfants sont concernés par les mesures annoncées par M. Claude Malhuret. Selon le recensement de 1982, sur les 12 647 040 enfants de moins de seize ans, 533 600 appartiennent à des familles monoparentales (célibataires, séparés, veufs et divorcés). Sur ce nombre, le plus grand tiers (412 600) sont des enfants de divorcés.

Les enfants de couples non mariés étaient 485 420. Mais ces chiffres sont inférieurs à la réalité car le nombre de naissances hors mariage a augmenté considérablement depuis 1982 : celle-ci représentait aujourd'hui près de 20 % des naissances alors que la proportion n'était que de 14,2 % en 1982. On évalue aujourd'hui à 600 000 le nombre d'enfants de couples non mariés.

En conséquence, plus de 1 million d'enfants appartenirait à l'une des deux catégories concernées par le projet de loi.

MÉDECINE

● SIDA : dépistage obligatoire pour étudiants et touristes en Inde. - L'Inde a décidé d'imposer un dépistage du SIDA aux étudiants étrangers qui comptent s'inscrire dans ses universités et aux touristes désirant séjourner plus d'un mois dans le pays, a indiqué le 11 mars, devant le Parlement indien, le ministre des ressources humaines et du développement, M. Narasimha Rao (Renaud, AFP).

Le mouvement antinucléaire renaît de ses cendres

Dernière retombée de Tchernobyl : la réactivation du mouvement antinucléaire français. A l'initiative de Didier Anger et du comité Malville de Lyon vient de se créer le « Réseau pour un avenir sans nucléaire » (1) qui tiendra son assemblée constitutive à l'automne prochain. Selon ses promoteurs - cinq militants constitués en « bureau provisoire » - il s'agit de coordonner les comités locaux qui, sur le terrain, se mobilisent contre les centrales nucléaires (en projet ou en service), contre les sites de stockage de déchets radioactifs et contre les mines d'uranium.

La reconstitution de ce réseau intervient dix ans après la création de la CNAN (Coordination nationale antinucléaire), directement issue de la « bataille de Creys-Malville », qui avait provoqué la mort d'un manifestant en 1977. Depuis 1981 et l'abandon de Flageol par la gauche, les comités locaux de lutte antinucléaire étaient pratiquement entrés en sommeil. Seuls le comité Malville, maintenant en activité par la lutte contre le suréquipement Super phénix, et le comité du Cotentin animé par Didier Anger pour tenir Flamenville et la Hague sous haute surveillance, avaient réussi à se maintenir. Sans pour autant empêcher le suréquipement d'entrer en service ni les agrandissements considérables entrepris notamment à l'usine de La Hague.

L'électrochoc de Tchernobyl a brutalement secoué la torpeur - et la résignation - des militants. L'entrée en service de Cattenom, à la frontière du Luxembourg et de la Sarre, et bientôt de Nogent-sur-Seine, en amont de Paris, a suscité de nouveaux comités de lutte, dont le très actif Stop-Nogent. C'est pourquoi l'anniversaire de Tchernobyl (26 avril), qui coïncide avec le lancement de l'Année européenne de l'environnement, va donner l'occasion aux comités locaux de se manifester sur les sites. Le mouvement s'annonce donc en apothéose : vers un grand rassemblement européen à Paris, le 20 juin. Des dizaines de milliers d'écologistes, pacifistes, alternatifistes sont attendus ce jour-là de toute l'Europe pour marquer leur volonté de « sortir du nucléaire ».

R. C.

(1) Siège provisoire : 90, rue Vergennes, 75015 Paris. Tél. : 45-81-28-21, (après-midi).

Manifestations d'étudiants contre les déclarations de M. Pandraud

« Si j'avais un père ministre... »

Des manifestations ont eu lieu dans plusieurs villes de province (notamment à Lyon, Lille, Rennes et Toulouse) pour protester contre les propos tenus, dans le Monde du 5 mars par M. Pandraud, ministre chargé de la sécurité, sur Malik Oussekine, l'étudiant qui avait trouvé la mort à la suite de charges policières, après une manifestation le 6 décembre dernier (1). Les étudiants ont symboliquement donné le nom de Malik Oussekine à un amphithéâtre à Rennes, à la faculté des lettres et de droit à Limoges. A Paris plus de deux mille étudiants ont défilé dans le quartier Latin.

Ce n'était pas les foules de décembre, et le cortège de deux mille cinq cents à trois mille étudiants était surtout composé des plus militants et des plus mobilisés. Mais ce rassemblement organisé en deux jours, sans grand battage, à l'appel du comité national de liaison pour les Etats généraux démontre que l'indignation suscitée par les propos de M. Pandraud sur Malik Oussekine a été « immédiate et vivace », comme le disait un manifestant.

En début d'après-midi, des étudiants et quelques lycéens s'étaient regroupés dans un paisible décor devant le 20, rue Monsieur-le-Prince, où Malik Oussekine a trouvé la mort. Sur la porte de l'immeuble, une large bandelette sans ambiguïté : « Nous sommes des millions de Malik ». Ferveur de l'improvisation ambiante : des responsables étudiants ou syndicaux et des personnalités politiques se croisent, en hasard des mouvements de foule. Par leur présence, MM. Laurent Fabius ou Roland Leroy, tout comme Huguette Désar, Isabelle Thomas ou David Assolène, manifestent une indignation que M. Maurice Duval, père d'un des étudiants blessés en décembre, exprime en quelques phrases : « L'Etat, l'armée, l'armée... M. Pandraud a pris une leçon de dignité auprès de la famille Oussekine ».

Le PS dénonce M. Pandraud. - Le bureau exécutif du PS, réuni le mercredi 11 mars, a publié un communiqué dans lequel il s'élève contre les déclarations faites par M. Charles Pasqua, ministre de l'Intérieur, le mardi 10 mars, à propos des responsabilités de la gauche vis-à-vis du terrorisme en France (le Monde du 12 mars). Le bureau exécutif du PS affirme notamment : « Il y a quelques jours, M. Pandraud avait donné dans l'ignominie dans sa façon d'évoquer la mort de Malik Oussekine. Aujourd'hui, M. Pasqua choisit le cadavre pour s'en prendre aux socialistes (...) ».

M. Pandraud : M. Barrot regrette... - M. Jacques Barrot, secrétaire général du CDS s'élève contre la phrase, de M. Robert Pandraud, ministre délégué chargé de la sécurité, publiée par le Monde sur la famille de Malik Oussekine, mais il estime qu'il ne faut pas en rajouter et il a nourri une polémique disproportionnée. Le président de la commission des Affaires sociales de l'Assemblée a souligné, mercredi 11 mars que le CDS avait été « suffisamment clair sur les exigences de maîtrise de l'ordre. Nous regrettons la phrase de M. Pandraud, qui n'aurait pas dû qualifier de phrase d'humour ».

Handwritten text in Arabic script at the bottom of the page.

هكذا من الأصل

... La Monde • Vendredi 13 mars 1987 11

Pour une fois, c'est pas vilain de rapporter.



Ça devrait aller et ça va pas... Vous avez eu les yeux plus grands que le canapé... La couleur des stores vénitiens fait du mal à celle de la moquette... Le meuble de rangement dérange la chambre... Bon, c'est pas grave. Chez IKEA, on sait ce que c'est: tout le monde peut se tromper. Vous pouvez rapporter.
Si vous n'êtes pas emballé par votre canapé, vos stores, votre rangement, vous les remballiez dans leurs

emballages d'origine, vous n'oubliez pas les tickets de caisse... et retour à la case départ.

Chez IKEA, nous reprenons les choses avec le sourire. Et si nous vous demandons pourquoi ça ne va pas, c'est uniquement pour mieux vous aider à choisir autre chose.

Seule petite condition, il faut rapporter dans les quinze jours. Avouez que ça laisse le temps de réfléchir.

Et si nous ne pouvons vraiment pas reprendre les articles vendus "à la coupe," les ampoules, les plantes vertes et les "Bonnes Trouvailles," vous comprenez pourquoi.

Avec IKEA, vous avez le droit de vous tromper. Pour ne pas vous tromper.



Ils sont fous ces Suédois

IKEA PARIS NORD II: ZAC PARIS NORD II - AUTOROUTE DU NORD SORTIE ZI PARIS NORD II TEL. (1) 48.63.20.25 - MAR.: 11-20 H - MER. JEU. VEN.: 11-22 H - SAM. ET DIM.: 10-20 H - FERME LE LUNDI ☞ RESTAURANT PARADIS D'ENFANTS.
IKEA EVRY LISSES: ZI LE CLOS-AUX-POIS AUTOROUTE DU SUD SORTIE EVRY LISSES MENNECY TEL. (1) 64.97.63.65 - LUN. MAR. MER. VEN. 11-20 H - JEU. 11-22 H - SAM. 10-20 H. DIM. 10-19 H ☞ RESTAURANT PARADIS D'ENFANTS.
IKEA LYON: CTRE CIAL DU GRAND VIRE VAULX EN VELIN TEL. 78.79.23.26 - IKEA VITROLLES: RN 115 QUARTIER DU GRIFFON - VITROLLES TEL. 42.89.96.16 ☞ RESTAURANT PARADIS D'ENFANTS.

Le Monde ANNONCE

OFFRES D'EMPLOIS

Le Cabinet ETAP a proposé cette semaine aux lecteurs de MONDE les postes suivants:

- DIRECTEUR d'établissement industriel 380.000 100 km sud-ouest Paris réf. IP 334 CMR
• Un tremplin pour une carrière en production DE LA FABRICATION A LA PRODUCTIVITE Est France réf. FM 332 CMR
• Organiser et assurer une gestion de production performante MINES, ECP, AM... 300.000 Paris Seine-Martinique réf. CJ 329 CMR
• Filiale emballage d'un groupe important DIRECTEUR DE PRODUCTION Pays de Loire réf. BU 336 AMR
• Société chimique performante CHEF DU PERSONNEL Oise réf. EL 331 AMR
• UNIGRAMS ASSISTANT DU DIRECTEUR FINANCIER Paris réf. DK 330 CMR
• Injection plastique JEUNE INGENIEUR RESPONSABLE DU DEPARTEMENT PRODUITS NOUVEAUX Est Paris réf. MT 337 CMR
• MOBISOL INGENIEURS CHIMISTES Pas-de-Calais réf. KL 335 AMR Moselle réf. LS 336 AMR

Si vous êtes intéressé par l'un de ces postes, adressez un dossier de candidature au Cabinet ETAP en précisant la référence.

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris



MENSUEL GRANDE AUDIENCE offre poste créatif et autonome à

JEUNE INGENIEUR ELECTRO-MECANICIEN

2 à 3 ans d'expérience contrôle qualité pour rubrique produits grande consommation. Ecrire à M.P. GLUCK, 11, rue Guano, 75005 Paris Cedex 11.

Foyer de Jeunes Travailleurs cherche son

DIRECTEUR

Ayant compétences en animation et gestion. DEFA ou équivalent demandé. C.V., lettre de cand. et photo à: F.L.T. Survenot, 22, rue des Carrières, 92190 SURESNES.

Centre médico-chirurgical région Nice recherche polyvalents service réanimation. Urgent.

re presentation offres

VISITEUR MEDICAL ou VFP Introduit laboratoires et hôpitaux de Paris pour vente de lames d'analyse. Tél.: 77-32-62-60.

secrétaires

PIERRE ET VACANCES 1er choix locative de locaux

recherche pour son service technique UNE SECRÉTAIRE

Niveau B.T.S., D.U.T., ayant une première expérience professionnelle. Adresser lettre de candidature, C.V. photo à: PIERRE ET VACANCES R.E.L. AMG 54, avenue Marceau, 75008 PARIS.

capitaux propositions commerciales

PLACEMENTS INTÉRÊTS 15 % Garantis sur immeubles. 43-46-77-03.

propositions diverses

Emplois et Carrières de la Fonction Publique, et spécial de FRANCE CARRIÈRES chez votre marchand de journaux en région parisienne.

DEMANDES D'EMPLOIS

J.F. 18 ans ayant DEP, CAP comptable et 1er degré de comptabilité. Notions traitement de texte, dactylo. Recherche emploi stable dans PME, P.M.E. Libre de suite. Tél.: 60-05-97-97.

J'ai une solgner, infirmière D.E., dynamique, organisée, cultive sa 10e hôpital, souhaite trav. différent moment. Toute région + étranger. T.: (16) 48-91-30-48 (st rep.).

L'AGENDA

Moquettes

A SAISIR MOQUETTE 100 % PURE LAINE PROX. PRIX: 100 F/m². Tél.: 46-56-91-12.

14-15 MARS EXPOSITION INTERNATIONALE De 10 h à 20 h

VENTE - ÉCHANGE MINÉRAUX

FOSSILES PIERRES PRÉCIEUSES - BIJOUX HOTEL PARIS-HILTON (au pied de la Tour Eiffel) 18, av. de Suffren - PARIS (16e). Tél.: (16) 81-49-00-72.

Vacances

Tourisme Loisirs

94 jours entiers HALT-ALPA Vacances et séjours 87. Ski de fond, tennis, jeux de plein air, jeux d'extérieur. Yves et Liliane (57 ans) réservent un accueil familial et s'occupent des activités des enfants limités à 14, pour assurer une qualité d'hébergement dans leur ancienne ferme construite au XVIIIe siècle, confortablement aménagée. Px 1 580 F sem./enfant. Pour tous renseignements: 81-38-12-81.

SKIÉZ DANS LE JURA

Part. tous gd séjours 4-6 pers. 12 ch. sur pistes de fond et cross. Interm. station alpin. Métabol. toutes séjours. Tél.: (16) 81-49-00-72.

L'IMMOBILIER

appartements ventes

4e arrdt ILE SAINT-LOUIS Charmes double living, 2,20 m sous plafond. 48-67-65-16.

5e arrdt PLACE MAUBERT, beau 2 p., 12 ch., cuisine, salle, bain, 199.000 F. Tél. 48-38-14-40.

6e arrdt MONTPARNASSE Imm. réa., 11 ch., sur jardin, cinéma, studio, entrée, club, bain, w.c., 35 m², 39 ch., loggia, 5 bis, rue de l'Arrière. Jeudi, vendredi, 14 h-17 h.

RUE DE CONDE BEAU 8 P. ÉCOLE DIRECTOIRE, 175 m², 2 ch., 2 portes, parking, chaudière 4 p., 2 p. DORELLAY - 46-24-85-28.

12e arrdt M. DALMÉSINI 2-3 p., balc. Sud, dernier ét., imm., récent, bon possible. 800.000. Nicot, 43-44-43-87.

14e arrdt DENFERT, 4e. 6e, 4 p., gd balc. sud s/jard., bon env. 1.750.000 F. 43-22-91-35.

15e arrdt CAMBRONNE Appts occupés tot 48. Dans bel imm., pierre de t. de 250.000 F 1.450.000 F. 43-80-64-74, porte 233.

FACE ORTIF studio 43 m², vitr. balc., 19e ét., park. STAND. 895.000 F. T. 47-27-84-24.

locations non meublées demandées

Paris UNION FONCIÈRE EUROPÉENNE Location - Vente - Gestion 5, rue Barryer, 75008 PARIS reat. APPARTEMENTS VILLES ou meubles pour se louer. Tél.: 43-88-12-82.

locations meublées demandées

Paris OFFICE INTERNATIONAL reat. pour sa direction beaux appart. de stand. 4 pers et plus. Tél.: 45-26-15-85.

locations non meublées offres

Région parisienne BOULOGNE, 100 m², grand, 3 pièces, vue sur Seine, 3.000 F + ch. 48-67-65-16.

appartements achats

maisons de campagne NEMOURS 70 km Paris direct aut. Sud A SAISIR

CAUSE MUTATION Belle maison campagne entièrement aménagée sur terrain clos 5 ha, bordé rivière, habit. et libre de St. CACHET RARE. Prix exceptionnel. Location, vente. (16) 38-92-72-32 et après 18 h: (16) 38-96-22-29, 24 h/24.

propriétés

ABRI DE HAUTE SÉCURITÉ Propriété unique près de Lagny, local haute sécurité, 25 m sous terre, 5.000 m² au total, température et humidité constantes, réact., plafond et plancher massifs de 2 m d'épaisseur. Coût: 1,3 million de francs, maréchal en 1943. Une véritable forteresse. Bail 15 ans à vendre. Tél.: (1-44) 42 879 2813. Télécopier: (1-44) 42 878 4994.

Paris Ouest 25 km, propriété de 2000 m², sur 2,3 ha, parc paysan, 4 ch., 3 s.d.b., salon 70 m², cuisine, salle, s.d.b., 60 m², 2 gar., ch. 38-75-91-24.

viagers

BD SUCHET RARE Récent 5 p., 4 ch., sur jard., 38500 LAPOUS. 45-64-28-86.

hôtels particuliers

PANTHÉON MAISON INDÉPENDANTE Surface développée 400 m², terrain à vendre. GAREL - 45-67-22-86.

villas

LE PERREUX Villa de style, construction moderne 1935, qualité parfaite, 3 ch., cuisine, bain, salon, pool avec dépend., jardin. Px 1.050.000 F. Ag. REYNIER, 254, av. Pierre-Brossolette, 94-LE PERREUX, 43-24-17-83.

Particulier vend à PERPIGNAN villa F 6 tout confort, 6 pièces, Cuisine villa, très jolie. Tél.: (16) 87-72-19-06.

bureaux

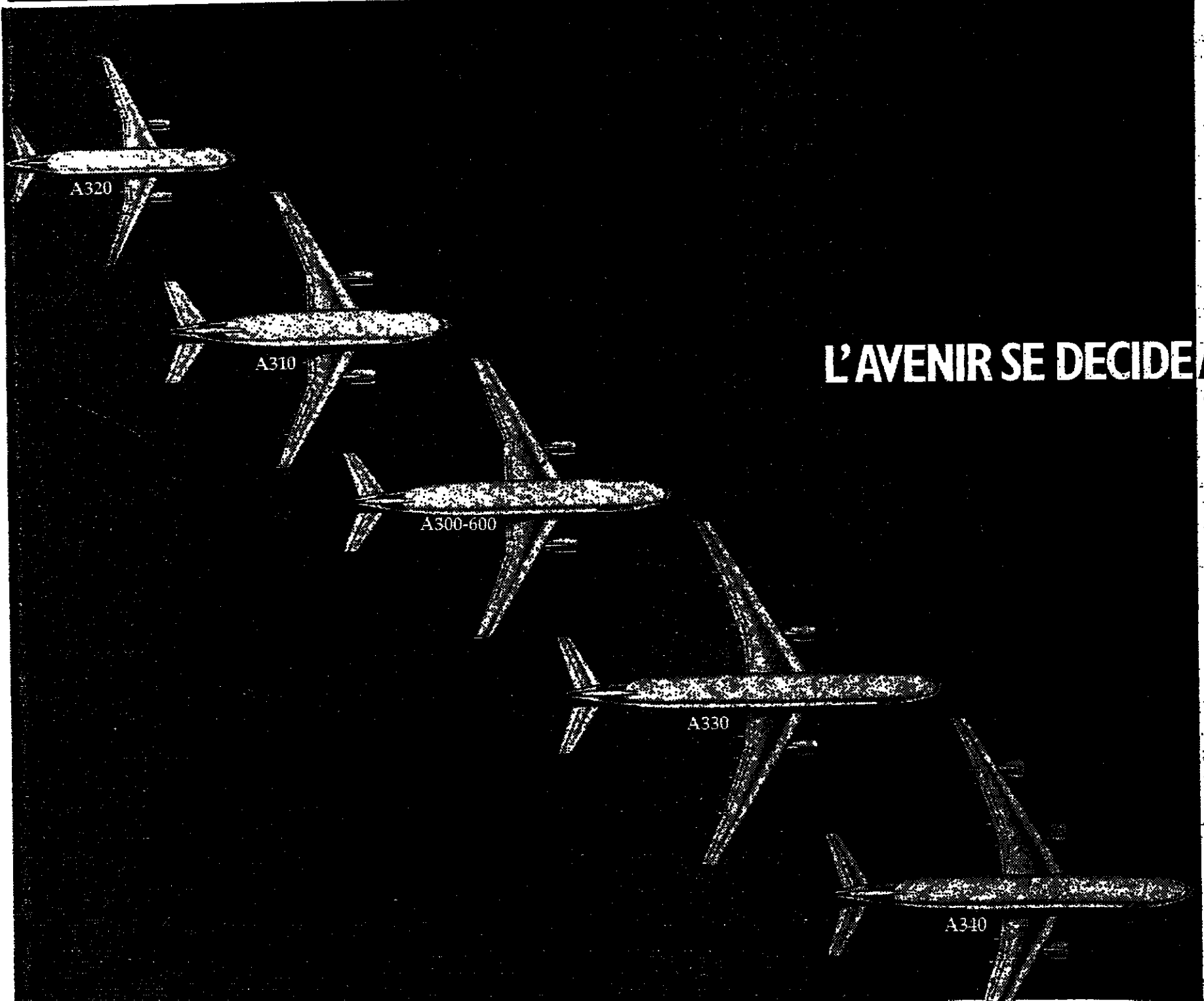
Locations Votre adresse commerciale ou SIÈGE SOCIAL bureaux, secrétariat, télé. CONSTITUTION STES Prix compétitifs. Offres rapides. ASPAG 42-93-68-50 +

DOMINATION depuis 80 F/mois Av. des Champs-Élysées (Rue St-Henri) (Corneille), Rue Condorcet, Paris 15e, 21 bis, rue de Tour, Paris-12e. Construction S&L 2.000 F/MT. INTER DOM. tel. 43-40-68-50.

VOTRE SIÈGE SOCIAL Constitutions de sociétés et tous services. 43-56-17-50.

QUEST PARISIEN - Des immeubles prestigieux. - Un site exceptionnel. - Un ensemble fonctionnel. - Chauffage autonome. - Parking privé. - Gardien résident. - 850 F/m² (charges inclus.). - Surf. de 300 à 10.000 m².

LA DIAGONALE Pour louer: 38-96-83-88. DOMICATIONS Location bureaux et ateliers permanents téléph. (télé. télé. télécopie, photocopie, secrétaire). CONSTITUTION Sociétés, commerces, artisans. CENTRE D'AFFAIRES INITIATIVES 2000 - PARIS-17 42-90-91-63 - PARIS-18 40-68-02-82 - 96 GONNESSE 38-97-81-86.



L'AVENIR SE DECIDE AUJOURD'HUI

AIRBUS A300-A310-A320. L'Europe en est fière. Mais l'avenir exige d'aller plus loin. Le développement de la famille Airbus est essentiel si l'Europe de l'aéronautique veut consolider et accentuer son avance technologique. Aussi, disons oui au nouveau programme Airbus A330/A340.

- Mme Joan JOANS MAIRE DE BRISTOL
M. Klaus von DOHNANYI MAIRE DE HAMBURG
M. Pedro Castro VAZQUEZ MAIRE DE GETAFE
M. Dominique BAUDIS PRESIDENT DU CONSEIL REGIONAL MIDI-PYRENEES MAIRE DE TOULOUSE



CONSEIL REGIONAL MIDI-PYRENEES

Handwritten signature or note at the bottom of the page.

Patricia Highsmith,
la reine noire

Dans l'Art du suspense — enfin publié en France — comme dans la conversation, Patricia Highsmith parle volontiers de sa manière de travailler. Et l'on découvre le charme clandestin d'une misanthrope légendaire.

C'EST dans un village « du bout de la route », appuyé à la montagne — non loin de Locarno, en Suisse — que Patricia Highsmith a décoré son « refuge ». Elle a quitté la France, où elle venait de passer quelque dix années, en 1982. Est-ce d'avoir lu ses livres, où derrière chaque description anodine se profile l'horreur, qu'on éprouve un curieux malaise en garant sa voiture à l'entrée de ce patelin désert ? (« Les femmes sont à la maison ; les hommes, des ouvriers du bâtiment pour la plupart, sont au travail », dira Patricia Highsmith.) Pas même une boutique où demander son chemin. Les deux seuls lieux publics, le bureau de poste et une trattoria, sont fermés. Peut-être est-ce plutôt la réputation de misanthrope féroce de Mme Highsmith qui avive l'inquiétude. Ou simplement la crainte de croiser enfin le regard d'une personne à l'imagination si singulièrement noire. Peu importe. Le trouble demeure, et il n'est pas question de rebrousser chemin.

allongé derrière elle... Mais, évidemment, pour déjouer le cliché, Patricia Highsmith a aussi une jeune chatte rousse et espiègle, qui n'a rien d'un sphinx.

La légende la dit quasi mutique : pourtant elle parle volontiers, dans un bel anglais, riche, rigoureux, ferme, structuré, comme la langue de ses quelques trente livres. A ce propos, s'il est encore des gens pour penser que Patricia Highsmith est, certes, un « maître » du suspense, mais pas nécessairement un grand écrivain, il est temps pour eux d'en finir avec ce poncif, notamment en lisant le *Journal d'Edith*, vingt ans de la vie d'une Américaine ordinaire, sa décomposition aussi inévitable que lente et quotidienne, avec pour repart désolé un journal intime imaginaire.

Elle a choisi l'Europe

La femme qui ouvre sa porte — une silhouette anguleuse, des mains puissantes — semble moins agacée qu'embarrassée par l'irruption d'inconnus dans sa solitude studieuse. Dès ses premiers mots, ses premiers gestes, s'installe le charme secret de sa timidité et de son inconfort. Patricia Highsmith a une curieuse manière d'occuper l'espace de la pièce principale de la maison — volontairement modeste, — comme pour s'habituer à l'intrus avant de lui faire face, avec des yeux si noirs qu'on n'en distingue pas les pupilles. Son regard ne trahit rien de ses sentiments propres, ni de son impression sur le visiteur : il semble l'illustration exacte du mot *impénétrable*, comme l'œil du chat siamois

Dans sa conversation, Patricia Highsmith garde intacts son sens du récit, son plaisir à manier le langage, en excluant de celui-ci les mots parasites, les balbutiements, les répétitions, en y glissant un humour furtif, pour expliquer, entre autres, comment, Américaine née au Texas en 1921, elle a choisi l'Europe et un certain nomadisme — Grèce, Italie, Angleterre, France, Suisse, — après vingt-cinq années passées à New-York (de six à trente et un ans) et un détour par la Pennsylvanie : « Je préfère Londres et Paris à New-York, bien que je n'aime pas particulièrement les villes. Surtout, je préfère les Européens. Mais j'ai aussi des amis à New-York. Je dirais quatre. Et puis, Venise, c'est tout de même autre chose que Dallas, Texas, non ? »



Le Texas, où elle était à l'automne dernier, dans sa famille, lui offre toutefois les grands espaces qu'elle affectionne, alors qu'en Suisse « on a toutes les peines du monde à acheter un lopin, particulièrement lorsqu'on est étranger ». « Je n'ai, cependant, aucun désir de retourner vivre là-bas. Je crois que je m'y ennuierais un peu », dit-elle tranquillement, du fond de sa montagne. « C'est une question de valeurs. On n'imagine pas les Européens élisant M. Reagan. Ici, tout le monde s'intéresse à la vie politique et économique. On raisonne. On élit des hommes d'Etat. M. Reagan, c'est le tromphe de la télévision. La télévision, Patricia Highsmith refuse d'y paraître, ne la regarde pas — elle ne possède pas de récepteur — et ne consent qu'un commentaire lapidaire : « C'est l'univers du lieu commun ».

Pendant que la majorité de ses contemporains, Européens comme Américains, barbotent dans le stéréotype, elle a fait le choix périlleux de vivre en ermite, pour travailler : « Il n'est pas facile d'être attentif ou réceptif à son propre inconscient lorsqu'on se trouve au milieu d'une assemblée de gens, ou même en compa-

gnie d'une seule personne, écrite dans l'Art du suspense. Il arrive parfois que les personnes qui nous attirent le plus, ou dont nous sommes amoureux, agissent avec autant d'efficacité que des isolants en caoutchouc sur l'étincelle de l'imagination ».

Alors, Patricia Highsmith reste seule, avec ses cahiers « pour noter des idées, des émotions », et sa machine à écrire, « une Olympia mécanique, vieille de trente et un ans. J'y tiens beaucoup. Il faut s'en occuper, nettoyer les caractères. J'ai aussi une Olympia de luxe... c'est le nom ridicule d'une machine électrique qui ne me convient pas ». « Monsieur Ripley, je l'ai rédigé dans une cuisine, précisée-t-elle, mais, désormais, j'obéis à des sortes de rites : je préfère avoir un bureau avec une fenêtre à laquelle je ne fais pas face ». En effet, sa table de travail est tournée vers un mur aveugle, et c'est un établi qui se trouve devant la fenêtre. « Eventuellement, j'y répare tel ou tel objet. A ma machine, j'écris le plus souvent possible, tard dans la nuit ».

JOSYANE SAVIGNEAU.
(Lire la suite page 18.)

Louis Scutenaire,
le misanthrope bienveillant

Une visite, à Bruxelles, chez l'auteur de *Mes inscriptions*. La magie se trouvait au rendez-vous.

C'EST jour d'hiver, à Bruxelles, la lumière était trop triomphale pour ne pas sembler indue, volée à quelque receleur d'infini. Aller au musée pour voir des toiles de Fernand Khnopff, avant de rencontrer Louis Scutenaire, c'était déjà se mettre en condition, comme on le dit des sportifs. Condition physique, condition morale ou poétique : les deux se rejoignent. Regarder ces mêmes toiles dans un musée déserté, sauf par une bande d'écoliers, c'était provoquer ou convoquer la magie. Elle est venue devant (et dans) un tableau représentant des femmes en robes longues, avec des raquettes de tennis. Toutes, sauf une, portent des chapeaux. Elles flânent à travers la campagne, s'arrêtant pour deviser, héroïnes fugaces d'un rêve très tranquille.

réunissant notamment des textes de Noël Arnaud, André Thirion, Frédéric Dard, René Magritte, René Char, Marcel Mariën (3), Bernard Noël, et « Scut » lui-même.

Mille paradoxes

Ensuite, vous ferez visite à Louis Scutenaire, rue de la Luzerne. Irène Hamoir, sa femme, vous accueillera en vous disant : « Ne marchez pas sur mon Magritte... » (1). Vous baiserez les yeux, et vous verrez un tapis dont le motif fut dessiné par le peintre. Des tableaux de Magritte, il s'en trouve partout sur les murs, et de toutes les époques. Une toile de la période « vache » montre un homme avec un canon de fusil à la place du nez, et un troisième œil dans le chapeau. « C'est un portrait présumé de Jean Paulhan », précise Irène Hamoir. Elle fait comprendre la signification du mot *pénulance* : la profusion de vie. Elle explique, aussi, que « Scut » a appelé les *Grandes Espérances* une œuvre de Magritte figurant des arbres dans le bleu de la nuit. Irène et « Scut » ont appartenu à la constellation surréaliste. C'est pourquoi leur maison donne le sentiment qu'elle abrite la conspiration de quelques beaux fantômes.

« Mot qui aimait tant la solitude, je ne la supporte plus, mais je tolère encore moins la foule », écrit-il dans *Ab hoc et ab hac*. Déjà, dans *Mes inscriptions*, il notait : « Je pense trop de mal des gens pour en médire ». Cela tranche avec le jésuitisme de ces nombreux « amis de l'homme » qui font du dénigrement leur sport favori, tant ils sont désireux de briller devant leurs auditeurs. S'il ne s'abuse guère sur l'humanité en général, Scutenaire ne jette le discrédit sur aucune personne en particulier, et il se montre d'une extrême bienveillance avec ses visiteurs. C'est le paradoxe des misanthropes : très souvent, ils sont remplis de prévenance pour les gens qu'ils rencontrent.

Scutenaire a mille autres paradoxes dans son bagage : il en pratique l'art avec une sorte de jubilation qui se transmet à son lecteur. Ainsi écrit-il : « J'ai trop d'ambition pour en avoir », ou encore : « Mieux que personne, je sais l'éclat de mes faiblesses et la grisaille de mes vertus ». Ennemi de l'idée même d'orthodoxie, cet homme qui affirme « se désintéresser passionnément de tout » nargue volontiers les discours établis, en jouant sur les mots comme il miserait à la roulette. Il dépeint « la condition humaine » comme « l'amer à boire », et nous conseille de « regarder la réalité en farce ». L'humour reste la meilleure arme quand le monde nous fatigue.

FRANÇOIS BOTT.
(Lire la suite page 19.)

Né en 1905, Louis Scutenaire, ce grand vieil homme tout maigre, au crâne lisse, a quelque chose des anciens philosophes chinois. Ses quatre volumes de *Inscriptions* — des « notes quotidiennes », des maximes, des boutades (2) — avouent d'ailleurs une lointaine parenté avec les œuvres de Lao-tseu et de Lie-tseu. Récemment, Scutenaire a fait paraître un court recueil de pensées, intitulé *Ab hoc et ab hac*, tandis que la revue *Plein Chant* lui consacrait un numéro spécial,

LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH, de l'Académie française

« QUI ÊTES-VOUS ? »

André Gide, par Eric Marty ; Nathalie Sarraute, par Simone Benmussa

Expliquez-moi tout !

NOTRE époque de commentaires à tout va donne envie de parodier Gide dans le *Traité du Narcisse* : les livres, d'abord, suffisaient, le public y trouvait plaisir et profit, quitte à ne pas tout comprendre ; puis des intermédiaires, par souci de se faire aimer à la place des créateurs, de se rendre utiles, ou de partager sincèrement savoir et savoir, ont voulu tout expliquer...

On ne va pas contre un mouvement pareil, surtout quand, soi-même, on y contribue. Le fait est que, artificiellement ou non, par nécessité scolaire ou pas, les lecteurs de cette fin de siècle souhaitent de plus en plus d'explications autour des écrivains, et que les éditeurs satisfont cette demande de mieux en mieux. Dernières réponses en date : les « Qui êtes-vous ? » dans lesquels les éditions de La Manufacture mêlent, à des essais d'interprétation et d'introduction, des entretiens, si possible inédits. Après une vingtaine de titres, dont *Giono, Yourcenar, Robbe-Grillet, Paulhan, Foucault, Graq et Arnaud*, voici un Gide et un Nathalie Sarraute particulièrement réussis.

GIDE ne voyait pas l'utilité de truchements pour éclaircir son œuvre, qu'il trouvait, avec raison, peu opaque, et, du temps où il produisait, avant la télévision et même la radio, on respectait une telle volonté de discrétion ; mais ce respect s'est perdu peu avant sa mort. C'est deux ans plus tôt exactement, en 1949, que Jean Amrouche a enregistré les

heures d'entretien qui, en même temps que ceux de Robert Walset avec Claudel et Léautaud, ont fait date. De ces paroles, il n'existait, à ma connaissance, que des extraits sur disque. L'Institut de l'audiovisuel a permis leur transcription. Le responsable du présent livre, Eric Marty, déjà auteur d'un bel essai sur le *Journal (l'écriture du jour)*, Seuil, 1986), a mis au point et « nettoyé » un document qui se ressentait des défailances de mémoire de Gide — c'était l'année de ses quatre-vingts ans, — et de la tendance d'Amrouche à monopoliser le micro, à souffler les réponses, à les induire.

VOICI donc familièrement confirmé, entre autres regards récapitulatifs sur soi, que Gide n'a jamais beaucoup aimé ses *Cahiers d'André Walter* ; que *Paludes*, ce chef-d'œuvre de sous-entendus et cette mine de significations à venir, fut écrit sans autre conscience des enjeux qu'ironique ; que la *Porte étroite* fut un échec, malgré le malentendu sur son contenu édifiant ; que l'auteur du *Voyage sur Congo* et du *Retour d'URSS* fut le premier surpris de se retrouver un écrivain engagé, avant même que l'expression eût cours. L'explication de cette véritable innovation en matière d'éthique politique, peut-être faut-il la chercher du côté de l'« esprit d'insubordination » que le Prix Nobel de 1947 évoqua lui-même, dans son remerciement, resté inédit, aux jurés de Stockholm...

(Lire la suite page 15.)

DOMINIQUE SCHNEIDRE

ATTEINTE
A LA MÉMOIRE
DES MORTS

roman

ROBERT LAFFONT

LA VIE LITTÉRAIRE

Maria Jolas : 1893-1987

Il est des êtres qui, une fois rencontrés, ne vous quittent plus, jusqu'à votre mort ou à la leur. Telle fut Maria Jolas, qui vient de disparaître. Maria, née le 12 janvier 1893, à Louisville (Kentucky), était d'origine sudiste, appartenait à une longue lignée — elle était l'arrière-petite-nièce du président Thomas Jefferson, — et naturellement, on se souvenait, dans sa famille, d'avoir eu des esclaves. Mais en 1919, la voilà qui part à l'aventure, pour apprendre le chant, en Europe et tout particulièrement à Paris. Elle était, en fait, la dernière survivante de cette grande et célèbre génération des Américains de Paris. Elle y rencontra l'amour en la personne d'Eugène Jolas. Le couple devait louer une maison dans un village inconnu de Champagne; ils y vécurent jusqu'au jour où ils apprirent que la maison était vendue à un officier. Le village était Colombey-les-Deux-Églises et la maison était La Boissière...

C'était aussi l'époque d'une grande et féconde activité intellectuelle. Les Jolas fondèrent *Transition*, une revue internationale qui fit communiquer entre elles les cultures américaine, anglaise, allemande et française. La revue publia notamment, de James Joyce, un « travail en cours » (*Work in Progress*), qui, en 1940, prit le nom définitif de *Finnegans Wake*. Mais les amis du couple s'appelaient aussi André Masson, Henri Martineau et tant d'autres.

Les Jolas, en 1941, regagnent les États-Unis, mais la France les a marqués à jamais. Ils rencontrent les intellectuels émigrés, André Breton par exemple, et Maria fonde, à New-York, la cantine La Marseillaise destinée aux marins de la France libre.

A la fin de la guerre, les Jolas reviennent en France, à Paris. Eugène mourra en 1952, Maria sera désormais essentiellement une tra-

ductrice. Ceux qu'elle a traduits : Gaston Bachelard, Nathalie Sarraute, plus que tout autre écrivain, et l'auteur de ces lignes ont su tout ce qu'ils lui devaient : précision, acharnement à trouver l'expression exacte, goût d'une langue diversifiée. La poétisation vint sur le tard, avec la guerre du Vietnam.

Hélasant Nixon, Maria n'en demeura pas moins une patriote américaine, ayant une certaine idée de l'Amérique. Tous les opposants américains à la guerre et tous les Vietnamiens de Paris défilèrent chez elle. Après la guerre, elle échappa rapidement à certaines illusions et anima notamment avec Jean Lacouture un bulletin d'informations sur les crimes commis au Cambodge.

Presque jusqu'au bout, elle manifesta une énergie proprement indomptable, commençant à rédiger des *Mémoires*, continuant longtemps à traduire des livres et des textes français. La France mit longtemps à reconnaître ses debts. De passage à New-York, son successeur à Colombey, de Gaulle, refusa de visiter la cantine La Marseillaise. Il fut question, un moment, que cette militante se vit retirer sa carte de séjour. Au printemps dernier, l'actuel président de la République répara ces injustices en la nommant chevalier de la Légion d'honneur. Maria Jolas préférait certainement l'honneur aux honneurs, mais, dans le détroit de ses derniers mois, ce fut sans doute sa dernière joie.

PIERRE VIDAL-NAQUET.



CAGNAT.

DERNIÈRES LIVRAISONS

ANTHOLOGE

● Monique Housain et Elisabeth Marsault-Lot : *Écrits de femmes. C'est l'écho des textes en nous qui a déterminé notre choix*, avertissant les auteurs de cette anthologie. De Sapho, « figure archétypale », à Marguerite Duras, en passant par Lucie Delarue-Mardrus, quelques fragments de ces « échos ». Relié. (Messidor, 240 p., 115 F.)

BIOGRAPHIES

● Charles-Armand Klein : *Denis Papin, illustre savant blaisois*. Protestant à une époque où il n'était guère confortable de l'être, Denis Papin (1647-1714) ne s'intéressa pas seulement à la puissance de la vapeur; Charles-Armand Klein fait parler celui qui fut également médecin et qui se spécialisa dans les problèmes de digestion et de respiration (C.L.D., 42, av. des Platanes, 37170 Chambray, 158 p., 98 F.)

● Sylvie Liné : *Tagore pèlerin de la lumière*. Prix Nobel de littérature en 1913 et chantre de l'harmonie universelle, écrivain prolifique peu traduit en français et un peu oublié, Radindernath Tagore tenta de réconcilier l'esprit occidental et l'esprit oriental. Sylvie Liné raconte la vie de ce pèlerin infatigable (Le Rocher, 316 p., 120 F.)

CORRESPONDANCE

● Henry de Montherlant : *Lettres à Michel de Saint-Pierre*. Présentées avec chaleur par leur destinataire, ces lettres de Montherlant couvrent la période allant de l'après-guerre jusqu'au jour de son suicide, le 21 septembre 1972. Sans modifier fondamentalement l'image d'un Montherlant hautain et épris des « vertus de caractère », cette correspondance témoigne de sa fidélité en amitié. (Albin Michel, 200 p., 98 F.)

DROIT

● Roland Dumas : *La Propriété littéraire et artistique*. La loi du 11 mars 1957, s'appuyant fermement sur la notion de droit moral de « l'auteur d'une œuvre de l'esprit », constituait la première ouverture de ce domaine du droit français aux nouvelles techniques de communication. Ce « Thémis », signé par un spécialiste, est une bonne manière de fêter les trente ans de la loi. (PUF, 446 p., 149 F.)

HISTOIRE

● Daniel Vidal : *Miracles et convulsions jansénistes au XVIII^e siècle*. Le mal et sa connaissance.

Une approche des phénomènes les plus spectaculaires qui ont marqué, au dix-huitième siècle, la fin du jansénisme. Selon D. Vidal, « prenant chemins d'humiliations, les convulsions définissent un territoire où il n'est de sujet qu'habité de son abjection, de rapport social qu'assigné à son meurtre, de politique, enfin, où ne gise un cadavre ». (PUF, 400 p., 210 F.)

LETTRES ÉTRANGÈRES

● Wassily Kandinsky : *Klänge*. Ce recueil de poèmes en prose a été publié en 1912 à Munich dans une édition de luxe, illustrée de gravures de l'auteur. Quelques part entre Michaux et dada, le théoricien de l'art abstrait a composé de brèves et curieuses fictions, traduits ici pour la première fois en français par Jean-Christophe Bailly et Inge Hanneforth. Edition bilingue. (Christian Bourgois, 128 p., 60 F.)

NOUVELLES

● Jean Cayrol : *Des nuits plus blanches que nature*. Quelques très courtes nouvelles, des personnages un instant détraqués de leur vie quotidienne et banales, esquissés en quelques traits efficaces et rapides. Membre de l'académie Goncourt, Jean Cayrol est l'auteur de nombreux romans et poèmes. (Seuil, 178 p., 75 F.)

POÉSIE

● Max Loraux : *Florence portée aux nues*. *Florence des humeurs rétrogrades / des étrangetés de piété sévère / d'écritures poétiques à gravité d'émotion / de masses d'injonction / haut nourries / pour imposer aux temps*. Poète, spécialiste de Dubuffet, Max Loraux a déposé son hommage à Florence dans le premier volume publié, avec beaucoup de soins, par un nouvel éditeur, au nom précieux. (L'Astrée, 5, rue du 29-Juillet, 75001 Paris, 102 p., 70 F.)

SOUVENIRS

● Edouard Bled, avec la collaboration d'Odette Bled : *J'avais un an en 1900*. Entre Saint-Maur et Paris, entre la III^e et la IV^e République, les souvenirs du très célèbre M. Bled, autour du *Cours d'orthographe* à l'usage des cours moyens et des classes de fin d'études qui a, si l'on peut dire, bercé l'enfance de nombreux Français. (Payot, 338 p., 89 F.)

Les Brésiliens arrivent...

« LES belles étrangères... » Sous ce titre — O combien séduisant ! — le Centre national des lettres et la direction du livre lancent une opération de longue haleine afin de permettre au public français de se familiariser avec les littératures venues d'ailleurs. « Les « belles étrangères » que nous voulons vous faire découvrir, ce sont ces littératures qu'il est inadmissible de dire « mineures », alors que, tout simplement, tous ceux qui les aiment n'ont pas encore réussi à nous les faire connaître », a expliqué M. Jean Gattegno.

La première série de ces rencontres avec des écrivains étrangers sera consacrée au Brésil; plus de quinze romanciers et poètes brésiliens sont invités à

Paris du 19 au 25 mars, à l'occasion du Salon du livre. Notamment : Jorge Amado et Zélia Gattai, Antonio Callado, José Candido de Carvalho, Raduan Nassar, José Rubem Fonseca, Lygia Fagundes Telles, Antonio Olinto, le poète João Cabral de Melo Neto.

Des débats et des lectures auront lieu au Salon du livre, au centre Pompidou, à la Sorbonne, à la FNAC-Montparnasse. Un hommage sera rendu à Jorge Amado, Carlos Drummond de Andrade et Gilberto Freyre (vendredi 20 mars, à 18 heures, Maison de l'Amérique latine).

D'autres rencontres sont d'ores et déjà prévues : RDA (juin), Chine, Danemark, Espagne,

...et les Russes aussi

A l'initiative de l'Association France-URSS et de l'Union des écrivains de l'URSS, une rencontre avec des écrivains soviétiques aura lieu à Paris, les 26 et 27 mars. Vingt-six écrivains viendront spécialement à cette occasion, choisis essentiellement parmi les « espoirs » — encore inconnus à l'étranger — qui se sont fait remarquer ces dernières

années, notamment Vladimir Goussev (né en 1937 à Voronej) dont un livre, *Au vent brûlant du sud*, paraît en mai chez Grasset, le Géorgien Otar Tchikadze et aussi, plus célèbre, le poète-chanteur-romancier Boulat Okoujawa.

Les écrivains soviétiques visiteront le Salon du livre le 25 mars. — N.Z.

Inventaire idéologique

Pour Raymond Aron, les idéologies « ne tombent pas directement sous l'alternative du vrai et du faux, elles n'appartiennent pas non plus à l'ordre des couleurs ». C'est dire combien la notion d'idéologie reste relative, incertaine, riche d'un grand nombre de définitions, plus contradictoires que convergentes.

Idéologies : le grand chambardement, tel est le titre du volumineux dossier publié dans le numéro spécial (mars, 32 F.) du *Magazine littéraire*. Politiquement, scientifiquement, culturellement, les idéologies, avoués ou honteux, s'agitent, travaillent... Sur une centaine de pages, les nombreuses contributions tentent de dresser un inventaire, actuel et rétrospectif, des idées qui sont ou qui furent en cours ou en vogue : marxisme, pacifisme, racisme, SIDA (bien sûr), nucléaire, religion, psychanalyse, culte du moi, intelligence artificielle...

Pour Dominique A. Grisoni, qui a préparé ce numéro, « les idéologies ne sont pas mortes (...), elles sont seulement transformées. C'est au constat de leur survie, comme à celui de leurs variations, que s'est consacré ce dossier ». Mais pourquoi avoir conclu ce qui peut apparaître comme un constat de vitalité et de

diversité des idées par une liste limitative — et fatalement contestable — des vingt idéologies d'aujourd'hui ?

P. Ka.

La mémoire d'une aventure

Pour des raisons psychologiques assez évidentes, les Français d'aujourd'hui ont oublié leur histoire coloniale. Pour les uns, la perte de l'empire est la marque d'une inextinguible décadence, pour les autres la colonisation est une sorte de péché de notre histoire; pour les uns et les autres, il convient donc de rayer ces deux siècles d'aventure coloniale française de la mémoire.

C'est contre cette ignorance volontaire d'où peuvent naître tous les préjugés et tous les dogmatismes, toutes les erreurs aussi sur ce que doit et peut être la France d'aujourd'hui qu'a décidé de réagir Bernard Lauzanne en créant chez Denoël une nouvelle collection : « L'aventure coloniale de la France ».

Deux volets à cette entreprise. D'une part une *Histoire de l'empire français* en quatre volumes : le premier qui vient de paraître — signé par Jean Martin — traite de l'Empire

renaissant (1789-1871); suivront, à raison de deux volumes par an, *l'Empire triomphant*, par Gilbert Comte, *l'Empire écartelé* (1936-1945), par Paul-Marie de la Gorce, enfin *l'Empire ébréché* (1946-1962), par Jean Planche. Parallèlement à cette histoire chronologique, paraîtront un certain nombre d'ouvrages, sous l'étiquette de « Destins croisés », et qui porteront sur des aspects plus particuliers des relations de la France et de son « empire ». Déjà présents en librairie, les ouvrages de Jean-Pierre Biondi (*Saint-Louis du Sénégal*, les *Mémoires d'un métis*), et d'Armand Piccola (*Missionnaires en Afrique*) seront suivis de livres signés d'Henri Brunschwig, de Jean Lacouture, de Maurice Denize, de Philippe de Villers et de bien d'autres encore, parmi lesquels Bernard Lauzanne espère de nombreux écrivains et historiens nés dans les anciennes colonies françaises.

Tant il est vrai que l'ancien directeur de la rédaction du *Monde* veut que sa collection reflète tous les aspects de ce qui lui paraît l'essentiel de l'aventure coloniale : l'histoire d'une rencontre de civilisations.

P. L.

La mort

de Youssef Al Khal

Le poète libanais Youssef Al Khal, figure marquante de la poésie arabe moderne et fondateur, dans les années 60, de la revue *Al-Chir*, la plus importante du monde arabe dans ce domaine, est mort le lundi 9 mars, à Beyrouth, à l'âge de soixante-dix ans.

Surnommé le « patriarche de la modernité », Youssef Al Khal, auteur de plusieurs ouvrages poétiques, avait joué un rôle essentiel dans la propagation de la poésie moderne en traduisant notamment en arabe l'œuvre de T.S. Eliot, Ezra Pound, Walt Whitman et Robert Frost.

Il avait réussi à rassembler dans sa revue d'avant-garde des poètes arabes qui comptent aujourd'hui parmi les plus célèbres; en particulier Badr Chekar Al Sayyeb (Irak), Adonis (Syrie), Khalil Haoui et Fouad Rifqa (Liban).

EN BREF

● LE 7^e SALON DU LIVRE — C'est jeudi 19 mars à 10 heures que s'ouvrira, au Grand Palais, le septième Salon du livre (il fermera ses portes le 25 mars au soir). Mille deux cents éditeurs se partageront cinq cents stands répartis sur les 15 000 m² du Salon. Un espace « Écrivains et francophonie », qui regroupera cent cinquante éditeurs venus de vingt-deux pays, et deux librairies thématiques — jeunesse et gastronomie — proposeront un vaste choix de livres aux quelque 180 000 visiteurs attendus cette année.

● LE TRENTE-SEPTIÈME PRIX MAX JACOB DE POÉSIE a été attribué à Jean-Michel Maulpoix pour son recueil *Ne cherchez plus mon cœur*, paru chez POL (« le Monde des livres » du 16 janvier). Le jury était présidé par le compositeur Henri Sauguet.

● LE POÈTE ARGENTIN Julio Hnasí, de son vrai nom Julio César, s'est suicidé mardi 10 mars d'un coup de revolver, à son domicile de Buenos-Aires. Il était âgé de cinquante et un ans. Salué par son compatriote Julio Cortázar comme « l'un des poètes les plus expressifs de la poésie hispano-américaine », Julio Hnasí avait publié cinq recueils de poèmes, dont *Los Incruces* passé pour être le meilleur. *Matriz* mais est sa dernière œuvre écrite durant son séjour en Espagne de 1976 à 1983. Hnasí a travaillé comme journaliste au Chili, à Madrid et à Buenos-Aires pour le compte des agences de presse cubaine Prensa Latina et espagnole EFE. — (A.F.F.)

● LE JURY DU PRIX PAUL LÉAUTAUD, présidé par la société Primagaz, a annoncé, par la voix de Jacques Petitjean, que le montant du prix serait porté désormais à 80 000 F. La remise du deuxième prix Léautaud aura lieu en octobre.

● PRIX RITZ-PARIS-HEMINGWAY 1987. Ce dossier sera proclamé le 6 avril à l'hôtel Ritz. Peter Taylor, Margaret Atwood et Peter Handke sont les trois noms sélectionnés.

Une étude dure et têtue comme les faits pour comprendre le devenir des États-Unis. Un ouvrage indispensable pour analyser la nature et le développement de l'État américain.

LES ÉTATS-UNIS LA TROISIÈME INDUSTRIELLE

presses universitaires de nancy

BENE MAJOR De l'élection

Préface par le Professeur...

Aubier

Handwritten Arabic text at the bottom of the page.

ROMANS HISTORIQUES

Blandine et Marc Aurèle

Les « démêlés » du christianisme et de la Rome antique, sous la plume limpide de François Fontaine.

EN 177 après Jésus-Christ, une quarantaine de chrétiens de Lyon furent martyrisés. Parmi eux, se trouvait une esclave, Blandine, dont l'Eglise catholique allait faire...

François Fontaine, à qui l'on doit de nombreuses et brillantes incursions dans la Rome impériale (1), s'est interrogé sur cette double énigme. Quelles furent les raisons de cette répression ?

Mais ce livre-ci n'est pas une étude, c'est un vrai roman politico-policier, avec des personnages plus denses que dans bien des fictions. Tout commence avec l'arrivée d'Alcibiade, un très beau Phrygien...

chrétien parce qu'il aspire à davantage de charité et de justice.

Pour Alcibiade, il s'agit plutôt de « chercher la bagarre, comme faisait le Christ », jusqu'à la mort. Ce n'est pas le point de vue du chef reconnu, Irénée, le seul qui s'en sortira et sera néanmoins sanctifié.

La montée de la Bête

En face, il y a la secte rivale de celle d'Irénée et d'Attale, le groupe de Markos, qui pratique les orgies sacrées et les envoûtements douteux.

François Fontaine excelle à mettre en scène la montée des tensions, à décrire tout en analy-

sant. A travers les difficultés d'Attale, il explique la dégradation des finances de l'Etat, le budget en déficit, le poids que Rome fait peser sur les autres parties de l'Empire...

C'est d'autant plus passionnant que François Fontaine, s'il prend le temps de montrer les complexités des groupes de chrétiens - allant explicitement contre la solide tradition de l'Eglise catholique...

Et voici l'exécuteur des basses œuvres de l'empereur, Helvius Dextrianus, qui agit toujours à contre-temps, mû par un sens très étroit du service de l'Etat et des rapports de force.



Marc Aurèle : pris au piège de sa propre pensée.

suspense : on sait bien que tout cela finira très mal. N'empêche, c'est la force des bons romans historiques, on s'accroche à leur lecture pour arrêter le cours des choses.

On est convaincu qu'il y a eu création d'un mythe : les chrétiens ont « monté en épingle » les événements, et l'on est admiratif devant la manière dont les disciples d'Irénée se sont pénétrés du génie romain de l'organisation.

des Mystères d'Eleusis que par l'élan spirituel des chrétiens, subversifs et insensibles à la sagesse résignée.

Dans un article récent (Le Monde du 8 décembre 1986), François Fontaine s'inquiétait de l'avenir de ce qu'il appelait l'Antiquité-fiction...

GENEVIÈVE BRISAC.

* BLANDINE DE LYON, de François Fontaine, Julliard, 271 p., 80 F.

- Signalons aussi le roman « biblique » de Bruno Lagrange : LA LETTRE DE JÉRÉMIE, Ramsay, 252 p., 99 F.

(1) Il est, en particulier, l'auteur de L'Usurpation, ou le roman de Marc Aurèle (Fayard, 1979), et de Mourir à Sélinonte, Douze autres César, et D'or et de bronze (Julliard, 1984, 1985, 1986).

LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH

Expliquez-moi tout !

(Suite de la page 13.)

Le livre s'ouvre sur une des analyses les plus pénétrantes qu'on ait lues depuis longtemps sur la vie et l'œuvre telles que les relate la propension de Gide à réviser, à réviser les mythes au-delà des interprétations psychologiques ou sociologiques.

De ses rapports personnels avec le narcissisme ou l'onanisme, l'auteur du Narcisse tire, en restant au plus près du mythe, une méditation générale sur le néant comme structure première et ultime du mal.

Eric Marty emploie toutes les approches modernes du fait littéraire pour restituer celui-ci dans le mécanisme spécifique de l'œuvre, dont Gide se souciait éminemment de ne pas sortir. Un modèle d'éclatisme et de clarté subtile.

C'EST aussi la qualité du maître d'œuvre et son adéquation au sujet, qui frappent dans le Nathalie Sarraute que la même collection a confié à Simone Bensusan. Celle-ci a, en effet, mis en scène Enfances (1984) et Pour un oui ou pour un non (1986).

L'ouvrage, ici, comporte principalement une conversation inédite. Pièce rare, car l'auteur de l'Enfance du soupçon n'a pas abusé des confidences, depuis près de cinquante ans qu'elle publie, pensant, comme Gide, que les textes parlent d'eux-mêmes, au-delà d'eux-mêmes, persuadée, en ce qui touche sa personne, que rien de notable ne la distingue, et convaincue, avec Jung, qu'on tombe très vite sur un fond commun à toute l'humanité...

N'empêche : la voici, parce qu'en confiance, qui se livre pour de bon sur ses admirations littéraires - James, Kafka, Joyce, Virginia Woolf, Strindberg - sur ce qui déclenche sa sensibilité à l'infini - ou au micro-psychologique, aux petits « riens » de la conversation, qu'elle change soudain, par un effet de l'art venu des behavioristes américains et des intimistes russes, en événement, romanesque ou scénique.

On apprend ainsi que la fameuse transparence stendhalienne ne l'a jamais séduite, sauf dans la Chartreuse ; que l'analyse de classe opposée par Sartre à Proust et à Virginia Woolf la laissait sceptique, à l'époque où il ne faisait pourtant pas bon d'en douter.

Parmi les souvenirs factuels, on notera des confidences délicates sur les mérites de son mari comme premier lecteur, et un récit très sartraudien de sa rencontre avec Ivy Compton-Burnett, à qui elle aurait aimé parler de l'art du sous-dialogue, si tout échange de ce genre, très en honneur chez nous, n'était exclu, à Londres, comme hautement shocking !

LES passionnés de l'œuvre de Sarraute qui s'intéressent à la technique - tous, logiquement ! - apprendront avec passion comment l'auteur de Tropismes s'est débrouillé de l'incalculable problème du narrateur, des « off-it » et autres obstacles à la transmission de sensations inédites, propos majeur du nouveau roman.

La texte d'une conférence prononcée au Japon en 1970 résume lumineusement ce qui est en question dans ce nouveau roman tel qu'il a été mis exagérément en théorie vers 1960.

Il n'est pas exact que le petit groupe des Editions de Minuit ait condamné la narration à l'ancienne. Il lui est seulement apparu que, le roman étant un art, on devait juger essentielle, comme pour les autres arts, la substance dont il est fait, c'est-à-dire le langage. Rien, là, de plus révolutionnaire que dans le fait de préférer le Bruit et la Fureur à Autant en emporte le vent. Quant à prôner des livres exempts de toute signification, c'était rêver, car le lecteur est libre d'en fabriquer de toute manière !

Ce que Nathalie Sarraute attend de l'art du langage, c'est que, non content d'informer, il fasse éprouver des sensations nouvelles, jamais trahies de cette façon, encore toutes vibrantes de singularité et de fraîcheur.

UN des textes de Tropismes illustre bien cette recherche. Une femme y est décrite par des détails - yeux protubérants, tortillement - qui suggèrent, et interdisent à la fois, l'étiquette banalisante de « timide ». Ecrire, c'est partir d'un cliché pour le rendre ensuite inacceptable, parce que réducteur ; communiquer une sensation encore obscure à l'aide d'une expression qui n'a jamais servi et qui la porte, à force de jouissance esthétique, au-delà des significations courantes.

Valéry ne disait rien d'autre quand il affirmait que « le seul réel dans l'art, c'est l'art », non plus qu'Alain, professant que « l'œuvre d'art ne renvoie qu'à elle-même ». Il se trouve simplement que les sensations neuves, après être nées de longues histoires, de personnages nombreux, tendent aujourd'hui à provenir d'actions vues au microscope ou d'arrêts du temps, d'efforts sur la mémoire...

Au fond, les Français auraient fait l'économie de vains débats si, surmontant le goût qu'ils en ont, ils étaient convenus qu'ils parlaient de la poésie, et que le roman tend à s'en rapprocher !

* ANDRÉ GIDE, QUI ÊTES-VOUS ?, d'Eric Marty, La Manufacture, 344 p., 48 F.
* NATHALIE SARRAUTE, QUI ÊTES-VOUS ?, conversations avec Simone Bensusan, La Manufacture, 223 p., 48 F.

Ne cherchez plus mon cœur. JEAN-MICHEL MAULPOIX. PRIX MAX JACOB 1987. P.O.L.

Vous écrivez ? Écrivez-nous ! Important éditeur parisien recherche, pour ses différentes collections, manuscrits inédits de romans, essais, récits, mémoires, nouvelles, poésie, théâtre...

SVL l'entremetteur du Livre ! rapproche le Livre et son lecteur. Vous cherchez un livre ? Réservez-le chez vous sans effort ni perte de temps.

LES CERCLES D'UN REGARD Le monde de Kajji Motojirô. Nouvelles japonaises traduites et commentées par Christine KODAMA de LARROCHE.

● SOCIÉTÉ

Quand ils rêvaient la révolution

Hervé Hamon et Patrick Rotman ont mené l'enquête sur ces jeunes gens des années 60 qui attendaient Potemkine sans oublier A bout de souffle.

On pouvait prévoir sans peine que les enfants de l'Occupation et du baby-boom fêteraient leurs vingt ans au long de ces années 60 qu'on ne nommait pas encore les sixties. Il était même écrit qu'ils tâteraient du petit bonheur hexagonal si tôt achevée la guerre d'Algérie : leur France lancée dans la croissance était promise à toutes ces Choses décrites par Georges Perec, dès 1965, à la télé et à de Gaulle, aux jeans et aux chemises Arrow, avec en prime, fromage et dessert. Mireille Mathieu et les Beatles. Hélas, l'imprévisible arriva ! N° tricheurs ni copains, quelques milliers de vilains petits canards de ces classes d'âge se mirent à penser qu'ils étaient le sel de la terre. D'une terre qu'ils humaient, frémissante, de la Sorbonne à La Havane, d'Alger à Hanoi, de Pékin à Flins, pleine d'Orients rouges et de croissants chauds, de miliciens girondins et de fiers prolétaires. Au vif du creuset, rêvaient-ils, nous y sommes, nous les habitués du Champ, la fine fleur des AG, les stratèges en turnes, les robustes dialecticiens.



PHOTOS ELLI KADAM

Ils ont rejoint la Résistance et les camps, Pétrograd et les Aurès.

Pour quelques-uns, la terre fut brillante mais généreuse. Les voici en 1987, nous donnant encore volontiers des leçons de savoir être, romanciers désabusés et universitaires aux dents longues, grands médecins sans œillères et architectes des princes, patrons de presse et publicitaires avisés, aimables caméléons vert-blanc-rose, solidement agrippés au bon côté du manche. Ceux-là, rompus à l'art de la péroraison, se sont volontiers confiés à Hamon et Rotman. D'autres sont oubliés, trop fragiles pour leurs rêves, petits profs ravagés à jamais par les affres de la *Reproduction*, vieux « établis » qui se sont mis au Loto, errants de toutes les bourlingues enivrés de grands mots tristes, fantassins d'un long gâchis. Quelques-uns ont lâché prise, jeunes morts inoubliables, Michèle Firk dans sa planque du Guatemala, Pierre Goldman sur le pavé parisien, Alain Forner, beau visage pur... Tous sont rassemblés dans ce livre qui entrecroise leurs « voix singulières », avec flash-back et gros plans, avec tous les effets de caméra-tylo à la Godard que méritaient ces amoureux fous de la Cinéma-thèque : un « récit » rempli d'interviews et de coupures de presse, riche et précis, qui vous emporte là-bas, au rendez-vous des « italiens » et des premiers « maos », sur la vieille diagonale qu'arpentait déjà Péguy, de la rue d'Ulm à la rue Saint-Séverin, via la place Paul-Painlevé, sur la ligne Maspéro-Clarét-Altkusser.



De gauche à droite : Alain Goldman, Jacques Sauvageot, Dany Colas-Bessit.

La fracture où s'engouffreront tous les gauchismes

Tout a sans doute commencé, le 27 octobre 1960, dans la cour de la Sorbonne. Ce soir-là, à l'appel de l'UNEF, les étudiants devaient manifester à la Mutualité contre la guerre d'Algérie. Le PSU, la CFTC et la FEN s'étaient laissés gagner par la combativité des cadets. Seuls, impavides, les stalino-thoréziens du PCF et de la CGT, passablement empêtés dans une politique algérienne à épisodes, avaient non seulement dit *niet* à l'invite de l'UNEF, mais avaient interdit aux étudiants communistes de se mêler aux petits-bourgeois aventuriers, aux chrétiens douteux et autres « groupuscules gauchistes à la solde de De Gaulle ».

On vit alors d'étranges ballets s'organiser, sur fond de haut-parleurs : sermonnés un à un par leurs camarades d'amphi, livrés au désarroi le plus cornélien, les leaders de l'UEC (1) se laissèrent tenter. Ils furent, épanouis, parmi les meilleurs dans la bataille de rue ce soir-là. Le parti-de-la-classe-ouvrière ne s'était pas frotté aux matraques et n'aimait

guère une révolution algérienne qui violait les règles de l'Internationalisme prolétarien fixées une fois pour toutes à Moscou : dans les cervelles des jeunes communistes de la Sorbonne, l'idée fit son chemin.

La force du livre d'Hamon et Rotman est là. Car il suit le droit fil de cette fracture où s'engouffreront tous les gauchismes jusqu'en mai 68 compris. Au Parti communiste qui freine la déstalinisation lancée par Khrouchtchev, les étudiants de l'UEC opposeront l'idée naïve d'un autre communisme, plus ouvert, à l'écoute d'une société qui bouge, bataillant sur les fronts des idées et de la culture, « italien » en un mot. Leur journal, *Clarté*, s'emplit d'images et de peinture, d'interviews libres et de points de vue opposés. Idées folles, inaccessibles à tout bureau politique « responsable » ! Dès 1965, l'UEC sera remise au pas par Guy Hermler, après qu'un jeune impudent a lancé, en plein congrès, un dernier trait au communiste « souple » Roland Leroy : « Ton discours, camarade, est beau comme un char russe entrant dans Budapest ! »

L'autre nébuleuse

Avec eux, après eux, dans le bocal du quartier Latin, d'autres prendront la relève : des dévots d'Altkusser, à l'Ecole normale, aux premiers marxistes-léninistes qui partent à l'assaut des usines ; des « guévaristes » souples aux tiers-mondistes, fêrus de Bertelheim, qui rêvent aux grands espaces de la *guérilla* ; des troussés « entristes » aux enfiévrés des comités Vietnam. Jusqu'à l'ultime surprise de mai 68, quand jeunes et moins jeunes — ces éternels étudiants ont quand même passé leurs certificats et leurs concours — découvrent un jeune rouquin qui fait la nique à tous les « stals » et regardent, ébahis, quelques frailequets inconséquents

qui osent écrire sur un mur : « Sous les pavés, la plage. »

Néanmoins, pour avoir trop fermé l'objectif de leur caméra, Hamon et Rotman tremblent un peu sur la cible finale, qui semble bien être d'atteindre une explication de mai 68 et de ses suites. Dans la cour de la Sorbonne, ce 27 octobre-là, ceux qui ont convaincu les « durs » de l'UEC ont eu leur part aussi dans les festivités à venir. Pour n'avoir pas assez traîné du côté de l'Escholier — le troquet de la place de la Sorbonne rival du Champ, rue des Ecoles, où s'affaîlait l'échantillon de leur livre — Hamon et Rotman sous-estiment l'autre nébuleuse, débris du PSA et forces vives du PSU, animateurs loyaux de la « grande » UNEF de la lutte contre la guerre d'Algérie, méprisés recuits et tiers-mondistes, sans « Che », bien souvent unis par une militance originelle dans les bons vieux mouvements chrétiens.

Ceux-là aussi, n'en déplaise, ont suivi leur pente, ont vomi les staliniens et ont su réchauffer les enfants de mai. Plus discrets peut-être aujourd'hui, claironnant moins leurs erreurs passées, moins « médiatiques » comme on dit, ils ont eu leur part de sève. Souhaitons que le second volume annoncé, qui courra de 1968 à nos jours, leur offre une revanche. Sur l'heure, d'Algérie en Vietnam, quand les déçus du Parti communiste relisaient Gramsci ou Marx, ces petits réformistes au grand cœur alphabétisaient les immigrés, ouvraient quelques yeux de potaches ou partaient à l'assaut des administrations. Quelques autres, au passage, bâillaient une gauche non communiste fort honorable qui a accueilli sans rancune, mais bien plus tard, des anciens du Champ.

Les uns et les autres, sans exception cette fois, furent au bout du compte moins qu'une génération. Leur révolte, il est vrai, est née des fantômes obsédants des guerres qu'ils n'avaient pas faites. Juifs ou chrétiens, fils

d'exilés ou rejetons des classes moyennes indigènes, « blousons dorés » ou bourgeois, ils ont rejoint la Résistance et les camps, Pétrograd et les Aurès. Ils attendaient *Potemkine* sans oublier *A bout de souffle*. La France nouvelle qui leur offrit le vivre et le couvert, ils l'ont enserrée dans leurs formules désuètes et leur mépris injuste. Mais, décidément, non, ils ne forment pas à eux seuls une génération au sens d'Hamon et Rotman. Car quelques centaines de marxistes éplorés ne font pas le printemps d'un âge.

Des stratégies disparates

Les filles et les garçons qui vivent dans ce livre ont, sans doute, eu le génie de plaquer à temps leurs formulations léninistes du rêve sur la liesse de mai 68. Mais cette révolte neuve n'était plus la leur. Elle n'attendait ni stratèges ni catéchistes, même si elle s'ouvrit aux petits chefs. Les mandarins du baroud révolutionnaire, dont Hamon et Rotman nous détaillent les premières batailles, navigueront dans l'après-68 avec toutes leurs dissonances anciennes, sans aucun esprit de corps qui eût unifié leur gauchisme disparate : leur errance fait douter, *a posteriori*, de leur cohérence et de leur représentativité originelles. C'est du moins l'impression finale (injuste peut-être, puisqu'il s'agit d'une œuvre à mi-parcours) que l'on retire de ces six cents pages. Mais ne doutons pas qu'avec un second tome, aussi neuf et excitant que celui-ci, Hamon et Rotman vont savoir nous convaincre qu'ils ont bien tiré leur saga.

JEAN-PIERRE RIOUX.

* GÉNÉRATION, d'Hervé Hamon et Patrick Rotman, tome I : LES ANNÉES DE RÊVE, Le Seuil, 616 p., 110 F.

(1) Union des étudiants communistes.

Une génération sans roman

Bien sûr, nous lirons *Génération*. Et, après le volume des *Années de rêve*, nous attendrons celui des *Années de poudre*, qui nous concerne encore plus, car il touchera à ce que nous sommes devenus. C'est ainsi : les sobriquets-habités n'en finiront jamais de se demander ce qui leur est arrivé, et d'interroger leurs images. Nous nous vivons héros (pas forcément héroïques) d'un roman qui allait se transformer en histoire, ou plutôt nous faisons plus ou moins consciemment l'histoire comme si elle allait se transformer en roman.

Et nous voici à présent devant ce gros pavé qui parle de nous, de nos (petits) chefs, de nos amis, en se présentant comme un roman vrai. Sa vérité, en effet, ou du moins l'exactitude de son information, paraît irrécusable, et pourtant nous ne nous reconnaissons pas, alors même que le livre nous passionne. A quel tient ce sentiment d'une trahison ?

A ce fait, je crois, qu'il ne s'agit pas du tout d'un roman. Nous attendons toujours l'*Éducation sentimentale* de la génération de 68. Parce que nous voudrions nous identifier, de l'intérieur, par rapport à un Frédéric Moreau qui aurait joué et défait sa jeunesse au quartier Latin, de ces années de rêve et de poudre. Il n'y a pas de littérature sans « je », même si ce « je » s'exprime, comme chez Flaubert, à la troisième personne. Pas de littérature si un livre ne communique pas le goût d'une vie.

Hamon et Rotman ne prétendent pas faire de la littérature, mais restituer une époque, au présent. Ce présent, celui du reportage, les a piégés. Leur récit *in vivo*, on ne décroche pas, les personnages apparaissent, s'individualisent, disparaissent, réapparaissent comme dans une vaste fresque unanimiste : ce sont nos *Jeunes hommes de bonne volonté*, les enjeux idéologiques qui les font bouger sont exposés avec une clarté exemplaire, tout prend sens, sauf, on le devine, l'essentiel. Que voulions-nous en affirmant aimer la révolution ? On ne le sait toujours pas. Un roman, peut-être, nous en aurait donné l'intuition, parce

qu'un roman, c'est une expérience.

Avec *Génération*, nous avons affaire à une épique écrite en style journalistique. Avec abondance de souverains poncifs. O Morgan Sportès, si on vous avait fait lire ces pages avant publication, auraient-elles conservé ces « bouches de métré qui vomissent un flot ininterrompu », cette « marée qui, comme une lave, gagne inégalement, et grimpe » (au secours !), ces « doctrines globales fourrées clés en main », cette « péroraison clôturée » ? Pourtant, ce style épique n'est pas ironique, et si le livre, dans l'ensemble, tourne à *Enfances de chefs*, ce n'est pas délibérément pour moquer les notoires et dauber sur leur destin, au nom d'une pureté laborieuse et anonyme. Non, c'est par choix d'incarner cette génération dans les figures de ses protagonistes.

Nous l'avons tant aimée

En fuyant leur propre subjectivité, Hamon et Rotman se sont épargné l'invention d'un style de récit à la mesure de ce que cette génération avait de singulier. 1968 a eu, me semble-t-il, son expression littéraire : chez Guy Dabord (*Société du spectacle*) et chez Raoul Vaneigem (*Traité de savoir-vivre à l'usage des jeunes générations*), avant l'événement, chez Nathalie Sarraute (*Vous les entendez ?*), après. Mais, avec les premiers, c'était l'esprit de Mai qui s'essayait, en flamboyant, et pour Sarraute, les parents bourgeois qui s'alarmaient de leur progéniture.

Hamon et Rotman parlent, en passant, d'un autre livre de Nathalie Sarraute, *L'ère du soupçon*, comme d'un roman. En réalité, c'était un essai sur les pièges du récit traditionnel. S'ils l'écrivent là, ils surmontent sans doute les plus soupçonneux à l'égard de l'idéologie attachée au type de récit qu'ils utilisent innocemment. Elle est forcément médiatique et narcissique : nous l'avons tant aimée, notre génération.

MICHEL CONTAT

VOUS ÉCRIVEZ ?

Vous souhaitez faire lire vos manuscrits par des lecteurs professionnels ?
Avoir un véritable commentaire de lecture ?
Être orientés vers des éditeurs ciblés ?

EDIT-CONSEIL
répond à toutes ces questions.

Documentation contre 3,70 Frs en timbres

EDIT-CONSEIL
B.P. 178

92205 NEUILLY-SUR-SEINE Cédex

— LA VIE DU LIVRE —

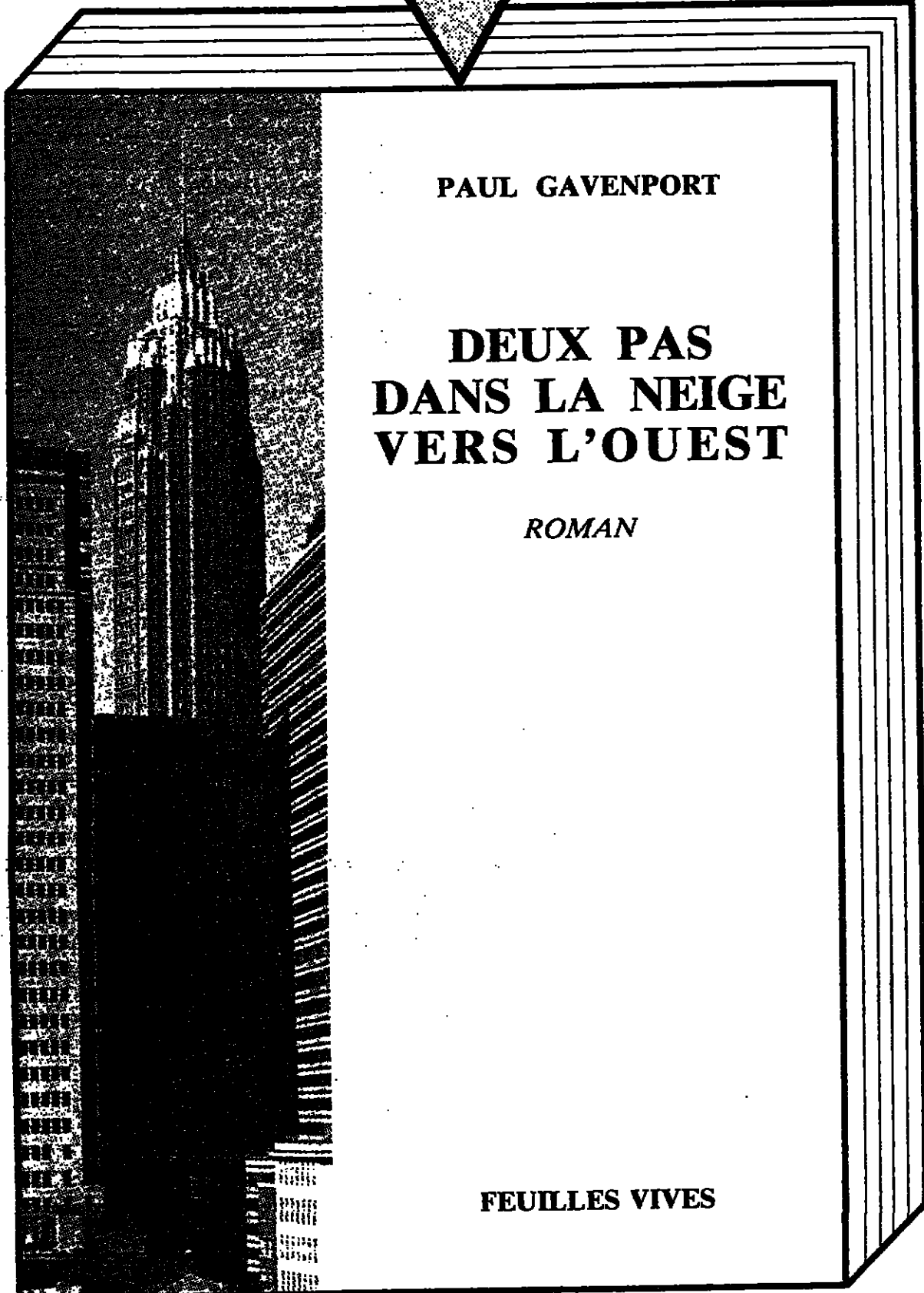
A l'occasion de la publication de l'ouvrage **JARÉS, LE LIVRE LI EN ISRAËL** aux Éditions Point Hora Ligue la Librairie **L'Arbre Voyageur** 55, rue Montfaucon, 75005 Paris Tél. 47.01.98-34

TOUS LES LIVRES en 48 heures
Passer nous tout de suite une commande et vous serez étonné de notre service !
Librairie N. HUBMANN BP 43LM 78392-BOIS-D'ARCY CEDEX (L'écrivez un chèque + 12 F de port.)

Handwritten text in Arabic script at the bottom of the page.

هاتوا من الالاص

**UN HÉROS
UNE HÉROÏNE
DE L'HÉROÏNE**



368 pages
99 F

Diffusion par ALTERNATIVE DIFFUSION
Tél. : (1) 42 33 08 40

AILLEURS
AUTREMENT
**VERS L'OUEST
OU VERS DIEU**
LA CAVALE D'UN HOMME
DANS LES PLAISIRS FATALS
DU SEXE ET DE LA DROGUE

ration
man

RIVEZ!

SEIL

TIVE-

OUS LES LRS
48

● ROMANS POLICIERS

Patricia Highsmith, la reine noire

(Suite de la page 13.)

« J'ai pour règle de ne pas lire de fiction quand je travaille. Je m'en tiens à des essais et à mes grammaires italiennes et allemandes, pour essayer de progresser dans les langues parlées ici. D'une manière générale, je ne lis pas assez de romans récents. » Parmi les Américains, son admiration va à Saul Bellow, « un excellent écrivain contemporain vivant », mais déjà un classique.

Elle vient toutefois de commencer un récit de Margaret Atwoods, dont elle partage les craintes à l'égard du pouvoir croissant des sectes et de leurs prêcheurs (on trouvait déjà ce thème dans un précédent récit de Highsmith, *Ces gens qui frappent à la porte*, et il ne sera pas absent de son prochain livre, où apparaîtra un pape bizarrement en rupture avec les conceptions morales et sexuelles convenues).

Bien qu'elle ait choisi une vie aussi éloignée que possible des agitations journalistiques, Patricia Highsmith est une dévouée de presse : elle sélectionne, découpe de multiples informations, conservant des détails qui nourrissent son imagination, comme le font les récits de ses voisines, par exemple cette femme évoquée dans la préface à l'édition française de *l'Art du suspense*. Elle parlait à Patricia Highsmith d'une amie déprimée parce qu'un de ses deux hamsters ne mangeait pas depuis deux jours : « Je me demande (...) si mon imagination va pousser plus loin cette histoire de hamster malade... ». De même, la romancière avoue son goût pour « certains individus, souvent les plus inattendus, ennuyeux, antipathiques, médiocres (...) qui, pour une raison inexplicable », la stimulent.

Cet *Art du suspense* est curieusement publié en France vingt et un ans après sa parution initiale aux Etats-Unis (suivie de plusieurs éditions remises à jour) : « On me disait, raconte Patricia Highsmith, que les Européens



MIAMI JONES

n'aimaient pas les manuels du genre la poésie en vingt recettes, etc. » *L'Art du suspense* n'est en rien un manuel. Il n'apprendra certainement pas à devenir Patricia Highsmith en quinze leçons.

Je crée à partir de l'ennui

Avec ce livre, on pourra seulement tenter de saisir, en onze chapitres, les techniques de Patricia Highsmith, écrivain « à temps plein » depuis qu'à l'âge de vingt-

huit ans, après la publication de son premier roman, *l'Inconnu du Nord-Express*, elle a décidé de « cesser tout travail alimentaire, quelles que soient les difficultés à venir ».

Grâce à *l'Art du suspense*, on va, avec Patricia Highsmith, à la naissance des choses : « Je crée à partir de l'ennui », écrit-elle, en me servant de la réalité et du reflet des habitudes et des objets autour de moi. Par conséquent, je ne déteste pas cet ennui qui me prend de temps à autre, et j'essaie même de le faire naître. » On découvre, péle-mêle, sa joie, tou-

jours renouvelée, d'écrire « pour se plaire à soi-même », sa modestie face au refus de certains de ses manuscrits, son côté « artisan » qui l'a conduite à couper, sans rechigner, quelques textes, son aversion pour les gens qui font du bruit, son idée à la fois de la violence et de la justice.

Plus qu'un recueil de conseils à d'éventuels jeunes auteurs, cet essai est un témoignage qui rend Patricia Highsmith sinon plus intime, du moins plus réelle (alors que l'engrenage mortel de ses terribles récits). Il dévoile l'écrivain rigoureux et singulier qu'elle est, fille avouée de Dostoïevski et d'Henry James (comme lui, elle a choisi l'Europe), enfant caché de Flaubert et de sa passion pour « le mot juste ».

Une forme d'autobiographie

Chez Patricia Highsmith, c'est une forme d'autobiographie que cette mise à nu de sa création. C'est plus qu'elle n'en révélera sans doute jamais sur elle-même. Le récit de vie pas plus que son avatar oral, la confidence, ne sont dans sa manière. « Je n'ai pas le goût de l'autobiographie, ça ne m'intéresse pas, ça m'ennuierait radicalement », conclut-elle. Et l'on sent que le débat est clos, qu'il serait inconvenant d'aller plus avant sur ce terrain.

Sans aucun refus exprimé, sans agressivité, sans agacement apparent, Patricia Highsmith sait désamorcer toute intrusion. Simplement, elle ne joue pas le jeu de la société médiatique, où chacun fait comme s'il était normal de voir un inconnu débarquer chez soi et poser mille questions. On n'a pas envie d'altérer la singulière alchimie de son domaine réservé, et l'on se sent tenu de partir, après un dernier coup d'œil à l'une de ses esquisses — « j'ai cessé de dessiner », dit-elle — et à son portrait (« peint par une amie »), une étonnante jeune femme brune dans un camaïeu de rouges, avec, déjà, la même distinction sauvage.

Evidemment, quand, sur le pas de la porte, la voix de Patricia Highsmith propose de « visiter les deux étages de caves, du dix-huitième siècle », on ne peut s'empêcher d'avoir un frisson tout littéraire... Dans les caves volées, il n'y a que la bicyclette d'une voisine. Alors, il faut bien se décider à rentrer « en ville ». On sait qu'on a déjà envie de revenir, mais qu'on n'osera pas repasser en fraude cette frontière de respect que Patricia Highsmith, sans mot dire, a fixée, reine noire imposante et frêle, inquiétante et touchante. Patricia Highsmith garde son énigme, et c'est très bien ainsi. Quant à ses « mystères », ils sont, eux, par bonheur, en vente libre.

JOSYANE SAVIGNEAU.

★ **L'ART DU SUSPENSE, MODE D'EMPLOI**, de Patricia Highsmith, Calmann-Lévy, 226 pages, 95 F (livre relié).

La nouvelle ambition de Ruth Rendell

LES lecteurs de romans policiers connaissent bien Ruth Rendell : une dizaine de ses récits ont été traduits en français dans la collection « Le Masque ». La plupart d'entre eux ont pour personnage principal l'inspecteur Wexford, un homme entre deux âges, amateur de livres et, par « série » des Wexford (une quinzaine de titres) a « fait un malheur » en Angleterre ainsi que dans les pays où elle a été traduite (seize au total).

Seulement voilà, toutes les bonnes choses ont une fin. Miss Rendell en a assez de ce policier devenu trop encombrant. Admiration de Patricia Highsmith, elle s'est lancée dans un genre plus ambitieux, le roman psychologique. Finies les bonnes petites histoires façon « Qui a tué qui ? ». Ruth Rendell a passé le grand bricot. Ses admirateurs ne perdent pas au change. Bien au contraire. La romancière anglaise est devenue encore plus percutante, plus déroutante.

Véra va mourir, nous livre dès le départ toutes les clés du récit. Une femme, Vera Hilyard, va être pendue pour le meurtre de sa propre sœur. Une affaire entendue ? Pour la justice, oui. Reste cependant à élucider les mobiles réels de la coupable. Faith, la nièce de Vera, entend percer le « mystère » (car il y en a un) de ce crime.

Le tourbillon se creuse. Faith va plonger dans la gouffre d'une famille où les rivalités, les secrets, les silences apparaissent comme autant de compo-

santes d'un mécanisme infernal. Ruth Rendell multiplie les paravents, les labyrinthes. L'ami de la mère se révèle être l'ami du frère, l'enfant de l'une des sœurs est peut-être en réalité le fils d'une autre sœur qui aurait voulu s'en débarrasser peu après sa naissance... La lecture finit par se perdre dans cet imbroglio si Ruth Rendell ne s'ingénierait à distiller ici et là d'irrésistibles détails qui servent à relancer constamment l'action. C'est du suspense à l'état pur !

Ruth Rendell a lu Freud et beaucoup d'autres (c'est elle qui le dit). Mais elle sait s'en servir. D'autant qu'elle a un sens extraordinaire des descriptions et de la mise en scène (son évocation de l'Angleterre durant la seconde guerre mondiale est saisissante. Elle nous rappelle par exemple que Jane Austen a écrit ses jolis romans pendant que Londres était à feu et à sang sous les V1 puis les V2. Rien n'est gratuit chez elle. Chaque image, chaque réplique se veut un rouage au service d'une mécanique de précision. Rares sont les auteurs qui possèdent une telle acuité, allée à un don de persuasion aussi remarquable. Ses personnages, les situations qu'ils vivent, sont d'un réalisme étonnant. Quelle patte, cette Miss Rendell ! Elle est vraiment la reine du crime.

BERNARD GÉRÉS.

★ **VÉRA VA MOURIR**, de Ruth Rendell, traduit de l'anglais par Françoise et Guy Casaril, Ed. Calmann-Lévy, 336 p., 89 F.

Maître Gilles Perrault

Le Dérapage : un roman policier en forme de plaidoirie

« Trente ans, il savait qu'une vie était pour lui terminée et n'était pas trop assuré d'en avoir une de rechange. Le mois précédent, il était avocat à Paris avec de belles espérances (...). Il avait jeté sa robe par dessus les moulins à paroles (...). Son projet était désormais d'écrire un livre — des livres, — mais ses seules expériences dans ce domaine se limitaient à des romans d'aventure vendus 75 centimes dans les Prisunic entre les détergents et le beurre en plaque : la partie n'était pas gagnée (...). »

Qu'il est loin, en apparence, cet autoportrait que dessinait Gilles Perrault dans *les Gens d'ici* (1), une savoureuse chronique de la bourgade normande où, un jour de 1961, il s'installe pour entrer en littérature ! Il est bien fini le temps des romans à quatre sous. Depuis, il y a eu *le Secret du jour J*, *l'Orchestre rouge*, *le Pull-Over rouge*, *Un homme à part*, etc. Autant de livres qui l'ont solidement installé parmi les grands conteurs français, autant de succès qui en ont fait une valeur sûre de l'édition, au point que chaque « Perrault » devient un événement.

A y regarder de plus près, il y a, pourtant, de l'avocat défrôqué à l'écrivain couronné, une évidente continuité. Romancier, Gilles Perrault a cette clarté de l'expression, cette passion de l'investigation et cet art de raconter un homme — Trepper, Carrel ou Ramucci — avec ses espoirs, ses tourments, ses contradictions, qui font les grands maîtres du bar-

reau. Du prétoire au rayon des libraires, seul le cadre a changé : un livre de Gilles Perrault, c'est aussi une fougueuse et talentueuse plaidoirie, un combat sans cesse recommencé contre les a priori, les rumeurs, les fausses évidences.

Qu'il ait aujourd'hui choisi de publier un roman policier, dans la collection « Crime parfait », Mercur de France — où l'ont précédé, avec des bonheurs divers, Guy des Cars, Jacques Laurent ou Roger Peyrefitte — n'infirmes pas le diagnostic.

D'abord, parce que le narrateur de Perrault est — mais oui ! — un avocat. Quand s'ouvre *le Dérapage*, maître Durand est heureux. Il vient de gagner l'un de ces procès qui, aux assises, font une grande carrière : son client, un jeune homme accusé du meurtre de ses père et mère, est acquitté. Depuis, il y a eu *le Secret du jour J*, *l'Orchestre rouge*, *le Pull-Over rouge*, *Un homme à part*, etc. Autant de livres qui l'ont solidement installé parmi les grands conteurs français, autant de succès qui en ont fait une valeur sûre de l'édition, au point que chaque « Perrault » devient un événement.

Lâché dans les espaces sans limite de la fiction, Perrault s'ébroue avec un plaisir évident, mais n'en oublie pas pour autant sa leçon. Avec malignité, il multiplie les contre-pieds : d'un innocent légal, il fait un vrai coupable, du coupable un monstre, du monstre un désespéré, avant que quatre lignes finales — superbes, — ne renversent d'un coup la perspective. Et le lecteur, à son tour, « dérape », devant ces apparences qui ne cessent de se révéler trompeuses...

Sous le masque du pur divertissement — et sur un mode mineur, — *le Dérapage* rejoint ainsi les grandes œuvres de Perrault en plaidant pour une recherche exigeante de la vérité des hommes.

BERTRAND AUDUSSE.

★ **LE DÉRAPAGE**, de Gilles Perrault, coll. « Crime parfait », Mercur de France, 186 p., 79 F.

(1) Ramsay et Livre de poche.

UNE ENTREPRISE BALZACIENNE

Et si les grands romans populaires cessaient de bâtir leur succès sur la démagogie et touchaient enfin par leur vérité ?

Pierre Lepape - Le Monde

Daniel Zimmermann
Le gogol
roman
MAZARINE

79 F
214 p

MAZARINE

EN France, tous les livres de Patricia Highsmith (sauf *Toutes à tuer*, Juillet 1978) ont paru chez Calmann-Lévy. Les éditions Presses-Pocket ont entrepris leur publication en collection de poche.

Plusieurs de ses ouvrages ont été adaptés au cinéma, notamment *l'Inconnu du Nord-Express* (Alfred Hitchcock, 1951) ; *M. Ripley* (Plein Soleil, de René Clément, 1958) ; *le Maurier* (Claude Autant-Lara, 1960) ; *Ce mal étrange* (Dizack qui que le faire, de Claude Miller, 1977) ; *Ripley s'amuse* (l'Armée américaine, de Wim Wenders, 1977) ; *la Cellule de verre* (Hans W. Geisendorfer, 1978) ; *Eaux profondes* (Michel Deville, 1981).

Enfin, le magazine *Télérama* et les éditions Calmann-Lévy viennent de créer un prix Patricia Highsmith du roman policier inédit. Chaque année, à partir de 1987, un jury, présidé par Patricia Highsmith, couronnera un manuscrit qui sera publié aux éditions Calmann-Lévy. Le second manuscrit retenu paraîtra en feuilleton dans *Télérama*.

DON QUICHOTTE
QUI ÉTAIT UN RÊVE
par
KATHY ACKER
roman
traduit de l'anglais
par Patrick Hitchcockson

SILLAGES
NOËL BÉLAND ÉDITEUR

« A l'intérieur d'elle-même dans une manière de méditation de semi-langage qui n'était pas du langage tout-à-fait, tandis qu'elle marchait vers nulle part, à elle-même la Nuit étonna, " A la fin de la nuit lorsque dans le deuil (mourning) le matin (morning) prend son élan... »

EDITIONS SILLAGES - DISTRIBUTION DISTIQUE

DON QUICHOTTE
par Kathy ACKER

221 pages
95 F.

Handwritten Arabic text at the bottom of the page.

LETTRES BELGES

« Lire, c'est vivre plus »

La 19^e Foire du livre de Bruxelles

ON savait bien que le « salut » des femmes viendrait par la Belgique! Pour la première fois, la Foire internationale du livre de Bruxelles a été inaugurée, vendredi 6 mars, par une femme: Françoise Xénakis, un instant confondue avec l'illustre modèle de son dernier roman, Cléopâtre... Pour être plus sérieux, précisons que cette dix-neuvième édition de la Foire internationale de Bruxelles - qui fermera ses portes dimanche soir 15 mars, - espère accueillir plus de trois cent trente mille visiteurs (le chiffre de l'an dernier) pour leur donner un aperçu de la production de plus de deux mille cinq cents éditeurs, venus de trente-cinq pays.

ont fait, en 1986, procéder à un sondage dont les résultats leur semblent « encourageants ». On y lit notamment ceci: « Les personnes interrogées sur leurs raisons de venir à la Foire du livre font état de trois motivations principales, présentées de façon non exclusives: pour voir des livres en général (73 %), pour rechercher des livres bien précis (58 %), pour se renseigner sur les nouveautés (52 %); 60 % des personnes déclarent, en outre, que la Foire leur a révélé l'existence d'ouvrages dont elles n'avaient pas connaissance; 72 % assurent que la foire leur a donné envie d'acheter des livres, et 49 % disent avoir été amenées à acheter des livres chez un libraire. On note par ailleurs que 76 % des personnes déclarent beaucoup apprécier qu'il y ait des stands de pays non européens, et 82 % qu'il y ait des livres rares. »

soin et de qualités esthétiques. Les journaux français ont tenu eux aussi à affirmer leur intérêt pour Bruxelles. Le Figaro proposa son exposition « cent vingt ans de Figaro », et le Figaro-Magazine a organisé, dimanche 8 mars, une « rencontre-signature » avec une quarantaine d'écrivains venus de Paris par un train spécial. Le Monde, à sa manière, moins tonitruante, est lui aussi présent et a été représenté notamment par Plante, Claude Sarrante et Hector Bianciotti, qui fut, en 1983, le premier lauréat du prix « Point de mire » (créé par la RTBF) pour son livre de nouvelles L'Amour n'est pas aimé (Gallimard). Le prix 1987 devait être remis, jeudi 12 mars, à Pascal Quignard pour



Le Salon du Wurtemberg, (Gallimard).

Comme le précise le président de la Foire, la Belgique « est probablement le seul pays au monde où, sur une surface aussi réduite, on trouve des livres dans pratiquement toutes les langues ». Les Belges ont raison d'en être fiers et de souligner, en défendant leur Foire, combien il contribue « à promouvoir la lecture car, comme le disait Bertrand Poirot-Delpech en entrant à l'Académie française: « Lire c'est donner plus de prix à chaque instant et plus de sens à chaque geste; c'est vivre plus ».

Jo. S.

Achille Chavée, le vieux Peau-Rouge

Un écrivain qui faisait « la traite des idées noires ». Récemment réédité, son œuvre mérite le détour.

IL est né à Charleroi en 1906. Dès 1922, il habita à La Louvière. Il n'en bougea plus sinon pour aller guerroyer en Espagne, comme tant d'hommes de cœur, au sein des Brigades internationales. Il fut un avocat sans clientèle fortunée, un « mendiant d'authenticité », un « mutin », « plus solitaire et nu qu'un diaman » en sa faim d'aimer. On le retrouvait souvent « au cabaret du dernier bock » avec « ses dents carées de pauvre », sa peau pas cheminée, les beaux gestes de ses longues mains, ses allures de vieux Peau-Rouge qui n'apprécie pas « de marcher en fille indienne ». Une sorte d'« évadé de partout ».

Christ ne savait pas écrire; dommage pour la graphologie... Il ne faut pas houspiller son ange gardien quand on perd au poker. Et aussi la tendresse. « Dans le plus petit village existe le sentier des amoureux... Si quelqu'un venait frapper à la porte, je le suivrais au bout du monde... Je suis un incroyant mais je voudrais qu'il y ait une église romane désaffectée dans mon village ».

Louis Scutenaire, le misanthrope bienveillant



Louis Scutenaire: « Ne marchez pas sur mes Magritte... »

(Suite de la page 13.)

Empruntant le titre à Rostif de La Bretonne, Scutenaire commença ses Inscriptions durant la seconde guerre mondiale. Le genre lui convenait: une écriture brève, sans graisse, qu'il voulait aussi éloignée du « romantisme qui magnifie les mots » que du « prosaïsme qui réduit les émois ». La sagesse qui fait dire à Scutenaire: « L'âge use la laideur comme il use la beauté » n'a pas amoindri sa curiosité, ni, sans doute, ses émerveillements. On

sent, chez ce vieil homme, une grande capacité de s'étonner. Ce désillusionniste n'a jamais vraiment désavoué le mouvement passionnel qui le portait vers les êtres et les choses. Il déclare: « J'ai toujours été fier d'aimer les filles brèves ». C'est une belle phrase lorsqu'on pense au ressentiment où certains sont entrainés par les déceptions de l'amour.

« Quand je ne dors pas la nuit, écrit encore Scutenaire, je compte les étoiles ». En le quittant, on se met à songer que, décidément, seules sont plaisantes les passions « astronomiques »...

FRANÇOIS BOTT.

* AB HOC ET AB HAC de Louis Scutenaire, illustrations de Henry Meyer, éd. Plein Chant, 46 p., 36 F.

* LOUIS SCUTENAIRE, Plein Chant (numéros 33-34): biographie et bibliographie, nombreux dessins et documents photographiques, 192 p., 75 F.

Son existence durant. Il écrivit. Ses livres, il les vendait lui-même, assisté de quelques amis. Lorsque le chiffre de trois cents exemplaires était atteint, on s'estimait heureux. « La dignité médiévale de l'anonymat » frissonnait chez des vivants.

Dire qu'il fut un poète de conséquence n'est rien. Il faut le lire. Il parle au nom des fourbes et des blessés, des « sous-aliments en grâce aux ordres d'indivisible carnes », lui dont « le courage s'est brisé comme une corde de guitare sous un doigt de barbarie ». L'âme vacille depuis les commencements, car « l'exode c'est de sortir du ventre de sa mère ». Voudrait-on se promettre des jours meilleurs que le malheur gagnerait malgré tout à « chaque pas perdu du rêve ».

« Dieu est un autodidacte » S'il prend source « aux cryptes secrètes de sa vie », si la pratique de l'écriture automatique le séduit, le foisonnement intellectuel ne l'empêche pas de regarder ailleurs, là où des hommes ont des désespoirs dès que les frénésies du raffinement considèrent comme terre à terre, du haut de leur insignifiance. Le dénuement dans lequel Chavée se débat aide à sonder certains gouffres.

PATIO/77 PSYCHANALYSE PATIO/L'INCESTE éditions de l'éclat Montpellier

LIVRES POLONAIS et livres français sur la Pologne et l'Europe de l'Est LIBELLA 12, rue Saint-Louis-en-l'Île, PARIS-4^e Tél.: 43-26-51-09

Un inédit sur FREUD Gérard HUBER L'EGYPTE ANCIENNE DANS LA PSYCHANALYSE Ce que la découverte de la psychanalyse doit aux liens que l'inconscient de Freud a tissés entre la Bible, l'Égypte pharaonique et son roman familial. « La Bibliothèque initiatique ». 130 FF

Henry Bauchau poète « de nuit »

VOIR son œuvre regrouper, de son vivant, est une consécration dont peu de poètes ont pu jouir. A la lecture suivie du volume publié par Actes Sud, il semble bien qu'Henry Bauchau, poète belge d'expression française, méritait amplement l'honneur qui lui échoit.

Henry Bauchau est tard venu à la littérature, ou tout au moins à la publication. Il a en effet quarante-cinq ans, en 1958, lorsque Jean Paulhan édite son premier recueil, Géologie, couronné par le prix Max-Jacob. A en croire la chronologie, mais aussi la thématique de son œuvre, c'est la psychanalyse qui a ouvert à M. Henry Bauchau la possibilité d'une création poétique, et qui lui en a indiqué les voies. Analysé à la fin des années 40 par Blanche Reverchon-Jouve, figure en vue du freudisme français et épouse de Pierre-Jean Jouve, avec lequel il se lia d'amitié, Bauchau devint lui-même psychanalyste à partir de 1975.

Outre ses poèmes, des pièces de théâtre, et même un Essai sur la vie de Mao Zedong (Flammarion, 1982), Henry Bauchau a écrit deux romans: le Déchirure, publié chez Gallimard en 1968, œuvre personnelle où l'agonie et la mort de la mère déterminent une quête de soi à travers la remémoration (1), et le Régiment noir (Gallimard, 1972), récit historique minutieux sur la guerre de Sécession, commandé par une subtile technique romanesque. Plusieurs prix littéraires importants, tant en France qu'en Belgique - en 1985, le Prix quinquennal de littérature pour l'ensemble de son œuvre - sont venus confirmer les multiples talents d'Henry Bauchau.

« J'écris le poème de jour mais je sais d'expérience qu'il se fait de nuit. C'est hors du travail de la conscience que se font les véritables rencontres, découvertes, assemblées et incendies de mots », affirme H. Bauchau dans un texte intitulé Dépendance amoureuse du poème, et qui clôt le recueil de ses poésies complètes. Si les thèmes de la mémoire, de l'enfance, de l'origine sont omniprésents, si l'inconscient tisse et tire les fils du poème, il serait cependant injuste de faire de cette œuvre une annexe, un pur « bénéfice » du travail psychanalytique.

« La poésie dévaste la vie courante », dit encore Bauchau, elle obéit à « la nécessité d'un intense loisir ». Ce faisant, elle est gage d'une liberté inédite à laquelle l'écrivain doit s'accorder. Comme Bauchau l'exprime dans Géologie, son beau poème inaugural, c'est pour lui hors du « vouloir » que cet accord est à chercher.

Hasardée dans le rêve avec tous les gisants Dans la vie qui s'écoule entre ses nœuds coulants J'ai vu la charité de la forme [clairant Dans le monstre échoué le poème naissant.

PATRICK KÉCHICHIAN.

* POÉSIES, d'Henry Bauchau, Actes Sud, 280 p., 150 F.

(1) Ce roman vient d'être réédité dans la collection de « poches » des éditions Labor, à Bruxelles. Cette même collection, qui allie la qualité de la présentation à celle du contenu, a repris la Fin des bourgeois (certain roman de Camille Lemonnier, écrivain naturaliste qui fut proclamé en 1883 « maréchal des lettres belges »), et le Trésor des humbles, de Maurice Maeterlinck (belle suite de méditations sur « le réveil de l'âme », « la beauté invisible » ou « la beauté intérieure », publiée en 1896).

Marcel David Fraternité et Révolution française 1789-1799

Quelles relations la fraternité entretient-elle avec la liberté, l'égalité, l'unité et l'indivisibilité de la République? Pour être un sentiment, ne relève-t-elle pas aussi d'une vertu, d'un devoir, et même d'un principe politique? A toutes ces questions, cet ouvrage apporte des réponses diversifiées en fonction des phases de la Révolution, des acteurs et des enjeux politiques.

Aubier

J. Biard, D. Buvat, J.-P. Kervegan, J.-F. King, A. Lacroix, A. Lécivain

Introduction à la lecture de la SCIENCE DE LA LOGIQUE de Hegel

Les auteurs de ce commentaire intégral tentent de découvrir et qui confère au texte hégélien son originalité profonde. Ce dernier volume s'efforce de comprendre en quoi le concept est sujet. Livre, mouvement du vieil.

Aubier

J'ai le plaisir de vous annoncer la sortie de la nouvelle édition du DICTIONNAIRE MONDIAL DES COMEDIENS DISTAR Editions 5, Rue Lincoln, 75008 PARIS Tél.: 48-09-11-49

Accepterait MANUSCRIT même inachevé en hébreu ou autre langue présentant intérêt historique ou culturel concernant la communauté juive; également tous documents, lettres, archives privées ou communautaires, affiches, ordonnances, décrets. Déplacements possibles. Téléphonez ou écrivez à: William LOEWY Hôtel de Malte 63, rue de Richelieu 75 Paris Tél.: (1) 42-96-58-06

Gens de Berlin

● **BERLIN. UN LIEU DE HASARDS**, d'Ingeborg Bachmann, traduit de l'allemand par Marie-Simone Rollé, III, de Günter Grass, Actes Sud, 53 p., 60 F.
 ● **REQUIEM POUR FANNY GOLDMANN. ROMAN INACHEVÉ**, traduit de l'allemand par Mignac Confoux, Actes Sud, 80 p., 65 F.
 ● **COUP DE CRAYON**, d'Adam Zagajewski, traduit du polonais par Laurence Dyèvre, Fayard, 175 p., 89 F.

C'EST Goebbels qui avait fêté, avec faste, le sept centième anniversaire de Berlin. Une date choisie au hasard — 28 octobre 1237 — pour commémorer non une bataille ni la pose d'une première pierre, mais le plus ancien document rappelant l'existence d'une ville sur les rives plates de la Spree. De la littérature, en quelque sorte.

1987 : on célèbre, à Berlin, le sept cent cinquantième anniversaire (1). Trois quarts de millénaire qui ne font pas un chiffre rond. Pas plus que les deux rochets de Berlin ne font une ville, ou une capitale, dans ce lieu d'Europe, le plus exotique qu'on puisse imaginer, pont entre deux mondes, muraille entre des gens qui parlent la même langue, cités pour funambules, aux marches du monde occidental.

Dans cette ville de culture que les grands éditeurs ont désertée — mais où subsiste, étendard des années 60, Klaus Wagenbach, grand spécialiste de Kafka, — coexiste le plus grand rassemblement d'écrivains et d'universitaires : ceux de l'Est, ceux de l'Ouest, les transiges et... les Berlinois. Le lien entre eux, c'est le train qui, s'il connaît des frontières, a l'habitude de les franchir.

Ce n'est pas pour rien qu'on a toujours considéré les multiples gares de Berlin comme les plus importants ouvrages d'art de la ville. Pour cette raison, le programme littéraire s'intitule « Le voyage vers Berlin » : des voyages ayant pour point de départ la gare de Hamburger Bahnhof, qui, en vingt lectures-voyages, évoquent Frédéric le Grand et Voltaire ; mais aussi les émigrés de l'Est du dix-neuvième siècle, venus de Breslau ou de Galicie, et qui font étape à Berlin, les émigrés russes (c'est à Berlin que Victor Chklovski écrit *Zoo au des lettres qui ne parlent pas d'amour*, en 1923), les Scandinaves sur lesquels la ville exerce une véritable fascination, tels Strindberg ou Kjerkegaard... Voyage aussi dans le labyrinthe des places et des rues d'un spectre : le Vieux-Berlin. Un hommage doit être rendu par Günter Grass à Döblin, qui ne reconnaît jamais l'Alexanderplatz.

Venus d'ailleurs, des auteurs qui ne résident pas à Berlin doivent participer — entre le 5 avril et le 8 novembre — aux Berliner Lektionen (« Leçons berlinoises ») : Wolf Biermann, Max Frisch, Teddy Kollek, Georgy Konrad, Milan Kundera, Susan

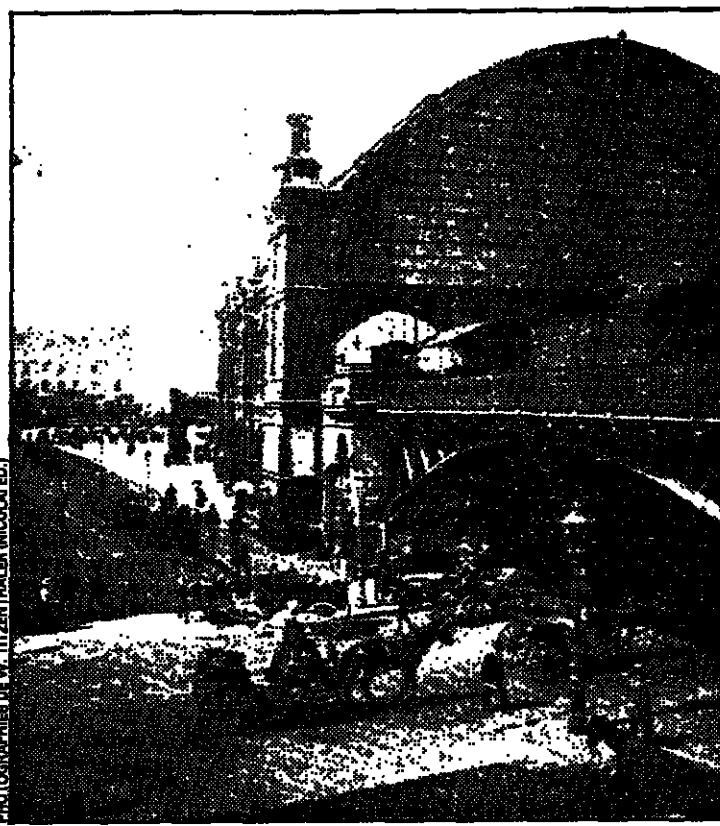
Sontag, Billy Wilder... ainsi que Michel Butor, Alain Robbe-Grillet.

Et de Berlin, aussi, partira... le Tour de France 1987.

Sur le plan des manifestations du sept cent cinquantième anniversaire, la compétition s'annonce serrée entre l'Est et l'Ouest, et les visiteurs ne manqueront pas d'être étonnés de constater qu'il y a autant de ruines visibles à l'Ouest qu'à l'Est où, depuis cinq ans, on a fait un effort fantastique : hôtel ultramoderne au carrefour Friedrichstrasse-Unter den Linden, nouveaux quartiers construits sur le modèle ancien, superbe restauration de l'ensemble dix-huitième siècle du Gendarmenmarkt, Mur repeint de neuf... Ville fantôme — le, aile, exil, — dont Heinrich Heine disait déjà au siècle dernier : « Berlin n'est pas une ville. C'est un prétexte pour réunir des gens. » Ville prétexte, imitation d'une ville ayant existé depuis sept cent cinquante ans, ou n'ayant pas existé, et dont la forme est perdue, où le réseau des rues ne circule plus. A l'est, le palais de Frédéric rasé — dont il ne reste qu'un balcon. A l'ouest, les lieux les moins importants, comme si on n'avait laissé de Berlin que les quartiers à l'ouest du Trocadero !...

POUR les écrivains, les artistes, pour tous les jeunes qui n'ont aucun souvenir d'avant, aucune nostalgie, cette île est un lieu privilégié, un superbe terrain de jeux et d'expérience. On parle beaucoup là-bas du jeune Berlinois Bodo Morshäuser (né en 1953) et de son roman sur cette apparence de vie réelle qu'est Berlin : *Die Berliner Simulation* (Suhrkamp, 1983) ; ou encore de Fatti (à paraître prochainement), le dernier livre de Peter Schneider, l'auteur du *Soutier de cuir*, une rencontre romanesque mais réelle avec le fils de Mengesle ; ou encore de l'exposition, près de Savigny Platz, des photographies de l'album que Lutz Rathenow a consacré à Berlin-Est : *Die andere Seite einer Stadt* (« L'autre Côté d'une ville », Piper Verlag, 1987). Et l'on attend, avec curiosité, de part et d'autre du Mur, la sortie imminente du livre de Christa Wolf, l'un des plus grands écrivains est-allemands : *Tchernobyl*.

Tout le monde passe, est passé, passera par Berlin. Ainal le Polonais Adam



La gare de Friedrichstrasse (Berlin-Est) en 1986.

La chronique de NICOLE ZAND

Zagajewski, qui, aux frontières de la poésie et de la philosophie, relate, à sa manière, dans *Coup de crayon*, comment, entre 1979 et 1981, il a séjourné à Berlin-Ouest, et fait le découvrage du monde occidental. Un carnet de croquis touffu en vingt-cinq tableaux qui fait sentir les difficultés de communication entre l'Est et l'Ouest.

Le narrateur, Henryk Oset, jeune dessinateur polonais qui a obtenu une bourse de séjour, devient notre guide, pas tout à fait candide, dans la société berlinoise : « Je suis dessinateur, je ne suis pas dissident », répond-il à ceux qui le questionnent, apprenant que les noms ne désignent jamais exactement les objets qu'ils désignent et que son allemand est trop hésitant. « Barbara de l'Est », traînant dans ses bagages quelques connaissances à vérifier et la sol-

litude, il explore à sa façon cette ville interlope, se haussant à des pans de réalité qu'il biffe, ou croque, ou incendie ; rencontres avec des intellectuels et des artistes, conférence houleuse sur le thème « L'art existe-t-il encore ? », vernissage de l'exposition d'un peintre japonais, réunion des confrères étrangers de la société berlinoise des gens de lettres (« Voilà que, au milieu d'écrivains mélancoliques, j'étais soudain devenu un joyeux kuron »). Coups de crayons qui griffent et n'arrachent que des lambeaux.

LES romancières, également, ont interrogé la ville : Karin Reschko (née à Cracovie), qui, après la Vacation du bonheur, a décrit l'angoisse dans *l'Espace d'une nuit* (Actes Sud, 1987), ou bien Anne Duden — qui vit maintenant à Londres — dont on publie *Traversée* (Alinéa, 1987). Et encore Ingeborg Bachmann (1926-1973), immense prosateur et poète, célèbre dans les deux Allemagnes, méconnue ailleurs.

« Toutes les minutes, un avion traverse la chambre, frôle le crochet du gant de toilette, le train d'atterrissage passe à cheveu du porte-savon. Au moment de se poser, dans les corridors d'atterrissage qui traversent les chambres, les avions ont été requis de faire moins de bruit. Les hôpitaux avaient porté plainte. Les avions se mettant en sourdine certes, mais c'est encore plus terrible qu'avant... » (2)

C'est ainsi que, en 1984, Ingeborg Bachmann — encore plus admirée pour sa poésie que pour sa prose — ressait Berlin : ville en ruine, déchirée, divisée (le Mur n'existe que depuis l'année précédente), maledite... Ville-hôpital, « lieu de hasards », maison de fous et d'invalides (à tout est mutilé, non par des balles mais de l'intérieur), où règne l'infirmité de nuit qui s'y va d'une piqûre qui vous transperce de part en part et reste fichée dans le matelas pour qu'on ne puisse plus se lever... Cité des rêves où « chacun toussait et espérait avec le thermomètre sous l'aisselle, sous la langue, dans le derrière ». Cité des mirages où « le plan est un tunnel, alors il faudrait aller directement dans le désert, on libérerait le chameau du zoo, on le détacherait de son piau, on le sellerait et on partirait pour le Brandebourg... »

Ce court texte, superbe vision métaphorique et surréelle de la « chambre berlinoise », Ingeborg Bachmann l'avait écrit comme discours de remerciement, lors de la remise du prix Büchner qui consacrait l'œuvre d'un des membres les plus remarquables du Groupe 47. Remerciement qui, comme une piqûre, transperce et, en quelques pages, vous transporte dans l'univers de son auteur. En même temps que ce discours (fut-il prononcé réellement ?), paraît dans la collection allemande de Jacqueline Chambon, aux éditions Actes Sud, un troisième roman inachevé : *Requiem pour Fanny Goldmann*, qui devait être le troisième volet d'une trilogie : *Maïna*, son premier roman publié en 1971 (Seuil, 1973) ; *Franza*, publié en 1979 (Actes Sud, 1985), et ce *Requiem pour Fanny Goldmann* qu'elle était en train d'écrire au moment de sa mort, en 1973, à quarante-sept ans, brûlée, et-on dit, par une cigarette qui aurait mis le feu à son lit.

Ebauche de roman, ce *Requiem*, tel que nous pouvons le lire, réduit aux dimensions d'une nouvelle, apparaît comme l'accroissement de l'autodestruction d'une femme et se raccorde parfaitement à l'univers des deux autres livres, analyse chirurgicale des « différentes façons de mourir ». Roman inachevé, en suspens, le *Requiem*, intitulé primitivement *Causes de décès*, raconte comment l'actrice vieillissante (la femme aux immortelles épouses des années 50) découvre, « avec une stupéfaction sans bornes », que son jeune amant s'est servi d'elle pour faire carrière, et se sent incapable de survivre à l'ingérence d'un tel geste. « Il avait consigné et déposé, dans son premier roman, ses sept cents nuits et aussi ses jours et ses heures d'éthylisme [à elle], il l'avait « éviscérée », transformée en bouclier, en viande à rôtir, en tout ce qu'on voulait, il l'avait abattue, elle était abattue sur trois cent quatre-vingt-six pages d'un livre... C'était un porc, elle ne trouvait que ce mot pour le qualifier. » C'est un assassinat : une femme est tuée, doucement, par un mufle...

Une remarque : le *Requiem* se passe à Vienne. Pas à Berlin. Qu'importe. C'est un beau texte européen. Et, en 1988, Berlin sera « capitale de l'Europe ».

(1) Voir l'article de Claire Tréan : *Berlin, 750 ans deux fois* (Le Monde du 31 janvier).

(2) Dans *Montauk*, Max Frisch, qui partage la vie d'Ingeborg Bachmann pendant les années 60, rapporte le même souvenir : « Maintenant, nous avons un appartement à Berlin. Le bruit des avions dans la journée ; on s'y est habitué, et l'attente éternelle si c'est le bruit d'un appareil qui descend ou qui s'élève. Les appareils qui descendent ont déjà sorti le train d'atterrissage quand ils apparaissent au-dessus de l'avenue. Les appareils qui s'élèvent volent plus haut, leur bruit est plus aigu, ce n'est pas un sifflement mais une pénétrante contrainte dans l'air entre les maisons. Cela commence à 7 heures du matin, la bonne heure pour se lever... » (Montauk, pp. 132-133, Gallimard, 1976.)

L'Espagne épique et intimiste de Mendoza

Un héros picaresque, Javier Miranda, pour symboliser, dans la Barcelone de 1917, l'odyssée d'une Espagne sans boussole.

LES héros de la tradition picaresque espagnole sont très souvent des jeunes gens naïfs, timides, un peu innocents, de condition modeste, que leur transparence même — leur statut de page blanche — désigne à devenir le centre de tout un jeu d'intrigues, de péripéties, d'affrontements, dont ils sont à la fois les spectateurs et les victimes. La fortune, l'ambition et le plaisir des grands, des puissants, des jouisseurs et des criminels se lisent dans leurs infortunes, leurs déboires, les vagues violentes de l'histoire qui viennent leur frapper le visage.

Javier Miranda, le narrateur de *La Vérité sur l'affaire Savolta*, s'inscrit parfaitement dans cette lignée des héros malgré eux, des révélateurs involontaires des grands mouvements d'une époque dont ils épousent la surface et sont secoués dans les profondeurs. Miranda est l'employé aux besoins occultes d'un avocat d'affaires, Cortabanyes, entendez qu'il exécute avec une totale ingénuité les diverses consignes que lui transmet son bon maître. Cela ne se passe pas à Séville au milieu du dix-huitième siècle, mais à Barcelone en 1917, et cela ne change pas grand-chose : l'Espagne a fait depuis longtemps semblant de ne pas changer.

Si elle n'a pas voulu changer dans les têtes, si elle s'habille toujours des oripeaux de sa grandeur passée — machisme et hiérarchie, honneur et respect, passion et pudibonderie, — l'Espagne du début de ce siècle est envahie par des flots nouveaux.

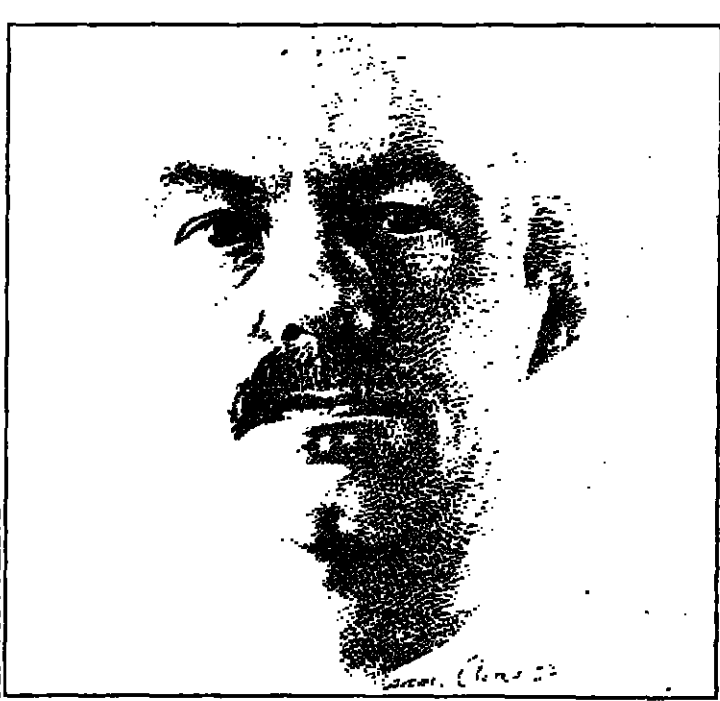
Ce n'est évidemment pas par hasard si le héros actif du roman, le « méchant », l'opposé de Miranda, est un étranger, un Français, d'origine trouble, Paul-André Leprince (quelle tortueuse étymologie dans ce double « p » !). C'est l'élément

étranger faisant irruption dans une société traditionnelle qui l'attendait comme le sauveur — on veut le porter à la mairie de Barcelone, le roi d'Espagne lui rend visite, la reine accepte de devenir la marraine de son enfant, — l'ange exterminateur d'une ère nouvelle que les forces exténuées de la vieille Espagne ne peuvent plus faire naître de leur propre sein. C'est le capitalisme triomphant, international, le violateur consenti d'où sortira l'Espagne nouvelle.

En face, il y a l'autre visage de l'avenir, tout aussi confus, tout aussi incapable de se dégager de ses routines et de ses rituels : les anarchistes, avec leur langue de bois et leur terroriste candeur, manipulés par les uns, exécutés par les autres (qui sont parfois les mêmes), artificiers d'embrasements magnifiques et sans lendemain, mécaniques dérisoires d'une histoire dont ils pensent être les acteurs et ne sont jamais que les caricatures et exemplaires victimes.

C'est à la frontière de ces deux mondes qui se haïssent autant qu'ils s'ignorent, qui s'entretuent dans des guerres qui ne sont même pas les leurs, que se situe *La Vérité sur l'affaire Savolta*. Et Eduardo Mendoza a parfaitement réussi, à travers une trame de style policier, à dresser un tableau à la fois épique et intimiste de la Barcelone des années 1912 à 1923. L'histoire paraissait hésiter et cafouiller entre le capitalisme parlementaire et l'anarcho-socialisme, pour finalement se résoudre à renvoyer dos à dos les deux protagonistes et à se réfugier dans les bras d'une dictature militaire totalement archaïque : c'est en 1923 qu'a lieu le coup d'Etat de Miguel Primo de Rivera.

Mais aussi flamboyant, aussi aigü



REBECCHE CLEVERE

qu'il puisse être, le roman d'Eduardo Mendoza ne saurait se limiter à une évocation de l'Espagne du début du siècle, dans ses grands mouvements de société comme dans l'effondrement des valeurs traditionnelles qui affecta alors les individus. Mendoza n'a que faire des reconstitutions.

La Vérité sur l'affaire Savolta a été écrit en 1975. Mendoza vivait alors depuis deux ans à New-York, où il devait demeurer jusqu'en 1982. C'est l'ouvrage d'un exilé, ou plus exactement d'un écrivain qui, dès avant la mort de Franco, a voulu prendre du recul par rapport à cette Espagne nouvelle qui faisait craquer de manière irrésistible le masque qu'un vieillard lui imposait d'une main cruelle. L'histoire ne se répète pas, certes, et la Barcelone

des années 20 ne ressemble en rien à celle d'aujourd'hui, mais, sous des maquillages différents, Mendoza y décèle les mêmes blessures, les mêmes antagonismes stériles, les mêmes engrammes de l'injustice, du mépris et de la haine, la même impuissance psychologique à se délivrer des vieux schémas mentaux, des antiques chaînes culturelles et à oser enfin aimer : faire l'amour à la vic plutôt que l'aborder avec un fardeau de préjugés, de mots qu'on ne prononce pas, de gestes qu'on retient, de désirs que l'on dissimule au risque de passer à côté du bonheur.

Comme dans tout bon roman picaresque, la « moralité » générale du livre est dessinée en miniature dans l'un de ses épisodes. Ici, il s'agit du mariage du héros,

Miranda, avec une jeune et belle gitane, Maria Coral. Ce mariage a été arrangé, manigancé, par Leprince, dont Maria est la maîtresse, mais Miranda et la gitane, sans jamais rien se dire, sans jamais s'être touchés même après leurs noces, en se déchantant, en se trompant, s'aiment exclusivement.

Ce thème du mariage blanc, d'une union de façade, d'une alliance trompeuse entre deux êtres que tout éloigne en surface et que tout rapproche en profondeur, fonctionne comme la façade intime, individuelle, du grand malentendu collectif, de la mauvaise foi dans laquelle s'enterme toute la société. Mendoza décrit ainsi le climat politique de Barcelone : « Après des années de luttes cruelles et constantes, tous les combattants (ouvriers et patrons, politiciens, terroristes et conspirateurs) avaient perdu le sens des proportions, oublié les motifs de leurs conflits et renoncé au succès. Plutôt unis par leur antagonisme et leur angoisse que séparés par leurs différences idéologiques, les Espagnols étaient en train de descendre, dans une cohue pleine de confusion, une échelle de Jacob renversée, dont les barreaux étaient une succession de vengeances et de matières enchevêtrées inextricables d'alliances, de dénonciations, de représailles et de trahisons qui menait tout endroit à l'enfer d'une intransigence née de la peur et du crime engendré par le désespoir. »

Et il enchaine immédiatement, sans transition : « A peine émus-nous mis les pieds dans notre nouvelle demeure que Maria Coral entreprit d'y faire les arrangements nécessaires pour que notre cohabitation soit accompagnée de la liberté et de la sécurité que m'imposaient ses désirs. Non sans étonnement de

ma part, car ces arrangements rendaient inutile tout le soin que j'avais mis à disposer notre mobilier, elle enleva mon lit (pourquoi pas le sien ?) de la chambre commune pour le mettre dans un cabiob obscur. Mes mépris de l'unité harmonique de la maison m'irrita, mais, en y réfléchissant, j'en arrivais à la conclusion que cela était mieux ainsi. Nos relations continuèrent à être aussi calmes qu'une nappe d'huile. » Du côté de l'histoire, l'engrenage d'une guerre aveugle ; du côté de la vie individuelle, l'établissement d'une paix stérile et désespérante. Entre ces deux pôles du mensonge, le pays sombre et les êtres s'éloient.

Ce va-et-vient du collectif au particulier, de la fresque au gros plan, de la description sociale au récit intimiste, Mendoza le rend possible et efficace grâce à un montage qui fait alterner les voix et les points de vue, les temps et les lieux. Ainsi chahuté, le récit de ces cinq années se débarrasse de tout ce qui pourrait apparaître comme une démonstration linéaire pour se charger de toutes les couleurs d'une palette somptueuse : du grotesque au subtil, du naïf au cynique, du politique au sentimental, du noir le plus profond à l'or le plus pur, du comique de la satire au tragique de la détresse. Mendoza utilise les ficelles du roman policier, les techniques de collage de Dos Passos, les éclairages d'Hollywood et le style brutal d'Hemingway pour écrire, dans la tradition picaresque, l'odyssée d'une Espagne sans boussole.

PIERRE LÉPAPE.
 * LA VÉRITÉ SUR L'AFFAIRE SAVOLTA, d'Eduardo Mendoza, traduit de l'espagnol par Jean-Marie Saint-La, Flammarion, 354 p., 128 F.

Handwritten signature or text at the bottom of the page.

THÉÂTRE

Festival d'Avignon avant-programme

Alain Crombecque et son équipe ont présenté le programme du 41^e Festival d'Avignon, en présence de l'adjoint au maire de la ville, dans les locaux de la CAECLÉ qui depuis quatre ans participe au financement de la manifestation.

Pour le quarantième anniversaire du Festival d'Avignon, qui se déroulera du 9 juillet au 6 août, Chaillet retrouve la Cour d'honneur. Antoine Vitez y présente en deux soirées l'intégrale du Souffler de saïn, de Claudel (du 9 au 21 juillet). La danse est cependant moins présente cette année à Avignon, et le seul spectacle musical sera aux Célestins, du 22 au 27 juillet, une création de Georges Aperghis, Faust et Rongda, qu'il aura donné en avant-première - c'est une opération de l'Action artistique - à Bail.

La danse est cependant moins présente cette année à Avignon, et le seul spectacle musical sera aux Célestins, du 22 au 27 juillet, une création de Georges Aperghis, Faust et Rongda, qu'il aura donné en avant-première - c'est une opération de l'Action artistique - à Bail. A l'église Saint-Pierre, les chœurs d'enfants de la Philharmonie de Prague chanteront le Chemin de croix des enfants, de Brecht et Benjamin Britten. A la Chartreuse, il y aura un stage dirigé par Olivier Messiaen, organisé par le Centre Accanto, venu d'Aix-en-Provence, du 8 au 20 juillet, qui donnera un ensemble de concerts du 10 au 20 juillet en plusieurs lieux, et du 15 au 30 juillet, également dans plusieurs lieux. On entendra les « musiques des grands fleuves du monde ».

Pinget auteur de l'année

Comme chaque année, il y aura des messes et de l'orgue. Le cinéma tournera autour des années 60, avec des documents prêtés par la vidéothèque de Paris, du 15 au 21 juillet à l'ancien palais de l'Archevêché, un cycle Jean-Marie Straub et Danièle Huillet - qui présenteront Von Stroheim réalisateur - suivi d'une rétrospective Kenneth Anger du 23 au 26 juillet, et, du 27 au 29, une sélection de films inédits de Bellocchio, Chantal Achermann, Ingmar Bergman, Terayama.

Le théâtre en tout cas est bien présent. La Comédie-Française vient avec deux auteurs contemporains, Pinter (Carnes, du 12 au 21 juillet) et Robert Pinget, Abel et Bata, (Carnes, du 25 juillet au 3 août). Ce dernier sera l'auteur de l'année, avec David Warrilow dont l'Hypothèse sera donnée aux Fénêtres blanches, du 11 au 19 juillet. Notons encore le Harpax, par Jean-Marie Patis (Coyelles, dates à préciser) et Lettre morte, par Charlyl Morel (Fénêtres blanches, du 25 juillet au 1^{er} août). Plus un festival radiophonique, réalisé en cours de festival.

Jérôme Deschamps présentera les Petits-Pas (Théâtre municipal, du 15 au 24 juillet), Alain Franpon, Une lune pour les déshérités, d'Engene O'Neill (Benoît XII, du 24 au 31 juillet), André Marcon, le Discours aux animaux, de Novarinus (Fénêtres blanches, du 15 au 19 juillet), Bruno Bötting, Noticias del Caribe (lycée Aubanel, du 13 au 31 juillet).

Tilly créera sa dernière pièce Y a bon Bamboulé (Benoît XII, du 10 au 18 juillet), Olivier Perrier, La Sentence des possesseurs (Fénêtres blanches, du 12 au 24 juillet), Bruno Bayen (Edipe à Colone (Chartreuse, du 15 juillet au 6 août), Sylvie Blocher et Gérard Halpern, Figures (gare de Ville-neuve, du 15 au 31 juillet). Enfin, le cirque Zingaro, qui a fait ses premiers armes sur les pavés d'Avignon, reviendra, officiellement cette fois, avec son chapiteau, du 15 au 26 juillet.

Le théâtre et ses espoirs : Patrice Chéreau vient avec ses élèves, avec qui il a monté Platonov, de Tchekhov (Chartreuse, du 20 au 29 juillet) et qui sont dirigés par Pierre Romans dans deux pièces de Kleist, Penthesilée (du 10 au 12 et du 24 au 26 juillet), et Caskarié et Heilbronn (Chartreuse, du 15 au 17, du 23 au 27 juillet). D'autre part, les élèves de l'École de Strasbourg, dirigés par Jacques Lassalle, joueront Les Acteurs de bonne foi, de Merivieux, et La Conquête du pôle sud, aux Célestins (du 10 au 18 juillet).

Expositions enfin : Aillaud-Arroyo et le théâtre, Louis Jouve, Armand Gatti ; des photos de Nicolas Treatt ; le cabaret où Barbara chantait ; la naissance du Festival. Le Monde recueillera ses relations avec Avignon pendant quarante ans.

Renseignements : bureau du Festival, BP 92, 84006 Avignon Cedex.

A Gennevilliers Bernard Sobel réussit le gros coup en montant, en France, l'un des sommets de l'histoire mondiale du théâtre : Nathan le Sage d'Ephraïm Lessing.

Disons d'abord qu'il est immense, incroyable, que le chef-d'œuvre de Lessing, Nathan le Sage n'a été joué que jamais été joué chez nous. Écrite en 1779, créée à Berlin en 1787, reprise à Weimar, par les soins de Goethe, en 1801, révisée aux Français par une traduction de Prosper de Barante en 1820, plusieurs fois retraduite depuis, elle aura attendu très longtemps pour être jouée ici. Les voies des échanges culturels sont décidément imprévisibles.

Si au moins c'était une œuvre « difficile » ! Mais non, même pas ! Par son propos séduisant, général, sur les races, la naissance, les religions, Nathan le Sage concerne forcément, et tient fortement en haleine, tous les spectateurs chrétiens, juifs, musulmans, et athées, ça fait quand même du monde. Et, dans la foulée, ses surprises, son allant, ses gaietés, cette pièce divertit sans interruption, et les trois heures quinze qu'elle dure filent comme un pet sur une toile cirée : on n'en croit pas sa longueur.

Le miracle est d'ailleurs là : c'est que la pièce de théâtre la plus vivante qui soit, la plus proche, la plus poignante, et la plus drôle, transbahute sans cesse les pensées les plus profondes sur ce qui nous touche au plus sensible, dans ce fait même de vivre.

Lessing écrit cette pièce, deux ans avant de mourir à cinquante et un ans, parce que le pouvoir décidé de lui interdire toute publication de ses idées en livre ou en journal. L'action de Nathan le Sage est située à Jérusalem. Le sultan Saladin (musulman) laisse la vie sauve à un prisonnier de guerre, un Templier (chrétien). On sait que les Templiers appartenaient à un ordre religieux-militaire chargé de protéger les pèlerins en Terre sainte, et quand le sultan en attrapait un vivant, il le mettait à mort. Voyant une maison brûler, ce Templier, qui est très jeune, et qui, nous dira-t-on,

« Nathan le Sage », d'Ephraïm Lessing Embrassades à Jérusalem

en avait assez de la vie ce jour-là, se jette dans les flammes, et sauve une jeune personne qui est la fille de Nathan (juif), un personnage très singulier, grand voyageur, grand négociant, et très aimé des juifs de Jérusalem pour l'intelligence apaisante de ses conseils : le peuple l'appelle Nathan le Sage.

L'action de la pièce implique quelques autres protagonistes, un très bizarre derviche, trésorier du sultan (parce que seul un ex-pauvre sait avoir l'élégance de donner aux pauvres), et qui ne rêve que d'aller se baigner dans le Gange, un « Patriarche », sorte de super-évêque, qui figure ce que le haut clergé catholique avait de plus intolérant, une servante chrétienne employée chez Nathan, une sœur du sultan, un moine aux ordres du Patriarche (mais qui le hait).

Manifeste de tolérance

Mais Lessing met essentiellement aux prises le musulman (le sultan), le chrétien (le jeune Templier) et le juif (Nathan), alternant chocs confessionnels et négociations monétaires, à seule fin de nous dire que l'appartenance religieuse ne nous dissocie en rien. « Méprisez mon peuple tant que vous voudrez, dit Nathan au Templier. Nous n'avons ni l'un ni l'autre choisi notre peuple. Sommes-nous notre peuple ? Le chrétien et le juif sont-ils chrétien et juif avant d'être hommes ? »

Plus qu'un manifeste de la tolérance à proprement parler (ce qu'elle est aussi), la pièce invite à faire preuve, au jour le jour, avec tout un chacun, d'ouverture d'esprit, de générosité, d'imagination créatrice, au-delà des données de l'état civil, de la naissance.

Lessing a, plus que personne, presque le génie des répliques absolument inattendues, qui vous tombent tout droit d'un infini d'insinuer, ou de courir, répliques grandioses, qui vous clouent. Et, en même temps, par-dessous sa leçon magistrale terriblement « humaine », il enfante toute une trame comique, on la limite du comique, car nous saurons en fin de compte que la « fille » du juif Nathan est chrétienne, qu'elle est la sœur du Templier, ce qui fait devenir périlleuse la liaison de ces deux amoureux, et que le chrétien (et presque intégriste)

Templier est le propre fils du frère du musulman sultan. Embrassades générales sur les deux jours, sous l'œil calme de Nathan le Sage, qui jamais rien n'étonne.

Résumer ainsi, c'est trahir. Il faut entendre et voir cette pièce pour en éprouver le génie, la suprême dimension d'esprit, la noblesse, la bonté, la joie. Occasion de dire, en passant, que, sur des propos du même ordre, une œuvre française est parue en 1967, une œuvre de même aversure que celle de Lessing, à savoir Le Capitif amoureux de Jean Genet (Gallimard), qui a été incroyablement négligée par les médias (mais pas par le Monde).

Nathan le Sage est réalisée avec une parfaite présence d'esprit, un art très aigu des nuances, et une beauté rare du « spectacle », par Bernard Sobel. Décor très étendu

« Britannicus » au Carré Silvia Monfort

Après Phèdre, Bajazet, Silvia Monfort poursuit avec Britannicus un cycle Racine. Elle joue Agrippine, bien sûr.

Racine a-t-il peint Néron trop mauvais ou trop bon ? Quand Britannicus fut créé, le subtil dosage de son jeune tyran fit beaucoup jaser. A tel point qu'il s'en justifia dans sa seconde préface. Dans la mise en scène de Jean-Louis Bally, la question ne se pose même pas tant le Néron de Daniel Colas n'est qu'un bouffon grotesque gâté, sans profondeur aucune. Très loin du monstre naïf qui nous enivre se déclarer et cherche des couleurs à ses méchantes actions dépeint par Racine.

Ce point de vue de l'acteur (ou du metteur en scène ?) sur son personnage fausse la perspective. Et les scolaires, au fond de la salle, ricangent un peu. Pour le reste, ils se taisent, ils écoutent, car un des mérites de ce Britannicus est de nous faire goûter au plaisir de l'alexandrin. Sagement dit, dans une mise en scène non moins sage qui se contente de pointer du doigt, ça et là, par-dessus l'épaule de ces Romains raci-

niers, le dix-septième siècle, la cour et ses rites de représentation. Tout commence, et tout finit, à la lueur d'une bougie. Tout se joue devant trois portes, surmontées d'un fronton, ouvertes, fermées, entrebâillées, selon.

Silvia Monfort - c'est la raison d'être de ce Britannicus - est donc Agrippine. Un port de reine décline, mais flamboyante. Un cœur machiavélique rompu aux intrigues, mais où vibre encore, ça et là, une crédule maternité. Et quand, au quatrième acte, elle affronte Néron, lui rappelle toutes les ruses, toutes les trahisons dont elle a dû user pour pouvoir lui dire : « Vous régnez », elle est totalement convaincante. Ses gestes sont précis, épurés.

Jean Néron campe à ses côtés un Narcisse faux jeton, perfide et décadent à souhait. La toute jeune Coraly Zahonero, dans le rôle de Junie, n'est pas dépourvue de flamme. Mais c'est la fougue, la souplesse de diction de Jean-Paul Bordes (Britannicus) qui nous retient le plus dans cette représentation honnête, à défaut d'être captivante.

ODILE QUIROT. Au Carré Silvia Monfort, 106, rue Branelon.

Monstres sages

Après Phèdre, Bajazet, Silvia Monfort poursuit avec Britannicus un cycle Racine. Elle joue Agrippine, bien sûr.

Racine a-t-il peint Néron trop mauvais ou trop bon ? Quand Britannicus fut créé, le subtil dosage de son jeune tyran fit beaucoup jaser. A tel point qu'il s'en justifia dans sa seconde préface. Dans la mise en scène de Jean-Louis Bally, la question ne se pose même pas tant le Néron de Daniel Colas n'est qu'un bouffon grotesque gâté, sans profondeur aucune. Très loin du monstre naïf qui nous enivre se déclarer et cherche des couleurs à ses méchantes actions dépeint par Racine.

Ce point de vue de l'acteur (ou du metteur en scène ?) sur son personnage fausse la perspective. Et les scolaires, au fond de la salle, ricangent un peu. Pour le reste, ils se taisent, ils écoutent, car un des mérites de ce Britannicus est de nous faire goûter au plaisir de l'alexandrin. Sagement dit, dans une mise en scène non moins sage qui se contente de pointer du doigt, ça et là, par-dessus l'épaule de ces Romains raci-

OPÉRA

« Don Giovanni » au Châtelet

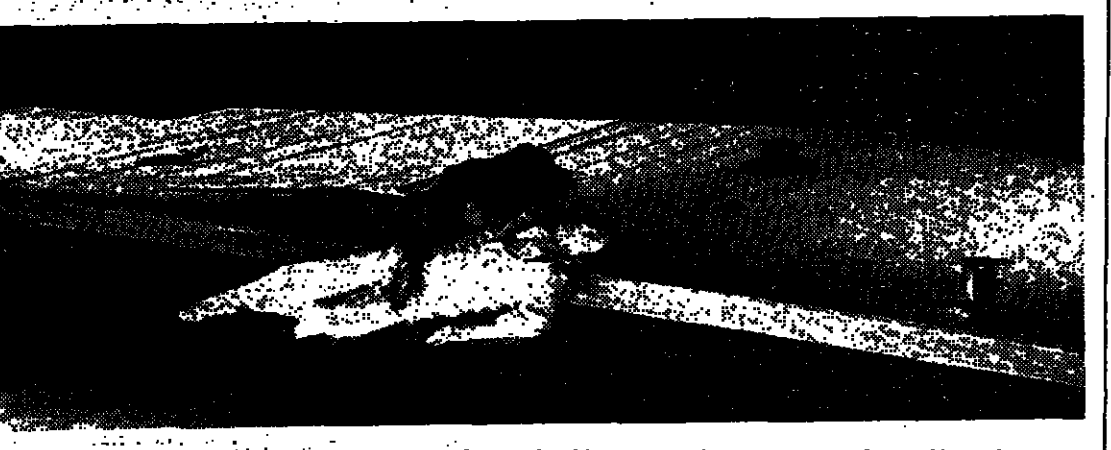
Etincelant, mais un peu court

Le succès du Don Giovanni, présenté par la Monnaie de Bruxelles au TMP-Châtelet, vient opportunément remettre de l'ordre dans nos idées lyriques. L'opéra, c'est d'abord du théâtre, une équipe, un travail serré sur la musique et le livret, et non quelques stars faisant leur numéro dans le désert.

Dans sa mise en scène de Don Giovanni, nonobstant ses fantaisies dramaturgiques qui entachaient quelque peu sa superbe réalisation de la Clémence de Titus (le Monde du 2 juillet 1982), le metteur en scène Karl-Ernst Herrmann a interprété rigoureusement l'œuvre de Mozart, avec des moyens simples, en collaboration étroite avec le chef d'orchestre, Sylvain Cambreling.

On est au théâtre, sur ce plateau entouré de lourds rideaux qui se soulèvent d'un côté ou de l'autre pour dévoiler une porte, une cour de ferme, un ruisseau paysage coloré à l'italienne et, lors des deux finales, tout au fond, le velours étoilé de la nuit. Les éclairages rassats allongent les silhouettes jusqu'à la caricature ; ils viennent de l'extérieur, sans aucun réalisme, ou se concentrent sur le petit escalier de l'avant-scène, fief de Leporello, avec le petit placard où il dissimule ses menus lucius.

A la deuxième scène morte du sol un obélisque, symbole primitif de « la passion prédonnéisme » des personnages ; à la fin, un créateur s'ouvre dans le plancher, engloutissant dans la fumée et les flammes le librettin.



rot caillille de Leporello et par un réducteur dépourvu de scrupules, voire de toute dimension religieuse ou athée : José Van Dam, superbement en voix, tombant et carressant, « év » d'un justaucorps orange, l'amuse à conquérir « mille et trois » filles avec les gestes les plus précis, utilises charme, astuce et autorité sans chercher midi à quatorze heures, ni passer à défilier qui que ce soit dans ce monde ou dans l'autre. Il ne croit pas à toutes ces sottises, est prêt à son propre piège, tombe dans le trou et c'est fini.

Quant au Commandeur, d'apparence ténébreux et sans perruque, arraché à son sommeil, puis stupéfié dans une fuge de vieux philosophe radoteur latin, il perd toute majesté d'outre-tombe.

Ce n'est sans doute pas un parti pris réducteur de la part des maîtres d'œuvre, mais simplement leur approche naturelle, en notre fin de siècle qui ignore toute métaphysique. Car Sylvain Cambreling se son côté, si intelligent et sensible par ailleurs, paraît quelque peu mal à l'aise dans les moments où l'étoffe du drame devient plus complexe, où, au-delà de la comédie, se lèvent des perspectives mystérieuses, essentiellement, aux deux extrémités. Fourviture dans laquelle il se par-

vient guère à équilibrer les puissantes colonnes du drame secouées de synopses, des gammes flamboyantes, les effluves pathétiques, les ongles massacrants et le jeu découronnant de la comédie qui s'annonce, puis la scène finale, prise en général dans un tempo trop rapide, tracée d'une pointe foudroyante et sèche qui en atténue la force grandiose.

Pitoyable résidu de rêve

Sans doute aussi le jeune Orchestre de la Monnaie n'a-t-il pas encore la somptuosité et la finesse sonores nécessaires pour s'élever à l'étage suprême du génie mozartien, même s'il excelle à en traduire la vitalité et l'intelligence.

En revanche, on ne saurait trop louer le travail du metteur en scène et du chef dans tout ce qui est jeu théâtral ; il n'est pas un réductif, un air, un ensemble qui soit schématisé, qui n'atteigne à la plénitude de son développement, tant chaque geste, chaque mouvement semblent appelés par la musique, soumis à une baguette infallible, que ce soit l'immense scène du bal qui n'a jamais été si précisément déployée, ou tel air d'Elvire (Mi tradi) jouant avec le tas informe des vêtements de Don Giovanni, pitoyable résidu de

son rêve et de son désespoir, pour ne citer que ces deux exemples.

A côté de Van Dam, Don Giovanni étincelant et un peu court, et de Malcolm King, extraordinaire de vitalité et d'intelligence, sans jamais sortir de son rôle de valet égrillard et borné, la distribution, très homogène, est justement dessinée : une toute jeune et charmante Elvire (Barbara Madra), rose ardente que Don Giovanni a bien tort de dédaigner, la belle Donna Anna d'Edith Wiens (remplaçant Ashley Putnam), flamboyante et dramatique, malgré une voix quelque peu dure et parfois acide, Stuart Burrows, qui donne sa véritable consistance à Don Ottavio par son port, son timbre et son phrasé d'une grande noblesse, Joanna Kozłowska, solide paysanne fraîche, naïve et touchée, et le Masetto vigoureux, millement boné, de Marcel Vanaud, enfin Koles Kovacs en Commandeur quelque peu amnésié.

Mis à part les réserves faites, ce spectacle plein d'enchantements, de détails savoureux et exquis, mérité d'être vu, et le public, venu en foule, ne s'y est pas trompé.

JACQUES LONCHAMPT. Prochaines représentations les 13, 17, 20 mars à 20 heures, les 15 et 22 mars à 15 heures.

CINÉMA

« Un adieu portugais », de Joao Botelho

L'indicible douleur d'être

Dans un entretien paru dans la dernière livraison des Cahiers du cinéma, le metteur en scène d'Un adieu portugais nous dit son admiration inconditionnelle pour John Ford, qu'il perçoit non plus comme le maître du récit cinématographique mais comme l'éternel exilé, hanté par un passé insaisissable.

Joao Botelho a lui aussi très tôt connu la fièvre, l'exil, l'impossibilité d'être. Ce qu'il raconte cette fois, après Conversa acabada (1981), l'amitié de deux poètes qui se suicident à vingt ans de distance, c'est un peu le suicide d'une nation, l'incapacité à faire l'indispensable retour en arrière, à assumer tout un passé : d'abord une guerre coloniale de treize ans qui n'était pas tout à fait une guerre, plus récemment, une « soi-disant révolution », celle de 1974. Cette tristesse qui ne cesse de traverser le cinématographique portugais, ce deuil permanent, Joao Botelho les assume une fois pour toutes. Le récit se déploie en deux tranches parallèles, la guerre en noir et blanc, une guerre non héroïque, où l'on semble marcher inlassablement contre des fantômes ; puis le Portugal aujourd'hui, douze ans après.

Un jeune sous-lieutenant saute sur une mine, tout ça très propre. Là-bas, une famille de petits pay-

sans vient à Lisbonne voir le fils cadet et la veuve de l'abbé tué à la guerre. Pourquoi, comment, inutile de chercher des explications. Le temps s'est arrêté, saisi par la mort. La guerre coloniale, c'est surtout un souvenir diffus, des cartes postales loin de tout héroïsme, de tout sens. Le vers était déjà dans le fruit. La vie « normale » a repris pour les survivants au pays natal. Vivent-ils vraiment ? Vivaient-ils déjà ? Comment exorciser quarante-huit années d'ordre moral salazarien ?

Joao Botelho répond à sa façon, par un dépouillement de l'image au-delà du concevable. Non pas de la géométrie sans âme, au contraire. Mais comme le négatif du quotidien le plus familier, avec cette couleur particulière aux films portugais, recouvert par la patine du temps. Le cinéma, entre les mains des metteurs en scène du Tage, devient l'ascèse suprême, l'exorcisme par excellence, le retour à zéro, à un point de départ où l'existence trouverait un sens, le Portugal une histoire.

LOUIS MARCORELLES.

Advertisement for Bernard Noël's 'Théâtre par le bus' exhibition, featuring a list of items for sale and contact information for the Fondation Deutsch de la Meurthe.

Advertisement for a mineral exhibition (14-15 MARS) at the Hotel Paris-Hilton, featuring fossils and precious stones.

Culture

DANSE

Trois créations
par le Ballet de l'Opéra de Lyon

Les retombées de l'euphorie

A la Maison de la danse de Lyon, Guy Darmet accueille le ballet de l'Opéra municipal avec trois créations. On attendait surtout Monnier-Duroure ; c'est William Forsythe qui force l'enthousiasme.

Après son triomphe new-yorkais, le Ballet de l'Opéra de Lyon a le vent en poupe. La troupe, électrisée, est prête à se lancer dans les paris les plus fous. Sa directrice, Françoise Adret, n'a pas laissé retomber cette euphorie et présente à la Maison de la danse un programme — également créé à New York — qui a permis aux danseurs de se montrer à visage découvert après leurs performances masquées dans la Cendrillon de Maguy Marin.

Très attendu, *Mama Sunday*, Monday and Always est l'adaptation par Mathilde Monnier et Jean-François Duroure d'un duo, *Extasis*, qui les propulsa à la pointe de la jeune danse française. Ils sont quatre couples, saisis dans la lumière de projecteurs de studio, à jouer de l'ambiguïté de tatus frissonnants sous l'imperméable mastic, à se balancer sur leurs jambes demi-déployées comme des samouraïs en gougette, à plonger dans le tulle moussieux sur des airs rugueux de Kurt Weill.

Après ce début fracassant, une danseuse en voile et collant chair se multiplie par quatre. Mais déjà l'énergie s'est diluée. Perdus le mordant, la cruauté, l'hystérie des corps. Perdus l'émotion. Mais pouvait-il en être autrement ?

Extasis, ce fut le sursaut vital de deux danseurs en rupture de compagnie, lui transfiguré chez Pina Bausch, elle de chez Verret, échappés à leurs démiurges, se libé-

rant dans une création urgente, irrépressible. Cette fièvre existentielle, ce désir de se projeter en tous sens, de faire l'ange et la bête, supporte difficilement d'être reproduit de l'extérieur, même par une troupe bien intentionnée.

Le mordant, la cruauté, l'énergie brute se sont retrouvés ailleurs, dans le *Septext* de William Forsythe. Sur un plateau d'une blancheur assasine, des danseurs vêtus de noir puis une fille en collant rouge bougent les bras selon une gestuelle précise. Deux des garçons esquissent un pas balancé baroque interrompu par la danseuse. Un adage av graphisme par commence, coupé net par une flûte de la musique, et l'ambiance tourne à la corrida.

Mais chez Forsythe rien n'est gratuit ni abstrait. Ses rapports asymétriques entre les danseurs (1+2, 1+3) — que l'on trouve aussi chez Gallotz, — les ceintures du mouvement, les éclipses de la « chaconne » de Bach, suggèrent un univers mental perturbé.

Septext permet de saisir la démarche d'un chorégraphe américain de trente-huit ans, aujourd'hui directeur de la danse à l'Opéra de Francfort, qui, par l'aide de son chorégraphe (bien dans la suite de Balanchine) et son hypersensibilité, ouvre des perspectives nouvelles au ballet.

Après une telle stimulation servie par la performance de l'interprète Pascale Michèle, le traitement de la *Symphonie en trois mouvements* de Stravinski, par Nils Christie, « un pur produit hollandais », paraît sans relief. Cette danse de pré-à-porter sur patron standard paraît bonne tout au plus à assouplir la compagnie.

MARCELLE MICHEL

* Maison de la danse, jusqu'au 24 mars, relâche les 16 et 23 mars.

« A nos héros », au Centre Georges-Pompidou

La danse transparente de Preljocaj

Il n'aura pas fallu longtemps à Angelin Preljocaj pour dépasser les influences qui l'ont mené à la chorégraphie : le classique d'abord et la rigueur de ses codes, la liberté d'expression de Karin Waener, le pur mouvement de Viola Farber.

Chez Dominique Bagouet, il a fait ses gammes et affirmé, avec *Marché noir* et *Larmes blanches*, le sens de la composition et la force du geste.

A nos héros, créé à Champigny en juin dernier (voir *Le Monde* du 19 octobre 1986), programmé maintenant à Beaubourg, ne ressemble à rien de déjà vu.

Sur scène, un monument gris, austère, se dégage des fumées. Soit ses statues, il sert de repoussoir aux évolutions des danseurs, vêtus de drap gris, qui quadrillent l'espace de signes nerveux, secs, sans abandon.

Sont-ils vivants, sont-ils déjà figés en un rêve de pierre ? Parfois l'un d'eux se détache du groupe, se plaque au sol sous les injonctions d'une musique d'apocalypse ou développe dans un parcours solitaire une série de mouvements à la rigueur pantographique. Angelin Preljocaj ne propose pas une exaltation dramatique du culte du héros se référant au mythe universel. Il part au contraire d'une forme travaillée mais vide de substance pour construire un portrait-robot de héros.

Sa danse, neutre, transparente, dégagée de tout préliminaire littéraire, rappelle la façon dont Jean-Claude Gallota retrouvait, dans

Daphnis et Chloé, l'essence des rapports amoureux. Ici l'érotisme surgit d'un fond de mémoire collective s'empare peu à peu des hommes, des femmes, et les met, par une gestuelle à la fois subtile et désolée, en condition de héros.

Un conditionnement que le chorégraphe étendra à un autre thème, la foi, dans sa prochaine création consacrée à Jeanne d'Arc et prévue pour le 27 avril à Champigny.

M. M.

* A nos héros, Beaubourg, grande salle du sous-sol, du 12 mars au 15 mars, 20 h 30, dimanche, 16 heures.

MARIGNY BELMONDO KEAN

soirée 20 heures
dimanche 15 heures

Pas de matinée le samedi

OFFICIERS MINISTERIELS VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique OSP
64, rue La Boétie, 45-63-12-86

APPARTEMENT type F3 à CHENNEVIÈRES-SUR-MARNE

avec CAVE et EMPLACEMENT POUR VOITURE
M. à P. : 120 000 F

PAVILLON à CHAMPIGNY-SUR-MARNE (94)

MISE A PRIX : 200 000 F

PROPRIÉTÉ 81, rue Nungesser-et-Coli à PIERREFITE-SUR-SEINE

Mise à prix : 180 000 F

Communication

Polémiques autour du cahier des charges d'Antenne 2

Inquieté chez les producteurs privés, sérénité à la Société française de production (SFP). La publication, dans ses grandes lignes, du projet de cahier des charges d'Antenne 2 (le Monde du 12 mars) a déconcerté une profession mécontente d'avoir été tenue à l'écart de son élaboration. Dans sa rédaction actuelle, en effet, le document impose aux chaînes du service public des obligations moindres en matière de production que celles appliquées aux télévisions privées.

C'est ainsi que la Société des réalisateurs de films (SRF) et la Société des auteurs et compositeurs dramatiques (SACD) estiment que le maintien de cette décision porterait « gravement atteinte à l'idée, maintes fois affirmée par le gouvernement, que le service public doit être la référence de l'audiovisuel ». Ces deux organisations demandent en conséquence, dans un communiqué commun, qu'Antenne 2 et FR3 « soient soumises aux obligations de quotas et de production des chaînes privées ».

La revendication identique à la Fédération française des producteurs de films et de programmes audiovisuels : celle-ci propose plus précisément que les chaînes publiques soient chaque année contraintes de diffuser trois cents heures de fictions françaises et de consacrer 15% minimum de leurs ressources à la production. Deux exigences inspirées par celles retenues par la Commission nationale de la communication et des libertés (CNCL) pour la « 5 » et M6. La Fédération française de producteurs réclame, en outre, l'obligation immédiate pour Antenne 2 et FR3 de programmer 50% de fictions françaises (60% émanant de la CEE). Sur ce point, le dispositif

prévu par le gouvernement lui apporte déjà partiellement satisfaction : cette contrainte s'appliquera aux heures de grande écoute dès l'entrée en vigueur du nouveau texte — prévu pour début avril au plus tard — pour les feuilletons, téléfilms, séries, dessins animés, etc. Les chaînes conservent jusqu'en 1990 une marge de manœuvre pour les tranches horaires de la matinée et de l'après-midi.

De son côté, la SFP approuve discrètement ces revendications. Mais elle ne s'inquiète pas vraiment, pour elle-même, de la suppression immédiate dans le futur cahier des charges du système de commandes obligatoires qui la liait jusqu'à présent à Antenne 2. Les deux sociétés négocient en effet un accord-cadre prévoyant, selon la direction de la SFP, « un volume satisfaisant d'activité ». Selon certains sources, il porterait sur un chiffre d'affaires d'environ 460 millions de francs pour l'année en cours contre 500 millions effectivement réalisés l'an dernier. Un recul certes, mais encore modeste.

Le son de cloche est évidemment totalement différent à Antenne 2 et au ministère de la culture et de la communication, où le projet de cahier des charges est considéré comme un compromis « équilibré » entre les ressources de la chaîne et les multiples missions que son statut de chaîne publique continuera à lui imposer : des communications du gouvernement, la représentation des fictions régionales de FR 3 en passant par le sous-titrage — prévu — des clips vidéo. Des contraintes bien réelles, mais dont on ne voit pas en quoi elles pourraient rassurer les producteurs privés.

P.-A. G.

En déposant un recours contre les décisions de la CNCL

Les producteurs veulent obtenir une réglementation du marché

Les chaînes privées ont-elles le droit de produire les programmes qu'elles diffusent ou doivent-elles acheter auprès de producteurs indépendants ? La loi de septembre 1986 penche pour la seconde solution en stipulant que la Commission nationale de la communication et des libertés doit « fixer la part maximale d'émissions produites par l'exploitant ». Cette séparation entre les rôles de producteur et de diffuseur, déjà inscrite dans le plateau RFR-UDF sur l'audiovisuel, est réaffirmée récemment par M. Raymond Barre en ce qui concerne essentiellement de la relance des industries de programmes.

Elle est calquée sur la réglementation américaine qui oblige les télévisions à acheter leurs programmes de fictions aux « majors » d'Hollywood ou aux producteurs indépendants. Ceux-ci restent ainsi propriétaires de leurs œuvres après leur passage sur une chaîne nationale et peuvent les revendre aux stations locales, aux réseaux câblés ou à l'étranger. Une série d'amortissements successifs qui leur permet de dégager des bénéfices et de réinvestir dans la production.

Une interprétation restrictive

Mais la CNCL a cassé cette logique économique en donnant une interprétation restrictive de la loi. Les cahiers des charges de la Cinq et de M6 empêchent seulement les chaînes de recourir à « leurs moyens propres de production pour la réalisation de fictions ». Et, lors des audi-

tions publiques des candidats, M. Gabriel de Broglie, président de la CNCL, a précisé que cette disposition ne visait que la fabrication technique des programmes. Une chaîne privée pourrait donc confier la réalisation de ses fictions à des prestataires de service extérieurs tout en restant propriétaire des droits de commercialisation du programme, ce qui était déjà le cas depuis 1974.

Considérant que l'esprit et la lettre de la loi ont été détournés, la Fédération des producteurs de films et de programmes audiovisuels va déposer un recours gracieux devant la CNCL. Les producteurs veulent obtenir une véritable réglementation du marché et une clarification des rôles. S'ils ne l'obtiennent pas, ils pourraient se tourner vers le Conseil d'Etat et demander l'annulation des cahiers des charges de la Cinq et de M6.

En face d'eux, les nouveaux propriétaires des chaînes privées s'apprêtent à résister pied à pied. La Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion, les groupes de MM. Hersant et Berlusconi ont chacun leurs filiales de production et comptent bien drainer vers elles une part importante du chiffre d'affaires de leurs télévisions. Une stratégie de groupe, économiquement bien compréhensible, mais qui risque fort d'entraîner la libre concurrence sur le marché. La CNCL qui doit veiller au respect de cette concurrence se trouve ainsi placée au pied du mur.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

Nouvelles radios commerciales en Grande-Bretagne

Une révolution bien tranquille

LONDRES de notre correspondant

Le gouvernement britannique vient de présenter un Livre vert sur le développement de la radio en Grande-Bretagne dans les vingt prochaines années et a réussi le tour de force d'aller encore plus loin que ne le voulaient les adeptes du tout-commercial, sans toucher au service public.

Dans un pays entièrement dominé par la BBC, l'arrivée de nouvelles radios commerciales et locales est une révolution. Mais elle se fera très tranquillement, entre 1990 et 1995. A condition, bien sûr, que M^{rs} Thatcher soit réélue.

Le Livre vert prévoit la mise en place progressive d'un maximum de trois nouveaux réseaux nationaux de radio commerciale (payés par la publicité) et de centaines de radios locales ou communautaires, en plus des réseaux actuels de la BBC.

Aujourd'hui, la radio, en Grande-Bretagne, ce sont les quatre programmes nationaux de la BBC et ses trente stations locales, financées par la redevance. A côté de ce mastodonte (75% de l'écoute), existent

quarante-sept radios locales indépendantes qui vivent de la publicité.

Le ministre de l'intérieur, M. Douglas Hurd, a presque réussi à faire plaisir à tout le monde. Son Livre vert rejette tout d'abord les propositions faites l'automne dernier par la commission Peacock sur l'avenir de la BBC. Elle préconisait la privatisation des radios BBC 1 (rock et pop music) et BBC 2 (musique légère).

Libération de fréquences

La BBC devra simplement céder aux nouveaux venus deux des huit fréquences qu'elle utilise aujourd'hui, notamment pour doubler sa diffusion, sur FM et ondes moyennes, afin de mieux atteindre certaines régions où la réception est mauvaise. De plus, à partir de 1990, la Grande-Bretagne disposera d'une nouvelle fréquence sur la bande FM, grâce à des accords internationaux. La place existante, dans pour trois nouveaux réseaux commerciaux, une excellente nouvelle pour les avocats des radios privées, qui s'en attendaient qu'on.

A cela s'ajoutera, pour répondre aux demandes des associations locales ou des communautés linguistiques et ethniques, la possibilité de créer à partir de 1996 autant de radios qu'elles le veulent, sur une fréquence FM délaissée à cette date par les secours d'urgence qui l'occupent en ce moment.

Fidèle à l'image de marque du gouvernement Thatcher, M. Hurd a tracé les limites du rôle que l'Etat, veut jouer dans cette « radio du vingt et unième siècle » : créer le cadre de la concurrence. Pour le reste, il appartiendra à tous ceux qui peuvent avoir un soutien financier, donc publicitaire, de se faire connaître et demander une licence d'exploitation. La BBC, elle, devra se contenter d'une augmentation de la redevance liée directement à l'indice des prix.

Les changements s'accompagneront d'un allègement important des contrôles exercés aujourd'hui sur les radios, comme sur les télévisions privées, par l'Independent Broadcasting Authority (IBA), un organisme national. M. Hurd parle d'une autorité plus simple, simple « garde-fou pour le consommateur ».

Les radios nouvelles s'annoncent plus l'obligation, comme aujourd'hui, de respecter un équilibre scrupuleux entre « l'éducation, l'information et le divertissement ». Si elles diffusent des informations, elles devront simplement « s'engager à respecter l'importance et la vérité ».

Le Livre vert prend cependant toutes les précautions pour que les ondes britanniques ne deviennent pas aussi confuses que les ondes françaises depuis le développement des radios libres : aucune station locale n'aura le droit d'émettre au-delà de son comté (en gros l'équivalent du département). Et aucun groupement religieux ou politique ne pourra obtenir une licence d'exploitation.

(Interim.)

« A bord entre British Telecom et le satellite Astra. — British Telecom vient de signer un accord avec la Société européenne de satellites pour la commercialisation des canaux de satellites luxembourgeois Astra après des opérations britanniques. Cet accord pourrait faciliter le transfert sur Astra des chaînes de télévision européennes thématiques (Screen Sports, Children Channel, etc.) actuellement diffusées par le satellite à moyenne puissance Intelsat V. C'est la première fois qu'un organisme européen des postes et télécommunications traite avec une société privée de satellites en dehors de l'Organisation Européenne. British Telecom a par ailleurs réservé huit canaux de télévision sur le satellite Intelsat II qui sera lancé en 1989. Ces deux décisions confirment la rétrospective qu'attend pour l'entreprise de télécommunication britannique, récemment privatisée, sur le marché de l'audiovisuel.

Vente au palais de just. de CRÉTEIL le Jeudi 26 mars 1987 à 9 h 30

GRANDE CHAMBRE

Rte. C, 1^{er} étage droit, porte face à VINCENNES (Val-de-Marne) 13 et 15, rue des Vignerons et 38, avenue Franklin-Roosevelt

Vente au Palais de Justice de CRÉTEIL (94), le Jeudi 26 mars 1987, à 9 h 30

APPARTEMENT type F3 à CHENNEVIÈRES-SUR-MARNE

avec CAVE et EMPLACEMENT POUR VOITURE
M. à P. : 120 000 F

Vente au Palais de Justice de CRÉTEIL, le Jeudi 26 mars 1987 à 9 h 30

PAVILLON à CHAMPIGNY-SUR-MARNE (94)

MISE A PRIX : 200 000 F

Vente au Palais de Justice de CRÉTEIL (94), le Jeudi 26 mars 1987, à 9 h 30

PROPRIÉTÉ 81, rue Nungesser-et-Coli à PIERREFITE-SUR-SEINE

Mise à prix : 180 000 F

Vente de just. Paris, Jeudi 26 mars 1987, à 14 h

PROPRIÉTÉ à CAUMONT

appelée « CHATEAU DU MATRE », style Louis XIII et sur dépendances
Cantonnée 15 ha 88 a 78 ca - M. à P. 2.310 000 F
S'adresser à M^{rs} C. BERNARD, avocat, 37, rue de Lille à Paris (7^e), tél. : 42-48-45-46.

Vente d'immeuble par. Paris, Jeudi 26 mars 1987 à 14 h

LOGEMENT à PARIS 14^e

18, rue d'Assas - 14^e arrondissement - Paris
M. à P. : 50 000 F. S'adresser à M^{rs} M. MERCIER et M^{rs} M. MAGLIU, avocats, 18, rue de Liège à Paris 9^e - Tél. : 43-37-18-90.

Cabinet de la SCP P. VERDIER - D. VINDRE, avocats associés, 1, rue de Valenciennes, 27400 LOUVIERS - Tél. 32-40-25-43 (réseau interurbain SCI GEORGE-V) - Vente à l'amiable des cédés de titres de grande instance d'ÉVREUX, au Palais de Justice d'ÉVREUX le Mercredi 1^{er} Avril 1987, à 14 heures

UNE PROPRIÉTÉ aux ANDELYS (27)

département de l'Eure, comprenant 18 a 17 PÈCES sur 3 étages et d'une maison à usage de dépend. de 4 pous sur 2 étages
CONT. TOT. 3 ha 38 a 75 ca - Mise à prix : 500 000 F.

Vente au Palais de Justice de Créteil, le Jeudi 26 mars 1987 à 9 h 30

UN STUDIO à VINCENNES (94)

10-36, bd de la Libération, rue Debraux sans n^o, rue Clément-Vautour n^o 4 et n^o 5 - avec entrée, cuis. a. de la w.-c., placard, cave, parking.

Vente aux enchères au Tribunal de Nanterre (92) le Jeudi 19 mars 1987 à 14 heures

APPARTEMENT à RUEIL-MALMAISON

(Hauts-de-Seine)
3 pièces, confort, air au étage et une cave
rue de la Mésange, numéro 18
MISE A PRIX : 180 000 F
Visite le 11 mars 1987 à 11 h (entrée 18, rue de la Mésange), M^{rs} Wille, avocat, 7, avenue de Madrid, 92200 Neuilly-sur-Seine.

Handwritten signature or mark at the bottom of the page.

هنا من الأدلة

Spectacles

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX
BARRIO CHINO Petit Odéon (43-25-70-03), 18 h 30.

LES SALLES SUBVENTIONNÉES
OPÉRA (47-42-57-50), 19 h 30: Périod d'Amour.

LES AUTRES SALLES
AMANDIERS DE PARIS (43-66-12-17), 20 h 30: Transport des femmes.

Le Monde Informations Spectacles
42-81-26-20
Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles.

Jeudi 12 mars
THÉÂTRE 18 (42-26-47-77), 20 h 30: La Secouade Surprise de l'Amour.

LES CAFÉS-THÉÂTRES
AU BEC FIN (42-96-29-35), 20 h 30: En manches de chemise; 23 h 30: Tous les plâtres en un seul coup.

LES FILMS NOUVEAUX
BLOODY BIRD (*). Film italo-français de Michele Soavi. V.a. Forum Arco-Ciel, 1^{er} (42-97-47-77).

CINÉMA
(42-25-10-30) : Marignan, 8^e (42-59-52-82) : Biarritz (42-62-20-40) : Nation, 12^e (42-43-06-67) : Galaxie, 13^e (42-50-18-03) : Gaumont-Alésia, 14^e (42-37-94-94) : UGC Boulevard, 15^e (42-74-94-94) : Métropole, 17^e (42-46-06-67) : Pathe-Clichy, 18^e (42-22-46-01).

LES EXCLUSIVITÉS
LES ADELPHES A MATYORA (Sov., v.a.) : Epée de Bois, 5^e (42-37-57-47) ; Cosmos, 6^e (42-44-22-80).

MOSQUITO COAST (A. v.a.) : Gaumont-Halles, 1^{er} (42-97-47-77) ; Hauffville, 6^e (46-33-79-38) ; Bretagne, 6^e (42-22-72-80) ; Ambassade, 8^e (42-59-18-03) ; George-V, 8^e (42-62-41-46) ; Eucural, 13^e (47-27-82-04) ; Gaumont-Parناسse, 14^e (42-35-30-40) ; V.J. : Paramount-Opéra, 9^e (47-42-56-31) ; Nations, 12^e (42-43-04-67) ; Métropole, 17^e (42-46-06-67) ; Pathe-Clichy, 18^e (42-22-46-01).

LES FILMS NOUVEAUX
EXTREMITIES (*). Film américain de Robert M. Young. V.a. Forum Arco-Ciel, 1^{er} (42-97-47-77) ; Saint-Germain-Hachette, 5^e (46-33-63-20) ; George-V, 8^e (42-62-41-46) ; V.J. : Paramount-Opéra, 9^e (47-42-56-31) ; Bastille, 11^e (42-36-16-50) ; Faubourg, 13^e (42-31-56-86) ; Miramar, 14^e (42-20-89-52) ; Convention Saint-Charles, 15^e (42-33-00) ; Pathe-Clichy, 18^e (42-22-46-01).

PARIS EN VISITES
« Le vieux Moufflard », 14 h 30, métro Cour-Darbois (Filles-du-Caire). « Le château de la Reine blanche, évocation de la Bièvre », 14 h 30, angle de l'avenue des Gobelins et de la rue de la Reine-Blanche.

CONFÉRENCES
Foyer Saint-Jacques, 61, boulevard Saint-Jacques, 20 heures : « Etres-vous manipulés ? (M. Djayabala Varma). FNAC Montparnasse, 17 heures : « Le ciel va-t-il nous tomber sur la tête ? (Les Amis de la Terre), MM. Aimeudin, chercheur au CNRS, P. Deschamps, directeur de l'Environnement, et Verhille Atocben (Animation F. Monier, de l'Express).

THEATRE AREA CHATILLON
LES BOULINGRINS LA COMMISSAIRE EST BON ENFANT LA POURSUITE DES COUPES
LOCATION 46 57 2211 ET FNAC

THEATRE 14 JEAN-MARIE SERREAU 45.45.49.77.
VERA BAXTER
MARGUERITE DURAS
MISE EN SCÈNE : JEAN-CLAUDE AMYL

musique et chants d'Anatolie
ven. 13 mars 14 h 30 dim. 15 mars 20 h 30
ADNAN ATAMAN
PRIX UNIQUE 45 F LOC. 2 PL. DU CHATELET 4274 2277

Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision, accompagnés d'articles de présentation, de jugements, d'illustrations et de la liste commentée de tous les films, sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté dimanche-lundi. Les émissions signalées ci-dessous par un triangle noir sont celles qui ont fait l'objet d'un article dans le dernier supplément. Les carrés placés après le titre des films expriment notre appréciation : □ A éviter ■ On peut voir ■■ Ne pas manquer ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Jeudi 12 mars

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 23.30 Série : Colombo. Inculpé de meurtre. Magazine : L'enquête. L'homme du toit : Felipe Gonzalez, le social-réalisme; Les grandes batailles de la hi-fi; Point de repère; Survivre à son industrie; Visez juste; L'enjeu de l'innovation.
- 23.25 Journal.
- 23.45 Magazine : C'est à dire. Emission de Lucie Perrot. Avec Dominique Desanti.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 23.30 Cinéma : Le pachot. □ Film français de Georges Lautner (1967). Avec Jean Gabin, Dany Carrel, Jean Gabin, Maurice Garrel, Félix Martin, André Frossard, Serge Gainsbourg.
- 21.55 Pétinages artistiques. Championnats du monde à Cincinnati.
- 22.45 Judo magazine. Présenté par Daniel Bülalian. Prises : interdit aux moins de dix-huit ans ou le quartier des médias.
- 23.50 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 20.05 Cinéma : Docteur Jivago. ■■ Film américain de David Lean (1966). Avec Omar Sharif, Julie Christie, Alec Guinness, Rod Taylor, Geraldine Chaplin, Tom Courtenay, Klaus Kinski.
- 21.05 Lesu de la bourgeoisie russe de la fin de siècle dernier. Youri Jivago devient médecin, se marie, est pris dans la guerre et la tourmente révolutionnaire de 1917. Il aime une autre femme et se trouve doucement confronté à l'éthique politique et social nouveau.
- 23.15 Journal.
- 23.45 Archi-clips. Prêdite : à la nuit. Images cabilières de Debussy, par Emile Naoumoff, piano.

CANAL PLUS

- 20.35 Cinéma : Béton rouge. ■ Film français de Rachid Bouchareb (1984). Avec Jacques Peau, Pierre-Loup Rajot, Hamton Gracia. Trois chômeurs végètent en banlieue par-

sienne cherchent à partir pour Baton-Rouge, la capitale américaine du blues. Rives et aventures, regards sans mépris sur les problèmes sociaux et la condition des « beurs ». 21.55 Flash d'informations. 22.05 Cinéma : (1963). Avec Todd Armstrong, Nancy Kovacks, Gary Raymond. 23.45 Basket (Coupé des clubs champions) [en direct]. Kanuff-Ortizier : les meilleurs moments de Madrid-Tel Aviv. 1.15 Téléfilm : Attention à la pente.

LA 5

- 20.30 Téléfilm : Désespoir. 22.15 Série : Thriller. Un appel fatidique. 23.00 Série : Mission impossible. 23.50 Série : Supercopier. 0.45 Téléfilm : Désespoir.

M 6

- 20.30 Série : Starsky et Hutch. L'épidémie (2^e partie). 21.30 Cinéma : La borne. ■■ Film français de Pierre Granier-Deferre (1970). Avec Jean Gabin, Ekonomu Hirt, Christian Barbier. Un riche fermier, régent sur ses terres et sa famille, va rendre sa justice lui-même contre des truands qui ont mélangé son petit-fils à un trafic de drogue.
- 23.00 Magazine : Club 6. 23.30 Flash d'informations. 23.25 Magazine : Club 6. 0.00 Flash d'informations. 0.05 Musique : 6 Nois. 0.15 Flash d'informations.

FRANCE-CULTURE

- 20.30 Le cheval de bois, de Serge Ganzl. 21.30 Mimi-gue : Musiques limitées. Mesure pour mesure, musique de Maurice Maré; Les musiciens de l'ARFI; Quatuor mixte de Lyon. 22.30 Nuits magiques. Les gens... tout de même; Histoires de couples. 0.10 Du jour au lendemain.

FRANCE-MUSIQUE

- 20.30 Nuits parallèles. (concert donné le 17 novembre 1986 à Saint-Germain-en-Laye) : Interférences, pour violoncelles, de Taira; From ja Beyond Chrysanthemus and November Fog, pour violon et piano, de Tadamitsu; Cloud Fall, pour hautbois de Ichihyungui; Sonate pour piano, Ebenmann IV pour violoncelle et Géométrie pour violon et piano de Tania; Barbara Marcinkowski (violin), Hervé Hodan (violoncelle), Bernard Fauchet (piano), Adèle Anriol (violin), Jacques Vanderville (hautbois); à 22.08, concert (donné le 20 novembre 1986 au Centre Pompidou) : Anabata, de Jean-Claude Elkay.

Vendredi 13 mars

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 13.50 Série : Les bannis.
- 14.45 Feuilleton : Cœur de diamant (10^e épisode).
- 15.15 Pétinages artistiques. Championnats du monde à Cincinnati.
- 16.35 Béné de vous voir.
- 17.00 Variétés : la chance aux chansons.
- 17.30 La vie des Botes.
- 18.00 Feuilleton : Huit, ça suffit.
- 18.25 Mini-journal, pour les jeunes.
- 18.45 Jeu : la roue de la fortune.
- 19.10 Feuilleton : Santa-Barbara.
- 19.40 Cocoricooboy.
- 20.00 Journal.

LA SAMARITAINE - VOUS Y VENDREZ !

-20% SUR UNE LARGE SÉLECTION DE JEANS HOMME FEMME, ENFANT.

JUSQU'AU 21 MARS

Samaritaine

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 13.45 Feuilleton : Le cœur au ventre (2^e épisode).
- 14.45 Magazine : Ligne directe.
- 15.40 Feuilleton : Riva Carnot.
- 16.10 C'est encore mieux l'après-midi.
- 17.35 Récré A2.
- 18.06 Feuilleton : Madame est servie.
- 18.30 Magazine : C'est la vie.
- 18.50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
- 19.15 Actualités régionales.
- 19.40 Le nouveau théâtre de Boulevard.
- 20.00 Journal.
- 20.30 Série : Deux filles à Miami.
- 21.20 Apogées.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 13.45 Feuilleton : Le cœur au ventre (2^e épisode).
- 14.45 Magazine : Ligne directe.
- 15.40 Feuilleton : Riva Carnot.
- 16.10 C'est encore mieux l'après-midi.
- 17.35 Récré A2.
- 18.06 Feuilleton : Madame est servie.
- 18.30 Magazine : C'est la vie.
- 18.50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
- 19.15 Actualités régionales.
- 19.40 Le nouveau théâtre de Boulevard.
- 20.00 Journal.
- 20.30 Série : Deux filles à Miami.
- 21.20 Apogées.

Magazine littéraire de Bernard Pivot. Sur le thème Générations, sont invités : Edouard Bled (J'avais un an en 1900), Alain Besançon (Une génération), Hervé Hanoua et Patrick Roman (Génération, tome 1 : Les années de plomb), quatre lycéens lyonnais et Jean-Marcel Bouguereau (22 Lycéens).

22.35 Journal.

22.45 Cini-club : Les bas-fonds new-yorkais ■■ Film américain de Samuel Fuller (1960). Avec Cliff Robertson, Dolores Dora, Estacio Kay, Robert Emshard, Richard René (v.a.). Un adolescent dévot assiste au meurtre de son père, trahi par quatre hommes dans une rue sombre. Pendant des années, il les recherche à travers la pégre pour se venger.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 14.00 Documentaire : L'enracinement.
- 14.30 Millésime : l'encyclopédie du vin.
- 15.00 Prêdite bis. Gaires de Scarlatti, Schumann, Chopin et chants populaires d'Amérique du Sud.
- 16.00 Documentaire : Communiquer. De Gutenberg à Goebck.

- 17.00 Feuilleton : Demain l'amour.
- 17.55 Paroles de bêtes : La lune.
- 18.00 Feuilleton : Edgar, détective cambrioleur.
- 18.25 Paroles de bêtes : Le cheval.
- 18.30 Feuilleton : Flipper le dauphin.
- 18.57 Juste ciel, petit horizon.
- 19.00 La 19-20 de l'information.
- 19.55 Dessin animé : Mythe 31.
- 20.04 Jeux : La classe.
- 20.30 Feuilleton : Les Bots du sang. 3^e épisode.
- 21.30 Portrait. Jean Le Poulain.
- 22.25 Journal.
- 22.55 Archi-clips. Quand le bâtiment va... Prêdite : la nuit. Symphonie n°4 en la majeur, de Mendelssohn.

CANAL PLUS

- 14.00 Cinéma : La femme aux chapeaux. ■■ Film américain de Michael Curtiz (1949). Avec Kirk Douglas, Lauren Bacall, Doris Day. 16.00 Cinéma : Halloween (La nuit des masques). ■■ Film américain (1978). Avec Donald Sutherland, Jamie Lee Curtis, Nancy Loomis. 17.25 Série : Cisco Kid. 18.00 Flash d'informations. 18.05 Dessin animé. 18.15 Jeu : Les affaires sont les affaires. 18.40 Jeu : Maxibonche. 18.45 Top 20. 19.05 Zénith. 19.50 Flash d'informations. 19.55 Feuilleton : Mythe 31. 20.02 Maxibonche. 20.05 Starquiz. 20.34 Jeu : Maxibonche. 21.00 Cinéma : La chatte. ■■ Film français d'Henri Decoin (1958). Avec Françoise Arnoul, Bernard Blier, Bernard Willès. En 1943, une jeune femme, attirée dans un réseau de résistance, donne le pieu aux occupants. Un officier allemand qui se fait passer pour un journaliste suisse, et est chargé de la piéger s'éprend d'elle. Drame de guerre inspiré de faits réels mais qui est traité comme un conte romantique. 22.42 Flash d'informations. 22.55 Cinéma : Guerre et passion. ■■ Film anglais de Peter Wyatts (1979). Avec H. Ford, L.A. Down. 0.40 Cinéma : L'émancipée. □ Film français de M. Caputo (1985). 2.05 Cinéma : Les bas de sole noirs. ■■ Film français de Burt Tanburge (1980). Avec C. Schwartz, G. Van Hove, E. Buret, R. Allan. 3.25 Cinéma : Males qui a été Harry ? ■■ Film américain d'A. Hitchcock (1956). Avec Edmund Gwenn, John Forsythe, Shirley McLaine. 5.00 Téléfilm : Maitres au crépuscule.

LA 5

- 14.10 Série : Star Trek. 15.05 Série : Supercopier. 15.25 Série : Clips. 16.50 Dessin animé : Les Schtroumpfs. 17.20 Dessin animé : Princesse Sarah. 18.00 Série : Arnold et Willy. 18.25 Série : Jaime. 22.45 Série : Elroy d'Or. 23.40 Série : Mission impossible. 20.30 Feuilleton : Riva Carnot (4). 22.10 Série : Thriller. 22.25 Boxe : Championnat européen des poids plume. Marc Amat-Valerio Natl. 0.30 Série : Supercopier. 1.25 Feuilleton : Riva Carnot (4).

M 6

- 14.00 Feuilleton : L'homme de Picardie (3^e épisode).
- 14.30 Henri Guillaume raconte... Blaise Pascal (2^e partie).
- 15.00 A.M. Magazine. 16.45 Jeu : Mégaventure. 17.30 Musique : L'été. 19.00 Série : La petite maison dans la prairie. L'incendie (1^{re} partie). 19.30 Journal. 19.45 Série : La petite maison dans la prairie. L'incendie (2^e partie). 20.15 Jeu Le 20.20. 20.30 Série : Dynamite. L'alerte. 21.30 Série : Cagney et Lacey. Un des scénaristes. 22.30 Ciné-Club : Tous les autres s'appellent Ali. ■■ Film allemand de Rainer Werner Fassbinder (1973). Avec Brigitte Mira, El Hedi Ben Salem, Barbara Valentin, Irm Hermann, Rainer Werner Fassbinder. Une femme de soixante ans, de conditions modestes, devient la maîtresse d'un travailleur marocain qui pourrait être son fils. L'union de deux exilés (l'une dans sa vieillesse, l'autre dans un pays étranger) qui provoque la haine et un racisme vicieral. 0.30 Magazine : La saga du rock. (vidéo).

FRANCE-CULTURE

- 20.30 Le temps de se parler. Avec Albert Jacquard, généticien. Jacques Robin, biologiste, René Passet, économiste, Gilberte Ravaleau, chargée de mission au ministère de l'économie, Henri Sézeq, chargé de mission au ministère de la Fonction publique et du plan. 21.30 Musique : black and blue. Un certain Frank Butler. Invité : Francis Holstein. 22.30 Nuits magiques. Les gens... tout de même; Histoires de couples. 0.10 Du jour au lendemain.

FRANCE-MUSIQUE

- 20.30 Concert (donné le 15 mai 1986, salle Pleyel) : Khamma, de Debussy; Alcornoque, cantate pour soprano, mezzo-soprano et ténor; de Ravel; Symphonie n°1, de Dukas; Jeux, par l'Orchestre national de France, dir. Ernest Bour; sol : Hélène Garetti (soprano), Sandra Browne (mezzo-soprano), Josef Protchka (ténor). 22.28 Les séries de France-Musique. A 22.50, Les pêcheurs de perles; 0.30 Mété-métronome.

Informations « services »

MÉTÉOROLOGIE

Evolution probable du temps en France entre le jeudi 12 mars à 0 heure et le dimanche 15 mars à 24 heures.

De vendredi à dimanche le temps restera assez beau sur la moitié sud, mais deviendra de plus en plus maussade dans les régions du Nord.

Vendredi : malgré quelques risques d'ondées localisées sur les Pyrénées et les Alpes, le jour sera généralement ensoleillé sur le reste du pays. De la Bretagne au Limousin et à l'Aquitaine le temps restera largement ensoleillé après quelques brumes matinales.

De la Marche au nord du Massif Central, à la Franche-Comté et à l'Alsace-Lorraine après une matinée ensoleillée, le temps deviendra maussade dans l'après-midi avec un risque d'averse sur le Nord-Est.

Sur les Pyrénées et les Alpes, lente amélioration du temps. On peut s'attendre toujours à quelques averses. Les régions méditerranéennes verront quelques éclaircies.

Un vent faible à modéré de nord à nord-est soufflera sur la majeure partie du pays. Il sera plus sec sur les côtes atlantiques.

En Méditerranée, le vent d'est sera assez faible. Les températures minimales stationnaires seront toujours négatives sur la moitié nord, sur la côte bretonne avec 2 à 4 degrés dans le nord-ouest, elles s'aviviseront 0 à 5 degrés dans le Sud-Ouest et 5 à 8 degrés dans le Sud-Est.

Dans l'après-midi elles atteindront un maximum de 4 à 7 degrés dans le Nord-Est, 7 à 11 degrés sur le reste de la moitié nord, 11 à 15 degrés sur la moitié sud.

Samedi 14 mars : de la Bretagne au Nord, le ciel sera maussade dès le matin. Sur les autres régions, temps beau et froid le matin avec des brumes dans l'animation du pays, ainsi que dans l'Est.

Un cours de la journée, des passages maussade progresseront vers le Sud-Est

et affecteront le soir les régions allant de l'Aquitaine au Massif Central, au Jura et aux Alpes.

Les températures minimales seront de l'ordre de -1 à -3 degrés sur la moitié nord, et de 2 à -1 degrés sur la moitié sud.

Les températures maximales seront de l'ordre de 8 à 10 degrés dans le Sud, et de 2 à 5 dans le Nord.

Dimanche 15 mars : quelques maigres améliorations encoire le matin le Massif Central et les Alpes, et le temps ensoleillé se généralisera ensuite sur les régions du Sud.

Sur la moitié nord, le temps restera gris et brumeux le matin avec quelques brèves éclaircies. L'après-midi, développement de quelques éclaircies au sud de la Seine.

Les températures maximales seront en hausse et devraient être légèrement positives (0 à 3 degrés) sauf dans l'Est (aux environs de -2 degrés).

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4440

1	2	3	4	5	6	7	8	9
I								
II								
III								
IV								
V								
VI								
VII								
VIII								
IX								
X								
XI								

HORIZONTALEMENT

I. Viser dans une optique populaire. - II. Faire preuve de bonne volonté. Gracie qui se donne de la main à la main. - III. Invités à prendre la queue, ils sont souvent à la traîne. - IV. Abaissement fatal d'une prise de bec. Divinité. - V. Expression de l'âme japonaise. Commis. - VI. Lieu de séjour avant les Cent-Jours. L'Irlande. - VII. Celui d'un rigolo peut nous faire ordure. Trimardas. VIII. Celui de la robe mère est moins séduisant que celui de la reine d'un jour. Roulet. - IX. On a un peu de celle qu'on admire beaucoup. - X. Précède le directeur pour le secondar. Conjonction. - XI. Démonstratif. Arrosee dans l'espoir de récolter.

VERTICALEMENT

1. Prises du bon côté, elles permettent d'utiles rapprochements. - 2. Indispensable au corps ou inopportun à l'esprit. Terre qui fut sans doute logiquement vendue. Langue morte. - 3. Épousent parfois des bergères. On prépare le recevoir en liquide. - 4. On la casse en vue d'une réparation. Très dédaigné. - 5. En rogne. Grecque. - 6. Faire une carvée de patates. Elle nous permet de faire tout ce qui est contre notre gré. - 7. Très raffiné. Symbole de l'administration. - 8. Voyage gratuit. Se proposer à occuper la cour.

Solution du problème n° 4439

Horizontalement

I. Souffleur. - II. Escrou. Le. - III. Réclamate. - IV. Rac (are). Suiz. - V. Enonc. Ma. - VI. Jalousie. - VII. Ouest. - VIII. Re. Oté. - IX. Ne. Ader. - X. Veines. - XI. Stariette.

Verticalement

1. Serre-joints. - 2. Octonauts. - 3. Urofolée. Va. - 4. Fol. Not. Ver. - 5. Filt. Cui. II. - 6. Ase. Ans. - 7. Na. Odet. - 8. Utisme. Test. - 9. Rasserter.

GUY BROUTY.

Sont publiés en Journal officiel du JEUDI 12 mars :

UN DÉCRET

N° 87-161 du 5 mars 1987 fixant les conditions générales d'attribution et de retrait de la qualité de sportif de haut niveau ;

DES ARRÊTÉS

De 5 mars 1987 portant création d'un certificat d'aptitude professionnelle de laminage ;

De 27 février 1987 fixant les dates des épreuves écrites du concours d'entrée à l'Ecole normale supérieure en 1987.

JOURNAL OFFICIEL

SUR MINTEL

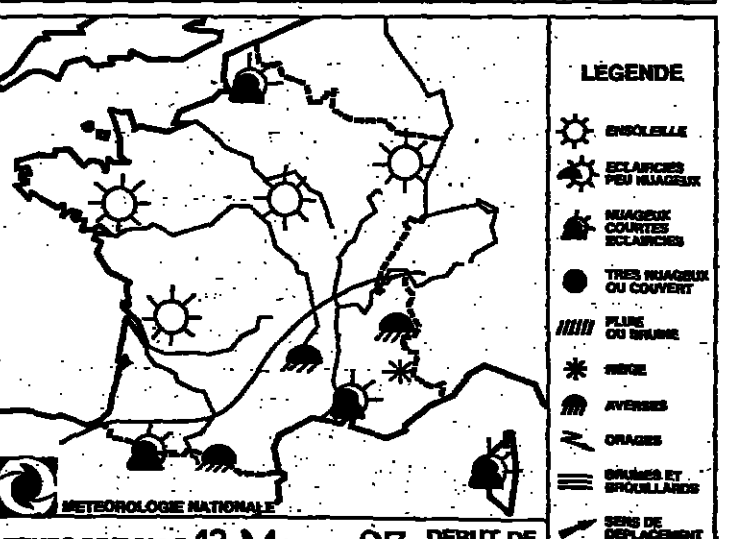
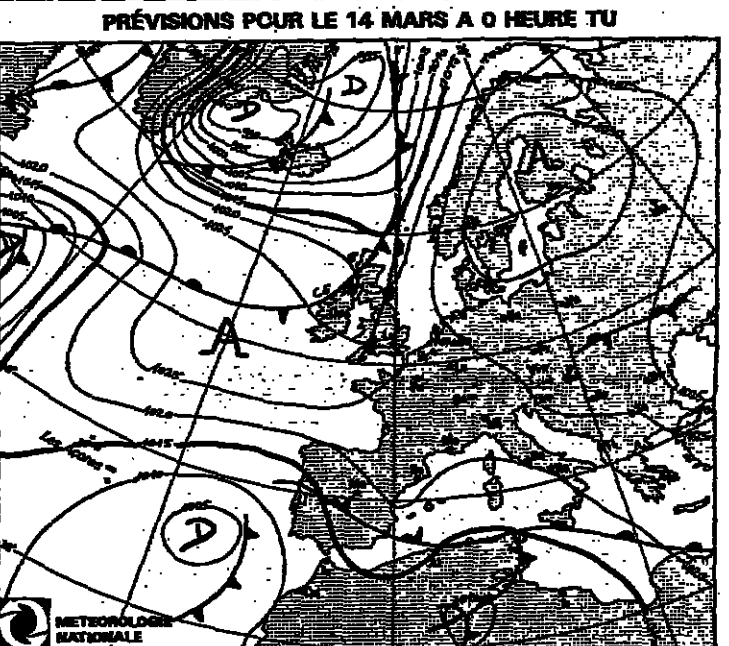
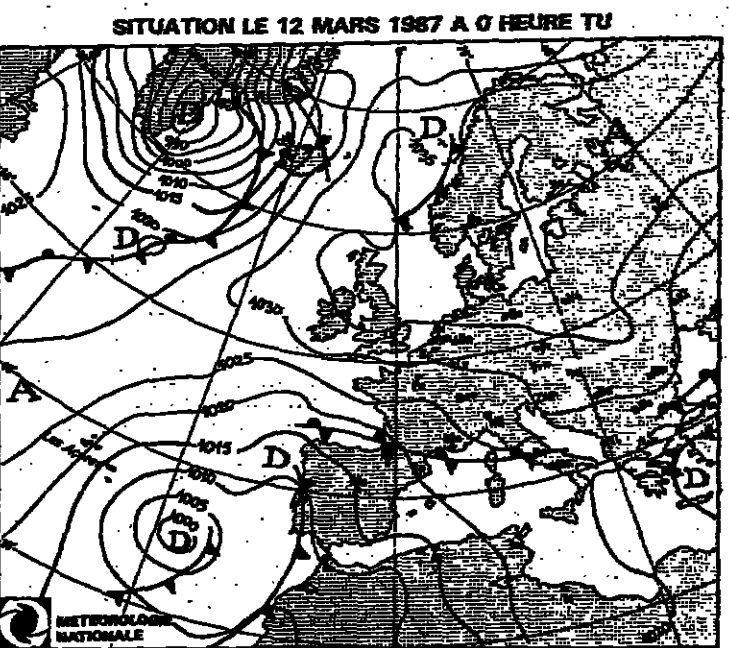
Prévisions complètes

Météo marine

Temps observé Paris, province, étranger

36.15 Taper LEMONDE

paie METEO



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé

Valeurs extrêmes relevées entre le 11-3 à 6 h TU et le 12-3-1987 à 6 h TU

FRANCE			ÉTRANGER		
Localité	Max	Min	Localité	Max	Min
ANGERS	7	3	ALGER	15	11
BORDEAUX	14	4	AMSTERDAM	10	5
BRESCIA	9	2	ATHÈNES	14	9
CHARENTAIS	11	6	BAGNOSE	16	10
CORSE	11	6	BELGIQUE	12	7
CORNICHE	11	6	BRESCIA	11	6
CORNICHE	11	6	BRESCIA	11	6
LYONS	11	6	BRESCIA	11	6
NANTY	11	6	BRESCIA	11	6
NANTES	11	6	BRESCIA	11	6
PARIS	11	6	BRESCIA	11	6
SAINT-DENIS	11	6	BRESCIA	11	6
STRASBOURG	11	6	BRESCIA	11	6
			BRESCIA	11	6

★ TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

الموسم

Sports

Le Carnet du Monde

Échecs

CYCLISME : Paris-Nice

Kelly maître du Ventoux

On ne croyait pas à bien dire en affirmant que Paris-Nice commençait sur les pentes du mont Ventoux. Il ne s'est strictement rien passé avant que le peloton groupé n'atteigne le géant de Provence, mercredi 11 mars, durant la troisième étape, longue de 240 kilomètres, qui conduisit les coureurs de Saint-Etienne au Châlet-Reynard. Pendant sept heures, ils ont roulé à un train de séateur sans esquiver la moindre attaque. Le col de la République, escaladé à 25 kilomètres-heure, n'a provoqué aucune cassure et la moyenne générale n'a guère dépassé. Les 30 kilomètres-heure. On faisait aussi bien à l'époque héroïque, et les cyclo-sportifs de la « Marmotte » ou de la « Lison-Robet » qui franchissent trois cols, dont le Galibier et l'Isoard, au cours de la journée font inconsciemment mieux. En dépit de l'allure relativement lente, la première marche du Ventoux (1 150 mètres d'élévation en 16 kilomètres) a causé des dégâts considérables. Cinquante coureurs ont perdu 10 minutes et davantage sur Sean Kelly, premier au Châlet-Reynard devant Stephen Roche et le Breton Roman Penec, révélation du Tour de France 1986. C'est la preuve que de nombreux routiers sont encore à court de forme, les hommes les moins bien préparés étant aussi les plus sensibles au froid qui régnait sur les massifs de haute Provence blanchis par la neige. Pour Kelly, vainqueur dans cette épreuve depuis 1982 et candidat à une sixième victoire consécutive, il était important de triompher à cet endroit stratégique. Le favori logique a ainsi précisé ses ambitions. Mais l'autre Irlandais, Stephen Roche, tient bon. Quant à Laurent Fignon, à la recherche d'une condition encore incertaine, il est parvenu à se hisser dans le haut du classement, à 48 secondes des deux leaders, précédant Ruttiman, Zimmermann, Bagot, Yves Madiot, Pascal Simon et Caritoux, le régional de l'étape. Sans oublier Christophe Lavainne ni l'excellent Patrice Esnault. Le résultat est encourageant.

FOOTBALL : Championnat de France

Marseille rejoint Bordeaux

L'Olympique de Marseille, vainqueur de Metz (3-2), a mis à profit la vingt-sixième journée du championnat de France de football, disputée mercredi 11 mars, pour rejoindre les Girondins de Bordeaux, tenus en échec à Lens (0-0), en tête du classement.

LES RÉSULTATS

Table with 2 columns: Match, Score. Rows include Lens et Bordeaux 0-0, Marseille h. Metz 3-2, Toulouse et Lille 0-0, Auxerre h. Brest 1-0, Le Havre h. Nantes 1-0, Monaco et RC Paris 0-0, Nancy h. Nice 1-0, Paris-SG et Toulon 0-0, Lens h. Saint-Etienne 2-1, Sochaux et Rennes 1-1.

Naissances

Le vicomte Bertrand BESAN-CENOT et la vicomtesse, née Maud de TINGUY de POUËT, Marie-Doha et Hortense sont heureux de faire part de la naissance de Lionel et Laurent-Jérôme, le 8 mars, à Paris.

Laurence et Michel RAMAJO font part de la naissance de leur fille Mary, à Paris, le 10 mars 1987.

Isabel Henri RAMAJO, et Arlette André LEBLANC font part de la naissance de leur petite-fille, Mary, à Paris, le 10 mars 1987.

Décès

M. le C.V. (R) Jacques Le Bihan, M. Philippe Le Bihan-Henot, ont la douleur de faire part du rappel à Dieu de M. Jacques LE BIHAN, né Vera Jankov, leur épouse et mère, survenue le 10 mars 1987.

Le service religieux sera célébré le vendredi 13 mars, à 10 heures, en la chapelle de l'hôpital Sainte-Anne, à Toulon.

L'inhumation aura lieu à 15 h 45, dans le caveau de famille, au cimetière orthodoxe russe de Cannes, à Nice.

Avenue A-Battard, N.D. des Routes, 83200 Toulon.

Jean-René et Hélène Guillot, Marie-Rose Allais, Philippe et Yvonne-Michèle Allais, Gilbert et Hélène Allais, Etienne et Yvonne Allais, Gérard et Séverine Allais, Jean-François et Isabelle Allais, ses enfants.

Ses vingt-sept petits-enfants et onze arrière-petits-enfants. Les familles parentes et alliées, ont la tristesse de faire part du décès de Paul ALLAIS, ingénieur en chef honoraire à la SNCF, chevalier de la Légion d'honneur, survenue le 7 mars 1987, dans sa quatre-vingt-neuvième année.

Comme je vous ai aimé, vous aussi. Aimez-vous les uns les autres. (Jean XXIII - 34.)

L'inhumation a eu lieu dans l'intimité, le 10 mars 1987.

Un service d'action de grâce sera célébré, le samedi 14 mars, à 16 heures, en la chapelle de Juvigny de l'église réformée de France, 3, avenue J.-Jaurès, Athis-Mons.

Cet avis tient lieu de faire-part. 37, rue du Sillay, 93160 Episy-sur-Orge.

Le président et le conseil d'administration de l'Association des membres de l'Inspection générale de l'administration du ministère de l'Intérieur ont la tristesse de faire part du décès de Georges BARRES, inspecteur général de l'administration, directeur administratif à l'Institut français du pétrole, survenue le 8 mars 1987, dans sa soixante-cinquième année.

Les obèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité familiale.

Les membres du conseil d'administration et le secrétaire administratif de Copie-France ont le regret de faire part du décès de M. Marcel CAZE, trésorier, survenue le 8 mars 1987, à Coppet (Suisse).

Un service religieux sera célébré le lundi 16 mars, à 14 h 30, au temple protestant de Nantouillet-Meaux (Seine-et-Marne).

9-11, rue Balbu, 75009 Paris.

(Publicité) FOOTBALL AMÉRICAIN Venez supporter l'équipe d'étudiants des CASTORS DE PARIS qui rencontrent, le samedi 14 mars 1987 à 19 heures au stade JEAN-BOUN, les SAMOURAIS DE LYON en championnat de France de 1^{re} division.

Communications diverses

Le Centre d'études et de recherches internationales (CERI) organise les 13 et 14 mars une rencontre sur «L'Australie, la Nouvelle-Zélande et l'environnement international». Elle aura lieu à la Fondation nationale des sciences politiques, salle André-Siegfried, 30, rue Saint-Guilhem, 75007 Paris. Tél. : 45-49-51-45 ou 45-49-51-34.

La commission Juifs d'URSS du District 19 Europe continentale du B'nai B'rith, les loges Amé-Franck, France et Hatikva de Paris, reçoivent M. Henri Kora, directeur de l'INSERM, directeur du laboratoire de neuro-biologie cellulaire à l'Institut Pasteur, le mercredi 18 mars, à 20 h 30, au Centre européen du B'nai B'rith, 11 ter, rue Le Secour, 75016 Paris. Il a participé au «Forum international pour un monde sans armes nucléaires», à Moscou, où il a présidé la commission des droits de l'homme, et fera part de ses observations et de ses commentaires sur son séjour en URSS.

Le samedi 14 mars, à l'université Paris-7, Panthéon-Sorbonne, amphithéâtre Lefebvre, les éditions L'Harmattan et Radio-Beur organisent une conférence-débat : «L'émir Khalid, Messali Hadj, identité algérienne et colonialisme français», avec la participation de A. Koukoulas et G. Meynier, auteurs de «L'émir Khalid, premier arabe au trône», et B. Stora, auteur de «Messali Hadj, pionnier du nationalisme algérien».

Cet avis tient lieu de faire-part. 120, avenue de Suffren, 75015 Paris. 14, rue du Regard, 75006 Paris.

La communauté monastique des Frères de la Résurrection d'Avignon confie à vos prières le Frère Emile MOREAU, prêtre, décédé dans sa quatre-vingt-neuvième année, le 27 février 1987.

16, avenue Martelange, 84000 Avignon.

M. et M^{me} Jacques Sève, M. Roger Sève, M. et M^{me} Louis Sève, M. Michel Sève, M. et M^{me} Bernard-Noël Chagny, Véronique, Claire et François Chagny, M. Bernard Sève, M^{me} Marie-Madeleine Sève, M. Pierre Sève, ainsi que toute la famille, ont la douleur de faire part du rappel à Dieu de M^{me} Julien SÈVE, née Alice Boudin, décédée le 22 février 1987, dans sa quatre-vingt-dix-septième année.

Les obèques ont été célébrées le 25 février, en l'église d'Emezat (Puy-de-Dôme).

M^{me} Julien SÈVE, née Alice Boudin, décédée le 22 février 1987, dans sa quatre-vingt-dix-septième année.

Anniversaires - Il y a dix ans disparaissaient Gérard et Thierry COURET. A ceux qui les ont connus et aimés, M^{me} G. Courret, Laurent et Nathalie, ses enfants, demandent de se souvenir.

11, rue du Rachais, 38240 Meylan.

13 mars 1987. Il y a aujourd'hui un an, Jesse FERNANDEZ

seus quitte. Ses proches ont demandé à tous ceux qui l'ont connu et aimé.

Il y a dix ans, le 10 mars 1977, disparaissait subitement à Lanzarote (Iles Canaries, Espagne) Frédéric PELZER, à l'âge de soixante-sept ans.

Celles et ceux qui l'ont connu, estimé et aimé lui gardent un fervent souvenir.

COLLOQUE : monachisme. L'Alliance mondiale des religions (AMR) organise les samedi 14 mars et dimanche 15 mars un colloque sur «Le rôle du monachisme dans le développement de la vie religieuse en Orient et en Occident». Parmi les thèmes abordés : « Valeur anthropologique », « Le monachisme copte », « Le monachisme dans l'orthodoxie », « Dans le christianisme occidental », « En Chine », « Au Japon », « En Islam », « Dans le bouddhisme du sud », « Chez les Indiens d'Amérique », « Point de vue de l'Eglise réformée », etc. Des personnalités religieuses, des enseignants et des anthropologues participeront aux débats présidés par le R.P. Michel Riquet.

De 9 heures à 12 h 30 et de 14 heures à 19 heures, 39, rue Notre-Dame-des-Champs, 75006 Paris. Renseignements : AMR, 96, rue Pierre-Denis, 75017 Paris. Tél. : 42-27-80-26.

Le Tournoi des prétendants

Karpov augmente son avance

La finale du Tournoi des prétendants au championnat du monde d'échecs qui se dispute à Linares (Espagne), prend, si l'on peut dire, le tour prévu. Après avoir dû concéder la nullité dans la septième partie, le mardi 10 mars, Andreï Sokolov s'est avoué vaincu, mercredi, sans reprendre le jeu, dans la sixième partie qui avait été ajournée pour la seconde fois le dimanche 8 mars (1). Le jeune adversaire de Karpov a estimé, à juste titre, que sa position était désespérée. Ainsi, à mi-parcours (le match se déroule en quatorze parties), Karpov mène par 4,5 à 2,5. Une marge confortable que l'ancien champion du monde pourrait encore augmenter, le jeudi 12 mars, dans la huitième partie où il a les blancs.

(1) Le coup par coup de cette partie a été publié dans le Monde du mardi 10 mars.

VENTE A FONTAINEBLEAU Hôtel des ventes, 5, rue Royale. Dimanche 15 mars, à 14 h. OBJ. D'ART et d'AMEUBLEMENT. ARGENT, BIJOUX, TABLEAUX anc. et mod., MOB. anc., TAPIS, TAPISSERIE M^{me} J.-P. OSENAT, commiss-priseur Tél. (1) 64-22-27-62

nouveau drouot

Hôtel des ventes, 9, rue Drouot, 75009 Paris Téléphone : 42-46-17-11 - Téléc : Drouot 642260 Informations téléphoniques permanents : 47-70-17-17

Compagnie des commissaires-priseurs de Paris Les expositions auront lieu la veille des ventes, de 11 à 18 heures, sauf indications particulières, * expo le matin de la vente.

SAMEDI 14 MARS

S. 8. - Carrosses - M^{me} LOUDMER. S. 9. - Tapis d'Orient anc. - M^{me} ROGEON.

LUNDI 16 MARS

S. 3. - Antiquités préhispaniques, Hte Epoque, Art nègre - M^{me} LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR, M. Rouillon experts. S. 4. - Tableaux, Bijoux, meubles - M^{me} BINOCHÉ, GODEAU. S. 5-6. - Objets d'art et de très bel ameublement, principalement du XVIII^e siècle, importants tableaux anciens provenant de la Succession de M. et M^{me} Marx, de la Collection de S.A. le Prince Murat et appartenant à divers amateurs - M^{me} ADER, PICARD, TAJAN, MM. DUBÉ, Levy-Lacaze, Duchérou, Hardebaert et Laurent Ruyss experts. S. 7. - Tableaux modernes - M^{me} CHARBONNEAUX. S. 10. - Objets d'art d'Extrême-Orient - M^{me} ADER, PICARD, TAJAN, MM. Parlier, experts. S. 13. - Obj. d'art et d'ameublit - M^{me} PESCHETEAU-BADIN, FERRIEN. S. 16. - Babelots, meubles - M^{me} DEURBERGUE, M^{me} MILLON, JUTHEAU.

MARDI 17 MARS

S. 5-6 - Suite de la vente du 16 mars. Succession de M. et M^{me} Marx et collection de SA le prince Murat et à divers - M^{me} ADER, PICARD, TAJAN. S. 8. - Art populaire - M^{me} DELAVENNE, LAFARGE. S. 10. - (suite de la vente du 16 mars) - M^{me} ADER, PICARD, TAJAN.

MERCREDI 18 MARS

S. 1. - Art africain, Extrême-Orient, meubles et objets d'art - M^{me} DELORME, MM. Lacoste, Fortier, Moutarban, experts. S. 2. - Sacs, 1^{er} bonnet, tableaux, objets d'art, bon mobilier, obj. d'art et tables des 18^e et 19^e - M^{me} PESCHETEAU-BADIN, FERRIEN. S. 3. - 11 h 30 : Meubles - 14 h 30 : Imp. bijoux anciens et siges, argentrie 18^e et 19^e - M^{me} LIBERT, CASTOR. S. 4. - Botanique, autographes, livres anc. et mod - M^{me} COUTURIER, de NICOLAY. S. 7. - Dessins anciens - M^{me} REINAUD. S. 10. - (suite de la vente du 17 mars) - M^{me} ADER, PICARD, TAJAN. S. 13. - Meubles et obj. d'art - M^{me} PESCHETEAU-BADIN, FERRIEN. S. 14. - Orient, archéologie - M^{me} BOIGIARD, M^{me} Kévorikan expert. S. 16. - Bons meubles, objets mobiliers - M^{me} ADER, PICARD, TAJAN.

VENDREDI 20 MARS

S. 1. - Dessins et tableaux anciens - M^{me} MILLON, JUTHEAU. S. 4. - Art d'Asie - M^{me} LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR, M. Bourdely, M^{me} Leroy-Lacaze, M. Raindre. *S. 6. - Cartes postales - M^{me} MORAND. S. 7. - Haute Epoque - M^{me} ADER, PICARD, TAJAN, M. Coquemot. S. 8. - Timbres - M^{me} J.-Ph. et D. BONDU. S. 10. - Objets d'art et de bel ameublement provenant de la succession de M. et M^{me} Marx et à divers amateurs - M^{me} ADER, PICARD, TAJAN, MM. DUBÉ, Levy-Lacaze experts. S. 14. - Tab. bibl. meubles anc. et style - M^{me} AUDAP, GODEAU, SOLANET.

DIMANCHE 15 MARS, 14 h 30, 92330 SCEAUX HOTEL des VENTES, 38, rue du Docteur-Roux (46-60-84-25) Tabl. 19^e et mod., bij. obj. d'art, bon mob. 19^e et style (Expo 14/3-11/18 h - 15/3-11/12 h) - M^{me} SIBONI commissaire priseur

ÉTUDES ANNONÇANT LES VENTES DE LA SEMAINE ADER, PICARD, TAJAN, 12, rue Favart (75002), 42-61-80-07. AUDAP, GODEAU, SOLANET, 32, rue Drouot (75009), 47-70-67-68. BINOCHÉ, GODEAU, 5, rue de La Boétie (75008), 47-42-78-01. BOIGIARD, 2, rue de Provence (75009), 47-70-81-36. J. Ph. et D. BONDU, 17, rue Drouot (75009), 47-70-36-16. Catherine CHARBONNEAUX, 134, Faubourg Saint-Honoré (75008), 43-59-66-56. COUTURIER, de NICOLAY, 51, rue de Bellechasse (75007), 45-55-85-44. DELAVENNE, LAFARGE, 12, rue de la Grange-Batelière (75009), 47-70-45-96. DELORME, 14, avenue de Messine (75008), 45-62-31-19. DEURBERGUE, 19, boulevard Montmartre (75002), 42-61-36-50. LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR (succèsionement) RHEIMS-LAURIN, 12, rue Drouot (75009), 42-46-61-16. LIBERT, CASTOR, 3, rue Rosini (75009), 48-24-51-20. LOUDMER, 18, rue de Provence (75009), 45-23-15-25. MILLON, JUTHEAU, 14, rue Drouot (75009), 47-70-00-45. MOREAU, 7, rue Ernest-Renan (75013), 47-34-81-13. PESCHETEAU-BADIN, FERRIEN, 16, rue de la Grange-Batelière (75009), 47-70-38-38. REINAUD, 6, rue de la Grange-Batelière (75009), 47-70-48-95. ROGEON, 16, rue Milton (75009), 48-78-81-06.

loterie nationale LISTE OFFICIELLE DES SOMMES A PAYER AUX BILLETS ENTIERS. Le règlement de TACO-TAC se trouve dans le journal (J.O. du 27/12/86). Le numéro 4115536 gagne 4 000 000,00 F. Les numéros approchant à la centaine de mille: 0115536, 5115536, 1115536, 6115536, 2115536, 7115536, 3115536, 8115536. Les numéros approchant à 1000,00 F: 405536, 410536, 415036, 415036, 415530, 425536, 411536, 415136, 415516, 415531, 435536, 412536, 415236, 415526, 415532, 445536, 413536, 415336, 415546, 415533, 455536, 414536, 415436, 415556, 415534, 465536, 416536, 415636, 415566, 415535, 475536, 417536, 415736, 415576, 415537, 485536, 418536, 415836, 415586, 415538, 495536, 419536, 415936, 415596, 415539.

TACO-TAC TRAGE DU MERCREDI 11 MARS 1987. Tous les billets se terminant par 5316, 5318, 316, 318 gagnent 4 000,00 F, 400,00 F, 200,00 F, 100,00 F.

loterie nationale LISTE OFFICIELLE DES SOMMES A PAYER TOUTS GAGNÉS COMPRES AUX BILLETS ENTIERS. Tableaux de tirage pour les numéros 1 à 5, avec les sommes gagnées et les numéros gagnants.

LOTO TRANCHE DES SIGNES DU ZODIAQUE TRAGE DU MERCREDI 11 MARS 1987. Numéros gagnants: 10, 13, 22, 24, 42, 44, 12.

Economie

La condamnation des mesures protectionnistes de la RFA sur la bière

Les additifs et la santé des Allemands

Les brasseries françaises, belges, néerlandaises, danoises... seront en droit de fêter joyeusement le trentième anniversaire de la signature du traité de Rome : un arrêt rendu le jeudi 12 mars par la Cour de justice européenne du Luxembourg devrait leur donner enfin accès au marché de la RFA jusque-là réservé, d'une manière qui est déclarée illégale, aux producteurs allemands. Un second arrêt, exactement sur le même modèle, condamne la Grèce.

BRUXELLES
Communautés européennes
de notre correspondant

Les Allemands sont de gros buveurs de bière. Au terme d'une « loi sur la pureté » particulièrement stricte, seules peuvent être commercialisées en RFA les bières fabriquées au moyen de quatre ingrédients et rien d'autre : le houblon, l'orge maltée, la levure et l'eau. Une telle contrainte ne faisait pas l'affaire des brasseries des pays partenaires qui, souvent, utilisent d'autres matières (maïs, sorgho, riz...), ainsi que certains additifs (conservateur, colorant, agents moussants) écartés comme dangereux par la réglementation allemande.

Plusieurs brasseries, dont les entreprises françaises, avaient protesté à Bruxelles. La Commission européenne a estimé que la défense de la santé du consommateur était abusivement invoquée et, qu'en réalité, la loi allemande cherchait surtout à protéger la production nationale contre la concurrence des autres Etats membres. Faute d'être entendue à Bonn, elle avait porté plainte devant la Cour de justice

européenne qui vient donc de lui donner très largement raison.

La Cour constate que l'Allemagne fédérale en interdisant la commercialisation des bières légalement fabriquées et mises sur le marché dans un autre Etat membre, lorsque ces bières ne sont pas conformes à sa propre législation, a manqué aux obligations qui lui incombent en vertu de l'article 30 du traité (l'article 30 concerne la libre circulation). Les autorités allemandes sont désignées de la même manière comme étant en infraction. L'arrêt ne surprendra guère. Il est pleinement conforme à la jurisprudence de la Cour qui entend rendre exceptionnelles les dérogations à l'obligation que fait le traité d'éliminer toute entrave aux échanges à l'intérieur de la Communauté. Mais, même attendu, touchant à un terrain sensible, il risque de provoquer des réactions vives en République fédérale où le lobby des brasseries fait déjà campagne pour mettre en garde contre le déferlement de la « bière chimique » fabriquée en France ou ailleurs.

Le marché allemand est de loin le plus fermé de la Communauté. Au cours des dix dernières années, les exportations de bières françaises vers la RFA ont diminué de moitié. La législation allemande n'a pas changé, mais les autorités fédérales l'ont appliquée de manière plus rigoureuse depuis que, en 1976, la Commission européenne, voyant qu'il était impossible d'aboutir, a recommandé à faire adopter par les Etats membres des directives harmonisant les conditions de production de la bière de la CEE. Durant ces mêmes dix années, les exportations allemandes ont au contraire plus que doublé.

L'arrêt de la Cour signifie-t-il qu'à compter du 13 mars les brasseries des autres pays membres pourront exporter tout à fait librement

vers le marché allemand ? « Les législations allemande et grecque tombent d'un bloc », observe un professionnel français. Sans doute. Il faut cependant prendre connaissance plus avant de l'arrêt de la Cour pour essayer d'apprécier les possibilités de manœuvres dilatoires qui sont éventuellement offertes aux autorités de Bonn. Le problème, s'il y en a, a trait aux additifs. La Cour constate d'abord que la réglementation allemande actuelle, qui impose une exclusion des additifs et l'application aux bières importées, est contraire aux exigences du traité.

Risques plus élevés

C'est là une interdiction trop systématique selon elle pour être justifiée. Mais, explique en substance la Cour, chercher à restreindre la consommation d'additifs alimentaires constitue sans doute un objectif légitime de la politique sanitaire. A condition de préciser quels additifs et pour quel usage, les autorités allemandes pourraient donc adopter une nouvelle loi imposant des contrôles.

Pourrait-elles, dans ce contexte, interdire l'importation des bières incluant un additif autorisé dans le pays producteur mais interdit en RFA ? C'est possible, répond la Cour, à la condition que l'interdiction apparaisse clairement comme nécessaire pour assurer la sauvegarde de la santé publique.

Les juges de Luxembourg ne font là que réaffirmer le droit limité à

dérogation aux règles de libre circulation qui est prévu par l'article 30 du traité. La Cour donne quelques indications sur la marche à suivre si les Allemands veulent ainsi, au nom de la santé, freiner l'entrée des bières jugées dangereuses. Il leur faudra tenir compte des résultats de la recherche scientifique internationale notamment de celle entreprise par le comité scientifique communautaire de l'alimentation humaine, ainsi que par les commissions du Codex alimentaire de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et de l'Organisation mondiale de l'alimentation (FAO). Ils pourront également prendre en considération les habitudes alimentaires en RFA.

C'est là, apparemment, la une concession faite par la commission à Bonn. Le raisonnement est le suivant : il est normal de se montrer plus sévère en matière d'additifs dans un pays de gros buveurs de bière que dans un pays où l'on préfère le vin. A consommation élevée, risques plus élevés... La Cour se réserve, bien sûr, le droit de vérifier si les nouvelles dispositions qu'adoptent, le cas échéant, les Allemands seront irréprochables. « La liste des additifs autorisés en France est très courte. Il sera difficile aux Allemands, compte tenu de l'arrêt de la Cour, de justifier la proscription dans la fabrication des bières d'additifs qui sont d'usage courant dans toutes les législations communautaires, y compris les aliments autres que la bière dans la législation allemande », commente, optimiste, un professionnel français.

PHILIPPE LEMAÎTRE.

La Commission de Bruxelles menace de riposter aux mesures protectionnistes américaines sur le textile

BRUXELLES
Communautés européennes
de notre correspondant

La Commission européenne a marqué, le mercredi 11 mars, sa désapprobation à l'égard de la proposition de loi déposée le mois dernier devant le Congrès américain par la majorité démocrate qui vise à contingerment les importations de produits textiles et d'habillement des Etats-Unis. Le texte parlementaire porte sur l'établissement d'un quota global pour une durée indéterminée et concerne tous les pays fournisseurs. Il se propose de limiter à 1% par an le taux de croissance des achats américains. En contrepartie, les droits de douane appliqués par les Etats-Unis (18,2% actuellement) seraient réduits de 1,8% en cinq ans.

Dans une lettre adressée à M. Clayton Yeutter, représentant de la Maison Blanche pour le commerce, M. Willy de Clercq, le commissaire responsable des relations

extérieures, menace les autorités fédérales de mesures de rétorsion si la proposition de loi était votée. Il souligne que cette initiative est mal venue au moment où les ventes américaines de produits textiles et d'habillement dans le Marché commun ont augmenté de 43% en l'espace d'un an, alors que, dans le même temps, celles de la CEE vers les Etats-Unis (7% des exportations totales des Douze) ont stagné.

Les restrictions envisagées font craindre en outre aux responsables européens le détournement des exportations des pays en voie de développement vers la Communauté. En 1986, les importations des Douze en provenance de Hong-Kong, de Corée du Sud et de Taiwan ont déjà augmenté de 30% à 50% selon les catégories de produits.

M. S.

SOCIAL

Amélioration du plan social pour les ARNO

A la suite de discussions avec les organisations syndicales de la métallurgie, les pouvoirs publics ont accepté d'apporter aux améliorations au plan social prévu pour les salariés des ARNO (Ateliers réunis du Nord et de l'Ouest) qui ne seraient pas repris, c'est-à-dire à 1 620 salariés sur 1 870. Ces mesures sont différentes selon l'âge des intéressés (au 31 mars).

Elles concernent d'abord les salariés qui choisiraient la formule des congés de conversion de douze mois : les moins de cinquante ans qui ne seraient pas rattachés à l'âge des douze mois auront le choix entre une prime de 10 000 F et une prolongation du congé correspondant à cette somme ; pour les salariés de cinquante à cinquante-trois ans la prime sera de 20 000 F et la prolongation d'une durée correspondante ; pour les salariés de plus de cinquante-trois ans, la prime sera de 30 000 F aussi, mais la prolongation du congé sera plus longue (six mois).

De plus, à la fin de ces six mois, s'ils n'ont pu être reclassés, la possibilité d'une aide complémentaire sera examinée par la cellule de conversion. D'autre part, les plus de cinquante-trois ans qui optent pour un départ immédiat bénéficieront d'une prime égale à dix-huit mois de salaire (au lieu des quinze mois initialement prévus).

Les syndicats CFDT, CGC et FO de la métallurgie ont « enregistré avec intérêt » ces améliorations, mais ils soulignent que l'on est encore loin des dispositions de l'accord de branche concernant le salaire de la NORMED, ou ceux de Brest, licenciés en 1984 (congés de vingt-quatre mois).

La percée des concurrents restera difficile

L'arrêt de la Cour de justice européenne, qui confirme la jurisprudence largement tissée, est un pas supplémentaire vers le grand marché intérieur européen de 1992. De plus, il comble les espoirs des brasseries européennes, et singulièrement des Français, qui peinent aux frontières allemandes depuis des siècles, avec leurs bières, petites ou « de luxe », rigées à par cette « loi de pureté » qui leur paraît bien démodée. Enfin, la chance s'offre d'aller sur le marché allemand, sans cependant se faire d'illusions sur la possibilité d'y accomplir des miracles.

C'est que l'Allemagne, avec sa production de 93 millions d'hectolitres de bière, au deuxième rang mondial (derrière les Etats-Unis près de 227 millions d'hectolitres) est un champion toutes catégories dans l'Europe des Douze, loin devant la Grande-Bretagne (62,5 millions), l'Espagne (23), la France (près de 21), les Pays-Bas (17,5), la Belgique (10,5), l'Italie (10,3), le Danemark (près de 8) (1).

L'Allemand est aussi le premier consommateur, avec près de 148 litres par habitant et par an, contre 129 litres pour le Danois, 120 litres pour le Belge, 109 litres pour le Britannique, 85 litres pour le Hollandais et seulement 40 litres pour le Français et 22 litres pour l'Italien.

Rien d'étonnant que l'Allemagne, tout à fait auto-suffisante, exporte près de 5 millions d'hectolitres, et n'en importe que 800 000, dont plus de la moitié (441 000) en provenance du Danemark : la « loi de pureté » est loin d'être la seule raison du peu de succès outre-Rhin des bières étrangères. La France, de son côté, importe près de 2,5 millions d'hectolitres, essentiellement de la CEE, et surtout de Belgique (1,7 million d'hectolitres), et exporte 661 000 hectolitres, son plus gros client étant l'Italie (114 000 hectolitres).

Pour tenter de comprendre ce qui peut se passer dans les années qui viennent sur le marché européen de la bière, il faut encore savoir que la structure de l'appareil de production est tout à fait différente d'un pays à l'autre.

Il existe, en Allemagne, plus d'un million d'entreprises, dont les plus grosses ne produisent que plus de 5 millions d'hectolitres par an. La France ne compte que 33 entreprises (contre 55 en 1976), et la première (BSN) fournit à elle seule près de la moitié du marché français ; le second groupe, la Française de brasseries (filiale du néerlandais Heineken et de BGI Brasseries et glaciers internationales), plus du quart. Aux Pays-Bas, Heineken est tout-puissant. Au Danemark, Carlsberg et Tuborg maîtrisent plus des deux tiers de leur marché intérieur. En Grande-Bretagne, quatre ou cinq grands groupes (2) tiennent les quatre cinquièmes du marché, tandis que la Belgique compte, à côté de quelques groupes dominants,

de nombreuses petites brasseries. C'est sur la toile de fond de ce paysage industriel très contrasté que se déroulent l'approche du marché allemand, où les danois, Carlsberg et Tuborg ayant déjà réussi quelques percées, bénéficient de l'antériorité et d'une clientèle déjà constituée.

Quelques petites brasseries frontalières pourront sans doute exploiter des relations de bon voisinage, mais ce sont les grands groupes qui seront bien sûr les mieux armés pour aborder le marché allemand, promoteur mais difficile : leur puissance de négociation avec les chaînes de distribution, leur capacité d'investissement dans une force de vente a priori coûteuse, leur faculté de faire des efforts de prix, seront autant d'atouts à leur service.

A terme, cette ouverture des frontières allemandes aux bières étrangères pourrait aussi conduire à une concentration des entreprises allemandes contraintes d'acquiescer une dimension européenne.

Mais les brasseries européennes, pour ravir qu'elles soient de voir disparaître ce verrou juridique, ne surestiment pas leur capacité de conquérir le nouvel espace offert à leurs appétits. La conquête ne peut être que lente, patiente, obstinée.

Les habitudes de la clientèle

Les brasseries allemandes sont tout à fait prêts à défendre leur territoire, et leur meilleure arme réside sans doute dans le goût et les habitudes de leur clientèle. Les comportements évoluent très lentement et garantissent une fidélité aux marques bues depuis des décennies. Autre atout, les relations privilégiées que les brasseries entretiennent avec les points de vente spécialisés auxquels les clients des contrats d'approvisionnement exclusif. Ce bouclier de la commercialisation peut leur permettre de lutter contre l'arrivée éventuelle des concurrents européens dans les supermarchés.

Quant à la campagne des écologistes contre la « bière chimique », les brasseries françaises y voient une savante orchestration de la part des brasseries allemandes, soucieux de conforter la fidélité de leur clientèle. Certaines organisations de consommateurs, outre-Rhin, loin de soutenir cette campagne, font remarquer que les bières étrangères ne sont pas plus malsaines que les bières allemandes...

Il n'y a rien là de nature à décourager les tentatives d'investir un marché fermé certes mais attirant, même s'il est impossible, d'entrée de jeu, d'en définir l'ampleur.

JOSÉE DOYÈRE.

(1) Chiffres 1985, derniers disponibles.
(2) Grand Metropolitan, Allied Lyons, Bass, Carlingston, Whitbread, Scottish and Newcastle.

Les négociants en sucre contestent la politique d'exportation de Bruxelles

Rien ne va plus entre la Commission européenne et certains négociants en sucre (français, allemands et néerlandais) des Douze. Ces derniers ont demandé le 11 mars aux organismes d'intervention de la Communauté de leur racheter, pour le stocker, 850 000 tonnes de sucre. En exigeant de bénéficier du prix d'intervention de 54,18 ECU par quintal (environ 413 F), ils entendent protester contre la manière « bureaucratique » dont Bruxelles a octroyé jusqu'ici les subventions à l'exportation (restitutions).

Le litige porte en fait sur le montant de ces aides. Les cours mondiaux du sucre sont quatre à cinq fois inférieurs à ceux pratiqués dans la CEE. Lorsque des négociants veulent exporter sur un marché tiers, ils

demandent une restitution à la Commission, qui couvre en principe la différence de prix entre les deux marchés. Mais, récemment, les autorités européennes se sont appuyées sur un redressement passager des prix internationaux pour abaisser dans des proportions plus importantes - le montant des subventions. Dans ces conditions, les négociants refusent d'exporter. Ils menacent d'obtenir les finances des organismes d'intervention en demandant un stockage conséquent de leur marchandise. Mercredi, Bruxelles a fait savoir qu'il refusait de discuter de la politique européenne de restitutions sous la menace. Les négociants ont trois semaines pour confirmer leur position.



«Pour joindre mes bénévoles».

MOI, "JE MISSIVE !"

Les hommes d'action font vivre la langue française; elle évolue avec eux et grâce à eux.

C'est ainsi qu'il fallait, jusqu'à présent dix verbes pour définir tous les services qu'apporte la messagerie électronique. «MISSIVE» c'est : voir, lire, rédiger, expédier, transmettre, classer, rechercher, répondre, présenter et modifier.

Merci à vous, M. Jean-Claude COUSIN d'avoir contribué à créer ce nouveau verbe. Bientôt, de nombreux Français pourront dire comme vous «JE MISSIVE».

Un simple petit Terminal et MISSIVE vous permet de correspondre confidentiellement 24 h sur 24, où que vous soyez dans le monde.

Renseignements et documentation à :
F.C.R. 124, Rue Réaumur
75002 Paris

NUMERO VERTI 05-22-72-00.



la maîtrise de la communication.

REPÈRES

Commerce extérieur
Déficit américain record au quatrième trimestre 1986

Le déficit commercial américain, calculé sur la base de la balance des paiements - hors échanges de matériel militaire et ajusté en fonction des déclarations en douane - a atteint 38,4 milliards de dollars au quatrième trimestre 1986, annonce le département du commerce. Ce déficit, en hausse de 3,3% par rapport au trimestre précédent, porte à 147,7 milliards de dollars le solde négatif pour l'ensemble de 1986. Un record absolu, en hausse de plus de 18% sur les 124,4 milliards enregistrés en 1985. En valeur, les exportations ont progressé de 9% en 1986 et les importations de 3%.

Pétrole
Le prix du baril repasse la barre des 18 dollars

La hausse des prix du brut amorcée depuis une semaine (le Monde du 5 mars) se poursuit. A New-York, le

mercredi 11 mars, le baril de West Texas Intermediate (la qualité de référence) était coté 18,35 dollars pour une livraison en avril, gagnant 23 cents sur ses prix de la veille. A Londres, le Brent gagnait 30 cents pour atteindre 18,05 dollars pour une livraison également en avril.

Cette hausse reflète la détermination de l'OPEP, en particulier de l'Arabie saoudite, à contrôler la production de l'organisation et à maintenir le prix officiel de 19 dollars. M. Rihwanu Lukman, ministre nigérian du pétrole et président en exercice de l'OPEP, a d'ailleurs déclaré au cours d'une conférence de presse, mercredi, que la production du cartel était désormais inférieure de 900 000 barils par jour au plafond de 15,8 millions de barils fixé par l'Organisation à Genève en décembre. Il a ajouté que la commission des différentiels de prix, déjà reportée en avril, était désormais ajournée sine die, «les accords étant respectés». La hausse des cours provient également de la publication de statistiques américaines faisant état d'une forte, et inattendue, baisse des stocks de foud des ménages.

Handwritten text in Arabic script at the bottom of the page.

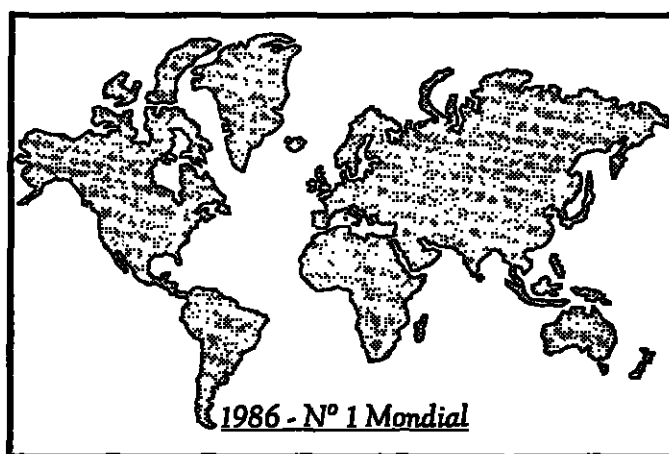
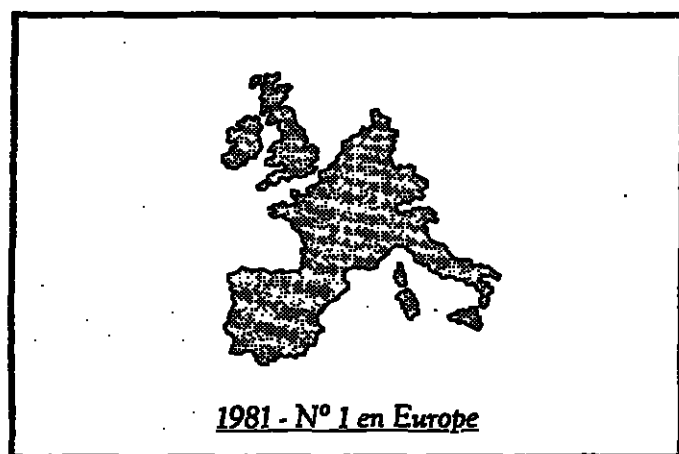
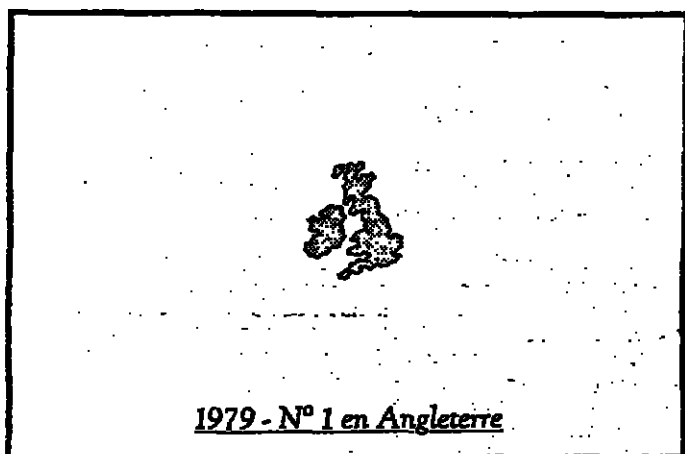
هَذَا مِنَ الْأَصْلِ

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

SAATCHI & SAATCHI COMPANY

LEADER MONDIAL DANS SON SECTEUR PROFESSIONNEL, SAATCHI & SAATCHI COMPANY S'INTRODUIT A LA BOURSE DE PARIS LE 30 MARS 1987.

De 1981 à 1986, les profits avant impôts ont été multipliés par vingt, le bénéfice par action a augmenté de 570% et le dividende de 560%. Un nouvel exercice record est attendu, conforme aux meilleures prévisions.



17 ANS DE CROISSANCE ININTERROMPUE

Fondée en 1970, la Société a toujours été animée par un irrésistible appétit de croissance. Elle s'est d'abord concentrée sur le marché britannique dont elle devenait leader incontesté en moins de 10 ans, c'est-à-dire dès 1979.

A partir de cette date, Saatchi & Saatchi s'est résolument tournée vers la scène internationale: elle devenait la première entreprise européenne de son secteur en 1981 et rentrait dès l'année suivante dans le club très fermé des dix premiers groupes mondiaux d'agences de publicité - dont tous les autres membres étaient nord-américains.

Il n'aura alors fallu que quatre petites années (1982-1986) au seul européen du groupe pour dominer largement ses confrères et devenir le premier groupe publicitaire mondial. Saatchi & Saatchi compte aujourd'hui parmi ses clients 60 des 100 premiers annonceurs mondiaux. Ce sont les besoins de ses clients qui ont guidé en permanence le développement de la Société.

DES PRINCIPES STRATÉGIQUES INCONTOURNABLES

La Société a toujours été animée par un principe stratégique permanent: celui d'atteindre l'excellence professionnelle dans chaque secteur d'activité et dans chaque pays.

De même, la Société a toujours refusé de se satisfaire du statu quo: "Il y a toujours une meilleure voie, tant pour nos clients que pour nous-mêmes. Oui, le vrai changement est possible".

Des observateurs se sont souvent demandés si Saatchi & Saatchi pourrait maintenir son excellence créative, alors que le Groupe connaissait un tel développement.

La démonstration a été faite qu'il était possible de combiner discipline et créativité: "Nous nous sommes toujours efforcés de garder la même vision du type de Société que nous voulions construire.

Notre objectif a été de créer cette Société de service de caractère unique dont la réalisation a si souvent échappé aux hommes et aux femmes qui l'ont tenté: une Société de grande taille certes, avec toute la stabilité et le soutien que cela apporte aux employés et aux clients, mais une Société qui en même temps sait se remettre en question et conserve sa jeunesse et le goût de la création".

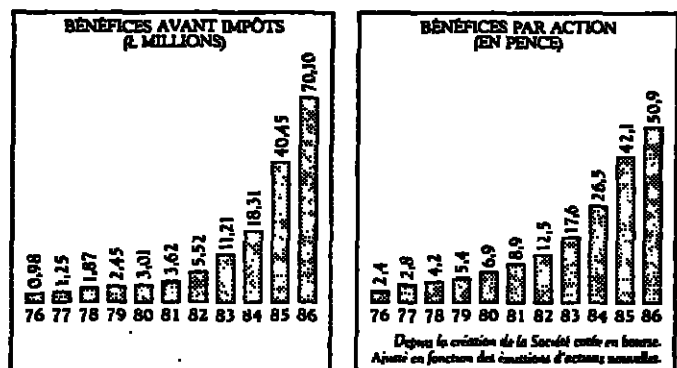
CROISSANCE, EXCELLENCE ET PROFITABILITÉ

La Société a toujours fait de l'amélioration régulière et constante de ses performances un principe stratégique essentiel inextricablement lié à son appétit de croissance et sa recherche de l'excellence.

Depuis sa création il y a 17 ans, chaque exercice a constitué un nouveau record tant en terme de croissance que de profit. Ceci a fait dire récemment à Prudential-Bache - l'un des grands analystes améri-

cains - que "Saatchi & Saatchi était l'Agence et la Société de service aux entreprises la mieux dirigée du Monde".

Au cours des six derniers exercices - pour ne prendre volontairement que ceux qui correspondent à la phase mondiale du développement de l'entreprise - les profits avant impôts ont été multipliés par vingt, le bénéfice par action a augmenté de 570% et le dividende de 560% pour atteindre 15.7 pence net. Un nouvel exercice record est attendu, conforme aux meilleures prévisions.



Pour toute information complémentaire sur Saatchi & Saatchi Company PLC, veuillez vous adresser au Secrétaire Général de la Société: 15 Lower Regent Street London SW1Y 4LR, ou bien: 30, boulevard Vital Bouhot, 92521 Neuilly Cedex. Tél.: (1) 47.47.12.10.

SAATCHI & SAATCHI COMPANY

Une note d'information qui a reçu le visa COB numéro 87-65 en date du 3 Mars 1987 est mise à la disposition du public. BALO du 9 Mars 1987.

Economie

Suppression de l'autorisation administrative et plan social

La fin des licenciements secs ?

par Jean-Jacques Dupeyrou

Est-ce réellement la fin des licenciements « secs », c'est-à-dire ceux qui n'ouvrent droit qu'au préavis et aux indemnités de licenciement collectif ? Diverses déclarations récentes, et notamment celles du premier ministre, le suggèrent, évoquant la vocation à une reconversion qui serait, demain, reconnue à tous les salariés victimes d'un licenciement pour motif économique.

Mais qu'en est-il en réalité ? L'affaire est complexe, et se situe sur un ensemble obscur de dispositions conventionnelles et légales, ces dernières diverses risquent d'être génératrices de confusion.

Posant comme principe de base qu'un plan social doit être élaboré lorsqu'il s'agit d'un licenciement collectif d'au moins dix salariés dans une entreprise soumise à la législation sur les comités d'entreprise, notre nouveau droit des licenciements pour motif économique distingue deux situations totalement différentes au regard des droits individuels des intéressés :

1. — Première situation, petits licenciements : le chef d'entreprise n'est pas tenu d'élaborer un plan social. En ce cas, chaque salarié licencié a bien vocation personnelle à reclassement, dans la mesure où une convention de conversion doit obligatoirement lui être proposée : s'il l'accepte, cette convention en fera pendant cinq mois un stagiaire de la formation professionnelle avec

trois cents heures de formation à la clef. C'est clair.

Réduite ou sérieuse — on verra à l'usage, — il y a certainement là une « avancée ». Malheureusement, le bénéfice en est refusé aux salariés victimes de petits licenciements lorsque ceux-ci sont liés à une procédure de redressement ou de liquidation de l'entreprise. Le gouvernement s'apprête à demander au Parlement de mettre un terme à cette injustice : on ne saurait que l'approuver.

Mais ainsi limitée, une telle démarche serait inapte à conforter à tout salarié licencié pour motif économique vocation à reclassement ! Demeure en effet la seconde situation...

2. — Seconde situation, licenciement collectif d'au moins dix salariés dans une entreprise de plus de cinquante : celle-ci est alors tenue d'élaborer un plan social, c'est-à-dire l'ensemble des mesures que l'employeur envisage de prendre « d'une part pour éviter les licenciements ou en limiter le nombre et, d'autre part, pour faciliter le reclassement du personnel dont le licenciement ne pourrait être évité » (art. L.321-4 du code du travail). Encore convient-il de souligner fortement deux données fondamentales. D'abord, aucune obligation particulière relative au contenu de ce plan ne pèse sur celui qui est invité à le

confectionner ; l'accord du 20 octobre 1986 donne, à titre purement indicatif, des exemples de mesures susceptibles d'y figurer et, parmi elles, les conventions de conversion ; mais ce n'est là qu'une simple possibilité. Par ailleurs, l'administration n'a plus compétence pour contrôler le sérieux du plan, et il est douteux que les tribunaux judiciaires aillent très loin à cet égard ! En fait, les entreprises soumises à cette obligation fumeuse s'y conformeront... comme bon leur semblera : tout cela n'a plus grand sens.

Dès lors, il faut éviter de se payer de mots. En l'état actuel du droit applicable et des projets en cours, tous les salariés licenciés pour motif économique n'auront pas droit à une convention de conversion. En revanche, il est vrai que, si ces projets sont adoptés, ils se verront reconnaître soit le bénéfice direct d'une telle convention, soit le bénéfice collectif d'un plan social. Mais ce dernier pouvant être parfaitement creux, la seconde éventualité n'exclut nullement les licenciements secs...

Ne serait-il pas plus raisonnable d'en finir avec ces discriminations absurdes et de reconnaître, une bonne fois pour toutes, à chaque salarié licencié pour motif économique droit à la convention de conversion quelle que soit la taille de son entreprise et le nombre de licenciements ?

Cinq mille départs de plus par mois depuis novembre

Il n'y a maintenant plus de doute : la suppression de l'autorisation administrative préalable a entraîné une augmentation du nombre de licenciements économiques. De l'ordre de cinq mille par mois de novembre à janvier, estime-t-on. D'abord timide, le phénomène s'est amplifié. Au cours du dernier trimestre de 1986, la hausse aura été de 18 %, et les salariés les plus âgés en auront été les principales victimes. Sur l'ensemble du second semestre de 1986, on assiste à une croissance de cette cause d'entrée dans le chômage, et les spécialistes parlent d'un « surplus de licenciements économiques ».

« Un impact négatif »

Quelques indices montraient que cette évolution était prévisible (le *Monde Affaires* du 1^{er} février et du 22 février, le *Monde Économique* du 3 février) en soulignant qu'une proportion plus élevée d'entreprises avaient eu recours aux licenciements de moins de dix salariés. En octobre dernier, par exemple, elles avaient été de 7,4 % à pratiquer de la sorte contre 5,9 % un an plus tôt dans les seules entreprises de plus de cinquante salariés tenues de déclarer leurs mouvements de main-d'œuvre. Ce qui laissait supposer que le mouvement avait été de plus grande ampleur dans les entreprises de

moins de cinquante salariés, non recensées.

Dans sa dernière note de conjoncture, l'INSEE a également attiré l'attention sur cette tendance. À partir des mêmes données, les experts concluaient à « un impact négatif » de la suppression de l'autorisation administrative de licenciement. Ils notaient que ces licenciements s'étaient accrus de 17 % entre le quatrième trimestre de 1985 et le quatrième trimestre de 1986. Ils ajoutaient que, s'ils ne disposaient « pas d'éléments directs pour apprécier l'impact des modifications législatives de 1986 », ils n'écartaient pas l'éventualité d'un effet aggravant sur leurs prévisions pour le premier semestre de 1987 (accroissement moyen de quinze mille à vingt mille demandeurs d'emploi chaque mois).

Toutes ces craintes se trouvent désormais confirmées par les plus récentes informations disponibles. Ainsi, le dernier bulletin mensuel (janvier 1987) des statistiques du travail montre l'accélération de rythme, intervenue depuis le mois d'août. De 40 065 licenciements économiques (37 035 en août 1985) on est passé à 56 535 en fin d'année (47 175 en décembre 1985). Les chiffres du chômage, au mois le mois, donnent la même orientation...

Plusieurs observations sont possibles à partir de ce constat. Au cours de cette période, les licenciements

économiques supplémentaires sont venus des licenciements « par paquets de neuf » qui, avec la loi du 3 juillet 1986, étaient les seuls à être dispensés pendant six mois de l'autorisation administrative. Il semblerait que les employeurs aient progressivement saisi cette opportunité et qu'ils en aient surtout profité à la fin du délai probatoire. Maintenant que la loi du 30 décembre 1986 accorde les mêmes facilités pour tous les licenciements économiques, quel que soit leur nombre, ne va-t-on pas assister à un détournement ? Il est trop tôt pour le dire.

Une gestion du personnel qui s'adapte au marché

Les adversaires comme les partisans de cette réforme législative vont trouver dans cette évolution inquiétante de quoi conforter leur argumentation initiale. Pour les uns, cela prouvera que le dégellement aggravé le chômage. Pour les autres, cela signifiera que le contrôle de l'administration produisait des surcoûts. Mais ceux-ci prendront bien garde de ne pas renouveler les promesses de M. Yvon Gattaz, qui, quand il était encore président du CNPF, prédisait 367 000 emplois dans les dix-huit mois.

En fait, tous pourraient avoir tort. Avec la suppression de l'autorisation administrative, c'est moins une contrainte bureaucratique qui disparaît qu'une gestion du personnel qui s'adapte aux conditions du marché du travail. Le verrou du licenciement économique supprimé, sa notion même devient caduque ou peut s'élargir. Un employeur peut choisir de se débarrasser d'une partie de ses effectifs, non parce que sa société connaît des difficultés, mais parce qu'il souhaite devenir plus performant. Au nom de la compétitivité, il peut résilier le contrat de travail de salariés sur des critères de compétence, d'adaptabilité, d'efficacité ou même de coût. Les premières indications tendraient à démontrer que c'est bien ce qui se produit : le taux des licenciements de salariés de vingt-cinq à quarante ans augmente et celui des salariés de plus de cinquante ans « explose ». En ce d'autant que les exonérations sociales du plan d'emploi pour les jeunes facilitent le recrutement d'une main-d'œuvre bon marché.

ALAIN LÉBAUBE.

Les élections prud'homales

Les inscriptions sur les listes seront prorogées jusqu'au 5 mai

Les élections prud'homales auront lieu le 9 décembre prochain. En vue d'en préciser l'organisation, le *Journal officiel* du 3 mars 1987 a publié une circulaire datée du 21 février sur l'établissement des listes électorales, faisant suite à un décret du 18 février.

L'organisation des élections comporte des opérations qui peuvent être regroupées en trois phases principales. La première phase, qui se déroule pour l'essentiel dans les entreprises, s'étendra jusqu'au 5 mai. Elle « consiste en l'élaboration, par les employeurs, de déclarations sur support papier ou sup-

port magnétique, en vue de leur propre inscription sur la liste électorale et de l'inscription des salariés ». C'est à la date du 31 mars que les employeurs doivent se placer pour « savoir si une personne a la qualité de salarié, à l'âge requis, jouit des droits exigés, etc. ».

Les salariés « involontairement privés d'emploi » doivent s'inscrire eux-mêmes avant le 5 mai. Ils peuvent se procurer des formulaires d'inscription à l'agence pour l'emploi ou à la mairie (qui recueille l'ensemble des inscriptions). Les salariés involontairement privés

d'emploi sont ceux qui à la date du 31 mars sont à la recherche d'un emploi salarié et qui n'ont pas quitté volontairement « sans motif reconnu légitime » leur dernière activité professionnelle. Ils doivent avoir déjà eu un contrat de travail mais peuvent être rattachés à cette catégorie : les salariés ayant conclu une convention de conversion ainsi que « les personnes affectées à des tâches d'utilité collective et celles bénéficiaires de stages d'initiation à la vie professionnelle, sous réserve qu'ils ne soient pas primo demandeurs d'emploi ».

La deuxième phase s'étend jusqu'au 6 octobre : elle est consacrée à l'établissement des listes électorales prud'homales. Après vérifications, le maire arrête la liste électorale le 6 octobre, après avis de la commission administrative communale. Il affiche au sein de dépôt de la liste aux fins de consultation. Les réclamations auprès du tribunal d'instance doivent être formées dans les dix jours qui suivent l'affichage de la liste. La troisième phase, concernant la préparation du scrutin, fera l'objet d'une prochaine circulaire.

TRECA CSD
sommier articulé à commande automatique

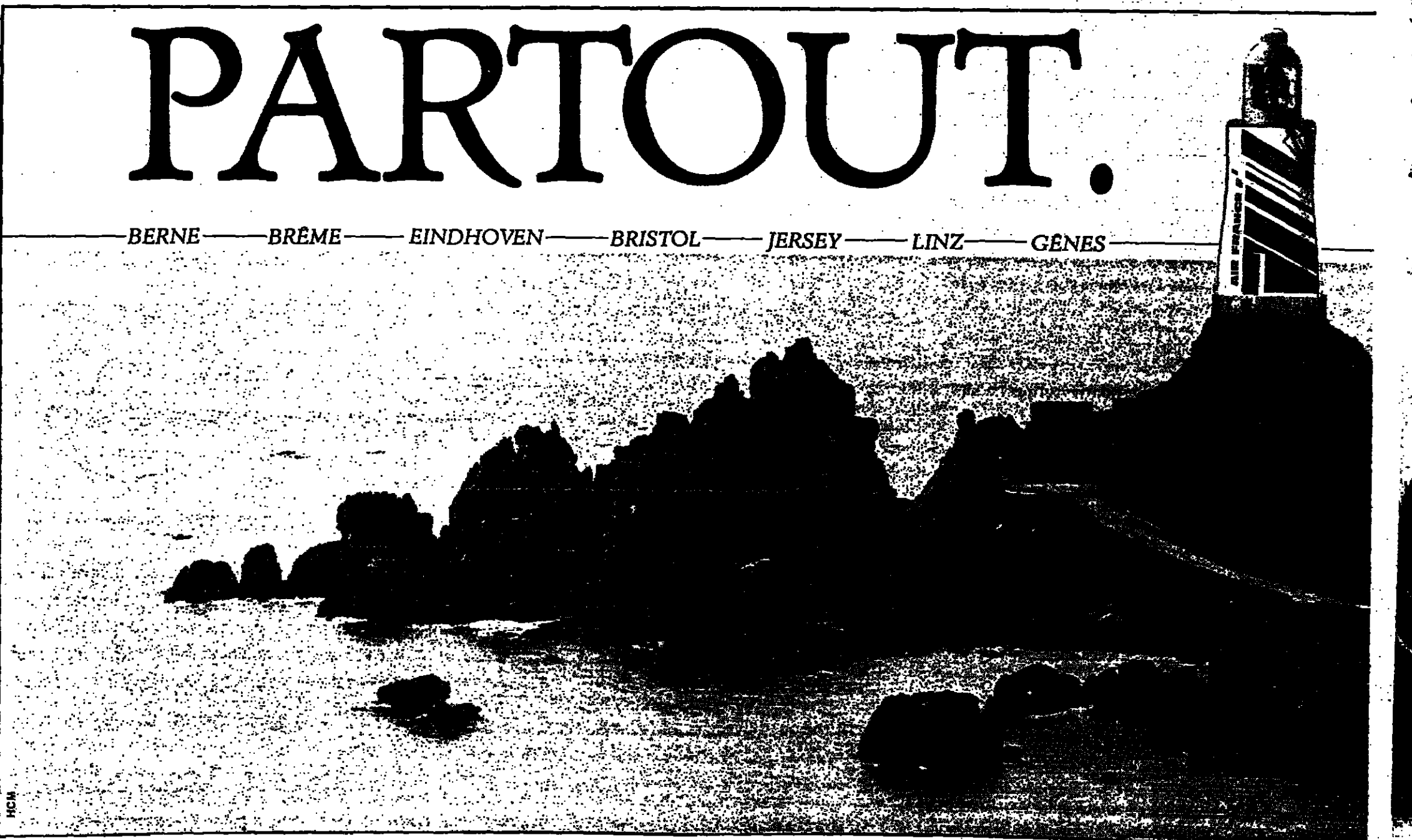


toutes dimensions

CAPÉLOU
DISTRIBUTEUR
37, Av. de la République 75011 PARIS
43.57.46.35 - Métro : PASTEUR

PARTOUT.

BERNE — BRÈME — EINDHOVEN — BRISTOL — JERSEY — LINZ — GENÈS



Handwritten text at the bottom of the page: "مكتبة الأمل"

Etranger

Chute des actions de Volkswagen après l'annonce d'une fraude sur les changes

BONN

de notre correspondant

L'annonce par le groupe Volkswagen d'une perte de 480 millions de deutschemarks due à des opérations frauduleuses réalisées avec des fonds de la société sur le marché des changes, a provoqué, mercredi 11 mars, un reflux d'environ 5 % des actions de la firme à la Bourse de Francfort. Malgré l'assurance donnée par les dirigeants de Volkswagen que les actionnaires toucheraient les dividendes prévus, le titre a perdu en une journée de cotation 24,90 DM, s'échangeant à 323,30 DM, contre 341,50 DM lundi.

Le tribunal de Brunschweig a confirmé, mercredi, avoir commencé ses investigations à la suite du dépôt d'une plainte contre X... par la direction du groupe automobile. L'enquête devra notamment vérifier si les responsables de cette manipulation, qui avaient manifesté

des antennes sur de nombreuses places financières internationales, ont bénéficié également de complications à l'intérieur de la firme elle-même. Compte tenu de l'extrême complexité de l'affaire, celle-ci pourrait durer plusieurs mois.

L'alerte a été donnée après la découverte par les responsables de Volkswagen de manipulations sur les comptes en devises que la société détient pour couvrir ses opérations à l'exportation. Manifestement, grâce à des falsifications de documents, des écarts extrêmement bien organisés se sont servis de ces comptes, à l'insu de la société, pour spéculer l'année dernière sur le dollar. La baisse de la devise américaine explique l'ampleur des pertes enregistrées.

Les dirigeants du groupe, qui restent extrêmement discrets sur les détails de l'opération, ont affirmé qu'il ne s'agissait pas d'une perte due à une mauvaise gestion des réserves de change, comme cela s'était produit récemment pour la Lufthansa. La compagnie aérienne ouest-allemande avait enregistré elle aussi des pertes considérables sur des réserves en dollars trop importantes.

Le montant des sommes en jeu, qui représente près de 80 % du bénéfice d'exploitation de l'année 1985, en fait l'une des plus grandes affaires d'escroquerie financière de ces dernières années en RFA.

H. de B.

BANQUES

Les caisses d'épargne pourront prêter aux entreprises

Les caisses d'épargne vont pouvoir accorder des prêts aux petites et moyennes entreprises. Le ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, M. Edouard Balladur, a présenté, mercredi 11 mars, au conseil des ministres une « lettre rectificative au projet de loi sur l'épargne » qui prévoit l'adoption de dispositions « permettant aux caisses d'épargne d'octroyer des prêts aux personnes morales ».

Jusqu'à présent, et en vertu notamment de la loi de juillet 1983, le réseau Ecureuil n'était pas autorisé à faire des prêts aux « personnes morales exerçant une activité industrielle ou commerciale ». Les caisses peuvent en revanche prêter de l'argent aux personnes physiques, aux particuliers notamment.

La loi sur l'épargne, qui devrait être votée dès la session de printemps, selon le souhait du ministre d'Etat, ouvrira donc la possibilité pour les caisses de prêter aux entreprises, uniquement à celles qui ne font pas appel à l'épargne publique. Il s'agit là d'une étape supplémentaire dans la voie de la banalisation des activités des caisses d'épargne. Elles vont se retrouver en concurrence directe avec les banques. En contrepartie, cette plus grande liberté d'emploi sera accompagnée d'une fiscalisation progressive du réseau à compter du 1^{er} janvier 1988.

Le gouvernement belge étudie un programme de privatisations

Le gouvernement belge étudie un programme de privatisations partielles ou totales de grandes entreprises publiques susceptibles de rapporter 25 milliards de francs belges aux caisses de l'Etat en cinq ans, soit environ 4 milliards de francs (100 FF = 16 FF).

Les pouvoirs publics, qui n'ont encore pris aucune décision, envisagent de vendre, à partir de cette année, tout ou partie de la Société nationale d'Investissements (SNI), de la Régie des Téléphones (RTT), de la compagnie aérienne Sabena, de la société de distribution Distrigaz et du puissant réseau de collecte de la Caisse générale d'épargne et de retraite.

Le gouvernement pourrait également vendre la totalité de la Régie des transports maritimes, qui, au sein

d'une alliance avec Townsend Thoresen, assure une partie du trafic transmanche.

La Belgique suivrait ainsi le mouvement enteché en Grande-Bretagne et en France. — (AFP.)

L'Equateur suspend le remboursement de sa dette

Les conséquences du tremblement de terre qui a frappé l'Equateur dans la nuit du 5 au 6 mars s'aggravent. On parle, désormais, à Quito, de trois cents morts et de quatre mille disparus. Ses retombées économiques sont également de taille, le principal oléoduc du pays ayant été sérieusement endommagé, provoquant un arrêt de la production et de l'exportation du pétrole qui compte pour 60 % dans les recettes en devises de l'Equateur. Aussi le ministre des finances, M. Domingo Cordovez a-t-il annoncé, le mercredi 11 mars, qu'il ne pourrait honorer ses échéances cette année sur une dette extérieure globale de 8,2 milliards de dollars.

Un responsable de Merrill Lynch accusé de délit d'initié

Les délits d'initié continuent d'aller bon train sur les places financières anglo-saxonnes. Après les affaires Levine et Boesky à New York, puis l'affaire Guinness-Morgan Greenfall à Londres (le Monde du 1^{er} et du 22 janvier et le Monde Affaires du 31 janvier) voici qu'un nouveau scandale touche cette fois-ci la grande maison de titres américaine Merrill Lynch. La SEC (Security Exchange Commission), l'organisme de contrôle des marchés américains, a découvert qu'un responsable du département fusions et acquisitions de Merrill Lynch à Londres, M. Nahum Vaskevitch, avait gagné au moins 4 millions de dollars de façon irrégulière depuis 1984.

Concrètement, ce responsable a utilisé des informations confidentielles au sujet d'une douzaine de transactions mettant en jeu des firmes clientes de Merrill Lynch. Vaskevitch transmettait ses « tuyaux » à un complice, M. David

Sofer, qui achetait et vendait des titres par le biais de deux maisons de courtage américaines. Au cours des derniers mois, la SEC avait été intriguée par l'évolution surprenante de valeurs cotées à Wall Street qui avaient fait ensuite l'objet d'OFA. Il s'agissait notamment de Herman's Sporting Goods, Pay Less Drug Stores et Siga.

A la différence de l'affaire Boesky, aucune délation ne semble avoir été à l'origine de la mise en accusation de Nahum Vaskevitch. Celui-ci a immédiatement été suspendu de ses fonctions, le 11 mars, par la direction de Merrill Lynch. La SEC estime qu'elle ne pourra pas, seule, obtenir l'extradition du fraudeur — qui vit à Londres — en raison de sa double nationalité britannique-israélienne. Les lourdes charges qui pèsent sur lui devraient cependant conduire la justice britannique à le remettre entre les mains des autorités américaines.

Pourquoi la vision est devenue dominante

LES 5 SENS

UN HOMME SERIE SCIENCE VIE

- A**
- Afrique du Sud
 - Algérie • Allemagne
 - Belgique • Belgique
 - Brésil • Brésil
 - Canada • Canada
 - Chili • Chili
 - Chine • Chine
 - Colombie • Colombie
 - Corée • Corée
 - Cuba • Cuba
 - Danemark • Danemark
 - Espagne • Espagne
 - États-Unis • États-Unis
 - France • France
 - Grèce • Grèce
 - Inde • Inde
 - Italie • Italie
 - Japon • Japon
 - Mexique • Mexique
 - Pays-Bas • Pays-Bas
 - Portugal • Portugal
 - Royaume-Uni • Royaume-Uni
 - Suède • Suède
 - Suisse • Suisse
 - Taïwan • Taïwan
 - Thaïlande • Thaïlande
 - Turquie • Turquie
 - Union S.S. • Union S.S.
 - Yougoslavie • Yougoslavie
 - Zaire • Zaire



LE CENTRE DU MONDE EST AU 30, RUE LA PÉROUSE.

C'est l'adresse de l'ACIFE. C'est là que vous attendent 108 monographies, traitant chacune en détail d'un pays étranger. Du prix des loyers à Calcutta aux écoles françaises en Argentine, en passant par la protection sociale au Zaïre ou la fiscalité au Japon, vous saurez tout avant de partir. Venez sur place, consultez les monographies de votre choix, ou commandez-les, en joignant un chèque de 60 F par monographie, établi à l'ordre du C.E.F.R.

Et pour bien commencer vos démarches, procurez-vous "le livret du Français à l'étranger", seul document officiel sur le sujet. Vous connaîtrez ainsi vos droits et les conditions dans lesquelles les faire valoir (30 F, par chèque à l'ordre du C.E.F.R.). Pour toute question relative à l'exportation, appelez l'ACIFE.

Accueil et information des Français à l'étranger
30, rue La Pérouse - 75116 Paris
Tél. (1) 45 02 14 23 - Fax 40.70 et 49.20
Minitel M. 15 code A | mot clé ACIFE
MONOGRAPHIES ACIFE. LES CLÉS DU MONDE.

ENCORE 12 NOUVELLES DESTINATIONS AIR FRANCE EN EUROPE.

CATANE — LONDRES-STANSTED — LONDRES-GATWICK — LUGANO — SHANNON

Air France vole au-devant des besoins de ses passagers. Au cours du premier semestre 1987, 12 nouvelles lignes compléteront le réseau européen qui comptera 68 destinations au départ de Paris, plus 19 villes desservies au départ de la Province.

La fréquence des vols est accrue vers Milan, Stuttgart, Oslo, Edimbourg, Porto. Londres à elle seule est desservie 86 fois par semaine.

Enfin, les hommes d'affaires voyageant en Europe avec Air France profitent de l'excellent rapport confort-service-prix de la Classe Affaires.

Air France donne ainsi à ses passagers des raisons supplémentaires de lui être fidèles.

AIR FRANCE INNOVE

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

SOFICOMI

Le conseil d'administration de la Société pour le financement d'immobiliers commerciaux et industriels « SOFICOMI » s'est réuni le 10 mars 1987 pour arrêter les comptes de l'exercice 1986 qui seront présentés à l'Assemblée générale ordinaire prévue pour le 20 mai prochain.

Les engagements souscrits au cours de cette période sont en augmentation de plus de 30 % par rapport à 1985 et s'élevaient à 381,6 MF. Ils concernent pour les deux tiers environ des opérations de crédit-bail et, pour le solde, des acquisitions d'immobiliers destinés à la location simple, principalement situés à Paris.

Au total, les engagements bruts de « SOFICOMI » ressortent, à fin 1986, à 1 864 MF (+ 20 %) dont 668 MF au titre des investissements en patrimoine.

Les revenus locatifs ont atteint 255,5 MF (+ 15,6 %) auxquels s'ajoutent pour un montant de 31,4 MF des produits résultant pour l'essentiel de levées d'option d'achat exercées dans le cadre de contrats de crédit-bail.

Après dotations aux amortissements et provisions pour un montant total de 73 MF, le bénéfice net de l'exercice s'établit à 123,9 MF contre, respectivement, 47,1 MF et 115,4 MF pour 1985.

Le conseil d'administration proposera à l'Assemblée générale des actionnaires, de fixer le dividende net par action de 47 F contre 44,32 F au titre de l'exercice précédent, assorti d'un crédit d'impôt de 0,83 F contre 0,80 F portant ainsi le dividende unitaire global de 45,12 F à 47,83 F (+ 6 %).

Carnet des entreprises

AUSSEDAT REY

M. Michel Bouteille a été nommé délégué général du Groupe AusseDat Rey pour la communication et l'environnement.

M. Michel Bouteille, ingénieur civil des Mines, est entré dans le Groupe AusseDat Rey en 1983, et il était jusqu'alors directeur général de la Société des Papeteries de Lancy, une des filiales importantes du Groupe AusseDat Rey (621 millions de francs de chiffre d'affaires en 1986), spécialisée dans la production de papier et de carton à destination des marchés de l'édition et de la publicité.

M. Jean-Paul Vivier, trente-quatre ans, ancien élève de l'École polytechnique et ingénieur civil des ponts et chaussées, précédemment à la direction de la Cellulose du Pin, où il a assumé notamment la direction de l'usine de Facture, succède à Michel Bouteille. Il a été nommé directeur général des Papeteries de Lancy au conseil d'administration de la société qui s'est réuni le 10 mars 1987.

Le Monde
PUBLICITÉ
FINANCIÈRE
Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

France-Garantie

Le conseil d'administration qui s'est réuni le 29 janvier 1987 a arrêté les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1986. Les revenus distribuables permettent de proposer à l'Assemblée générale ordinaire des actionnaires, qui se sera réunie sur première convocation le 1^{er} avril 1987, de fixer le dividende de l'exercice 1986 à 28,00 F, par action, assorti d'un crédit d'impôt de 2,08 F. Sous réserve du vote de l'Assemblée générale, le coupon n° 30 sera détaché le 15 avril 1987 et la mise en paiement du dividende interviendra le 17 avril 1987.

FRANCE-GARANTIE
Société d'investissement à Capital Variable
Siège Social : 5, Avenue de l'Opéra - 75001 PARIS

Cerus : L'Assemblée Générale

Paris le 10 mars 1987.

Cerus (Compagnies Européennes Réunies), le holding français du groupe CIR a tenu son Assemblée Générale le 10 mars 1987 sous la présidence de M. Carlo De Benedetti. Cette Assemblée Générale mixte (Ordinaire et Extraordinaire) a approuvé les comptes des premiers six mois d'activité de Cerus qui se traduisent par un bénéfice net de 54,3 millions de Francs, et fixé à 10 Francs le dividende net par action. Compte tenu de l'avoir fiscal le revenu global brut par action est porté à 15 Francs.

L'Assemblée Générale Extraordinaire qui s'est tenue ensuite, a donné plusieurs autorisations, de type classique, au Conseil d'Administration en vue de renforcer dans les prochaines années les capitaux permanents de la société. Dans ce cadre, il est envisagé une émission d'actions sur le marché international dans les mois à venir.

Dans son discours aux actionnaires M. Carlo De Benedetti a déclaré en évoquant l'année en cours : « Cette Assemblée est, pour moi, très importante. Elle symbolise l'entrée en 1986 de mon groupe en France avec de grandes ambitions.

L'exercice 1986 se réduit, certes, à une demi-année d'activité. Mais nous avons, pendant cette période, marqué le cap de notre action.

Par les prises de participation, correspondant soit à une logique d'opérateur comme Valeo que nous comptons conduire en 1988 à une rentabilité élevée, soit à une logique d'accompagnement et de pérennité comme pour Yves Saint Laurent qui a pu, avec notre concours, acquérir Charles de Ritz et, à travers cette opération, réunir ainsi l'ensemble des activités réalisées sous la griffe Yves Saint Laurent.

Par le réseau d'alliances qui s'est noué autour de Cerus: la présence de grandes institutions françaises - Suez,

l'UAP, la BNP, Pallas - est, à mes yeux, essentielle. - Par la recherche d'une rentabilité élevée: nos résultats sociaux sur un semestre d'activité - 54 millions F. - sont, de ce point de vue, très encourageants.

- Par la volonté de croissance: nous avons effectué à cette fin une augmentation de capital de 2,1 milliards de F. en janvier 1987, que les actionnaires - la CIR et ses alliés français au premier chef - ont suivie, et qui a été couronnée de succès.

Il est probable que nous réaliserons bientôt une nouvelle opération - de moindre ampleur et sur le marché international -, à la fois pour offrir l'opportunité d'entrer dans Cerus aux investisseurs qui, jusqu'à présent, n'ont pu le faire, et pour élargir et dynamiser le marché du titre.

Ainsi, après neuf mois d'existence, Cerus capitalise, avant toute nouvelle opération, environ 4 milliards de F et dispose de moyens d'action importants.

Où voulons-nous aller en 1987 ? Il s'agit pour nous, en premier lieu, de mener à bien ce que nous avons entrepris chez Valeo avec Noël Goutard, et chez Yves Saint Laurent en soutien de Pierre Bergé. Pour le reste, nous saisissons de nouvelles opportunités, avec un principe, et un seul: jouer un rôle actif et positif dans les entreprises dont nous sommes actionnaires. Ce peut être un rôle de leader, un rôle d'accompagnement, un rôle financier, mais il s'agit non de « découper des coupons », mais de faire preuve de dynamisme et de créativité.

Sans doute, les temps ne seront toujours pas aussi faciles sur le plan boursier, les marchés aussi actifs, les moyens de financement aussi abondants. Il nous appartiendra de travailler plus dur dans un environnement plus difficile, sans rien céder de notre ambition. Pour ma part, industriel européen, c'est-à-dire italien en Italie et, je l'espère français en France, j'attache une importance décisive à la réussite de Cerus, et ferai tout pour qu'elle soit à la mesure des objectifs que je me suis fixés et que nos partenaires ont bien voulu faire leurs.

CERUS sur Minitel composez 36.15 Le Monde • Cerus

Etranger

URSS : prêts à court terme, règlements par chèque...

Le système de crédit n'échappera pas au vent des réformes

Doter l'URSS d'un système de crédit à la mesure des espoirs de réforme de l'économie, ce constat de pure logique pourrait aboutir à une petite révolution si les grandes lignes des propositions de M. Alexandre Bourkov, responsable depuis décembre 1986 de l'organisme qui a en charge les caisses d'épargne, sont suivies d'effet. Les Soviétiques pourraient ainsi être appelés à se familiariser avec les règlements par chèque, les banques à octroyer des crédits aux particuliers, les caisses d'épargne à financer des créations d'entreprises individuelles.

La refonte du système de crédit, dressée à grands traits par M. Bourkov dans une interview publiée cette semaine par les *Nouvelles de Moscou*, constitue une rupture profonde avec les traditions. Actuellement, seules les quelque 78 000 caisses d'épargne existant en Union soviétique sont autorisées à recevoir des dépôts de particuliers. Les banques, dont le réseau est beaucoup plus modeste, ne sont, quant à elles, ouvertes qu'aux personnes morales, entreprises, kholkozes ou fermes collectives.

Élargir la gamme des services des caisses d'épargne cantonnées à quelques transactions comme le paiement des loyers ou l'achat-vente d'emprunts d'Etat est une idée séduisante. Le développement de « diverses formes de crédits », comme des « prêts à court terme », afin de relancer la consommation, risque toutefois de laisser quelque peu rêveurs les Soviétiques. Emprunter, pourquoi pas, mais pour acheter quoi ? L'importance des dépôts dans les caisses d'épargne, 243 milliards de roubles (250 milliards de francs au cours officiel) témoigne plus d'un économe forcé que d'un tempérament prévoyant.

Les observateurs s'interrogent également sur la possibilité pour ces mêmes caisses d'épargne de financer des entreprises coopératives, prévues par la législation qui entrera en vigueur en mai prochain. Héritages et freins bureaucratiques sont tels qu'on imagine mal l'émergence de multiples entrepreneurs privés candidats à de tels crédits, à court terme tout au moins.

La mise en place d'un véritable système de règlement par chèques constituerait par contre une innovation de taille. Jusqu'à présent, les expériences tentées à Gorki, à Odessa ou à Kaunas ont été très ponctuelles, et la loi du 1^{er} juillet dernier prévoyant des virements bancaires pour toute opération de plus de 5000 roubles entre un particulier et un organisme d'Etat, ou de plus de 10 000 roubles entre individus, avaient essentiellement pour but de lutter contre les revenus illicites.

Les zones d'ombre restent multiples. Ainsi, M. Bourkov se garde d'aborder le problème de la rémunération des dépôts dans les caisses d'épargne. Si l'on s'en tient à l'inflation officiellement admise depuis peu, 0,5 % en moyenne annuelle, les taux de 2 à 3 % actuels ne sont pas ridicules. Si le dérapage des prix est plus proche de l'évaluation des experts occidentaux, soit 3 % par an, cette rentabilité est beaucoup plus discutable. Mais, au moins, les propositions du responsable des caisses d'épargne confirment que, dans le domaine du crédit également, les recommandations de M. Mikhaïl Gorbatchev lors du vingt-septième congrès du parti, en février dernier, ne devraient pas être enterrées. Même si leur concrétisation s'annonce lente et laborieuse.

Marchés financiers

PARIS, 11 mars ↑

Reprise

Une fois encore la baisse n'a pas réussi à s'imposer Rue Vivienne. Assez lourde vingt-quatre heures auparavant, la Bourse de Paris s'est en effet assez vivement redressée mercredi. Après une bonne séance matinale (+ 0,9 %), le marché a poursuivi sur sa lancée, et, malgré la persistance d'une vague de ventes bénéficiaires, à la clôture de la journée, l'indicateur instantané enregistrait une avance proche de 1 %.

Les pétroles ont été de la fête ainsi qu'une poignée de belles valeurs comme CSF, Peugeot, Nord-Est, Finetemps, Edgim, La Redoute, Roussel-Uclaf et Alcatel surtout, les deux vedettes du jour. Les bonnes performances effectuées par ces actions ont fait oublier les mauvaises notes de Moulins, Compagnie bancaire, L'Oréal, Midi, Presses de la Cité.

La remontée en flèche de Wall Street (voir ci-contre) n'explique pas tout. « Dès le premier signe de baisse, des marchés se précipitent dans la rue pour adjoindre la reprise de la hausse », disait sous forme de boutade un professionnel connu pour son humour. Mais, à la limite, c'est presque cela. L'argent en quête de placement est tellement abondant que la Bourse n'a plus le temps, comme par le passé, de digérer ses repas, cette fonction s'opérant maintenant à mesure de l'avancement.

D'après les dernières analyses faites par la SAFE, deux marchés au monde offrent de belles perspectives : Paris et New-York. Tout est dit.

Au premier étage, le MATIF s'est un peu raffermi. En revanche le marché obligataire s'est réveillé assez indécis.

NEW-YORK, 11 mars ↓

Irrégulier

Pour la seconde fois de l'histoire, l'indice Dow Jones a franchi, mercredi en séance, la barre des 2 300 points. Il n'a pas pu se maintenir au-dessus, et, déglissant sous le poids des ventes bénéficiaires, est même revenu en-deça de son niveau quasi historique atteint la veille, pour s'établir à 2 265,98 (- 11,11 points). Cette baisse de l'indice des industriels, qui reflète l'ajournement des « Blue Chips », n'a toutefois pas correspondu à la tendance de fonds, franchement irrégulière, comme en témoigne le bilan de la journée. Sur 1 966 valeurs traitées, 780 ont reculé, 740 ont monté et 446 n'ont pas varié.

D'après les spécialistes, les investisseurs ont craint que la franchissement de cette nouvelle barre psychologique n'entraîne une sévère correction des cours après le gelop passé par le marché ces dernières semaines. Par prudence, beaucoup se sont dégoûtés, mais sur le point de se dégoûter. De fait, avec l'approche de l'échéance trimestrielle, les institutionnels ont soutenu de ne pas conserver trop de liquidités pour présenter de bons bilans. Mais ils sont parvenus à l'astuce d'adopter avec la proximité de cette triple échéance de contrats à terme (actions, options, indices), durant laquelle la Bourse est tirillée de tous côtés. Une forte activité a continué de régner avec 186,55 millions de titres échangés, contre 174,76 millions la veille.

VALEURS	Cours de 10 mars	Cours de 11 mars
AIG	23 5/8	24
A.T.T.	51 3/8	52
Boeing	51 3/8	51 7/8
Chem. Midland	78 1/2	78 5/8
Du Pont de Nemours	62 7/8	62 1/2
Eastman Kodak	107 1/8	107
Exxon	78 1/2	78 5/8
General Electric	107 1/8	107
General Motors	78	78 1/4
IBM	142 3/4	141 1/2
ITT	84 5/8	84
McDermott	52 1/4	52 1/4
Pfizer	72 3/8	72
Schlumberger	38 1/4	38
Texas Inc.	58 5/8	58 1/2
U.S. Steel	27 1/8	27 1/4
Union Carbide	47 1/2	47 1/4
Windsor	68	68
Yarn Corp.	72 1/4	72 1/4

CHANGES

Dollar : 6,20 F ↑

Le dollar a de nouveau manifesté, jeudi, des velléités de hausse pour coter 6,2025 F (contre 6,1825 F) et 1,8640 DM (contre 1,8580 DM). Mais, soit à cause de la moindre des affaires, soit en raison de la mise en application de l'accord de Louvre, la devise américaine n'a pas réussi vraiment à décoller.

FRANCFORT	11 mars	12 mars
Dollar (en DM) ..	1,858	1,868
TOKYO	11 mars	12 mars
Dollar (en yen) ..	153,54	153,69

MARCHÉ MONÉTAIRE	(cotes privées)
Paris (12 mars) ..	7 3/4 - 7 13/16 %
New-York (11 mars) ..	6 1/8 %

INDICES BOURSISERS

PARIS (INSEE, base 100 = 31 déc. 1986)
10 mars 11 mars
Valeurs françaises .. 188,5 189,3
Valeurs étrangères .. 185,5 186,5
C^o des agents de change (base 100 = 31 déc. 1981)
Indice général .. 438 446,2

NEW-YORK	(Indice Dow Jones)	10 mars	11 mars
Industrielles ..	2288,89	2268,98	

LONDRES	(Indice « Financial Times »)	10 mars	11 mars
Industrielles ..	1 386,4	1 371,4	
Mines d'or ..	32,2	32,1	
Fonds d'Etat ..	89,25	89,12	

TOKYO	11 mars	12 mars
Nikkei ..	21 313	21 479,79
Indice général ..	1 828,68	1 842,24

MATIF

Motionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 11 mars
Nombre de contrats : 18 636

COURS	ÉCHÉANCES			
	Mars 87	Juin 87	Sept. 87	Déc. 87
Dernier ..	107,45	107,20	107,25	107,15
Précédent ..	107,20	107	107,05	106,95

AUTOUR DE LA CORBEILLE

EUROPÉENNE DE BANQUE : UN RÉSULTAT NET DE 13,3 MILLIONS DE FRANCS. - L'Européenne de banque (ex-Banque Rothschild) a poursuivi, en 1986, son redressement. Après avoir accumulé 750 millions de francs de pertes sur les trois exercices 1982 à 1984, la banque a dégagé, en 1985, un résultat net de 6,7 millions de francs. L'an dernier, il a été porté à 13,3 millions. Tout en augmentant fortement son produit net bancaire (+ 9,8 %), l'EB a réussi à stabiliser ses frais généraux (+ 0,3 %). Grâce à d'« excellentes ventes financières », selon les termes de son président, M. Roger Prain, les commissions ont représenté 40 % du produit net bancaire. Pour l'exercice en cours, le PDG de l'EB a indiqué que, compte tenu de la faiblesse de la demande de crédit et de la bonne santé de la Bourse, il n'est pas à l'heure actuelle en mesure de faire beaucoup plus mal. L'EB, en tant que filiale détenue à 51 % par le CCF devrait être privatisée cette année.

L'EUROPE DES VILLES RÊVÉES

Vacances volées, week-ends inimitables... 16 petits guides pour les villes les plus romantiques d'Europe. L'imaginaire d'un écrivain (Julien Green à Florence, Michel Del Castillo à Séville...) et la précision d'un guide pratique.

En librairie - 39 F

Amsterdam
Athènes
Berlin
Budapest
Copenhague
Dublin
Edimbourg
Florence
Genève
Lisbonne
Londres
Rome
Séville
Stockholm
Venise
Vienna

autrement EDITIONS

Handwritten text in Arabic script at the bottom of the page.

كندا من اطلاق

Marchés financiers

BOURSE DE PARIS 11 MARS Cours relevés à 17 h 33

Main market table with columns for Valeurs, Cours, and % change. Includes sub-sections for Règlement mensuel and Second marché.

Comptant (selection)

Table of Comptant (selection) with columns for Valeurs, Cours, and % change. Includes sub-sections for Obligations and Actions.

Second marché (selection)

Table of Second marché (selection) with columns for Valeurs, Cours, and % change.

SICAV (selection) 11/3

Table of SICAV (selection) with columns for Valeurs, Cours, and % change.

Cote des changes

Table of Cote des changes with columns for Valeurs, Cours, and % change.

Marché libre de l'or

Table of Marché libre de l'or with columns for Valeurs, Cours, and % change.

Attribution

Table of Attribution with columns for Valeurs, Cours, and % change.

MINITEL La gestion en direct de votre portefeuille personnel 26.15 Tapes LEMONDE plus BOURSE

coupons détachés

Table of coupons détachés with columns for Valeurs, Cours, and % change.

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	MINTEL
2 Le nouveau gouvernement du chancelier Kohl. 3 Asie du Sud-Est: irritation croissante des autorités envers la presse étrangère. 4 Le sommet de Madrid. 5 Le conflit du Sahara occidental.	6 Cohabitation: le jour et la nuit. - M. Raymond Barre en Guyane. 7 Le communiqué officiel du conseil des ministres.	8 L'affaire du Carrefour du développement: les rendez-vous du juge Michau à Rio-de-Janeiro. 10 L'autorité parentale conjointe ne sera pas systématique. - L'Eglise catholique et la procréation.	21 Théâtre: programme du Festival d'Avignon: Nathan le Sage, de Lessing. - Opéra: Don Giovanni, au Châtelet. 22 Danse: trois créations par le ballet de l'Opéra de Lyon. 22 Communication.	26 La condamnation des mesures protectionnistes de la RFA sur la bière. 29 Les caisses d'épargne pourront prêter aux entreprises. 30 URSS: le système de crédit n'échappera pas au vent des réformes. 30-31 Marchés financiers.	Radio-télévision 24 Annonces classées 12 Carnet 25 Météorologie 24 Mots croisés 24 Loto, Loterie 25 Spectacles 23 Echecs 25	● Autorité parentale: égalité des conjoints? ● Pour ou contre un code de la nationalité? ● Livres: six mois de sélection du Monde. Actualité: Immobilier, Météo, Bourse, Télémarketing, Loisirs. 36.15 Tapez LEMONDE

En 1986

Chute brutale des exportations françaises dans l'industrie aéronautique

Les commandes à l'exportation reçues en 1986 par l'industrie aéronautique française sont en très nette baisse par rapport à l'année précédente: 37 milliards de francs en 1986, au lieu de 61,6 milliards en 1985. Ces précisions ont été données, mercredi 11 mars, à Paris, par M. Jacques Bénichou, président du Groupement des industries françaises aéronautiques et spatiales (GIFAS), qui est le syndicat professionnel de ce secteur économique en France.

En 1986, le carnet de commandes (exportations et commandes nationales) s'est élevé à 110 milliards de francs, en diminution de 10 % par rapport au montant enregistré l'année précédente. Le chiffre d'affaires, qui reflète le montant des livraisons intervenues, a été de 74 milliards de francs en 1986, ce qui représente une stagnation des activités (exprimées en francs constants).

M. Bénichou a noté que la part des activités civiles avait tendance à progresser. En effet, les productions civiles ont représenté 36 % du chiffre d'affaires en 1986 et 47 % du montant, pour cette même année, des commandes reçues à l'exportation.

L'industrie aéronautique et spatiale occupe environ 127 000 personnes. Ces effectifs sont relativement stables, mais on observe que, depuis dix ans, la part des ingénieurs et cadres est passée de 13 % à 20 % et celle des ouvriers de 46 % à 26,2 %. M. Bénichou a qualifié de « contrastée, préoccupante, mais encourageante » l'année 1986, car l'industrie française, grâce à un effort de recherche-développement, a renouvelé son fonds de commerce avec les modèles d'Airbus A-330 et A-340, le Rafale, Ariane et Hermès.

CHILI: à trois semaines de la visite du pape

Le gouvernement exprime sa « stupéfaction » après les critiques de l'évêque de Linares

SANTIAGO
de notre envoyé spécial

Les déclarations de Mgr Camus, évêque de Linares, qui a pratiquement justifié l'attentat de septembre 1986 contre le général Pinochet et qualifié les auteurs de cet attentat de « héros » (*le Monde* du 12 mars), ont provoqué une violente réaction du gouvernement chilien. La tension entre l'Eglise et le régime est montée d'un cran à trois semaines de la visite du pape Jean-Paul II.

Dans une longue intervention télévisée, le ministre de la justice, M. Hugo Rosende, a fait part de la « stupéfaction » du gouvernement face aux déclarations « aberrantes » de Mgr Camus. « Ne nous trompons pas, a dit le ministre, c'est le général Pinochet qui est visé parce qu'il a su s'opposer au retour des marxistes. »

Le ministre des affaires étrangères, M. Jaime del Valle, a raconté le message, Mgr Angelo Sodano, pour exprimer le « malaise » du gouvernement et envisager des poursuites contre l'évêque de Linares. Une démarche auprès du Vatican n'est pas exclue.

La déclaration de la conférence épiscopale de la semaine dernière avait déjà sérieusement agacé le chef de l'Etat. « En lisant le communiqué, a-t-il dit, j'ai d'abord cru qu'il s'agissait d'un nouveau parti politique. Quand j'ai compris qu'il s'agissait des évêques, j'ai pensé qu'ils devraient s'occuper davantage du spirituel et moins du matériel. »

Dans son communiqué, la conférence épiscopale pressait en revue les thèmes « chauds » de l'actualité: la « fuite » aux Etats-Unis d'un ancien major de l'armée, Fernandez Larios, et sa déposition devant un tribunal de Washington sur l'assassinat en 1976 d'Orlando Letelier, ancien ministre de Salvador Allende; la mise à pied de quelque six mille professeurs chiliens; l'enlèvement par les services secrets de deux naves de l'évêque de Linares (l'une, Claudia,

a été libérée, l'autre, Paola, est toujours portée disparue); la privatisation des entreprises; le calendrier électoral du gouvernement. Les évêques souhaitent que, « le moment venu, le peuple puisse se prononcer en toute liberté ».

Depuis ses déclarations au quotidien pro-gouvernemental *Mercuro*, Mgr Camus a accordé d'autres entretiens. Il pense que l'affaire Fernandez Larios a bouleversé le pays, « y compris des secteurs du gouvernement et des forces armées ». Du voyage papal, en avril, il attend « un miracle », c'est-à-dire, dit-il, « un changement social dans les plus brefs délais ». Il estime que la création d'un mouvement en faveur d'élections libres — une initiative envisagée par certains partis de l'opposition modérée jugeant que la situation chilienne n'est pas sans analogie avec celle des Philippines avant la chute de Marcos — « devrait aller de soi ». Enfin, l'évêque de Linares n'a aucune confiance dans le régime, n'accorde aucune « validité morale » à la Constitution de 1980 et réclame, sans illusions, « le départ du général ».

MARCEL NIEDERGANG.

SOUUDAN

Le colonel Garang annonce la prise d'une ville par les troupes rebelles

Le chef de l'Armée de libération du peuple au Soudan (SPLA), le colonel John Garang, a annoncé, le mercredi 11 mars à Addis-Abeba, la prise, il y a une semaine, par les forces rebelles, de la ville de Pibor, dans le sud du pays, en la qualifiant de « victoire écrasante » qui avait servi à casser l'offensive de la saison sèche menée par Khartoum. Le chef rebelle n'a pas précisé l'importance des forces du SPLA engagées dans cette attaque ni le nombre des soldats gouvernementaux tués, ajoutant cependant que ses hommes avaient enterré de « nombreux » soldats gouvernementaux dans des fosses communes.

A Khartoum, le quotidien *Soudan Times* rapporte, pour sa part, que des unités libyennes avaient été aperçues récemment paradant à El-Fasher, capitale de la province soudanaise du Darfour, et qu'elles ne montraient aucun signe indiquant qu'elles étaient sur le point de quitter le pays. Le premier ministre Sadek El Mahdi avait annoncé, la semaine dernière, que ces unités libyennes du Darfour avaient reçu l'ordre de se retirer et qu'elles avaient commencé à rebrousser chemin et avaient atteint Wadi-Hsouara, à 27 kilomètres au nord-ouest d'El-Fasher. — (AFP.)

Sur le vif

Métamorphose

J'ai une nouvelle à vous annoncer. Je sais pas comment faire. C'est tellement fantastique, tellement inattendu! J'ai peur que vous sachiez en fait et que vous vous cogniez le derrière au plafond en apprenant ça. Bon alors, crampez-vous à votre volant, si vous me lisez en bagnole. Ou à la barre du métro. Ou aux bres de votre fauteuil. Et respirez un bon coup. J'y vais? OK! Un savant américain a réussi, après des années de recherches, un truc pas croyable. Il a... Allé, je me lance: il a changé de l'or en plomb.

Ouais, ouais, vous avez bien lu. J'ai la dépêche sous les yeux. Ça s'est passé en Floride, et c'est une première mondiale. C'est d'autant plus fort que pendant des siècles des alchimistes en bonnet pointu se sont perchés sur leurs chapeaux, sur leurs cornues remplies de grains d'aldéride pour essayer de se fabriquer une bonne petite pierre philosophale capable de transmettre du plomb en or.

C'était complètement débile, d'accord. L'or, on s'en fout, tandis que le plomb! Ça donne le tournis, l'étendue de cette découverte. Où on va, là, c'est dingue! On va pouvoir changer le diamant en charbon, le titane en pétrole et le pinard en flotta. Les applications pratiques, je ne vous les énumère pas. On en aurait jusqu'à demain matin.

C'est sur le plan politique que ça va barder. Regardez les métamorphoses déjà subies par Chevènement. C'était Saint-Just. La voilà drapée de la pourpre cardinalice. Il ne lui manque que l'anneau. Et Edgar Faure! Lui, c'est la pierre philosophale incarnée. Un caillou rond et lisse. Il le reconnaît lui-même: c'est pas lui qui change de direction, c'est le vent!

Imaginez maintenant que pour mettre toutes les chances de son côté en 1988, mon Mami décide de se faire passer pour Barre. Question taille, ça va. Question majesté, c'est du pareil au même. Question embonpoint, y a qu'à bouffer des pâtes. Question programme, ça peut s'arranger. Du reste ça qui resta? La voix de tête, manière, filée du gros Raymond. Là, d'accord, c'est pas évident. On n'a encore jamais réussi, demandez aux traveaux, à camoufler le grave sous l'aigu. On doit pouvoir arriver à faire le contraire. Suffit de s'exercer.

CLAUDE SARRAUTE.

BOURSE DE PARIS

Matinée du 12 mars

Calmes et irrégulier

Les affaires ont été calmes mardi matin à la Bourse de Paris. Les valeurs françaises ont évolué de façon très irrégulière. A l'effritement au début de la séance (-0,22%), l'indicateur instantané était à l'équilibre en clôture (+0,04%). Hausse de TRT (+3%), Hachette (+2%), Bouygues (+1,5%), J. Lefebvre (+1%), Repli de Synthelabo (-3%), Ecco (-2%), Lyonnaise des eaux (-2%).

Valeurs françaises			
	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours
Accor	548	548	549
Agip	2085	2085	2085
Air Liquide	702	704	703
Banque Paribas	1078	1080	1080
Bouygues	2780	2775	2775
BRP	1280	1282	1280
CFM	4200	4280	4280
Comptoir	3800	3800	3820
Chargers S.A.	1810	1830	1827
Club Méditerranée	883	890	892
Elf	1820	1830	1820
ELF-Aquitaine	348 90	347 30	347
Endicor	3546	3546	3646
Europ	1608	1607	1603
Michelin	3150	3160	3160
Midi	1570	1588	1570
Multi-Honey	2540	2650	2650
Navig. Médit.	1236	1246	1248
Oréal	4106	4080	4100
Parifoneo	1085	1083	1087
Poussier S.A.	1448	1448	1426
Saint-Gobain	463	461	466
Semell	856	860	860
Souris Fenier	750	750	750
Télécom	3380	3380	3360
Thomson-C.S.F.	1610	1618	1620
Toutat	489	480	470
T.A.T.	2210	2230	2270
Valis	534	538	538

Le numéro du « Monde » daté 12 mars 1987 a été tiré à 487 045 exemplaires

A B C D E F G

EN BREF

● **SALVADOR**: la guerre civile a fait plus de 60 000 morts en sept ans. — L'évêque auxiliaire de San-Salvador, Mgr Gregorio Rosa Chavez, a indiqué, le mercredi 11 mars, à l'occasion du Conseil épiscopal latino-américain qui se tient actuellement au Paraguay, que la guerre au Salvador « fait 60 000 morts en sept ans. Pour la seule année 1986, le conflit a fait 2 425 victimes et on compte déjà 200 victimes depuis le début de l'année 1987. — (AFP.)

● **NÉPAL**: la visite de M. Bariani. — Le secrétaire d'Etat français aux affaires étrangères a été reçu, le mercredi 11 mars à Katmandou, par le premier ministre népalais, M. Bariani, qui s'est rendu auparavant au Bangladesh, devant repartir mardi après avoir rencontré plusieurs autres membres du gouvernement népalais. — (AFP.)

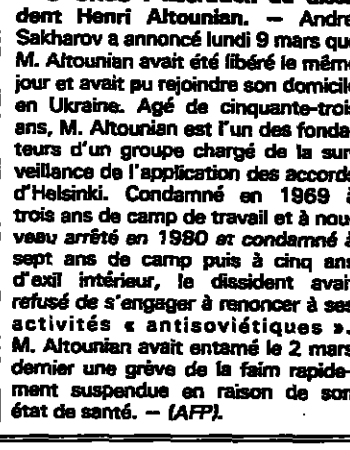
● **URSS**: libération du déserteur Henri Altounian. — Andreï Sakharov a annoncé lundi 9 mars que M. Altounian avait été libéré le même jour et avait pu rejoindre son domicile en Ukraine. Agé de cinquante-trois ans, M. Altounian est l'un des fondateurs d'un groupe chargé de la surveillance de l'application des accords d'Helsinki. Condamné en 1969 à trois ans de camp de travail et à nouveau arrêté en 1980 et condamné à sept ans de camp puis à cinq ans d'exil intérieur, le déserteur avait refusé de s'engager à renoncer à ses activités « antisoviétiques ». M. Altounian avait entamé le 2 mars dernier une grève de la faim rapidement suspendue en raison de son état de santé. — (AFP.)

Le Monde Infos-Spectacles sur Minitel

36-15 + ISLM

Qui a succédé à Yvon Gattaz à la tête du CNPF?

Le Monde
Édition Actualité



Préservez votre dos fragile avec TRECAREX

Le nouveau sommier C'EST à lattes flexibles. L'ESTRÉE D'OR DU MOBIER. INTERROGEZ VOTRE MÉDECIN.

CAPÉLOU
DISTRIBUTEUR
37, Av. de la République 75011 PARIS
Tel 43.57.46.35 - Métro: PARMENTIER



Célibataires changez vos rencontres

Désormais, rencontrez - grâce à une étude psychologique préalable - des personnes dont le caractère, l'affectivité et même la sexualité sont compatibles avec les vôtres.

C'est la chance fantastique que vous offre ION. Le monde change, changez aussi votre façon de découvrir celle que vous cherchez pour la vie.

ION: une écoute attentive et chaleureuse... Venez nous voir, ou écrivez.

ION International
Institut de Psychologie fondé en 1950 - PARIS - BRUXELLES - GENÈVE

BON GRATUIT sans engagement, sous pli neutre et cacheté, le livret d'information en couleurs "Pour un couple nouveau".

M. Mme Mlle.....
Prénom.....
Nom.....
Adresse.....
ION FRANCE (M 24) 8, rue Odéon-Lafayette, 75000 PARIS - Tél. (1) 46.28.70.85-1
ION BELGIQUE (M 24) 1, rue de la Chapelle, 1050 BRUXELLES - Tél. (1) 74.20.20
ION SUISSE (M 24) 12, rue de la Comtesse CP 285-1211 GENEVE - Tél. (1) 622.20.11-1774

Le Monde
sur minitel

IMMOBILIER

Pour trouver un logement
30 000 affaires Paris-Provence. Garantie FNAIM.

36.15 TAPEZ LEMONDE

Comment le cerveau construit notre monde sensible

LES 5 SENS

UN MOIS SÉRIÉ
SCIENCE VIE

Handwritten text in Arabic script: "مركز الأمل"